Walter Rodney

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique

Publié par : Bogle-L'Ouverture Publications, Londres et Maison d'édition tanzanienne, Dar-Es-Salaam 1973, transcription de
6e réimpression, 1983;
Transcrit : par Joaquin Arriola.

À
Pat, Muthoni, Mashaka et la famille
élargie

Contenu

[Préface](#)

Chapitre un. Quelques questions sur le développement

1.1 Qu'est-ce que le développement 1.2 Qu'est-ce que le sous-développement?

Chapitre deux. Comment l'Afrique s'est développée avant l'arrivée des Européens jusqu'au XVe siècle

2.1 Vue d'ensemble générale
2.2 Exemples concrets

Chapitre trois. Contribution de l'Afrique à la Développement capitaliste - la période précoloniale

3.1 Comment l'Europe est devenue la section dominante d'un monde Système commercial large
3.2 Contribution de l'Afrique à l'économie et croyances de l'Europe capitaliste primitive

Chapitre quatre. L'Europe et les racines de l'Afrique Sous-développement - jusqu'en 1885

4.1 La traite européenne des esclaves comme facteur fondamental du sous-développement africain
4.2 Stagnation technologique et distorsion de l'Africain L'économie à l'époque précoloniale
4.3 Développements politico-militaires continus en Afrique - 1500 à 1885

Chapitre cinq. Contribution de l'Afrique au capitaliste Développement de l'Europe - la période coloniale

5.1 Expatriation des surplus africains sous le colonialisme
5.2 Le renforcement des aspects technologiques et militaires du capitalisme

Chapitre six. Le colonialisme comme système pour Afrique sous-développement

6.1 Les avantages supposés du colonialisme pour l'Afrique

6.2 Caractère négatif des aspects sociaux, politiques et économiques

Conséquences

6.3 Éducation pour le sous-développement

6.4 Développement par contradiction

Archives Walter Rodney | Marxisme et anti-impérialisme en Afrique

http://www.marxists.org/subject/africa/rodney-walter/how-europe/index.htm (1 sur 3) [8/22/05 11:01:42 AM]

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Préface

Ce livre découle d'un souci de la situation africaine contemporaine. Il plonge dans le passé uniquement parce que sinon, il serait impossible de comprendre comment le présent a vu le jour et quelles sont les tendances pour un avenir proche. Dans la recherche d'une compréhension de ce que l'on appelle aujourd'hui le «sous-développement» en Afrique, les limites de l'enquête ont dû être fixées aussi loin que le XVe siècle, d'une part, et la fin de la période coloniale, d'autre part. .

Idéalement. une analyse du sous-développement devrait se rapprocher encore plus du présent que de la fin de la période coloniale dans les années 1960. Le phénomène du néo-colonialisme appelle à une enquête approfondie afin de formuler la stratégie et les tactiques

d'émancipation et de développement de l'Afrique. Cette étude ne va pas jusque-là, mais au moins certaines solutions sont implicites dans une évaluation historique correcte, tout comme des remèdes médicaux donnés sont indiqués ou contre-indiqués par un diagnostic correct de l'état d'un patient et une histoire de cas précise. Espérons que les faits et l'interprétation qui suivent apporteront une petite contribution au renforcement de la conclusion selon laquelle le développement de l'Afrique n'est possible que sur la base d'une rupture radicale avec le système capitaliste international, qui a été la principale agence de sous-développement de l'Afrique au cours des cinq dernières années. des siècles.

Comme le lecteur le remarquera, la question de la stratégie de développement est abordée brièvement dans la dernière partie par AM Babu, ancien ministre de

Affaires économiques et planification du développement, qui a participé activement à l'élaboration de politiques dans ce sens dans le contexte tanzanien [nb: non inclus dans cette réimpression] . Ce n'est pas un hasard si le texte dans son ensemble a été rédigé en Tanzanie, où les expressions de préoccupation pour le développement se sont accompagnées d'actions beaucoup plus positives que dans plusieurs autres parties du continent.

De nombreux collègues et camarades ont participé à la préparation de ce travail. Des remerciements particuliers doivent être adressés aux camarades Karim Hirji et Henry Mapolu de l'Université de Dar es Salaam, qui ont lu le manuscrit dans un esprit de critique constructive. Mais, contrairement à la mode dans la plupart des préfaces, je n’ajouterai pas que «toutes les erreurs et tous les défauts sont entièrement de ma responsabilité». C'est du pur subjectivisme bourgeois. La responsabilité dans les affaires de ce genre est toujours collective, notamment en ce qui concerne la correction des carences. Je remercie également la Tanzania Publishing House et

Bogle L'Ouverture Publications d'avoir coopéré à la production de ce volume de la manière la plus simple et la moins coûteuse possible. Le but a été d'essayer d'atteindre les Africains qui souhaitent explorer plus avant la nature de leur exploitation, plutôt que de satisfaire le «standard» établi par nos oppresseurs et leurs porte-parole dans le monde académique.

Walter Rodney. Dar es Salaam.

Table des matières

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Chapitre un
Quelques questions sur le développement

`` En contraste avec la croissance rapide des pays de notre camp socialiste et le développement qui se déroule, bien que beaucoup plus lentement, dans la majorité des pays capitalistes, est le fait incontestable qu'une grande proportion des pays dits sous-développés sont en stagnation totale et que, dans certains d'entre eux, le taux de croissance économique est inférieur à celui de la croissance démographique.

«Ces caractéristiques ne sont pas fortuites; ils correspondent strictement à la nature du système capitaliste en pleine expansion, qui transfère aux pays dépendants les formes d'exploitation les plus

abusives et les plus dénudées. Il faut bien comprendre que la seule façon de résoudre les questions qui assaillent actuellement l'humanité est d'éliminer complètement l'exploitation des pays dépendants par les pays capitalistes développés, avec toutes les conséquences que cela implique ».
Che Guevara, 1964.

1. 1 Qu'est-ce que le développement?

Le développement dans la société humaine est un processus multiforme. Au niveau de l'individu, cela implique une compétence et une capacité accrues, une plus grande liberté, créativité, autodiscipline, responsabilité et bien-être matériel. Certaines de ces catégories sont pratiquement morales et sont difficiles à évaluer - en fonction de l'âge dans lequel on vit, des origines de sa classe et du code personnel de ce qui est bien et de ce qui est mal. Cependant, ce qui est incontestable, c'est que la réalisation de l'un de ces aspects du développement personnel est étroitement

liée à l'état de la société dans son ensemble. Dès les temps les plus reculés, l'homme a trouvé commode et nécessaire de se réunir en groupes pour chasser et pour survivre. Les relations qui se développent au sein d'un groupe social donné sont cruciales pour la compréhension de la société dans son ensemble: la liberté, la responsabilité, la compétence, etc. n'ont de sens réel qu'en termes de relations des hommes dans la société.

Bien sûr, chaque groupe social entre en contact avec les autres. Les relations entre les individus dans deux sociétés quelconques sont régies par la forme des deux sociétés. Leurs structures politiques respectives sont importantes parce que les éléments dirigeants au sein de chaque groupe sont ceux qui commencent à dialoguer, échanger ou se battre, selon le cas. Au niveau des groupes sociaux, le développement implique donc une capacité croissante à réguler les relations tant internes qu'externes. Une grande partie de l'histoire humaine a été un combat pour la survie contre les risques naturels

et contre des ennemis humains réels et imaginaires. Le développement dans le passé a toujours signifié l'augmentation de la capacité de préserver l'indépendance du groupe social et même de porter atteinte à la liberté d'autrui - quelque chose qui se produisait souvent indépendamment de la volonté des personnes au sein des sociétés concernées.

Les hommes ne sont pas les seuls êtres à opérer en groupe, mais l'espèce humaine s'est engagée dans une ligne de développement unique parce que l'homme avait la capacité de fabriquer et d'utiliser des outils. L'acte même de fabriquer des outils était un stimulant pour accroître la rationalité plutôt que la conséquence d'un intellect pleinement mûri. En termes historiques, l'homme le travailleur était tout aussi important que l'homme le penseur, parce que le travail avec les outils libérait les hommes de la nécessité physique pure, afin qu'il puisse s'imposer à d'autres espèces plus puissantes et à la nature elle-même. Les outils avec lesquels les hommes travaillent et la manière dont ils organisent leur

travail sont tous deux des indices importants du développement social.

Le plus souvent, le terme «développement» est utilisé dans un sens économique exclusif - la justification étant que le type d'économie est lui-même un indice d'autres caractéristiques sociales. Qu'est-ce donc que le développement économique? Une société se développe économiquement à mesure que ses membres augmentent conjointement leur capacité à gérer l'environnement. Cette capacité à gérer l'environnement dépend de la mesure dans laquelle ils comprennent les lois de la nature (science), de la mesure dans laquelle ils mettent cette compréhension en pratique en concevant des outils (technologie) et de la manière dont le travail est réalisé. organisé. Dans une perspective à long terme, on peut dire qu'il y a eu un développement économique constant au sein de la société humaine depuis les origines de l'homme, car l'homme a énormément multiplié sa capacité à gagner sa vie de la nature. L'ampleur de la réalisation de l'homme est mieux comprise en

réfléchissant sur l'histoire des débuts de la société humaine et en notant premièrement, le progrès des outils de pierre brute à l'utilisation des métaux; deuxièmement, le passage de la chasse et de la cueillette de fruits sauvages à la domestication des animaux et à la culture de cultures vivrières; et troisièmement, l'amélioration du caractère du travail d'une activité individualiste vers une activité qui assume un caractère social par la participation de plusieurs.

Chaque peuple a montré sa capacité à accroître de manière indépendante sa capacité à vivre une vie plus satisfaisante en exploitant les ressources de la nature. Chaque continent a participé indépendamment aux premières époques de l'extension du contrôle de l'homme sur son environnement - ce qui signifie en fait que chaque continent peut indiquer une période de développement économique . L'Afrique, étant la patrie originelle de l'homme, a été un acteur majeur dans les processus dans lesquels les groupes humains ont montré une capacité de plus en plus grande à tirer profit de

l'environnement naturel. En effet, au début de la période, l'Afrique était au centre du développement physique de l'homme en tant que tel, par opposition aux autres êtres vivants.

Le développement était universel parce que les conditions conduisant à chaque expansion économique étaient universelles. Partout, l'homme était confronté à la tâche de survie en répondant à des besoins matériels fondamentaux; et de meilleurs outils étaient une conséquence de l'interaction entre les êtres humains et la nature dans le cadre de la lutte pour la survie. Bien sûr, l'histoire humaine n'est pas un récit d'avancées et rien d'autre. Il y a eu des périodes dans toutes les régions du monde où il y a eu des revers temporaires et une réduction réelle de la capacité de produire les produits de première nécessité et d'autres services pour la population. Mais la tendance générale était à l'augmentation de la production et, à des moments donnés, l'augmentation de la *quantité* de biens était associée à un changement de *qualité* ou de caractère de

la société. Cela sera montré plus tard en référence à l'Afrique, mais pour indiquer l'application universelle du principe du changement quantitatif / qualitatif, un exemple sera tiré de la Chine.

Les premiers hommes en Chine ont vécu à la merci de la nature et ont lentement découvert des choses aussi fondamentales que le fait que le feu peut être artificiel et que les graines de certaines herbes pourraient être plantées dans le sol pour répondre aux besoins alimentaires.

Ces découvertes ont aidé les habitants de la Chine à avoir des communautés agricoles simples utilisant des outils en pierre et produisant suffisamment pour leur subsistance. Cela a été accompli plusieurs milliers d'années avant la naissance du Christ ou la fuite du prophète Mahomet. Les biens produits à ce stade étaient répartis de manière plus égale entre les membres de la société, qui vivaient et travaillaient en famille. À l'époque de la dynastie T'ang du 7ème siècle après JC, la Chine avait élargi sa capacité

économique non seulement pour produire plus de nourriture, mais aussi pour fabriquer une grande variété d'articles tels que des soies, de la porcelaine, des navires et des appareils scientifiques. Cela représentait bien sûr une augmentation quantitative des biens produits et était étroitement lié aux changements qualitatifs de la société chinoise. À une date ultérieure, il y avait un État politique, où auparavant il n'y avait que des unités d'autonomie gouvernementale. Au lieu de chaque famille et de chaque. individu effectuant les tâches d'agriculteurs, de constructeurs de maisons, de tailleurs, etc., une spécialisation de la fonction est apparue. La plupart de la population travaillait encore la terre, mais il y avait des artisans qualifiés qui fabriquaient de la soie et de la porcelaine, des bureaucrates qui administraient l'État et des philosophes religieux bouddhistes et confucéens qui se spécialisaient en essayant d'expliquer ces choses qui échappaient à une compréhension immédiate.

La spécialisation et la division du travail ont conduit à une production accrue ainsi qu'à des inégalités dans la distribution. Une petite partie de la société chinoise en est venue à prendre une part disproportionnée du produit du travail humain, et c'est la section qui a fait le moins pour générer de la richesse en travaillant dans l'agriculture ou l'industrie. Ils pouvaient se permettre de le faire parce que de graves inégalités s'étaient manifestées dans la propriété des moyens de production de base, à savoir la terre. Les terres familiales sont devenues plus petites pour la plupart des paysans et une minorité s'est emparée de la plus grande partie des terres. Ces changements dans le régime foncier faisaient partie intégrante du développement dans son sens le plus large. C'est pourquoi le développement ne peut pas être considéré uniquement comme une affaire économique, mais plutôt comme un processus social global qui dépend du résultat des efforts de l'homme pour faire face à son environnement naturel.

Grâce à une étude approfondie, il est possible de comprendre certains des liens très complexes entre les changements dans la base économique et les changements dans le reste de la superstructure de la société - y compris la sphère de l'idéologie et des croyances sociales. Le passage du communautarisme en Asie et en Europe a conduit par exemple à des codes de comportement propres au féodalisme. La conduite des chevaliers européens en armure avait beaucoup en commun avec celle des samouraïs ou guerriers japonais. Ils ont développé des notions de soi-disant «chevalerie» - conduite devenant un gentleman chevalier à cheval; en revanche, il a dû apprendre une humilité, une déférence et une obséquiosité extrêmes - symbolisées par le fait de retirer sa casquette et de se tenir tête nue devant ses supérieurs. En Afrique aussi, on constate que la montée de l'Etat et des classes supérieures conduit à la pratique selon laquelle les sujets communs se prosternent en présence des monarques et des aristocrates. Quand ce point fut atteint, il devint clair que l’égalité grossière de

la famille avait cédé la place à un nouvel état de la société.

Dans les sciences naturelles, il est bien connu que, dans de nombreux cas, le changement quantitatif devient qualitatif après une certaine période. L'exemple courant est la façon dont l'eau peut absorber la chaleur (un processus quantitatif) jusqu'à ce qu'à 100 ° C, elle se transforme en vapeur (un changement qualitatif de forme). De même, dans la société humaine, il a toujours été le cas que l'expansion de l'économie conduit finalement à un changement dans la forme des relations sociales. Karl Marx, écrivant au XIXe siècle, a été le premier écrivain à l'apprécier et il a distingué dans l'histoire européenne plusieurs stades de développement. La première grande étape après de simples bandes de chasseurs était le *communalisme* où la propriété était la propriété collective, le travail était fait en commun et les biens étaient répartis également. Le second était l' *esclavage* , causé par l'extension d'éléments dominateurs au sein de la famille et par le

dépassement de certains groupes par d'autres. Les esclaves accomplissaient une variété de tâches, mais leur travail principal était de produire de la nourriture. Le suivant était la *féodalité* où l'agriculture restait le principal moyen de subsistance, mais la terre nécessaire à cette fin était entre les mains de quelques-uns, et ils prenaient la part du lion de la richesse. Les travailleurs de la terre (maintenant appelés Serfs) n'étaient plus la propriété personnelle des maîtres, mais ils étaient liés à la terre d'un manoir ou d'un domaine particulier. Lorsque le manoir a changé de mains, les serfs ont dû y rester et fournir des biens au propriétaire - juste en avoir assez pour se nourrir. Tout comme l'enfant d'un esclave était un esclave, les enfants des serfs étaient aussi des serfs. Puis vint le *capitalisme* , sous lequel la plus grande richesse de la société n'était pas produite dans l'agriculture mais par des machines - dans les usines et dans les mines. Comme la phase précédente du féodalisme, le capitalisme se caractérisait par la concentration entre quelques mains de la propriété des

moyens de production de richesse et par une répartition inégale des produits du travail humain. Les rares qui dominaient étaient la bourgeoisie issue des marchands et artisans de l'époque féodale, et qui est devenue des industriels et des financiers. Pendant ce temps, les serfs ont été déclarés légalement libres de quitter la terre et d'aller à la recherche d'un emploi dans les entreprises capitalistes. Leur travail est ainsi devenu une marchandise - quelque chose à acheter et à vendre.

On prévoyait qu'il y aurait une autre étape - celle du *socialisme* - dans laquelle le principe de l'économie serait rétabli, comme dans le communautarisme. Au siècle actuel, la phase du socialisme est en effet apparue dans certains pays. Sur le plan économique, chaque étape suivante représentait le développement au sens strict où il y avait une capacité accrue de contrôler l'environnement matériel et ainsi de créer plus de biens et de services pour la communauté. La plus grande quantité de biens et de services reposait sur les plus grandes compétences et sur l’inventivité humaine.

L'homme a été libéré dans le sens où il avait plus d'occasions d'afficher et de développer ses talents. La question de savoir si l'homme s'est élevé dans un sens moral est discutable. Les progrès de la production ont élargi l'éventail des pouvoirs que certaines sections de la société avaient sur d'autres sections et ont multiplié la violence qui faisait partie de la compétition pour la survie et la croissance entre les groupes sociaux. Il n'est pas du tout clair qu'un soldat au service du capitalisme lors de la dernière guerre mondiale était moins `` primitif '' au sens élémentaire du terme qu'un soldat servant dans l'une des armées féodales japonaises au XVIe siècle, ou d'ailleurs un chasseur vivant. dans la première phase de l'organisation humaine dans les forêts du Brésil. Néanmoins, nous savons que dans ces trois époques respectives, bande de chasse, féodalisme, capitalisme - la qualité de vie s'est améliorée. Cela devenait moins dangereux et moins incertain, et les membres de la société avaient potentiellement un plus grand choix

quant à leur destin. Tout cela est impliqué lorsque le mot «développement» est utilisé.

Dans l'histoire de ces sociétés qui ont traversé plusieurs modes de production, l'opportunité se présente de voir comment les changements quantitatifs donnent finalement naissance à une société entièrement différente. La principale caractéristique est qu'à des moments donnés, les relations sociales dans la société n'étaient plus efficaces pour promouvoir le progrès. En effet, ils ont commencé à freiner les forces productives et ont donc dû être abandonnés. Prenons par exemple l'époque de l'esclavage en Europe. Aussi moralement indéfendable qu'ait pu être l'esclavage, il servit pendant un certain temps à ouvrir les mines et les plantations agricoles dans de grandes parties de l'Europe et notamment dans l'Empire romain. Mais alors ces paysans qui sont restés libres ont vu leur travail déprimé et sous-utilisé à cause de la présence d'esclaves. Les esclaves n'étaient pas disposés à travailler à des tâches exigeant

des compétences, de sorte que l'évolution technologique de la société menaçait de s'arrêter. De plus, les esclaves étaient agités et les révoltes d'esclaves coûtaient cher à réprimer. Les propriétaires terriens, voyant leurs propriétés en ruine, décident qu'il vaudrait mieux accorder la liberté légale que réclament les esclaves. et de continuer à exploiter le travail de ces serfs libres en s'assurant qu'ils n'avaient pas de terres à labourer autres que celles des propriétaires. Ainsi, un nouvel ensemble de relations sociales - celle du propriétaire et du serf - a remplacé les anciennes relations de maître d'esclave et d'esclave.

Dans certains cas. le passage à un nouveau mode s'est accompagné de violences à un moment critique. Cela s'est produit lorsque les classes dirigeantes impliquées étaient menacées de suppression par le processus de changement.

Les propriétaires féodaux sont restés au pouvoir pendant des siècles au cours desquels les intérêts marchands et

manufacturiers se sont enrichis et ont cherché à obtenir le pouvoir et la prééminence sociale. Lorsque les classes sont si bien définies, leur conscience est à un niveau élevé. Tant la classe des propriétaires fonciers que les capitalistes ont reconnu ce qui était en jeu. Les premiers se sont battus pour conserver les rapports sociaux qui ne correspondaient plus à la nouvelle technologie de la production mécanique et de l'organisation du travail par l'achat de la force de travail. Les capitalistes se sont lancés dans des révolutions en Europe aux XVIIIe et XIXe siècles pour briser les anciens rapports de production.

Les notions de révolution et de conscience de classe doivent être gardées à l'esprit quand il s'agit d'examiner la situation des classes ouvrières et paysannes modernes en Afrique. Cependant, pendant la plus grande partie de l'histoire de l'Afrique, les classes existantes ont été incomplètement cristallisées et les changements ont été progressifs plutôt que révolutionnaires. Ce qui est probablement plus pertinent pour le développement précoce de l'Afrique, c'est le principe selon lequel le

développement sur les territoires du monde a toujours été inégal.

Si toutes les sociétés ont connu le développement, il est également vrai que le rythme du développement différait d'un continent à l'autre, et au sein de chaque continent, différentes parties ont accru leur maîtrise de la nature à des rythmes différents. En Afrique, l'Égypte était capable de produire de la richesse en abondance il y a vingt-cinq siècles, en raison de la maîtrise de nombreuses lois scientifiques naturelles et de leur invention de la technologie pour irriguer, cultiver des aliments et extraire des minéraux du sous-sol. À cette époque, la chasse avec des arcs et même des clubs en bois était ce dont les gens dépendaient pour survivre dans la plupart des régions du continent africain - et dans divers autres endroits tels que les îles britanniques.

L'une des questions les plus difficiles à répondre est celle de savoir pourquoi différents peuples se sont développés à des rythmes différents lorsqu'ils sont laissés à eux-

mêmes. Une partie de la réponse réside dans l'environnement dans lequel les groupes humains ont évolué et une partie de celui-ci réside dans la «superstructure» de la société humaine. C'est-à-dire que lorsque les êtres humains se sont battus avec l'environnement matériel, ils ont créé des formes de relations sociales, des formes de gouvernement, des modèles de comportement et des systèmes de croyance qui, ensemble, constituaient la superstructure - qui n'a jamais été exactement la même dans deux sociétés. Chaque élément de la superstructure interagissait avec d'autres éléments de la superstructure ainsi qu'avec la base matérielle. Par exemple, les schémas politiques et religieux se sont mutuellement affectés et étaient souvent étroitement liés. La croyance religieuse qu'une certaine forêt est sacrée est le genre d'élément de la superstructure qui affecte l'activité économique, puisque cette forêt ne sera pas défrichée pour être cultivée. Si, en dernière analyse, la percée vers une nouvelle étape du développement humain dépend de la capacité technique

de l'homme à gérer l'environnement, il faut également garder à l'esprit que les particularités de la superstructure de toute société donnée ont un impact marqué sur le taux de développement.

De nombreux observateurs ont été déconcertés par le fait que la Chine n'est jamais devenue capitaliste. Il est entré dans la phase de développement féodal pratiquement 1 000 ans avant la naissance du Christ; il avait développé de nombreux aspects de la technologie; et il avait de nombreux artisans et artisans. Pourtant, le mode de production n'a jamais été transformé en un mode où les machines étaient le principal moyen de produire de la richesse et où les propriétaires du capital seraient la classe dominante. L'explication est très complexe, mais en termes généraux, les principales différences entre l'Europe féodale et la Chine féodale résident dans la superstructure - c'est-à-dire dans le corpus de croyances, de motivations et d'institutions sociopolitiques qui dérivent de la base matérielle mais qui à leur tour l'affectent. En Chine, les qualifications

religieuses, éducatives et bureaucratiques étaient de la plus haute importance, et le gouvernement était entre les mains des fonctionnaires de l'État plutôt que d'être dirigé par les propriétaires fonciers sur leurs propres domaines féodaux. En outre, il y avait des tendances plus égalitaires dans la distribution des terres chinoises que dans la distribution des terres européennes, et l'État chinois possédait une grande quantité de terres. La conséquence était que les propriétaires terriens avaient plus de pouvoirs en tant que bureaucrates qu'en tant qu'hommes de propriété, et ils s'en servaient pour maintenir les relations sociales dans le même moule. Il leur aurait été impossible de faire cela indéfiniment, mais ils ont ralenti le mouvement de l'histoire. En Europe, les éléments de changement n'ont pas été étouffés par le poids d'une bureaucratie d'État.

Dès que les premiers capitalistes sont apparus dans la société européenne, une incitation a été créée pour un développement ultérieur à travers l'attitude de cette classe. Jamais auparavant, dans aucune société humaine,

un groupe de personnes ne s'était vu fonctionner consciemment afin de tirer le maximum de profit de la production. Pour atteindre leur objectif d'acquérir de plus en plus de capital, les capitalistes se sont intéressés de plus en plus aux lois de la science qui pouvaient être exploitées sous forme de machines pour travailler et faire des profits en leur nom. Au niveau politique, le capitalisme était également responsable de la plupart des caractéristiques que l'on appelle aujourd'hui la «démocratie occidentale». En abolissant le féodalisme, les capitalistes ont insisté sur les parlements, les constitutions, la liberté de la presse, etc. Ceux-ci peuvent également être considérés comme du développement. Cependant, les paysans et les travailleurs d'Europe (et finalement les habitants du monde entier) ont payé un prix énorme pour que les capitalistes puissent tirer leurs bénéfices du travail humain qui se trouve toujours derrière les machines. Cela contredit d'autres facettes du développement, en particulier du point de vue de ceux qui ont souffert et souffrent encore pour rendre les

réalisations capitalistes possibles. Ce dernier groupe est la majorité de l'humanité. Pour avancer, ils doivent renverser le capitalisme; et c'est pourquoi, pour le moment, le capitalisme se trouve sur la voie du développement social humain. Pour le dire autrement, les relations sociales (de classe) du capitalisme sont désormais dépassées, tout comme les relations esclavagistes et féodales sont devenues dépassées en leur temps.

Il y eut une période où le système capitaliste augmentait le bien-être d'un nombre important de personnes en tant que sous-produit de la recherche de profits pour quelques-uns, mais aujourd'hui, la quête de profits entre en conflit avec les demandes des gens que leurs besoins matériels et sociaux devrait être remplie. La classe capitaliste ou bourgeoise n'est plus capable de guider à nouveau le développement sans entrave de la science et de la technologie parce que ces objectifs se heurtent désormais à la recherche du profit. Le capitalisme s'est révélé incapable de transcender les faiblesses

fondamentales telles que la sous-utilisation de la capacité de production, la persistance d'un secteur permanent de chômeurs et les crises économiques périodiques liées au concept de `` marché '' - qui concerne la capacité des gens à payer plutôt que leur besoin de produits de base. Le capitalisme a créé ses propres irrationalités telles qu'un racisme blanc vicieux, le gaspillage énorme associé à la publicité et l'irrationalité d'une pauvreté incroyable au milieu de la richesse et du gaspillage même à l'intérieur des plus grandes économies capitalistes, comme celle des États-Unis. Surtout, le capitalisme a intensifié ses propres contradictions politiques en essayant d'assujettir les nations et les continents en dehors de l'Europe, de sorte que les travailleurs et les paysans de toutes les régions du globe ont pris conscience d'eux-mêmes et sont déterminés à prendre leur destin en main. Une telle détermination fait également partie intégrante du processus de développement.

On peut proposer comme généralisation que toutes les phases de développement sont temporaires ou transitoires et sont destinées tôt ou tard à céder la place à autre chose. Il est particulièrement important de le souligner en référence au capitalisme parce que l'époque capitaliste n'est pas tout à fait terminée et que ceux qui vivent à un moment donné ne voient souvent pas que leur mode de vie est en cours de transformation et d'élimination. En effet, c'est l'une des fonctions de ceux qui justifient le capitalisme (les écrivains bourgeois) d'essayer de prétendre que le capitalisme est là pour rester. Un coup d'œil sur l'avancée remarquable du socialisme au cours des cinquante dernières années montrera que les apologistes du capitalisme sont les porte-parole d'un système social qui expire rapidement.

Le fait que le capitalisme soit toujours présent aux côtés du socialisme doit nous avertir que les modes de production ne peuvent pas être simplement considérés comme une question d'étapes successives. Un développement inégal a toujours assuré que les sociétés

sont entrées en contact lorsqu'elles se trouvaient à des niveaux différents - par exemple, celui qui était communautaire et celui qui était capitaliste.

Quand deux sociétés de natures différentes entrent en vigueur de manière prolongée et efficace

contact, le rythme et la nature des changements qui se produisent dans les deux sont sérieusement affectés dans la mesure où des modèles entièrement nouveaux sont créés. Deux règles générales peuvent être observées pour s'appliquer dans de tels cas. Premièrement, la plus faible des deux sociétés (c'est-à-dire celle qui a la moindre capacité économique) est appelée à être affectée négativement - et plus l'écart entre les deux sociétés concernées est grand, plus les conséquences sont néfastes. Par exemple, lorsque le capitalisme européen est entré en contact avec les sociétés de chasse indigènes d'Amérique et des Caraïbes, ces dernières ont été pratiquement exterminées. Deuxièmement, en supposant que la société la plus faible survit, elle ne peut finalement reprendre son propre développement indépendant que si elle atteint un niveau supérieur à celui de l’économie qui l’avait précédemment dominée. Les exemples concrets du fonctionnement de cette

deuxième règle se trouvent dans l'expérience de l'Union soviétique, de la Chine et de la Corée.

La Chine et la Corée étaient toutes deux à un stade proche du féodalisme lorsqu'elles ont été colonisées par les puissances capitalistes d'Europe et du Japon. La Russie n'a jamais été légalement colonisée, mais alors qu'elle était au stade féodal et avant que son propre capitalisme indigène ne puisse aller très loin, l'économie russe a été subjuguée par le capitalisme plus mature de l'Europe occidentale. Dans les trois cas, il a fallu une révolution socialiste pour briser la domination du capitalisme, et seul le rythme rapide du développement socialiste pouvait réparer la période d'assujettissement où la croissance était mal orientée et retardée. En effet, en ce qui concerne les deux plus grands États socialistes (l'Union soviétique et la Chine), le développement socialiste les a déjà catapultés au-delà des États comme la Grande-Bretagne et la France, qui suivent la voie capitaliste depuis des siècles.

Jusqu'à la fin des années 50 (date à laquelle se termine cette étude), la Russie, la Chine, la Corée et certaines nations d'Europe de l'Est étaient les seuls pays à avoir rompu de manière décisive avec le capitalisme et l'impérialisme. L'impérialisme est lui-même une phase de développement capitaliste dans laquelle les pays capitalistes d'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon ont établi une hégémonie politique, économique, militaire et culturelle sur d'autres parties du monde qui étaient initialement à un niveau inférieur et ne pouvaient donc pas résister à la domination. L'impérialisme était en fait le système capitaliste étendu, qui pendant de nombreuses années a embrassé le monde entier - une partie étant les exploiteurs et l'autre les exploités, une partie étant dominée et l'autre agissant en tant que seigneurs, une partie faisant la politique et l'autre étant dépendante.

Le socialisme a avancé sur les flancs les plus faibles de l'impérialisme - dans le secteur qui est exploité, opprimé et réduit à la dépendance. En Asie et en Europe de l'Est,

le socialisme a libéré les énergies nationalistes des peuples colonisés; il détourna le but de la production du marché monétaire pour se tourner vers la satisfaction des besoins humains; il a éliminé les goulots d'étranglement tels que le chômage permanent et les crises périodiques; et il a réalisé une partie de la promesse implicite de la démocratie occidentale ou bourgeoise en fournissant l'égalité des conditions économiques qui est nécessaire avant de pouvoir utiliser l'égalité politique et l'égalité devant la loi.

Le socialisme a rétabli l'égalité économique du communautarisme, mais le communautarisme s'est effondré à cause de la faible productivité économique et de la rareté. Le socialisme vise et a réalisé de manière significative la création de l'abondance, de sorte que le principe de la répartition égalitaire devienne cohérent avec la satisfaction des besoins de tous les membres de la société.

L'un des facteurs les plus cruciaux conduisant à une expansion plus rapide et plus cohérente de la capacité économique sous le socialisme a été la mise en œuvre du *développement planifié.* La plupart des processus historiques décrits jusqu'ici concernent un développement involontaire et non planifié. Personne n'a prévu qu'à un moment donné, les êtres humains devraient cesser d'utiliser des haches de pierre et utiliser des instruments en fer à la place; et (pour en venir à des temps plus récents) alors que les entreprises capitalistes individuelles planifient leur propre expansion, leur système n'est pas orienté vers une planification globale de l'économie et de la société. L'Etat capitaliste n'est intervenu que de manière irrégulière et partielle pour superviser le développement capitaliste. L'Etat socialiste a pour fonction première de contrôler l'économie au nom de la classe ouvrière. Ces derniers - c'est-à-dire les ouvriers et les paysans - sont aujourd'hui devenus la force la plus dynamique de l'histoire mondiale et du développement humain.

Pour conclure cette brève introduction au problème extrêmement complexe du développement social, il est utile de reconnaître à quel point les explications de ce phénomène fournies par les savants bourgeois sont insuffisantes. Ils essaient très rarement de s'attaquer au problème dans sa totalité, mais concentrent plutôt leur attention étroitement sur le «développement économique». Tel que défini par l'économiste bourgeois moyen, le développement devient simplement une question de combinaison de «facteurs de production» donnés: à savoir la terre, la population, le capital, la technologie, la spécialisation et la production à grande échelle. Ces facteurs sont en effet pertinents, comme l'indique l'analyse jusqu'à présent; mais les omissions dans la liste de ce que les savants bourgeois jugent pertinent sont vraiment accablantes. Aucune mention n'est faite de l'exploitation de la majorité qui était à la base de tout développement antérieur au socialisme. Aucune mention n'est faite des rapports sociaux de production ou de classes. Aucune mention n'est faite de

la manière dont les facteurs et les relations de production se combinent pour former un système ou un mode de production distinctif, variant d'une époque historique à l'autre. Aucune mention n'est faite de l'impérialisme comme phase logique du capitalisme.

En revanche, toute approche qui tente de se baser sur des principes socialistes et révolutionnaires doit certainement introduire dans la discussion le plus tôt possible les concepts de classe, d'impérialisme et de socialisme, ainsi que les concepts des travailleurs et des peuples opprimés. Chaque nouveau concept est hérissé de ses propres complications, et il ne faut pas imaginer que le simple recours à une certaine terminologie soit la réponse à quoi que ce soit. Cependant, il faut au moins reconnaître toutes les dimensions humaines, historiques et sociales du développement avant de pouvoir envisager le «sous-développement» ou les stratégies pour sortir du sous-développement.

1.2 Qu'est-ce que le sous-développement?

Après avoir discuté du «développement», il est plus facile de comprendre le concept de sous-développement. De toute évidence, le sous-développement n'est pas une absence de développement, car chaque peuple s'est développé d'une manière ou d'une autre et dans une plus ou moins grande mesure. Le sous-développement n'a de sens que comme moyen de comparer les niveaux de développement. Cela est étroitement lié au fait que le développement social humain a été inégal et que, d'un point de vue strictement économique, certains groupes humains ont progressé davantage en produisant plus et en devenant plus riches.

Au moment où un groupe semble être plus riche que d'autres, une enquête est inévitable sur la raison de la différence. Après que la Grande-Bretagne eut commencé à devancer le reste de l'Europe au XVIIIe siècle, le célèbre économiste britannique Adam Smith a jugé nécessaire de se pencher sur les causes de la «richesse des nations». Dans le même temps, de nombreux Russes étaient très préoccupés par le fait que leur pays était «arriéré» par

rapport à l'Angleterre, la France et l'Allemagne au 18e siècle puis au 19e siècle. Aujourd'hui, notre principale préoccupation concerne les différences de richesse entre d'une part l'Europe et l'Amérique du Nord et d'autre part l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Par rapport au premier, on peut dire que le deuxième groupe est arriéré ou sous-développé. En tout temps, par conséquent, l'une des idées qui sous-tendent le sous-développement est *comparative* . Il est possible de comparer les conditions économiques à deux périodes différentes pour le même pays et de déterminer s'il s'était développé ou non; et (plus important encore) il est possible de comparer les économies de deux pays ou ensembles de pays à une période donnée.

Un deuxième élément, encore plus indispensable du sous-développement moderne, est qu'il exprime une relation particulière d' *exploitation: à* savoir l'exploitation d'un pays par un autre. Tous les pays qualifiés de «sous-développés» dans le monde sont exploités par d'autres; et le sous-développement dont le monde est maintenant

préoccupé est le produit de l'exploitation capitaliste, impérialiste et colonialiste. Les sociétés africaines et asiatiques se développaient indépendamment jusqu'à ce qu'elles soient prises en charge directement ou indirectement par les puissances capitalistes. Lorsque cela s'est produit, l'exploitation a augmenté et l' *exportation du surplus s'est ensuivie,* privant les sociétés du bénéfice de leurs ressources naturelles et de leur travail. Cela fait partie intégrante du sous-développement au sens contemporain.

Dans certains milieux, il a souvent été jugé sage de remplacer le terme «en développement» par «sous-développé». L'une des raisons pour cela est d'éviter tout désagrément qui pourrait être attaché au deuxième terme, qui pourrait être interprété comme signifiant sous-développé mentalement, physiquement, moralement ou à tout autre égard. En fait, si Le `` sous-développement '' était lié à autre chose que la comparaison des économies, alors le pays le plus sous-développé au monde serait les États-Unis, qui pratiquent

une oppression externe à grande échelle, alors qu'en interne, il y a un mélange d'exploitation, de brutalité et de troubles psychiatriques. Cependant, sur le plan économique, il vaut mieux rester avec le mot `` sous-développé '' plutôt que `` en développement '', car ce dernier donne l'impression que tous les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine échappent à un état de retard économique relatif. aux nations industrielles du monde, et qu’elles s’émancipent de la relation d’exploitation. Ce n'est certainement pas vrai, et de nombreux pays sous-développés en Afrique et ailleurs sont de plus en plus sous-développés par rapport aux grandes puissances mondiales, car leur exploitation par les métropoles s'intensifie de manière nouvelle.

Des comparaisons économiques peuvent être faites en examinant des tableaux statistiques ou des indices de quels biens et services sont produits et utilisés dans les sociétés examinées. Les économistes professionnels parlent du revenu national des pays et du revenu national par habitant. Ces phrases font déjà partie du

langage du profane, par le biais des journaux et aucune explication détaillée ne sera proposée ici. Il suffit de noter que le Revenu National est une mesure de la richesse totale du pays, tandis que le revenu par habitant est un chiffre obtenu en divisant le Revenu National par le nombre d'habitants afin de se faire une idée de la `` moyenne '' richesse de chaque habitant. Cette «moyenne» peut être trompeuse lorsqu'il existe de grandes richesses extrêmes. Un jeune Ougandais l'a exprimé sous une forme très personnelle lorsqu'il a dit que le revenu par habitant de son pays camouflait la fantastique différence entre ce que gagnait son pauvre père paysan et ce que gagnait le plus grand capitaliste local, Madhvani. En considérant la question du développement loin de l'état de sous-développement, il est de la plus haute importance de se rendre compte qu'un tel processus exige la suppression des inégalités flagrantes de répartition des terres, de propriété et de revenu, qui sont camouflées derrière les chiffres du revenu national. À un moment de l'histoire, le progrès

s'est fait au prix de l'enracinement des groupes privilégiés. À notre époque, le développement doit signifier une avancée qui liquide les groupes privilégiés actuels avec leurs groupes défavorisés correspondants. Néanmoins, le revenu par habitant est une statistique utile pour comparer un pays à un autre; et les pays développés ont tous des revenus par habitant plusieurs fois supérieurs à ceux de n'importe quelle autre des nations africaines récemment indépendantes.

Le tableau suivant donne une image claire de l'écart entre l'Afrique et certains pays mesuré en revenus par habitant. C'est l'écart qui permet à un groupe d'être qualifié de «développé» et un autre de «sous-développé». (Les informations proviennent des publications statistiques des Nations Unies et s'appliquent à l'année 1968, sauf indication contraire.)

Pays	Revenu par habitant en dollars américains.
Canada	2 247

Etats-Unis	3 578
France (1967)	1 738
Royaume-Uni (1967)	1 560
L'AFRIQUE dans son ensemble (1965)	**1 400**
Congo	52
Ghana	198
Kenya	107
Malawi	52
Maroc	185
Afrique du Sud	543
Tanzanie	62
UAR	156
Zambie	225

L'écart qui peut être vu à partir des preuves ci-dessus est non seulement grand, mais il augmente également. Beaucoup de gens se rendent compte que les pays développés s'enrichissent assez rapidement, tandis que les pays sous-développés affichent pour la plupart une stagnation ou des taux de croissance lents. Dans chaque pays, un chiffre peut être calculé pour représenter le taux

de croissance de l'économie. Le taux de croissance est le plus élevé dans les pays socialistes, suivis par les grands pays capitalistes, et les colonies et ex-colonies étant loin derrière. La part du commerce international qui est entre les mains des pays sous-développés diminue. Cette proportion était d'environ 30% en 1938 et est tombée à moins de 20% dans les années 60. Il s'agit d'un indicateur important car le commerce est à la fois le reflet de la quantité de biens produits et un moyen d'obtenir des biens non produits localement.

Les économies développées présentent certaines caractéristiques qui contrastent avec les économies sous-développées. Les pays développés sont tous industrialisés. C'est-à-dire que la plus grande partie de leur population active est engagée dans l'industrie plutôt que dans l'agriculture, et la majeure partie de leur richesse provient des mines, des usines, etc. Ils ont un rendement élevé de main-d'œuvre par homme dans l'industrie en raison de leur technologie de pointe et compétences. C'est bien connu, mais il est également

frappant de constater que les pays développés ont une agriculture beaucoup plus avancée que le reste du monde. Leur agriculture est déjà devenue une industrie, et la partie agricole de l'économie produit davantage bien qu'elle soit petite. *Les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont appelés pays agricoles parce qu'ils dépendent de l'agriculture et ont peu ou pas d'industrie: mais leur agriculture n'est pas scientifique et les rendements sont bien inférieurs à ceux des pays développés.* Dans plusieurs des plus grands pays sous-développés, la production agricole a stagné et baissé en 1966 et après. En Afrique, la production alimentaire par personne a diminué ces dernières années. Parce que les pays développés ont une économie industrielle et agricole plus forte que le reste du monde, ils produisent beaucoup plus de biens que les nations pauvres - dans la catégorie des produits de première nécessité et des produits de luxe. Il est possible d'établir des tableaux statistiques montrant la production de céréales, de lait, d'acier, d'énergie électrique, de papier et d'un large

éventail d'autres produits; et en montrant en même temps la quantité de chaque produit mis à la disposition de chaque citoyen (en moyenne). Une fois de plus, les chiffres sont très favorables à quelques pays privilégiés dans le monde.

La quantité d'acier utilisée dans un pays est un excellent indicateur du niveau d'industrialisation. À un extrême, on constate que les USA consomment 685 kg. d'acier par personne, Suède 623 kg. et l'Allemagne de l'Est 437 kg. A l'autre extrême, on constate que la Zambie consomme 10 kg., L'Afrique de l'Est 8 kg. et Ethiopie 2 kg. Lorsque le même type de calcul est fait pour le sucre, un échantillon des résultats montre l'Australie avec 57 kg et l'Amérique du Nord et l'Union soviétique avec 45 à 50 kg. en moyenne. L'Afrique, cependant, ne consomme que 10 kg. de sucre par personne et par an, et c'est mieux que l'Asie avec 7 kg.

Un ensemble de statistiques encore plus sombre concerne les besoins alimentaires de base. Chaque

individu a besoin d'une certaine quantité de nourriture par jour, mesurée en calories. La quantité souhaitable est de 3 000 calories par jour; mais aucun pays africain ne se rapproche de ce chiffre. Les Algériens ne consomment en moyenne que 1 370 calories par jour, tandis que la Côte d'Ivoire peut se considérer très bien dans un contexte africain avec 2 290 calories en moyenne nationale. En outre, il faut également juger de la teneur en protéines de l'aliment; et de nombreuses régions d'Afrique souffrent de «famine de protéines» - ce qui signifie que même lorsque les calories sont disponibles à partir des féculents, il y a peu de protéines à trouver. Les habitants des pays capitalistes et socialistes développés consomment deux fois plus de protéines que ceux des pays sous-développés. Ces différences aident à préciser quels pays sont «développés» et lesquels sont «sous-développés».

Les services sociaux fournis par un pays sont d'une importance égale à celle de sa production matérielle pour assurer le bien-être et le bonheur des humains. Il

est universellement admis que l'État a la responsabilité de créer des écoles et des hôpitaux, mais que ceux-ci soient fournis par le gouvernement ou par des agences privées, leur nombre peut être établi en fonction de la taille de la population. La mesure dans laquelle les biens de base et les services sociaux sont disponibles dans un pays peut également être mesurée indirectement en examinant l'espérance de vie, la fréquence des décès d'enfants, l'ampleur de la malnutrition, la survenue de maladies qui seraient évitées par la vaccination et services de santé et la proportion d’analphabètes. À tous ces égards, la comparaison entre les pays développés et les pays sous-développés montre des différences énormes et même effrayantes. Pour 1 000 enfants nés vivants au Cameroun, 100 ne vivent jamais jusqu'à leur premier anniversaire, et sur 1 000 enfants africains nés vivants dans les zones rurales de la Sierra Leone, 160 meurent avant d'avoir atteint un an. Pourtant, les chiffres comparables pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas ne sont que de 12 et 18, respectivement. En outre,

beaucoup plus d'enfants africains meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Le manque de médecins est un inconvénient majeur. En Italie, il y a un médecin pour 580 Italiens et en Tchécoslovaquie, il y a un médecin pour 510 citoyens. Au Niger, un médecin doit faire pour 56 140 personnes; en Tunisie, un médecin pour 8 320 Tunisiens; et au Tchad, un médecin pour 73 460 personnes.

Il faut un grand nombre de personnes qualifiées pour faire fonctionner une économie industrielle; tandis que les pays d'Afrique ont un nombre terriblement insuffisant de personnel hautement qualifié. Les chiffres sur les médecins qui viennent d'être donnés le confirment, et le même problème existe avec les ingénieurs, les techniciens, les agriculteurs et même les administrateurs et les avocats dans certains endroits. Les compétences de niveau intermédiaire dans des domaines tels que le soudage font également défaut. Pour aggraver les choses, il y a actuellement une «fuite des cerveaux» de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine vers l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Autrement dit, les

professionnels, les techniciens, les administrateurs de haut niveau et les travailleurs qualifiés émigrent de leurs foyers, et le petit nombre de personnes qualifiées disponibles dans le monde sous-développé est encore épuisé par l'attrait d'une meilleure rémunération et de meilleures opportunités dans le monde développé.

La nature déséquilibrée de l’économie internationale actuelle est remarquablement mise en évidence par le fait que les pays sous-développés ont à leur tour recruté des experts étrangers à un coût fantastique.

La plupart des données présentées jusqu'à présent peuvent être qualifiées de «quantitatives». Il nous donne des mesures de la quantité de biens et de services produits dans diverses économies. En outre, certaines évaluations qualitatives doivent être faites sur la manière dont une économie donnée est construite. Pour le développement économique, il ne suffit pas de produire plus de biens et de services. Le pays doit produire davantage de ces biens et services qui, à leur tour,

donneront lieu spontanément à une croissance future de l'économie. Par exemple, le secteur de la production alimentaire doit être florissant pour que les travailleurs soient en bonne santé, et l'agriculture dans son ensemble doit être efficace pour que les bénéfices (ou économies) de l'agriculture stimulent l'industrie. L'industrie lourde, comme la sidérurgie et la production d'énergie électrique, doit être présente pour que l'on soit capable de fabriquer des machines pour d'autres types d'industrie et pour l'agriculture. Manque d'industrie lourde, production alimentaire inadéquate, agriculture non scientifique , voilà toutes les caractéristiques des économies sous-développées.

Il est typique des économies sous-développées qu'elles ne se concentrent pas (ou ne sont pas autorisées à) se concentrer sur les secteurs de l'économie qui, à leur tour, généreront de la croissance et porteront la production à un tout autre niveau, et il existe très peu de liens entre un secteur et un autre. afin que (disons) l'agriculture et

l'industrie puissent réagir mutuellement de manière bénéfique.

En outre, les économies réalisées au sein de l'économie sont principalement envoyées à l'étranger ou gaspillées dans la consommation plutôt que d'être réorientées vers des fins productives. Une grande partie du revenu national qui reste dans le pays sert à payer des individus qui ne sont pas directement impliqués dans la production de richesse mais uniquement dans la prestation de services auxiliaires - fonctionnaires, marchands, soldats, artistes, etc. Ce qui aggrave la situation, c'est que plus de personnes sont employées dans ces emplois que ce qui est vraiment nécessaire pour offrir un service efficace; et pour couronner le tout, ces gens ne réinvestissent pas dans l'agriculture ou l'industrie. Ils gaspillent la richesse créée par les paysans et les ouvriers en achetant des voitures, du whisky et du parfum.

Il a été noté avec ironie que la principale «industrie» de nombreux pays sous-développés est l'administration. Il

n'y a pas si longtemps, 60% des revenus internes du Dahomey étaient consacrés au paiement des salaires des fonctionnaires et des chefs de gouvernement. Les salaires versés aux politiciens élus sont plus élevés que ceux versés à un député britannique, et le nombre de parlementaires dans les pays africains sous-développés est également relativement élevé. Au Gabon, il y a un représentant parlementaire pour 6 000 habitants, contre un représentant parlementaire français pour 100 000 Français. De nombreux autres chiffres de ce genre indiquent qu'en décrivant une économie sous-développée typique, il est essentiel de souligner la forte disproportion de la richesse distribuée localement qui entre dans les poches de quelques privilégiés.

Les membres des groupes privilégiés en Afrique se défendent toujours en disant qu'ils paient les impôts qui maintiennent le
Le gouvernement va. À première vue, cette affirmation semble raisonnable, mais à y regarder de près, c'est vraiment l'argument le plus absurde et montre une

ignorance totale du fonctionnement de l'économie. *Les impôts ne produisent pas de richesse nationale et de développement. La richesse doit être produite à partir de la nature - en labourant la terre ou en exploitant des métaux ou en abattant des arbres ou en transformant des matières premières en produits finis pour la consommation humaine.* Ces choses sont faites par la grande majorité de la population qui est paysanne et ouvrière.

Il n'y aurait pas de revenus à taxer si la population active ne travaillait pas.

Les revenus donnés aux fonctionnaires, aux professionnels, aux commerçants, etc. proviennent de la réserve de richesse produite par la communauté. Indépendamment des injustices dans la répartition des richesses, il faut rejeter l'argument selon lequel «l'argent des contribuables» est ce qui développe un pays. En poursuivant l’objectif du développement, il faut commencer par les producteurs et partir de là pour voir si

les produits de leur travail sont utilisés de manière rationnelle pour apporter une plus grande indépendance et un plus grand bien-être à la nation.

En prêtant attention à la richesse créée par le travail humain hors de la nature, on peut immédiatement comprendre que très peu de pays sous-développés manquent des ressources naturelles qui pourraient contribuer à améliorer la vie; et dans ces cas, il est généralement possible que deux ou trois territoires se combinent pour leur bénéfice mutuel. En fait, on peut montrer que les pays sous-développés sont ceux qui possèdent la plus grande richesse en ressources naturelles et pourtant les plus pauvres en termes de biens et services actuellement fournis par et pour leurs citoyens.

L' *Enquête des* Nations Unies *sur les conditions économiques en Afrique* jusqu'en 1964 avait ceci à dire à propos des ressources naturelles du continent:

En fait, le potentiel africain se révèle chaque jour plus grand avec de nouvelles découvertes de richesses minérales. Sur le plan agricole, le sol africain n'est pas aussi riche que l'image des forêts tropicales pourrait le laisser croire; mais il existe d'autres avantages climatiques, de sorte qu'avec une irrigation appropriée, les cultures peuvent être cultivées toute l'année dans la plupart des régions du continent.

La situation est que l'Afrique n'est pas encore loin de tirer le meilleur parti de ses richesses naturelles, et la plupart des richesses actuellement produites ne sont pas conservées en Afrique au profit des Africains. La Zambie et le Congo produisent de grandes quantités de cuivre, mais c'est au profit de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon. Même les biens et services qui sont produits à l'intérieur de l'Afrique et qui restent en Afrique tombent néanmoins entre les mains de non-Africains. Ainsi, l'Afrique du Sud se vante d'avoir le revenu par habitant le plus élevé d'Afrique; mais pour indiquer comment cela

est réparti, il convient de noter que si le régime de l' apartheid assure que seuls 24 bébés blancs meurent sur 1000 naissances vivantes, ils sont tout à fait heureux de permettre à 128 bébés africains de mourir sur 1000 naissances vivantes. . *Afin de comprendre les conditions économiques actuelles en Afrique, il faut savoir pourquoi l'Afrique a réalisé si peu de son potentiel naturel, et il faut aussi savoir pourquoi une si grande partie de sa richesse actuelle va aux non-Africains qui résident pour le la plupart hors du continent.*

D'une certaine manière, le sous-développement est un paradoxe. De nombreuses régions du monde qui sont naturellement riches sont en fait pauvres et les régions qui ne sont pas si riches en sols et sous-sols bénéficient des niveaux de vie les plus élevés. Lorsque les capitalistes des régions développées du monde tentent d'expliquer ce paradoxe, ils donnent souvent l'impression qu'il y a quelque chose de «donné par Dieu» dans la situation. Un économiste bourgeois, dans un livre sur le développement, a admis que les statistiques

comparatives du monde montrent aujourd'hui un écart beaucoup plus grand qu'auparavant. De son propre aveu, l'écart entre les pays développés et les pays sous-développés a augmenté d'au moins 15 à 20 fois au cours des 150 dernières années. Cependant, l'économiste bourgeois en question ne donne pas d'explication historique, ni ne considère qu'il existe un rapport d'exploitation qui a permis aux parasites capitalistes de grossir et d'appauvrir les dépendances. Au lieu de cela, il propose une explication biblique! Il dit que:

'Tout est dit dans la Bible:

Car à quiconque a, il sera donné, et il sera en abondance; mais à celui qui n'a pas sera enlevé même ce qu'il a. (Saint Matthieu, xxv, 29.)

L'histoire des «qui n'ont pas» est l'histoire des pays modernes sous-développés ».

Vraisemblablement, le seul commentaire que l'on puisse faire à ce sujet est «Amen».

L'interprétation selon laquelle le sous-développement est en quelque sorte ordonné par Dieu est soulignée en raison de la tendance raciste de l'érudition européenne. Il est conforme aux préjugés racistes de dire ouvertement ou de laisser entendre que leurs pays sont plus développés parce que leur peuple est naturellement supérieur, et que la responsabilité du retard économique de l'Afrique réside dans l'arriération générique de la race des Africains noirs. Un problème encore plus grave est que les peuples d'Afrique et d'autres parties du monde colonisé ont traversé une crise culturelle et psychologique et ont accepté au moins partiellement la version européenne des choses. Cela signifie que l'Africain lui-même a des doutes sur sa capacité à transformer et à développer son environnement naturel. Avec de tels doutes, il interpelle même ceux de ses frères qui disent que l'Afrique peut et se développera grâce aux efforts de son propre peuple. Si nous pouvons déterminer à quel moment le sous-développement est survenu, cela écarterait le soupçon persistant selon

lequel il est racial ou autrement prédéterminé et que nous ne pouvons pas y faire grand-chose.

Lorsque les «experts» des pays capitalistes ne donnent pas d'explication raciste, ils confondent néanmoins la question en donnant comme causes de sous-développement les choses qui sont réellement des conséquences. Par exemple, ils soutiendraient que l'Afrique est dans un état d'arriération en raison du manque de personnel qualifié pour se développer. Il est vrai qu'en raison du manque d'ingénieurs, l'Afrique ne peut à elle seule construire plus de routes, de ponts et de centrales hydroélectriques. Mais ce n’est pas une cause de sous-développement, sauf dans le sens où les causes et les effets se rejoignent et se renforcent mutuellement. Le fait est que les raisons les plus profondes du retard économique d’une nation africaine donnée ne se trouvent pas en dehors de cette nation. Tout ce que nous pouvons trouver à l'intérieur, ce sont les symptômes du sous-développement et les facteurs secondaires qui conduisent à la pauvreté.

Les interprétations erronées des causes du sous-développement découlent généralement soit d'une pensée préjugée, soit de l'erreur de croire que l'on peut apprendre les réponses en regardant à l'intérieur de l'économie sous-développée. La véritable explication réside dans la recherche de la relation entre l'Afrique et certains pays développés et dans la reconnaissance qu'il s'agit d'une relation d'exploitation.

L'homme a toujours exploité son environnement naturel pour gagner sa vie. A un certain moment, il y eut aussi l'exploitation de l'homme par l'homme, en ce que quelques personnes devinrent riches et vivaient bien grâce au travail des autres. Puis un stade a été atteint par lequel les gens d'une communauté appelée nation exploitaient les ressources naturelles et le travail d'une autre nation et de son peuple. Puisque le sous-développement concerne l’économie comparée des nations, c’est le dernier type d’exploitation qui présente ici le plus grand intérêt - c’est-à-dire l’exploitation de nation par nation. L'exploitation par le commerce est l'un

des moyens courants par lesquels une nation en exploite une autre et qui est pertinent pour les relations extérieures de l'Afrique. Lorsque les termes de l'échange sont fixés par un pays d'une manière entièrement avantageuse pour lui-même, alors le commerce est généralement préjudiciable au partenaire commercial. Pour être précis, on peut prendre l’exportation de produits agricoles d’Afrique et l’importation de produits manufacturés en Afrique en provenance d’Europe, d’Amérique du Nord et du Japon. Les grandes nations fixent le prix des produits agricoles et soumettent ces prix à de fréquentes réductions. En même temps, le prix des produits manufacturés est également fixé par eux, ainsi que les taux de fret nécessaires au commerce des navires de ces nations. Les minéraux d'Afrique entrent également dans la même catégorie que les produits agricoles en ce qui concerne les prix. Toute la relation import / export entre l'Afrique et ses partenaires commerciaux est une relation d'échange et d'exploitation inégale.

La propriété effective des moyens de production dans un pays par les citoyens d'un autre va plus loin que le simple commerce. Lorsque les citoyens européens possèdent la terre et les mines de l'Afrique, c'est la manière la plus directe de sucer le continent africain. Sous le colonialisme, la propriété était complète et appuyée par la domination militaire. Aujourd'hui, dans de nombreux pays africains, la propriété étrangère est toujours présente, bien que les armées et les drapeaux des puissances étrangères aient été supprimés. Tant que les étrangers posséderont des terres, des mines, des usines, des banques, des compagnies d'assurances, des moyens de transport, des journaux, des centrales électriques, etc., alors pendant si longtemps la richesse de l'Afrique coulera entre les mains de ces éléments. En d'autres termes, en l'absence de contrôle politique direct; *les investissements étrangers garantissent que les ressources naturelles et la main-d'œuvre de l'Afrique produisent une valeur économique qui est perdue pour le continent.*

Les investissements étrangers prennent souvent la forme de prêts aux gouvernements africains. Naturellement, ces prêts doivent être remboursés; et dans les années 60, le taux de remboursement (amortissement) des prêts publics dans les pays sous-développés est passé de 400 millions de dollars par an à environ 700 millions de dollars par an, et il est en constante augmentation. En outre, il y a des intérêts à payer sur ces prêts ainsi que des bénéfices qui proviennent de l'investissement direct dans l'économie. Ces deux sources expliquent le fait que plus de 500 millions de dollars sont sortis des pays sous-développés en 1965. Les informations sur ces questions sont rarement complètes, pour la raison évidente que ceux qui réalisent des bénéfices essaient de garder les choses tranquilles, donc les chiffres donnés ci-dessus sont probablement sous-estimés. Ils visent à donner une idée de la mesure dans laquelle les richesses de l'Afrique sont drainées par ceux qui investissent dans, et par conséquent possèdent, une grande partie des moyens de production de la richesse en Afrique. De plus, ces

derniers temps, les formes d'investissement sont devenues plus subtiles et plus dangereuses. Il s'agit notamment de la gestion dite «absente» des entreprises locales africaines par des experts capitalistes internationaux.

L'Afrique fait principalement du commerce avec les pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon. L'Afrique diversifie également son commerce en traitant avec les pays socialistes, et si ce commerce s'avère désavantageux pour l'économie africaine, alors les pays socialistes développés auront également rejoint les rangs des exploiteurs de l'Afrique. Cependant, il est très essentiel à ce stade de faire une distinction claire entre les pays capitalistes et les pays socialistes, car les pays socialistes n'ont jamais à aucun moment possédé aucune partie du continent africain et n'investissent pas dans les économies africaines de telle manière que aux bénéfices des expatriés d'Afrique. Par conséquent, les pays socialistes ne sont pas impliqués dans le vol de l'Afrique.

La plupart des gens qui écrivent sur le sous-développement et qui sont lus sur les continents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont des porte-parole du monde capitaliste ou bourgeois. Ils cherchent à justifier l'exploitation capitaliste à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de leur propre pays. Une des choses qu'ils font pour brouiller le problème est de placer tous les pays «sous-développés», dans un camp et tous les pays «développés» dans un autre camp, indépendamment des différents systèmes sociaux; de sorte que les termes «capitaliste» et «socialiste» n'entrent jamais dans la discussion. Au lieu de cela, on est confronté à une simple division entre les pays industrialisés et ceux qui ne le sont pas. Il est vrai que les États-Unis et l'Union soviétique sont tous deux industrialisés et il est vrai que lorsque l'on regarde les statistiques, des pays comme la France, la Norvège, la Tchécoslovaquie et la Roumanie sont beaucoup plus proches que n'importe lequel d'entre eux ne l'est d'un pays africain. Mais il est absolument nécessaire de

déterminer si le niveau de vie d'un pays industrialisé donné est le produit de ses propres ressources internes ou s'il découle de l'exploitation d'autres pays. Les États-Unis ont une petite proportion de la population mondiale et des richesses naturelles exploitables, mais ils bénéficient d'un pourcentage énorme de la richesse qui provient de l'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles du monde entier.

Les opinions erronées sur le sous-développement et la distinction trop simplifiée entre les nations riches et pauvres sont opposées par les chercheurs socialistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays socialistes. Ces vues erronées sont également révélées par les économistes des pays sous-développés qui découvrent que les explications offertes par les savants bourgeois sont des explications qui conviennent aux intérêts des pays qui exploitent le reste du monde par le commerce et l'investissement. Un écrivain socialiste français, Pierre Jalée, propose que pour obtenir une juste perspective des relations entre pays développés et pays sous-

développés, il faudrait créer deux catégories à savoir, impérialiste et socialiste. Le camp socialiste comprend tous les pays, grands et petits, qui ont décidé de rompre avec le capitalisme international. Le camp impérialiste contient non seulement les géants capitalistes comme les États-Unis, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, mais aussi les nations faibles dans lesquelles ces nations industrielles ont des investissements. Par conséquent, le camp impérialiste peut être subdivisé en pays exploiteurs et pays exploités. Pour la plupart, les nations africaines font partie du groupe des pays exploités à l'intérieur du système capitaliste / impérialiste. Environ un tiers des peuples du monde vivent déjà sous une forme ou une autre de socialisme. Les deux autres tiers constituent le camp capitaliste / impérialiste, la majorité étant dans la section exploitée.

Il est intéressant de noter que malgré leurs efforts pour brouiller la situation, les écrivains bourgeois touchent souvent à la vérité. Par exemple, les Nations Unies (qui sont dominées par les puissances capitalistes

occidentales) ne mettraient jamais l'accent sur l'exploitation par les nations capitalistes, mais leurs analyses économiques se réfèrent d'une part aux `` économies planifiées centralement '', ce qui signifie les pays socialistes, et d'autre part, ils parlent des «économies de marché», ce qui signifie en fait le secteur impérialiste du monde. Ce dernier est subdivisé en «économies de marché développées» et «économies de marché en développement», masquant le fait que le marché signifie le marché capitaliste. Cette étude vise à analyser les relations entre ces pays qui sont ensemble dans le système de marché capitaliste.

Les choses qui font entrer l'Afrique dans le système de marché capitaliste sont le commerce, la domination coloniale et l'investissement capitaliste. Le commerce existe depuis plusieurs siècles; la domination coloniale a commencé à la fin du 19e siècle et a presque disparu; et l'investissement dans l'économie africaine n'a cessé d'augmenter au cours du siècle actuel. Tout au long de la période pendant laquelle l'Afrique a participé à

l'économie capitaliste, deux facteurs ont entraîné le sous-développement. En premier lieu, la richesse créée par la main-d'œuvre africaine et par les ressources africaines a été accaparée par les pays capitalistes d'Europe; et en second lieu, des restrictions ont été imposées à la capacité de l'Afrique de tirer le meilleur parti de son potentiel économique - c'est là l'essentiel du développement. Ces deux processus représentent la réponse aux deux questions soulevées ci-dessus, à savoir pourquoi l'Afrique a réalisé si peu de son potentiel et pourquoi une si grande partie de sa richesse actuelle sort du continent.

Les économies africaines sont intégrées dans la structure même des économies capitalistes développées; et ils sont intégrés d'une manière qui est défavorable à l'Afrique et garantit que l'Afrique est dépendante des grands pays capitalistes. En effet, *la dépendance structurelle est l'une des caractéristiques du sous-développement.* La plupart des écrivains progressistes divisent le système capitaliste / impérialiste en deux parties. La première est la section

dominante ou métropolitaine et les pays du second groupe sont souvent appelés satellites parce qu'ils sont dans l'orbite des économies métropolitaines. La même idée est transmise en disant simplement que les pays sous - développés sont des dépendances des économies capitalistes métropolitaines.

Lorsqu'un enfant ou le jeune de toute espèce animale cesse de dépendre de sa mère pour se nourrir et se protéger, on peut dire qu'il s'est développé dans le sens de la maturité. Les nations dépendantes ne peuvent jamais être considérées comme développées. Il est vrai que les conditions modernes obligent tous les pays à être mutuellement interdépendants afin de satisfaire les besoins de leurs citoyens; mais cela n'est pas incompatible avec l'indépendance économique car l'indépendance économique ne signifie pas isolement. Cependant, cela exige une capacité à faire des choix dans les relations extérieures et, surtout, il exige que la croissance d'une nation à un moment donné devienne autonome et autosuffisante. De telles choses sont

évidemment en contradiction directe avec la dépendance économique de nombreux pays vis-à-vis des métropoles d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon.

Il est également vrai que les métropoles sont tributaires de la richesse des parties exploitées du monde. C'est une source de leur force et une faiblesse potentielle au sein du système capitaliste / impérialiste, puisque les paysans et les travailleurs des dépendances prennent conscience qu'il est possible de couper les tentacules que l'impérialisme a étendus dans leurs pays. Cependant, il y a une différence substantielle entre la dépendance des métropoles à l'égard des colonies et l'assujettissement des colonies sous un joug capitaliste étranger. Les pays capitalistes sont technologiquement plus avancés et sont donc le secteur du système impérialiste qui a déterminé la direction du changement. Un exemple frappant à cet effet est le fait que les tissus synthétiques fabriqués dans les métropoles capitalistes ont commencé à remplacer les tissus fabriqués à partir de matières premières cultivées dans les colonies. En d'autres termes, (dans

certaines limites) ce sont les métropoles technologiquement avancées qui peuvent décider quand mettre fin à leur dépendance à l'égard des colonies dans une sphère particulière. Quand cela arrive, c'est la colonie ou néo-colonie qui va mendier bonnet en main pour un sursis et un nouveau quota. C'est pour cette raison qu'une nation autrefois colonisée n'a aucun espoir de se développer avant de rompre efficacement avec le cercle vicieux de dépendance et d'exploitation qui caractérise l'impérialisme.

Au niveau social et culturel, il existe de nombreuses caractéristiques qui aident à maintenir les pays sous-développés intégrés dans le système capitaliste et en même temps à s'accrocher aux cordons des métropoles. L'Église chrétienne a toujours été un instrument majeur de pénétration culturelle et de domination culturelle, malgré le fait. que dans de nombreux cas, les Africains ont cherché à créer des églises indépendantes. Tout aussi important a été le rôle de l'éducation dans la production d'Africains pour servir le système capitaliste et souscrire

à ses valeurs. Récemment, les impérialistes ont utilisé de nouvelles universités en Afrique pour se maintenir au plus haut niveau académique.

Quelque chose d'aussi basique que la langue est devenu l'un des mécanismes d'intégration et de dépendance. Le français et l'anglais qui sont si largement utilisés en Afrique sont plus destinés à permettre aux Africains de communiquer avec les exploiteurs qu'aux Africains avec les Africains. En fait, il serait difficile de trouver une sphère qui ne reflète pas la dépendance économique et l'intégration structurelle. En un coup d'œil, rien ne pourrait être moins nocif et plus divertissant que la musique, et pourtant celle-ci est également utilisée comme une arme de domination culturelle. Les impérialistes américains vont jusqu'à prendre la musique folk, le jazz et la musique soul des noirs opprimés et la transformer en propagande américaine sur la Voix de l'Amérique rayonnante sur l'Afrique.

Pendant la période coloniale, les formes de subordination politique en Afrique étaient évidentes. Il y avait des gouverneurs, des fonctionnaires coloniaux et des policiers. Dans les États africains politiquement indépendants, les capitalistes métropolitains doivent assurer des décisions politiques favorables par contrôle à distance. Ils ont donc installé leurs marionnettes politiques dans de nombreuses régions d'Afrique, qui acceptent sans vergogne de faire un compromis avec le régime vicieux de l'apartheid en Afrique du Sud lorsque leurs maîtres leur disent de le faire. Le révolutionnaire africain Franz Fanon a traité de manière torride et longue la question de la minorité en Afrique qui sert de ligne de transmission entre les capitalistes métropolitains et les dépendances en Afrique. L'importance de ce groupe ne peut être sous-estimée. La présence d'un groupe de cessions africaines fait partie de la définition du sous-développement. Tout diagnostic de sous-développement en Afrique révélera non seulement un faible revenu par habitant et des carences en protéines, mais aussi les

messieurs qui dansent à Abidjan, Accra et Kinshasa lorsque la musique est jouée à Paris, Londres et New York.

L'instabilité politique se manifeste en Afrique comme un symptôme chronique du sous-développement de la vie politique dans le contexte impérialiste. Les coups d'État militaires se sont succédés, ne signifiant généralement rien pour la masse du peuple, et représentant parfois un renversement réactionnaire des efforts de libération nationale. Cette tendance a été bien illustrée dans l'histoire de l'Amérique latine, de sorte que son apparition dans le Sud-Vietnam néocolonial ou dans l'Afrique néocoloniale n'est pas du tout surprenante. Si le pouvoir économique est centré en dehors des frontières nationales africaines, alors le pouvoir politique et militaire dans n'importe quel sens réel est également centré à l'extérieur jusqu'à ce que et à moins que les masses de paysans et de travailleurs ne soient mobilisées pour offrir une alternative au système d'indépendance politique factice. Toutes ces caractéristiques sont des

ramifications du sous-développement et de l’exploitation du système impérialiste. Dans la plupart des analyses de cette question, ils sont soit entièrement laissés de côté, soit tout le concept d'impérialisme et de néocolonialisme est rejeté comme une simple rhétorique, en particulier par les «universitaires» qui prétendent être éloignés de la «politique». Pendant le reste de cette étude, de nombreux détails seront présentés pour indiquer la triste réalité derrière les soi-disant slogans du capitalisme, de l'impérialisme, du colonialisme, du néocolonialisme et autres. Pour le moment, la position à adopter peut être brièvement énoncée dans les termes suivants:

La question de savoir qui et ce qui est responsable du sous-développement africain peut être résolue à deux niveaux. Premièrement, la réponse est que le fonctionnement du système impérialiste porte la responsabilité majeure du retard économique africain en drainant les richesses africaines et en rendant impossible le développement plus rapide des ressources du continent. Deuxièmement, il faut faire face à ceux qui

manipulent le système et à ceux qui sont soit des agents, soit des complices involontaires dudit système. Ce sont les capitalistes d'Europe occidentale qui ont activement étendu leur exploitation de l'intérieur de l'Europe à l'ensemble de l'Afrique.

Ces derniers temps, ils ont été rejoints et dans une certaine mesure remplacés par des capitalistes des États-Unis; et depuis de nombreuses années, même les travailleurs de ces pays métropolitains ont bénéficié de l’exploitation et du sous-développement de l’Afrique. Aucune de ces remarques ne vise à retirer la responsabilité ultime du développement des épaules des Africains. Non seulement il y a des complices africains à l'intérieur du système impérialiste, mais chaque Africain a la responsabilité de comprendre le système et d'œuvrer à son renversement. **Petit guide de lecture**

Il existe une abondante littérature sur le `` développement '' et

«sous-développement», bien que moins que ce à quoi on pourrait s'attendre compte tenu de l'importance des sujets. La plupart de ce qui est disponible cherche à justifier le capitalisme. Par conséquent, il y a une concentration étroite sur le «développement économique» et en particulier sur les économies capitalistes, plutôt que sur une analyse du développement social humain. Cette approche est remise en question par les écrivains marxistes des métropoles et de plus en plus par les universitaires du monde sous-développé.

Frederick Engels, *Origines de la famille, de la propriété privée et de l'État* .
Karl Marx, *Préface à une contribution à une critique de l'économie politique.*

Karl Marx, *Formations économiques pré-capitalistes* édité par EJ Hobsbawm.

Ces trois ouvrages sont des échantillons d'écritures des fondateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui le marxisme.

La plupart des publications de Marx et Engels ont un rapport avec le thème du développement, avec un accent particulier sur les temps féodaux et capitalistes.

Richard T. Gill, *Développement économique: passé et présent* .

Ragnar Nurkse, *Problèmes de formation du capital dans les pays sous-développés* .

Ce sont des exemples typiques de vues métropolitaines bourgeoises sur le développement et le sous-développement - le premier étant un texte destiné aux étudiants nord-américains d'un économiste canadien et le second étant un ouvrage fréquemment réimprimé de l'un des plus éminents défenseurs bourgeois du `` cercle vicieux de la pauvreté ' théorie. Malheureusement, ce sont aussi le genre de livres qui domine les rayons de toute université ou bibliothèque publique *en Afrique* . Le lecteur est invité à tester cette généralisation. JD Bernal, *Science en histoire* .

Joseph Needham, *Science et civilisation en Chine* .

Ces deux problèmes sont longs, mais ils doivent être abordés. La science et la technologie découlent de l'effort de compréhension et de contrôle de l'environnement naturel. La connaissance de l'histoire des sciences est essentielle pour prendre conscience du développement de la société. Le livre de Needham est cité ici comme un correctif à l'opinion assez répandue selon laquelle la science est quelque chose de singulier européen.

Celso Furtado, *Développement et sous-développement* .

A. Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine* .

T. Szentes, *L'économie politique du sous-développement* . (Budapest, 1971.)

Le premier écrivain est du Brésil, un pays avec une longue histoire de dépendance et d'exploitation par les métropoles d'Europe et d'Amérique du Nord. Le livre de Frank reflète la pensée de nombreux intellectuels

progressistes latino-américains et il est maintenant bien ancré dans la vision des marxistes à l'intérieur des métropoles. Szentes est un économiste hongrois qui applique systématiquement les idées marxistes aux données et processus réels du monde sous-développé et de l'impérialisme dans son ensemble.

Samir Amin, *La lutte de classe en Afrique* . (Africa Research Group, Box 213, Cambridge, Massachusetts.)

Samir Amin est un maghrébin. Il se démarque tant par le volume de ses productions que par la qualité de ses réflexions. Le texte cité ci-dessus est très général - couvrant dans les grandes lignes la période des foulques du développement de l'Afrique ancienne jusqu'au présent et le futur socialiste projeté. Il est probable qu'une plus grande partie de son travail sera traduite en anglais (le français étant sa langue de travail).

Table des matières

http://www.marxists.org/subject/africa/rodney- walter / how-europe / ch01.htm (1 sur 45) [8/22/05 11:03:07 AM]

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Chapitre deux. Comment l'Afrique Développé avant l'arrivée des Européens jusqu'au XVe siècle

"Avant même que les Britanniques n'entrent en relations avec notre peuple, nous étions un peuple développé, ayant nos propres institutions, ayant nos propres idées de gouvernement."

JE Casely-Hayford, 1922.

Nationaliste africain (Gold Coast).

2.1 Aperçu général

Il a été démontré qu'en utilisant des normes comparatives, l'Afrique est aujourd'hui sous-développée par rapport à l'Europe occidentale et à quelques autres régions du monde; et que la situation actuelle a été établie, non par l'évolution séparée de l'Afrique d'une

part et de l'Europe d'autre part, mais de l'exploitation. Comme on le sait, l'Afrique a eu des contacts prolongés et étendus avec l'Europe, et il ne faut pas oublier que les contacts entre différentes sociétés modifient leurs taux de développement respectifs. Pour remettre les pendules à l'heure, quatre opérations sont nécessaires:

(a) Reconstruction de la nature du développement en Afrique avant l'arrivée des Européens.

(b) Reconstruction de la nature du développement qui a eu lieu en Europe avant l'expansion à l'étranger.

(c) Analyse de la contribution de l'Afrique à l'état «développé» actuel de l'Europe.

(d) Analyse de la contribution de l'Europe à l'état actuel «sous-développé» de l'Afrique.

La deuxième tâche a déjà été largement réalisée dans la littérature européenne, et seules des références

passagères doivent être faites; mais les autres méritent toujours plus d'attention.

Le continent africain révèle très pleinement le fonctionnement de la loi du développement inégal des sociétés. Il existe des contrastes marqués entre l'empire éthiopien et les groupes de chasseurs de pigmies dans la forêt du Congo ou entre les empires du Soudan occidental et les chasseurs-cueilleurs khoisans du désert du Kalahari. En effet, il y avait des contrastes frappants au sein d'une zone géographique donnée. L'empire éthiopien a embrassé des nobles amhariques féodaux lettrés ainsi que de simples cultivateurs Kaffa et des éleveurs galla. Les empires du Soudan occidental comptaient des citadins mandingas sophistiqués et instruits, de petites communautés de pêcheurs bozo et des bergers nomades peuls. Même parmi les clans et les lignées qui semblent à peu près similaires, il y avait des différences considérables. Cependant, il est possible de distinguer entre ce qui était uniquement «africain» et ce qui était universel en ce sens qu'il était caractéristique de

toutes les sociétés humaines à un stade de développement donné. Il est également essentiel de reconnaître le processus d'évolution dialectique des formes inférieures vers les formes supérieures d'organisation sociale; et, en examinant les formations sociales les plus avancées, on apprécierait le potentiel du continent dans son ensemble et la direction du changement.

Au moment où le thème du passé africain pré-européen est évoqué, de nombreux individus s'inquiètent pour diverses raisons de connaître l'existence des «civilisations» africaines. Cela découle principalement d'une volonté de faire des comparaisons avec les «civilisations» européennes. Ce n’est pas le contexte dans lequel évaluer les soi-disant civilisations de l’Europe. Il suffit de noter le comportement des capitalistes européens de l'époque de l'esclavage à travers le colonialisme, le fascisme et les guerres

génocidaires en Asie et en Afrique. Une telle barbarie fait naître des soupçons sur l'utilisation du mot «civilisation» pour décrire l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. En ce qui concerne l'Afrique pendant la période de développement précoce, il est préférable de parler en termes de «cultures» plutôt que de civilisations.

Une culture est un mode de vie total. Il embrasse les gens mangés et ce qu'ils portaient; la façon dont ils marchaient et la façon dont ils parlaient; la manière dont ils traitaient la mort et saluaient le nouveau-né. De toute évidence, des caractéristiques uniques sont apparues dans pratiquement toutes les localités en ce qui concerne tous les détails sociaux. De plus, le continent africain au sud du grand désert du Sahara formait une large communauté où les ressemblances étaient clairement perceptibles. Par exemple, la musique et la danse avaient des rôles clés dans la société africaine «non contaminée». Ils étaient toujours présents à la naissance, à l'initiation, au mariage, à la mort, etc., ainsi qu'à des

moments de récréation. L'Afrique est le continent de la batterie et des percussions. Les peuples africains ont atteint le summum des réalisations dans ce domaine.

En raison de l'impact du colonialisme et de l'impérialisme culturel (qui sera discuté plus tard), les Européens et les Africains eux-mêmes à l'époque coloniale manquaient de considération pour les caractéristiques uniques de la culture africaine. Ces caractéristiques ont une valeur qui leur est propre qui ne peut être éclipsée par la culture européenne ni dans la période comparable avant 1500 ni dans les siècles suivants. Ils ne peuvent pas être éclipsés car ce ne sont pas des phénomènes vraiment comparables. Qui dans ce monde est compétent pour juger si une valse autrichienne est meilleure qu'un Makonde Ngoma? En outre, même dans les sphères de la culture plus facilement comparables, comme les «beaux-arts», on sait que les réalisations africaines de la période pré-européenne constituent des contributions au patrimoine de l'homme de belles créations. L'art de l'Égypte, du Soudan et de l'Éthiopie était très tôt connu

du reste du monde. Celle du reste de l'Afrique est encore «découverte» et redécouverte par les Européens et les Africains d'aujourd'hui. Le verdict des historiens de l'art sur les bronzes d'Ife et du Bénin est bien connu. Puisqu'ils datent des XIVe et XVe siècles, ils sont très pertinents pour toute discussion sur le développement de l'Afrique à l'époque précédant les contacts avec l'Europe. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme inhabituels, sauf en ce qui concerne le matériau dans lequel les sculptures ont été exécutées. La même compétence et le même sentiment sont évidemment allés dans la sculpture et les œuvres d'art dans des matériaux non durables, en particulier le bois.

La danse et l'art africains étaient presque invariablement liés d'une manière ou d'une autre à une vision religieuse du monde. Comme on le sait, les pratiques religieuses traditionnelles africaines existent dans une grande variété, et il ne faut pas oublier que l'islam et le christianisme ont trouvé des foyers sur le continent africain presque dès leur création. Les caractéristiques

des religions traditionnelles africaines aident à distinguer les cultures africaines de celles des autres continents; mais dans ce contexte actuel, il est plus important de noter combien la religion africaine avait en commun avec la religion ailleurs et comment cela peut être utilisé comme un indice du niveau de développement en Afrique avant l'impact européen au 15ème siècle.

La religion est un aspect de la superstructure d'une société, dérivant finalement du degré de contrôle et de compréhension du monde matériel. Cependant, quand l'homme pense en termes religieux, il part de l'idéal plutôt que du monde matériel (qui est au-delà de sa compréhension). Cela crée une manière non scientifique et métaphysique de voir le monde, qui est souvent en conflit avec la vision matérialiste scientifique et avec le développement de la société. Les religions ancestrales africaines n'étaient ni meilleures ni pires que les autres religions en tant que telles. Mais à la fin de la féodalité, les Européens ont commencé à restreindre le domaine de la vie humaine dans lequel la religion et l'Église

jouaient un rôle. La religion a cessé de dominer la politique, la géographie, la médecine, etc. Pour libérer ces choses des contraintes religieuses, il fallait soutenir que la religion avait sa propre sphère et les choses de ce monde ont leur propre sphère séculière. Cette sécularisation de la vie a accéléré le développement du capitalisme et plus tard du socialisme. En revanche, la religion a imprégné la vie africaine dans la période précédant l'arrivée des Blancs, tout comme elle a imprégné la vie d'autres sociétés pré-féodales, comme celles des Maoris d'Australie ou des Afghans d'Afghanistan ou des Vikings de Scandinavie.

La religion peut jouer un rôle à la fois positif et négatif en tant qu'aspect de la superstructure. Dans la plupart des cas au début de l'Afrique, les croyances religieuses étaient associées à la mobilisation et à la discipline d'un grand nombre de personnes pour former des États. Dans quelques cas, la religion a également fourni des concepts dans la lutte, pour la justice sociale. Les aspects négatifs découlent généralement de la tendance de la religion à

rester inchangée pendant des périodes extrêmement longues , en particulier lorsque la technologie permettant de gagner sa vie change très lentement. C'était le cas dans les sociétés africaines, comme dans toutes les autres sociétés précapitalistes. Dans le même temps, les croyances religieuses elles-mêmes réagissent sur le mode de production, ralentissant encore les progrès à cet égard. Par exemple, la croyance en la prière et en l'intervention des ancêtres et de divers dieux pourrait facilement remplacer les innovations conçues pour contrôler l'impact du temps et de l'environnement.

Le même type de relation bilatérale existe également entre les moyens de gagner sa vie et les schémas sociaux qui surgissent dans le processus de travail. En Afrique, avant le XVe siècle, le principe prédominant des relations sociales était celui de la famille et de la parenté associées au communautarisme. Chaque membre d'une société africaine avait sa position définie en termes de parents du côté de sa mère et du côté de son père. Certaines sociétés accordent une plus grande importance aux liens

matrilinéaires et d'autres aux liens patrilinéaires. Ces choses étaient cruciales pour l'existence quotidienne d'un membre d'une société africaine, car la terre (le principal moyen de production) appartenait à des groupes tels que la famille ou le clant dont le chef était responsable de la terre au nom de tous les parents, y compris les avant-parents et ceux qui ne sont pas encore nés. En théorie, ce modèle a été expliqué en disant que les résidents de toute communauté étaient tous les descendants directs de la première personne qui a colonisé la terre. Lorsqu'un nouveau groupe arrivait, ils faisaient souvent semblant d'avoir eux aussi une ascendance remontant à la colonisation de la terre ou bien ils s'assuraient que les membres des premiers groupes de parenté continuaient à célébrer les cérémonies liées à la terre et à l'eau de la région.

De même, la main-d'œuvre qui travaillait la terre était généralement recrutée sur une base familiale. Une seule famille ou un ménage cultiverait ses propres parcelles et il serait également disponible pour partager certaines

activités agricoles conjointes avec d'autres membres de la famille élargie ou du clan. Des chasses annuelles et des pêches en rivière étaient également organisées par toute une famille élargie ou une communauté villageoise. Dans une société matrilinéaire comme celle des Bemba (Zambie), le marié a passé plusieurs années à travailler pour le père de sa mariée; et de nombreux jeunes hommes qui avaient épousé des filles du même foyer formaient souvent des équipes de travail pour s'entraider. Au Dahomey, un jeune homme n'est pas allé vivre avec la famille de sa femme, mais le *dokpwe* ou l'équipe de travail a permis à un fils de participer à l'exécution d'une tâche d'une certaine ampleur pour le père de sa femme. Dans ces deux exemples, le droit du beau-père d'acquérir du travail et les obligations du gendre de donner du travail reposaient sur la parenté. Cela peut être opposé au capitalisme où l'argent achète du travail, et au féodalisme où le serf fournit du travail afin d'avoir accès à une partie de la terre qui appartient au propriétaire.

Ayant été produits sur des terres appartenant à la famille et grâce au travail familial, les récoltes et autres biens qui en résultaient étaient distribués sur la base de liens de parenté. Si les récoltes d'un homme étaient détruites par une calamité soudaine, des proches de son propre village l'ont aidé. Si toute la communauté était en détresse, les gens déménageaient pour vivre avec leurs parents dans une autre région où la nourriture n'était pas rare. En pays Akan (Ghana),

Le système de clan était très organisé, de sorte qu'un homme de Brong pouvait visiter Fante à des centaines de kilomètres de distance et recevoir la nourriture et l'hospitalité d'un parfait inconnu qui se trouvait être de son propre clan.

De nombreux exemples pourraient être avancés pour montrer la prédominance du principe de la famille dans la phase communautaire du développement africain. Elle a affecté les deux principaux facteurs de production - la terre et le travail - ainsi que le système de distribution

des marchandises. Les anthropologues européens qui ont étudié les sociétés africaines l'ont fait principalement à partir d'une position très préjugée et raciste, mais leurs recherches peuvent néanmoins fournir des faits abondants concernant les propriétés et les concessions familiales, à la famille élargie (y compris les membres affinaux qui adhèrent par association plutôt que par naissance ou mariage), et aux lignées et aux clans qui portaient les principes des alliances de parenté sur de vastes étendues. Cependant, si les détails exacts pouvaient différer, des institutions sociales similaires se trouvaient chez les Gaulois du XIe siècle en France, chez les Viet d'Indochine à la même date, et pratiquement partout ailleurs dans le monde à un moment ou à un autre - parce que le communautarisme est une phase par laquelle toute la société humaine est passée.

Dans toutes les sociétés africaines à l'époque primitive, l'individu à chaque étape de la vie avait une série de devoirs et d'obligations envers les autres dans la société ainsi qu'un ensemble de droits: à savoir, des choses qu'il

pouvait attendre ou exiger d'autres individus . L'âge était un facteur très important pour déterminer l'étendue des droits et obligations. Les membres les plus âgés de la société étaient très respectés et généralement en autorité; et l'idée d'ancienneté par âge se reflétait dans la présence de classes d'âge et de tranches d'âge dans un grand nombre de sociétés africaines. La circoncision signifiait l'initiation à la société et à l'âge adulte. A partir de ce moment, un homme a été placé avec d'autres dans sa propre tranche d'âge et une femme de même. Habituellement, il y avait au moins trois classes d'âge, correspondant à peu près aux jeunes, aux personnes d'âge moyen et aux personnes âgées.

Dans de grandes parties de l'Europe, lorsque le communautarisme s'est effondré, il a cédé la place à l'esclavage généralisé en tant que nouvelle forme de mobilisation du travail. Cet esclavage a continué tout au long du Moyen Âge européen, les croisades entre chrétiens et musulmans donnant une excuse supplémentaire pour asservir les gens. L'esclavage a à

son tour cédé la place au servage, par lequel le travailleur était lié à la terre et ne pouvait plus être vendu et transporté. Parce qu'il a fallu de nombreuses années pour que la transition de l'esclavage à la féodalité ait lieu en Europe, il était courant de constater que la société féodale retenait encore un grand nombre d'esclaves. Certaines parties de la Chine, de la Birmanie et de l'Inde comptaient également un nombre considérable d'esclaves alors que la société s'éloignait du communautarisme élémentaire, mais il n'y a jamais eu de période pendant laquelle l'esclavage était le mode de production dominant en Asie. En Afrique, il y avait peu d'esclaves et certainement pas d'époque d'esclavage. La plupart des s laves se trouvaient dans les sociétés nord-africaines et musulmanes, et dans ces cas, un homme et sa famille pouvaient avoir le même statut d'esclave pendant des générations, au sein de la structure féodale globale de la société. Ailleurs en Afrique, les sociétés communales ont été initiées au concept de possession d'êtres humains extraterrestres lorsqu'elles ont fait des

captifs pendant la guerre. Au début, ces captifs se trouvaient dans une position très défavorisée, comparable à celle des esclaves, mais très rapidement captifs ou leurs off-

spring devint des membres ordinaires de la société, car il n'y avait pas de place pour l'exploitation perpétuelle de l'homme par l'homme dans un contexte qui n'était ni féodal ni capitaliste.

Tant les marxistes que les non-marxistes (avec des motivations différentes) ont souligné que la séquence des modes de production constatée en Europe ne se reproduisait pas en Afrique. En Afrique, après l'étape communautaire, il n'y a pas eu d'époque d'esclavage issue de l'évolution interne. Il n’existe pas non plus de mode de production qui soit la réplique de la féodalité européenne. Marx lui-même a reconnu que les stades de développement en Asie avaient produit une forme de société qui ne pouvait pas facilement être intégrée dans une fente européenne. Il a appelé «le mode de

production asiatique». Dans ce sens, un certain nombre de marxistes ont récemment discuté de la question de savoir si l'Afrique était dans la même catégorie que l'Asie ou si l'Afrique avait son propre «mode de production africain». Les implications des arguments sont très progressives, car elles concernent les conditions concrètes de l'Afrique plutôt que les préjugés apportés d'Europe. Mais les chercheurs concernés semblent déterminés à trouver un terme unique pour couvrir une variété de formations sociales qui existaient en Afrique à partir du 5ème siècle après JC environ jusqu'à l'avènement du colonialisme. L'hypothèse qui sous-tendra cette étude est que la plupart des sociétés africaines avant 1500 étaient dans une phase de transition entre la pratique de l'agriculture (plus la pêche et l'élevage) dans les communautés familiales et la pratique des mêmes activités au sein des États et des sociétés comparables à la féodalité.

En un sens, toute histoire est une transition d'une étape à une autre, mais certaines situations historiques le long

de la ligne ont des caractéristiques plus clairement distinguables que d'autres. Ainsi, sous le communautarisme, il n'y avait pas de classes et il y avait un accès égal à la terre et une égalité dans la distribution - à un faible niveau de technologie et de production. La féodalité impliquait une grande inégalité dans la distribution des terres et des produits sociaux. La classe des propriétaires fonciers et sa bureaucratie contrôlaient l'État et l'utilisaient comme un instrument pour opprimer les paysans, les serfs, les esclaves et même les artisans et les marchands. Le passage du communalisme au féodalisme dans tous les continents a pris plusieurs siècles et, dans certains cas, l'interruption de l'évolution interne n'a jamais permis au processus de mûrir. En Afrique, il ne fait aucun doute que les sociétés qui ont finalement atteint le féodalisme étaient extrêmement rares. Tant que l'État féodal était encore en formation, des éléments communaux coexistaient avec des éléments féodaux et avec quelques particularités dues aux conditions africaines. La transition a également été

caractérisée par une variété de formations sociales: il y avait des éleveurs et des cultivateurs, des sociétés de pêche et des sociétés commerciales, des pillards et des nomades. Ils étaient tous progressivement entraînés dans une relation avec la terre, entre eux et avec l'État, à travers l'expansion des forces productives et du réseau de distribution.

Dans les sociétés féodales, il y a eu des affrontements entre les propriétaires fonciers et les classes paysannes et plus tard entre les propriétaires fonciers et les classes marchandes. Sous le capitalisme, la principale contradiction de classe à l'intérieur de l'Europe était entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ces relations de classe hostiles ont fourni la force motrice au sein des sociétés respectives. Les sociétés communales africaines présentaient des différences telles que les classes d'âge et des différences entre les membres ordinaires et les chefs religieux tels que les faiseurs de pluie. Cependant, il ne s’agit pas de relations d’exploitation ou d’antagonisme. Le concept de classe comme force

motrice du développement social n'était pas encore né; et dans la phase communautaire, il faut regarder les forces fondamentales de la production pour comprendre le processus de changement.

En utilisant un certain nombre de méthodes et de concepts, il est possible de reconstituer la manière la plus probable dont la vie en famille isolée a été décomposée et la production a augmenté. Par exemple, l'augmentation des classes d'âge peut être considérée comme une réponse au besoin d'une plus grande solidarité, car les classes d'âge englobent et recoupent de nombreuses familles. De même, le travail communautaire a été engagé par des sections transversales de la communauté pour rendre le travail plus efficace. Le *groupe de* travail *dokpwe* du Dahomey mentionné ci-dessus avait une application plus large au service de toute la communauté pour effectuer les lourdes tâches de défrichage, de construction de maisons, etc. Avec l'offre de nourriture et de bière ou de vin de palme, une équipe de travail ou abeille »pourrait

être mobilisée en peu de temps dans la plupart des communautés africaines, y compris celles des Berbères à la peau claire d'Afrique du Nord.

Bien sûr, alors que l'organisation du travail aurait pu contribuer à produire plus, le principal changement dans les forces productives était celui qui comprenait de nouvelles techniques - en utilisant le mot dans son sens le plus large pour inclure à la fois des outils et des compétences en matière de gestion de l'environnement et de la nouvelle usine. et les espèces animales. La première condition préalable à la maîtrise de l'environnement est la connaissance de cet environnement. Au XVe siècle, les Africains du monde entier étaient parvenus à une compréhension considérable de l'écologie totale - des sols, du climat, des animaux, des plantes et de leurs multiples interrelations. L'application pratique de ceci résidait dans la nécessité de piéger les animaux, de construire des maisons, de fabriquer des ustensiles, de trouver des médicaments, et surtout de concevoir des systèmes d'agriculture.

Dans les siècles qui ont précédé le contact avec les Européens, l’activité dominante en Afrique était l’agriculture. Dans toutes les communautés agricoles sédentarisées, les gens ont observé les particularités de leur propre environnement et ont essayé de trouver des techniques pour y faire face de manière rationnelle. Des méthodes avancées ont été utilisées dans certains domaines, comme le terrassement, la rotation des cultures, l'engrais vert, l'agriculture mixte et l'élevage réglementé des marais. Le changement technologique le plus important sous-jacent au développement agricole africain a été l'introduction d'outils en fer, notamment la hache et la houe, remplaçant les outils en bois et en pierre. C'est sur la base des outils de fer que de nouvelles compétences ont été élaborées dans l'agriculture ainsi que dans d'autres sphères de l'activité économique.

L'avènement du fer, l'essor de la culture des céréales et la fabrication de la poterie étaient tous des phénomènes étroitement liés. Dans la plupart des régions d'Afrique, c'est dans la période qui a suivi la naissance du Christ que

ces choses se sont produites. Le rythme du changement sur quelques siècles était assez impressionnant. Le millet et le riz avaient été domestiqués à partir d'herbes sauvages tout comme les ignames étaient fabriquées pour évoluer à partir de racines sauvages sélectionnées. La plupart des sociétés africaines ont élevé la culture de leur propre aliment de base au rang d'art. Même le recours généralisé à la culture itinérante avec brûlage et binage léger n'était pas aussi enfantin que le supposaient les premiers colonialistes européens. Cette forme simple d'agriculture reposait sur une évaluation correcte du potentiel du sol, qui n'était pas aussi important que ce qui ressortait initialement de la végétation dense; et lorsque les colonialistes ont commencé à mettre en place la mince couche de terre végétale, le résultat a été désastreux.

Les remarques ci-dessus montrent que lorsqu'un étranger entre dans un nouveau système écologique, même s'il est plus habile, il ne fonctionne pas nécessairement aussi efficacement que ceux qui se sont

familiarisés avec l'environnement au cours des siècles; et le nouveau venu aura probablement l'air plus ridicule s'il est trop arrogant pour se rendre compte qu'il a quelque chose à apprendre des «autochtones». Cependant, il n'est pas suggéré que l'agriculture africaine au début de la période était supérieure à celle des autres continents. Au contraire, les normes africaines d'élevage sur la terre et avec le bétail n'étaient pas aussi élevées que celles qui ont évolué indépendamment dans la plupart des régions d'Asie et d'Europe. La faiblesse de l'Afrique semble avoir été le manque d'intérêt professionnel pour acquérir plus de connaissances scientifiques et concevoir des outils pour alléger la charge de travail ainsi que pour transformer les environnements hostiles en zones propices à l'activité humaine. En ce qui concerne l'agriculture en Europe, ce professionnalisme a été entrepris par la classe ayant un intérêt direct dans la terre - à savoir, les propriétaires terriens féodaux et plus tard les agriculteurs capitalistes.

Il a été dit précédemment que le développement est en grande partie déterminé par les rapports sociaux de production, c'est-à-dire ceux qui ont à voir avec les fonctions des individus dans la production de richesse. Là où quelques personnes possédaient la terre et la majorité étaient des locataires, cette injustice à une étape particulière de l'histoire a permis à quelques-uns de se concentrer sur l'amélioration de leurs terres. En revanche, sous le communalisme, chaque Africain était assuré de disposer de terres suffisantes pour subvenir à ses propres besoins en étant membre d'une famille ou d'une communauté. Pour cette raison et parce que la terre était relativement abondante, il y avait peu de pressions sociales ou d'incitations à des changements techniques pour augmenter la productivité.

En Asie, où une grande partie des terres appartenait à la communauté, il y a eu d'énormes progrès dans certains types d'agriculture, en particulier l'agriculture irriguée. En effet, l'État de l'Inde, de la Chine, de Ceylan et d'autres endroits est intervenu et s'est engagé dans l'irrigation et

d'autres travaux hydrauliques à grande échelle. C'était également le cas de l'Afrique du Nord, qui, à bien des égards, suivait un schéma d'évolution similaire à celui de l'Asie. Le régime foncier africain était plus proche de celui de l'Asie que de celui de l'Europe, mais même les États africains les plus développés politiquement ne jouaient pas le rôle d'initiateurs et de superviseurs du développement agricole. Une des raisons peut avoir été le manque de pression démographique et donc la nature dispersée des colonies. Un autre peut avoir été la concentration de l'État sur le commerce des produits non agricoles à l'exclusion d'autres choses. Certes, lorsque les sociétés africaines se sont reliées à d'autres systèmes sociaux en dehors du continent sur la base du commerce, peu d'attention a été accordée à l'agriculture.

Lorsqu'il s'agit de la question de la fabrication en Afrique avant l'époque de l'homme blanc, il est également essentiel de reconnaître où les réalisations ont été sous-estimées. Les manufactures africaines ont été traitées avec mépris ou négligées par les écrivains européens, car

la conception moderne du monde évoque les usines et les machines. Cependant, «fabrique» signifie littéralement «choses faites à la main», et la fabrication africaine dans ce sens avait progressé de façon appréciable. La plupart des sociétés africaines répondaient à leurs propres besoins pour une large gamme d'articles à usage domestique ainsi que pour les outils agricoles et les armes.

Une façon de juger du niveau de développement économique en Afrique il y a cinq siècles est la qualité des produits. Voici quelques exemples d'articles qui ont été portés à l'attention du monde extérieur. Grâce à l'Afrique du Nord, les Européens se sont familiarisés avec une marque supérieure de cuir rouge d'Afrique, appelée « cuir marocain ». En fait, il a été bronzé et teint par des spécialistes haoussa et mandingue du nord du Nigeria et du Mali. Lorsqu'un contact direct a été établi entre les Européens et les Africains sur les côtes Est et Ouest, de nombreux autres objets impressionnants ont été exposés. Dès que les Portugais atteignirent l'ancien

royaume de Kongo, ils firent savoir les superbes tissus locaux en écorce et fibre de palme - et ayant une finition comparable au velours. Les Baganda étaient également des experts en tissus d'écorce. Pourtant, l'Afrique avait encore mieux à offrir sous forme de tissu de coton, largement fabriqué avant l'arrivée des Européens. Bien dans le siècle présent, les cotons locaux de la côte guinéenne étaient plus résistants que les cotons de Manchester. Une fois les produits européens arrivés en Afrique, les Africains étaient également en mesure de faire des comparaisons entre leurs produits et ceux de l'extérieur. Au Katanga et en Zambie, le cuivre local a continué d'être préféré à l'article importé, alors qu'il en était de même pour le fer dans un endroit comme la Sierra Leone.

C'est au niveau de l'échelle que les manufactures africaines n'avaient pas fait de percée. C'est-à-dire que les métiers à coton étaient petits, les fonderies de fer étaient petites, la poterie était tournée lentement à la main et non sur une roue, etc. Pourtant, des

changements étaient en cours dans ce contexte. Sous le communalisme, chaque ménage répondait à ses propres besoins en fabriquant ses propres vêtements, pots, nattes, etc. C'était vrai pour tous les continents. Cependant, l'expansion économique à partir de là était associée à la spécialisation et à la localisation de l'industrie - les besoins des gens étant satisfaits par l'échange. Cette tendance s'est manifestée dans les principales manufactures africaines, et notamment dans l'industrie du drap. La fibre de coton devait être égrenée (séparée de la graine), puis cardée et filée en fil, avant d'être tissée.

Il fallait teindre le fil ou le tissu tissé et la fabrication du colorant lui-même était un processus complexe. Il fut un temps où toutes ces étapes étaient exécutées par une seule famille ou plutôt par les femmes d'une seule famille, comme au Yorubaland. Mais le développement économique s'est traduit par la séparation de la teinture de la confection de vêtements et la séparation de la filature du tissage. Chaque séparation a marqué une plus

grande spécialisation et des changements quantitatifs et qualitatifs de la production.

L’industrie européenne a fait l’objet d’études approfondies et il est généralement admis qu’en plus des nouvelles machines, un facteur décisif dans la croissance de l’industrie a été le passage de la production nationale au système d’usine, la guilde marquant une étape intermédiaire. La guilde était une association de spécialistes, transmettant leurs compétences en formant des apprentis et travaillant dans des bâtiments réservés à cet effet. L'Afrique aussi avait des éléments du système des guildes. À Tombouctou, il y avait des guildes de couture, tandis qu'au Bénin, des guildes d'un type de caste très restreint contrôlaient la célèbre industrie du laiton et du bronze. À Nupe (maintenant au nord du Nigéria), l'industrie du verre et des perles fonctionnait sur la base d'une guilde. Chaque guilde Nupe avait un atelier commun et un maître. Le maître a obtenu des contrats, financé la guilde et s'est débarrassé du produit. Ses propres parents ainsi que les étrangers étaient libres

d'entrer dans la guilde et d'apprendre les différentes tâches spécialisées de l'industrie du verre. Cela signifiait simplement qu'il y avait une spécialisation et une division du travail croissantes.

Les économies africaines traditionnelles sont généralement appelées économies de «subsistance». Souvent, les petits villages cultivaient, chassaient, pêchaient, etc., et s'occupaient d'eux-mêmes sans se référer au reste du continent. Pourtant, dans le même temps, la grande majorité des communautés africaines ont satisfait au moins quelques-uns de leurs besoins par le commerce. L'Afrique était un continent aux innombrables routes commerciales. Certains s'étendent sur d'énormes distances comme les routes à travers le Sahara ou les routes reliées au cuivre du Katanga. Mais pour l'essentiel, il s'agissait d'échanges entre sociétés voisines ou pas trop éloignées. Ce commerce était toujours fonction de la production. Diverses communautés produisaient des excédents de produits donnés qui pouvaient être échangés contre des articles

qui leur manquaient. De cette manière, l'industrie du sel d'une localité serait stimulée tandis que l'industrie du fer serait encouragée dans une autre. Dans une zone côtière, lacustre ou riveraine, le poisson séché pourrait devenir rentable, tandis que l'igname et le mi4let seraient cultivés en abondance ailleurs pour fournir une base d'échange. Le commerce si facilement reconnaissable dans toutes les régions du continent entre les Xe et XVe siècles était un excellent indicateur de l'expansion économique et d'autres formes de développement qui accompagnaient une maîtrise croissante de l'environnement.

Dans le cadre de l'extension du commerce, on a remarqué que le troc cédait la place à certaines formes d'échange de monnaie. Le troc était généralement pratiqué lorsque le volume des échanges était faible et que seuls quelques produits étaient concernés. Cependant, à mesure que le commerce se compliquait, certains articles ont commencé à être utilisés comme normes pour mesurer d'autres marchandises. Ces articles

pourraient être conservés comme une forme de richesse facilement transformable en d'autres produits lorsque le besoin s'en faisait sentir. Par exemple, le sa4t, le tissu, les houes de fer et les coquilles de cauris étaient des formes de monnaie populaires en Afrique - à l'exception de l'or et du cuivre, qui étaient beaucoup plus rares et donc limités à la mesure d'objets de grande valeur. Dans quelques endroits, comme l'Afrique du Nord, l'Éthiopie et le Kongo, les systèmes monétaires étaient assez sophistiqués, ce qui indique que l'économie était loin du simple troc et de la subsistance.

De nombreux autres changements de nature sociopolitique ont accompagné l'expansion des forces productives. En effet, des éléments tels que les pratiques agricoles, l'industrie, le commerce, l'argent et les structures politiques étaient inséparables - chacun interagissant les uns avec les autres. Les régions les plus développées d'Afrique étaient celles où tous les éléments convergeaient, et les deux caractéristiques sociopolitiques qui étaient les indices marquants du

développement étaient l'augmentation de la stratification et la consolidation des États.

Les principes de la famille et du sursis se décomposent lentement au cours des siècles précédant l'arrivée des Européens sur leurs voiliers. Les changements technologiques et la division du travail ont rendu cela inévitable. L'introduction du fer, par exemple, a donné une force économique et militaire à ceux qui pouvaient le fabriquer et l'acquérir. De meilleurs outils signifiaient plus de nourriture et une population plus nombreuse, mais ces derniers avaient tendance à dépasser les approvisionnements en biens matériels, et les possibilités de richesse offertes par la possession du fer étaient saisies par quelques-uns à leur avantage. Les ouvriers qualifiés du fer, du tissu, de la poterie, du cuir, de la fabrication du sel, etc. avaient tendance à transmettre leurs compétences en groupes fermés appelés castes. Cela garantissait que la division du travail opérait en leur faveur, car leur position était privilégiée et

stratégique. Les travailleurs du fer étaient particulièrement favorisés dans certaines sociétés africaines dans lesquelles ils devenaient soit les groupes dirigeants, soit étaient très proches du sommet de la hiérarchie sociale. La division du travail s'est également propagée dans les sphères non matérielles, produisant des ménestrels professionnels et des historiens. Eux aussi avaient certains droits et privilèges spéciaux, notamment la capacité de critiquer librement sans crainte de représailles. Dans certaines circonstances, les castes qualifiées étaient réduites à un statut très bas. Mais ce qui était rare, et en tout cas, ne contredit pas l'affirmation générale selon laquelle la tendance était au communautarisme de donner lieu à de plus en plus de stratification.

La stratification sociale a été à la base de la montée des classes et des antagonismes sociaux. Dans une certaine mesure, il s'agissait d'une suite logique des différences non antagonistes antérieures dans la société communautaire. Par exemple, les hommes âgés

pourraient utiliser leur contrôle sur l'attribution des terres, sur le prix de la mariée et sur d'autres échanges traditionnels pour essayer de s'établir comme une strate économique privilégiée. Des sociétés secrètes ont vu le jour dans la région qui est maintenant le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée, et elles ont permis au savoir, au pouvoir et à la richesse de passer entre les mains des anciens et finalement aux anciens de certaines lignées.

La contradiction entre les jeunes hommes et leurs aînés n'était pas du genre à provoquer de violentes révolutions. Mais les jeunes hommes avaient manifestement des raisons de ressentir leur dépendance vis-à-vis des aînés, surtout lorsqu'il s'agissait de questions personnelles vitales comme l'acquisition d'épouses. Lorsqu'ils sont mécontents, ils peuvent soit quitter leurs communautés et s'installer eux-mêmes, soit contester les principes au sein de la société. Dans les deux cas, la tendance était que certaines personnes et certaines familles réussissaient mieux que d'autres, et ces familles se sont établies en tant que dirigeants permanents. Puis

l'âge a cessé d'avoir autant d'importance car même un cadet pouvait succéder à son père, une fois la notion de sang royal ou de lignée royale établie.

Pendant la période de transition, alors que la société africaine conservait de nombreuses caractéristiques indiscutablement communautaires, elle acceptait également le principe selon lequel certaines familles ou clans ou lignages étaient destinés à régner et d’autres non. Cela était vrai non seulement des cultivateurs mais aussi des éleveurs. En fait, le bétail est devenu inégalement distribué beaucoup plus facilement van [et; et les familles avec les plus grands troupeaux sont devenues socialement et politiquement dominantes.

Un aspect encore plus important du processus de stratification sociale est celui provoqué par le contact entre différentes formations sociales.
Les pêcheurs devaient se rapporter aux cultivateurs et ces derniers aux éleveurs. Il y avait même des formations sociales telles que des bandes de chasseurs et de

cueilleurs de nourriture qui n'étaient pas encore entrés dans la phase de coopération communautaire. Souvent, les relations étaient pacifiques. Dans de nombreuses régions du continent africain, il y a eu ce que l'on appelle la «symbiose» entre des groupes qui gagnent leur vie de différentes manières - ce qui signifie en réalité qu'ils ont accepté d'échanger des biens et de coexister à leur avantage mutuel. Cependant, il y avait également place pour un conflit considérable; et lorsqu'un groupe s'imposait par la force sur un autre, le résultat était invariablement la montée des classes sociales avec les conquérants en haut et les vaincus en bas.

Les affrontements les plus courants entre les différentes formations sociales étaient ceux entre pasteurs et cultivateurs. Dans certains cas, les cultivateurs avaient le dessus, comme par exemple en Afrique de l'Ouest, des cultivateurs comme les mandingas et les haoussa étaient les seigneurs du bétail peul jusqu'aux 18e et 19e siècles. La situation inverse a été constatée dans la Corne de l'Afrique et dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est.

Un autre type d'affrontement a été celui dans lequel les peuples attaqués ont pris le pouvoir sur les agriculteurs, comme cela s'est produit en Angola et dans et autour du Sahara, où les Maures et les Touareg exigeaient un tribut et même asservissaient des peuples plus pacifiques et sédentaires. Le résultat dans chaque cas était qu'une faction relativement petite détenait le contrôle de la terre et (le cas échéant) du bétail, des mines et du commerce à longue distance. Cela signifiait aussi que le groupe minoritaire pouvait exiger le travail de ses sujets - non pas sur la base de la parenté mais parce qu'il existait une relation de domination et de subordination.

Dans les sociétés véritablement communautaires, le leadership était basé sur la religion et les liens familiaux. Les seniors, membres de la société, partageaient le travail avec les autres et recevaient plus ou moins la même part du produit total. Certes, personne ne meurt de faim tandis que d'autres se gaussent et jettent l'excédent. Cependant, une fois que les sociétés africaines ont commencé à se développer par évolution

interne, conquête ou commerce, le style de vie du groupe au pouvoir est devenu sensiblement différent. Ils ont consommé le plus et le meilleur que la société offrait. Pourtant, ils étaient les moins directement impliqués dans la production de richesse par l'agriculture, l'élevage, la pêche, etc. La classe dirigeante et les rois en particulier avaient le droit de faire appel au travail de l'homme ordinaire pour certains projets et pour un nombre donné. de jours par an. C'est ce qu'on appelle le travail *corvée* , d'après une procédure similaire suivie dans la France féodale. Un tel système signifiait une plus grande exploitation et en même temps un plus grand développement des ressources productives.

La stratification sociale décrite ci-dessus est allée de pair avec la montée en puissance de l'État. La notion de lignées royales et de clans roturiers ne pouvait avoir de sens que dans un état politique avec une existence géographique concrète. Il est significatif que les grandes dynasties du monde aient régné sur les États féodaux. À l'oreille des Européens ou des Européens, les noms des

Tudors, des Bourbons, des Hohenzollern et des Romanov seraient déjà familiers. Le Japon avait ses Kamakuras et ses Tokugawas; La Chine avait son T'ang et son Ming; L'Inde avait ses Guptas et ses Marathas; etc. Toutes ces dynasties étaient des dynasties féodales existant quelques siècles après la naissance du Christ, mais en plus, il y avait des dynasties qui régnaient dans chacun de ces pays avant que le régime foncier féodal et les relations de classe ne se soient complètement cristallisés. Cela signifie que la transition vers la féodalité en Europe [* En Europe, le communautarisme a cédé la place à l'esclavage et donc des dynasties et des États forts étaient présents sur le

à la veille de l'époque de l'esclavage.] et l'Asie a vu la montée des groupes dirigeants et de l'État comme des parties interdépendantes du même processus. À cet égard, l'Afrique n'est pas différente.

D'un point de vue politique, la période de transition du communautarisme au féodalisme en Afrique a été celle

de la formation de l'État. Au début (et pendant de nombreux siècles), l'État est resté faible et immature. Elle a acquis des limites territoriales bien définies, mais à l'intérieur de ces frontières, les sujets vivaient dans leurs propres communautés sans pratiquement aucun contact avec la classe dirigeante jusqu'au moment de payer un impôt ou un tribut annuel. Ce n'est que lorsqu'un groupe au sein de l'État a refusé de payer l'hommage que les premiers États africains ont mobilisé leur appareil répressif sous la forme d'une armée pour réclamer ce qu'il considérait comme ses droits aux sujets. Lentement, divers États ont acquis un plus grand pouvoir sur leurs nombreuses communautés de citoyens. Ils exigeaient du travail de *corvée* , enrôlaient des soldats et nommaient des collecteurs d'impôts réguliers et des administrateurs locaux. Les régions d'Afrique dans lesquelles les relations de travail sortaient des restrictions communales correspondaient à des régions dans lesquelles émergeaient des États politiques sophistiqués. La montée des États

était en soi une forme de développement, qui augmentait l'échelle de la politique africaine et fusionnait de petits groupes ethniques dans des identités plus larges évoquant les nations.

À certains égards, une trop grande importance est accordée à la croissance des États politiques. C'est en Europe que l'État-nation a atteint un stade avancé, et les Européens ont eu tendance à utiliser la présence ou l'absence de régimes politiques bien organisés comme une mesure de «civilisation». Ce n'est pas

tout à fait justifié, car en Afrique il y avait de petites unités politiques qui avaient des cultures matérielles et immatérielles relativement avancées. Par exemple, ni le peuple Ibo du Nigéria ni les Kikuyu du Kenya n'ont jamais produit de grands gouvernements centralisés dans leur cadre traditionnel. Mais tous deux avaient des systèmes sophistiqués de gouvernement politique basés sur des clans et (dans le cas des Ibo) sur des oracles religieux et des «sociétés secrètes». Tous deux étaient des

agriculteurs et des travailleurs du fer efficaces, et les Ibo fabriquaient des objets en laiton et en bronze depuis le 9ème siècle après JC, sinon plus tôt.

Cependant, après avoir fait la qualification ci-dessus, on peut admettre que, dans l'ensemble, les grands États d'Afrique avaient les structures politiques les plus efficaces et les plus grandes capacités de production de nourriture, de vêtements, de minéraux et d'autres objets matériels. On comprend aisément que les sociétés qui

si les classes dirigeantes se préoccupaient d’acquérir des objets de luxe et de prestige. Les groupes privilégiés qui contrôlent l'État tenaient à stimuler les manufactures et à les acquérir par le commerce. Ce sont eux qui ont mobilisé la main-d’œuvre pour produire un surplus supérieur aux besoins de subsistance et, ce faisant, ils ont encouragé la spécialisation et la division du travail.

Les chercheurs font souvent la distinction entre les groupes en Afrique qui ont des États et ceux qui sont

«apatrides». Parfois, le mot apatride est utilisé de manière imprudente ou même abusive; mais il décrit les peuples qui n'avaient aucun mécanisme de coercition gouvernementale et aucun concept d'unité politique plus large que la famille ou le village. Après tout, s'il n'y a pas de stratification de classe dans une société, il s'ensuit qu'il n'y a pas d'État, parce que l'État est apparu comme un instrument à utiliser par une classe particulière pour contrôler le reste de la société dans ses propres intérêts. D'une manière générale, on peut considérer les sociétés apatrides comme parmi les anciennes formes d'organisation sociopolitique en Afrique, tandis que les grands États représentaient une évolution loin du communalisme - parfois au point de féodalisme.

Encore une fois, il faut souligner qu'une étude de la scène en Afrique avant l'arrivée des Européens révélerait des inégalités considérables de développement. Il y avait des formations sociales représentant les bandes de chasseurs, le féodalisme du communautarisme et de nombreuses positions intermédiaires entre les deux

derniers. Le reste de cette section sera consacré à un examen des principales caractéristiques de plusieurs des sociétés et États les plus développés d'Afrique au cours des mille dernières années environ avant que l'Afrique n'entre en contact permanent avec l'Europe. Les zones à considérer sont l'Égypte, l'Éthiopie, la Nubie, le Maroc, le Soudan occidental, la zone inter-lacustre de l'Afrique de l'Est et le Zimbabwe. Chacun d'eux sert d'exemple de ce que signifiait le développement au début de l'Afrique et de la direction du mouvement social. Dans une plus ou moins grande mesure, chacun était aussi une force motrice sur le continent dans le sens de conduire les voisins sur le même chemin, soit en les absorbant, soit en les influençant plus indirectement.

2.2 Quelques exemples concrets

a) Égypte

Il est logique de commencer par l'Égypte comme la plus ancienne culture d'Afrique qui s'est hissée à l'éminence.

Les gloires de l'Égypte sous les pharaons sont bien connues et n'ont pas besoin d'être racontées. À une certaine époque, on disait ou on supposait que l'Égypte ancienne n'était pas «africaine» - un point de vue curieux qui n'est plus sérieusement proposé. Cependant, aux fins actuelles, il est plus pertinent de se référer à l'Égypte sous la domination arabe et turque à partir du 7ème siècle. Au cours de cette dernière période, la classe dirigeante était étrangère, ce qui signifiait que le développement interne de l'Égypte était lié à d'autres pays, notamment l'Arabie et la Turquie. L'Égypte colonisée a envoyé à l'étranger de grandes quantités de richesses sous forme de nourriture et de revenus, ce qui a été un facteur très négatif. Mais la tendance était pour les étrangers au pouvoir de traiter avec leurs propres maîtres impériaux et d'agir simplement comme une élite dirigeante au sein de l'Égypte, qui est devenue un État féodal indépendant.

L'une des premières caractéristiques de la féodalité à arriver en Égypte fut l'aspect militaire. Les Arabes, les

Turcs et les envahisseurs circassiens étaient tous militairement enclins. Cela était particulièrement vrai des Mamelouks qui détenaient le pouvoir à partir du XIIIe siècle. Le pouvoir politique en Égypte à partir du 7ème siècle était entre les mains d'une oligarchie militaire qui déléguait le gouvernement actuel aux bureaucrates, créant ainsi une situation similaire à celle de pays comme la Chine et l'Indochine. Plus fondamental encore était le fait que les relations foncières étaient en train de changer de telle manière qu'une véritable classe féodale entre en scène. Tous les conquérants accordèrent des terres à leurs partisans et capitaines militaires. Initialement, la terre en Égypte était la propriété de l'État pour être louée aux cultivateurs. L'État avait alors le droit de se réapproprier les terres et de les attribuer à nouveau, un peu comme le chef d'une communauté villageoise agissant en tant que gardien des terres des familles apparentées. Cependant, les éléments militaires au pouvoir sont également devenus une nouvelle classe de propriétaires terriens. Au XVe siècle, la plupart des

terres égyptiennes étaient la propriété du sultan et de ses seigneurs militaires.

S'il y avait une petite classe qui monopolisait la plupart des terres, il s'ensuivait qu'il y avait une grande classe de sans terre. Les paysans cultivateurs furent bientôt convertis en simples ouvriers agricoles, attachés au sol en tant que locataires ou vassaux des propriétaires féodaux. Ces paysans avec peu ou pas de terres étaient connus sous le nom de *fellahin* . En Europe, il existe des légendes sur l'exploitation et la souffrance des serfs russes ou *muhzík* sous le féodalisme. En Égypte, l'exploitation du *fellahin* était menée de manière encore plus approfondie. Les féodaux n'avaient aucun intérêt pour le *fellahin* au-delà de voir qu'ils produisaient des revenus. La plus grande partie de ce que les paysans produisaient leur fut enlevée sous forme d'impôts, et on demanda aux collecteurs d'impôts de faire le miracle de prendre aux paysans même ce qu'ils n'avaient pas! Lorsque leurs demandes n'ont pas été satisfaites, les paysans ont été brutalisés.

La nature antagoniste de la contradiction entre les propriétaires terriens féodaux et les *fellahin a* été révélée par un certain nombre de révoltes paysannes, notamment au début du VIIIe siècle. Dans aucun continent, la féodalité n'était une époque de romance pour les classes laborieuses, mais les éléments de développement se voyaient dans la technologie et l'augmentation de la capacité de production. Sous le patronage de la dynastie fatimide (de 969 à 1170 nn), la science prospéra et l'industrie atteignit un nouveau niveau en Égypte. Les moulins à vent et les roues hydrauliques ont été introduits de Perse au 10ème siècle. De nouvelles industries ont été introduites - la fabrication du papier, le raffinage du sucre, la porcelaine et la distillation de l'essence. Les anciennes industries du textile, du cuir et du métal ont été améliorées. Les dynasties successives des Ayyoubides et des Mamelouks ont également beaucoup accompli, en particulier dans la construction de canaux, de barrages, de ponts et d'aqueducs, et dans la stimulation du commerce avec

l'Europe. L'Égypte à cette époque était encore capable d'enseigner beaucoup de choses à l'Europe et était suffisamment flexible pour recevoir de nouvelles techniques en retour.

Bien que la féodalité soit basée sur la terre, elle développe généralement les villes aux dépens de la campagne. Les points forts de la culture féodale égyptienne étaient associés aux villes. Les Fatimides ont fondé la ville du Caire, qui est devenue l'une des plus célèbres et des plus cultivées au monde, siège des légendaires «chevaliers arabes». Dans le même temps, ils ont créé l'Université Azhar qui existe aujourd'hui comme l'une des plus anciennes du monde. Les féodaux et les riches marchands sont ceux qui en ont le plus profité, mais les artisans et autres citadins du Caire, d'Alexandrie, etc. ont pu participer dans une certaine mesure à la vie tranquille des villes.

(b) Éthiopie

L'Éthiopie aussi, au début de son histoire en tant que grande puissance, était gouvernée par des étrangers. Le royaume d'Axoum était l'un des noyaux les plus importants autour desquels l'Éthiopie féodale a finalement émergé, et Axum a été fondé près de la côte de la mer Rouge par une dynastie d'origine sabéenne de l'autre côté de la mer Rouge. Mais les rois d'Axoum n'ont jamais été des agents de puissances étrangères et ils se sont complètement africanisés. La fondation d'Axoum remonte au Ier siècle et sa classe dirigeante a été christianisée en quelques siècles. Après cela, ils ont déménagé à l'intérieur des terres et ont participé au développement de l'État féodal chrétien éthiopien.

La classe dirigeante éthiopienne, tigréenne et amharique était fière, retraçant sa descente vers Salomon. En tant qu'État qui a incorporé plusieurs autres États et royaumes plus petits, c'était un empire dans le même sens que l'Autriche féodale ou la Prusse. L'empereur

d'Ethiopie a été appelé «Lion conquérant de la tribu de Juda, élu de Dieu, empereur d'Ethiopie, roi des rois». Dans la pratique, cependant, la ligne «Solomonic» n'était pas ininterrompue. La majeure partie de la consolidation du plateau intérieur éthiopien a été réalisée au 12ème siècle par une dynastie intrusive, les Zagwe, qui prétendait descendre de Moïse. Les rois Zagwe se sont distingués en construisant plusieurs églises taillées dans la roche solide. Les réalisations architecturales témoignent du niveau de compétence atteint par les Éthiopiens ainsi que de la capacité de l'État à mobiliser la main-d'œuvre à grande échelle. De telles tâches n'auraient pas pu être accomplies par le travail familial volontaire, mais seulement par le travail d'une classe exploitée.

On sait beaucoup de choses sur la superstructure de l'empire éthiopien, en particulier sur son christianisme et sa culture lettrée. L'histoire a été écrite pour glorifier le roi et la noblesse, en particulier sous la dynastie «Solomonic» restaurée qui a remplacé les Zagwe en 1270

après JC Les beaux livres et manuscrits enluminés sont devenus un élément important de la culture amharique. Des vêtements et des bijoux aussi raffinés ont été produits pour la classe dirigeante et pour l'église. Les plus hauts ecclésiastiques faisaient partie de la noblesse et l'institution du monastère a pris de grandes proportions en Éthiopie. L'association de la religion organisée avec l'État était implicite dans les sociétés communales, où la distinction entre politique, économie, religion, médecine, etc. était à peine établie. Sous la féodalité partout, l'Église et l'État étaient étroitement liés. Les bouddhistes étaient prééminents au Vietnam féodal, en Birmanie, au Japon et dans une moindre mesure en Chine. En Inde, une influence bouddhiste limitée a été submergée par celle des hindous et des musulmans; et bien sûr, dans l'Europe féodale, c'est l'Église catholique qui a joué le rôle parallèle à l'Église orthodoxe en Éthiopie.

La richesse de l'Éthiopie reposait sur une base agricole. Les hautes terres fertiles ont soutenu la culture des céréales et il y avait un élevage considérable, y compris

l'élevage de chevaux. Les compétences artisanales ont été développées dans un certain nombre de domaines et les artisans étrangers ont été encouragés. Par exemple, au début du XVe siècle, des artisans turcs se sont installés dans le pays et ont fabriqué des blasons et des armes pour l'armée éthiopienne. Des coptes d'Égypte ont également été introduits pour aider à gérer l'administration financière. Personne ne nie que le mot «féodal» puisse s'appliquer à l'Éthiopie au cours de ces siècles, car il existait une contradiction de classe nette entre les propriétaires et les paysans. Ces relations sont nées du communautarisme qui avait caractérisé l’Éthiopie beaucoup plus tôt comme d’autres régions d’Afrique.

L'Éthiopie féodale comprenait des terres appartenant à la communauté des villages et des communautés ethniques ainsi que des terres appartenant directement à la couronne; mais en outre, de vastes territoires furent conférés par les conquérantes dynasties amhariques aux membres de la famille royale, aux soldats et aux prêtres.

Ceux qui recevaient d'immenses superficies devenaient *Ras* ou princes de province, et ils avaient des juges nommés par l'empereur qui leur étaient attachés. Les paysans de leur domaine étaient réduits à des locataires qui ne pouvaient gagner leur vie qu'en offrant des produits au propriétaire et des impôts à l'État (également en produits). Les propriétaires fonciers se sont exonérés d'impôt - une situation typique dans les sociétés féodales, et une situation qui a alimenté les feux de la révolution en Europe lorsque la classe bourgeoise est devenue suffisamment puissante pour contester le fait que les féodaux utilisaient le pouvoir politique pour taxer tout le monde sauf eux-mêmes. L'Éthiopie n'a bien sûr jamais atteint ce stade de transition vers le capitalisme. Ce qui est clair, c'est que la transition vers la féodalité était faite.

(c) Nubie

La Nubie était une autre région chrétienne en Afrique, mais qui n'est pas aussi célèbre que l'Éthiopie. Au 6ème

siècle après JC, le christianisme a été introduit sur le Nil moyen dans les districts autrefois gouvernés par le célèbre état de Kush ou Méroé. Dans la période précédant la naissance du Christ, Kush était un rival de l'Égypte dans la splendeur, et il a gouverné l'Égypte pendant un certain nombre d'années. Son déclin au 4ème siècle de notre ère fut complété par des attaques de l'Axum alors en expansion. Les trois petits États nubiens qui ont surgi quelque temps après étaient dans une certaine mesure les héritiers de Kush, bien qu'après leur conversion au christianisme, ce fût cette religion qui dominait la culture nubienne.

Les États nubiens (qui s'étaient consolidés à deux vers le 8ème siècle) ont réalisé le plus du 9ème au 11ème siècle, malgré les grandes pressions des ennemis arabes et islamiques, et ils n'ont finalement succombé qu'au 14ème siècle. L'intérêt des chercheurs pour la Nubie s'est concentré sur les ruines de grandes églises et monastères en briques rouges qui avaient des peintures murales et des fresques de belle qualité. Plusieurs conclusions

peuvent être tirées de ces preuves matérielles. En premier lieu, il a fallu beaucoup de travail pour construire ces églises ainsi que les fortifications en pierre qui les entouraient souvent. Comme pour les pyramides d'Égypte ou les châteaux féodaux d'Europe, les bâtisseurs communs ont été intensément exploités et probablement contraints. Deuxièmement, une main-d'œuvre qualifiée a été impliquée dans la fabrication des briques et de l'architecture. Les peintures indiquent que les compétences ont dépassé la simple dextérité manuelle, et le même mérite artistique est perceptible dans des fragments de poterie peinte récupérés de Nubie.

Il a déjà été indiqué que l'église et les monastères jouaient un rôle majeur en Éthiopie, ce qui mérite d'être développé en ce qui concerne la Nubie. Le monastère était une unité de production majeure. De nombreuses huttes paysannes étaient regroupées autour de chaque monastère, qui fonctionnaient beaucoup comme le manoir d'un seigneur féodal. La richesse qui s'accumulait

à l'intérieur des églises était aliénée des paysans, tandis que les plus beaux aspects de la culture non matérielle tels que les livres n'étaient accessibles qu'à une petite minorité. Non seulement les paysans étaient analphabètes, mais dans de nombreux cas, ils étaient non-chrétiens ou seulement théoriquement chrétiens - à en juger par l'exemple éthiopien plus connu de la même date. Lorsque la classe dirigeante chrétienne de Nubie a été éliminée par les musulmans, très peu des réalisations de l'ancien État sont restées dans le tissu de la vie quotidienne du peuple. De tels renversements dans le processus historique ne sont pas rares dans toute l'expérience humaine. En fin de compte, la dialectique du développement s'affirme, mais certains flux et reflux sont inévitables. Les Etats nubiens n'existaient pas au XVe siècle, mais ils constituent un exemple légitime des potentialités du développement africain.

On peut aller plus loin et discerner que Kush contribuait encore au développement de l'Afrique longtemps après que le royaume eut décliné et cédé la place à la Nubie

chrétienne. Il est clair que Kush était un centre à partir duquel de nombreux éléments culturels positifs se sont diffusés dans le reste de l'Afrique. Des cuivres d'une similitude frappante avec celle de Méroé ont été reproduites en Afrique de l'Ouest. et la technique par laquelle les Africains de l'Ouest fondent leurs cuivres est généralement considérée comme originaire d'Egypte et transmise via Kush. Surtout, Kush était l'un des premiers et des plus vigoureux centres d'extraction et de fusion du fer en Afrique, et c'était certainement l'une des sources à partir de laquelle cet aspect crucial de la technologie est passé au reste du continent. C'est pourquoi le Nil moyen était une force motrice dans le développement social, économique et politique de l'Afrique dans son ensemble.

(d) Le Maghreb

L'Islam était la grande religion `` révélée '' qui a joué le rôle majeur dans la période du développement féodal du Maghreb - les terres à l'extrémité occidentale des empires islamiques qui s'étendaient à travers l'Afrique,

l'Asie et l'Europe quelques années après la mort du prophète Mahomet en le 7ème siècle de l'ère chrétienne. La construction de l’empire arabe sous la bannière de l’islam est un exemple classique du rôle de la religion à cet égard. Ibn Khaldun, un grand historien nord-africain du XIVe siècle, était d'avis que l'islam était la force la plus importante permettant aux Arabes de transcender les frontières étroites des petites communautés familiales qui se débattaient constamment les unes avec les autres. Il a écrit:

La fierté arabe, la sensibilité et la jalousie intense du pouvoir les empêchent d'accepter. Ce n'est que lorsque leur nature a été imprégnée par une impulsion religieuse qu'ils se transforment, de sorte que la tendance à l'anarchie est remplacée par un esprit de défense mutuelle. Considérez le moment où la religion a dominé leur politique et les a amenés à observer une loi religieuse conçue pour promouvoir les intérêts moraux et matériels de la civilisation. Sous une série de successeurs du

Prophète (Muhammad), à quel point leur empire est devenu vaste et a été fortement établi.

Les remarques ci-dessus d'Ibn Khaldun ne couvrent qu'un seul aspect de l'expansion impériale arabe, mais c'était certainement un aspect crucial et attestait du rôle essentiel de l'idéologie dans le processus de développement. Cela doit être considéré en relation avec w et en plus des circonstances matérielles. En outre, pour juger des conditions matérielles à un moment donné qui pourraient constituer la base d'une nouvelle expansion de la production et d'une nouvelle croissance du pouvoir de la société, il est également nécessaire de considérer l' héritage historique. Tout comme l'Égypte islamique et la Nubie chrétienne, le Maghreb des dynasties islamiques a hérité d'une riche tradition historique et culturelle. C'était le siège de la célèbre société de Carthage qui a prospéré entre 1200 avant JC et 200 avant JC, et qui était un mélange d'influences étrangères de la Méditerranée orientale avec les peuples berbères du Maghreb. La région avait par la suite été une section importante des

empires romain et byzantin; et avant de devenir musulman, le Maghreb s'était en fait distingué comme un centre de christianisme non conformiste qui allait sous le nom de donatisme.

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Les réalisations marquantes du Maghreb musulman se sont répandues dans les sphères navale, militaire, commerciale et culturelle. Ses marines contrôlaient la Méditerranée occidentale et ses armées se sont emparées de la majeure partie du Portugal et de l'Espagne. Lorsque l'avance musulmane en Europe fut annulée en 732 après JC, les armées nord-africaines étaient déjà profondément en France. Au 11ème siècle, les armées de la dynastie almoravide se sont renforcées au plus profond du Sénégal et de la Mauritanie et se sont lancées à travers le détroit de Gibraltar pour renforcer l'islam en Espagne qui était menacé par les rois chrétiens. Pendant plus d'un siècle, la domination almoravide en Afrique du Nord et dans la péninsule ibérique a été caractérisée par une richesse commerciale et un record littéraire et architectural resplendissant. Après avoir été expulsés d'Espagne dans les années 1230, les musulmans du Maghreb ou

Les Maures, comme on les appelait, ont continué à maintenir une société dynamique sur le sol africain. Comme indice du niveau de la vie sociale, il a été souligné que les bains publics étaient courants dans les villes du Maghreb à une époque où à Oxford la doctrine était encore avancée que le lavage du corps était un acte dangereux.

L'un des aspects les plus instructifs de l'histoire du Maghreb est l'interaction des formations sociales pour produire l'État. Un problème majeur à résoudre était celui de l'intégration des groupes berbères isolés dans des communautés politiques plus larges. Il y avait aussi des contradictions entre les groupes sédentaires et les secteurs pastoraux nomades de la population.

Les Berbères étaient principalement des pasteurs organisés en clans patriarcaux et en groupes de clans reliés par un conseil démocratique de tous les hommes adultes.

Les pâturages étaient sous la propriété de la communauté et le maintien de l'irrigation était également une responsabilité collective des agriculteurs. Pourtant, la coopération au sein des groupes familiaux contrastait avec l'hostilité entre ceux qui n'avaient pas de liens de sang immédiats, et ce n'est que face aux envahisseurs arabes que les Berbères se sont unis en utilisant un islam kharijite non conformiste comme idéologie. La révolte kharijite de 739 après JC est considérée dans un sens comme nationaliste et dans un autre sens comme une révolte des classes exploitées contre l'élite arabe militaire, bureaucratique et théocratique, qui professait l'islam sunnite orthodoxe. Cette révolte des masses berbères a jeté les bases du nationalisme marocain, et trois siècles plus tard, la dynastie almohade (1147-1270) a apporté l'unité politique à l'ensemble du Maghreb comme un produit de la synthèse des réalisations berbères et arabes dans la sphère de l'État. bâtiment.

Malheureusement, la nation maghrébine n'a pas duré; et au lieu de cela, la région a été léguée avec les noyaux de trois États-nations - le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Dans chacun des trois domaines, les tendances à la division étaient très fortes aux XIVe et XVe siècles. Par exemple, en Tunisie, la dynastie Hafsid au pouvoir était constamment impliquée dans l'écrasement des rébellions locales et la défense de l'intégrité de l'État. On a déjà noté que l'État politique en Afrique et ailleurs était une conséquence du développement des forces productives, mais l'État à son tour conditionnait également la vitesse à laquelle l'économie progressait, parce que les deux étaient dialectiquement interdépendants. Par conséquent, l'échec du Maghreb à construire un État-nation et les difficultés de consolidation du pouvoir de l'État même au sein des trois divisions du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie ont été des facteurs qui ont freiné le développement futur de la région. De plus, la division politique affaiblit le Maghreb face à des ennemis

étrangers, et l'Europe va bientôt profiter de ces faiblesses internes, en lançant des attaques à partir de 1415.

L'expérience du Maghreb peut être mise à profit pour illustrer la longueur de la transition d'un mode de production à un autre et le fait que deux modes d'organisation de la société ont pu coexister au fil des siècles. Tout au long de la période à l'examen, une grande partie des terres de cette partie de l'Afrique a conservé sa propriété communautaire et sa main-d'œuvre familiale. Entre-temps, une stratification socio-économique considérable s'est produite et des classes antagonistes ont émergé. Tout en bas de l'échelle se trouvaient les esclaves ou *harratine* , qui étaient le plus souvent des Africains noirs du sud du Sahara. Puis vinrent les *akhamme* ou paysans sans terre qui travaillaient la terre des propriétaires et donnaient aux derniers quatre cinquièmes de tout ce qui était produit. Une mention spéciale doit être faite de la situation des femmes, qui ne constituent pas une classe à part mais qui souffrent de privations de la part de leurs propres hommes et de la

classe dirigeante contrôlée par les hommes. Par conséquent, les femmes de la classe *akhamme* étaient dans un état très déprimé. Au sommet de la société se trouvaient les grands propriétaires terriens, qui exerçaient le pouvoir politique avec d'autres fidèles de la religion musulmane.

Aucune des sociétés africaines évoquées jusqu'ici ne peut être considérée comme ayant engendré des formes capitalistes au point où l'accumulation de capital est devenue la principale force motrice. Cependant, ils avaient tous des secteurs commerciaux florissants, des prêteurs sur gages et de solides industries artisanales qui étaient les caractéristiques qui ont finalement donné naissance au capitalisme moderne à travers l'évolution et la révolution. Les marchands maghrébins étaient assez riches. Ils ont gagné des énergies des cultivateurs, des éleveurs et des bergers; ils mobilisent indirectement ou directement la main-d'œuvre dans les mines de cuivre, de plomb, d'antimoine et de fer; et ils se sont approprié le surplus des compétences des artisans qui fabriquent

des textiles, des tapis, du cuir, de la poterie et des articles en laiton et en fer. Les marchands étaient une classe d'accumulateurs, et leur dynamisme se faisait sentir non seulement au Maghreb mais aussi au Sahara et à travers le Sahara en Afrique de l'Ouest. De cette manière, le développement du Maghreb a joué un rôle dans le développement de ce qu'on a appelé le Soudan occidental.

e) Le Soudan occidental

Pour les Arabes, toute l'Afrique au sud du Sahara était le *Bilad comme*
Soudan - le pays des Noirs. Le nom ne survit aujourd'hui qu'en République du Soudan sur le Nil, mais les références au Soudan occidental dans les premiers temps concernent la zone actuellement occupée par le Sénégal, le Mali, la Haute-Volta et le Niger, ainsi que des parties de la Mauritanie, de la Guinée et du Nigéria. Les empires du Soudan occidental du Ghana, du Mali et de Songhaï sont devenus des mots-clés dans la lutte pour illustrer les

réalisations du passé africain. C'est le domaine vers lequel les nationalistes africains et les blancs progressistes pointent lorsqu'ils veulent prouver que les Africains aussi étaient capables de grandeur politique, administrative et militaire à l'époque précédant les hommes blancs. Cependant, les demandes d'un peuple à un moment donné changent les types de questions auxquelles les historiens sont censés apporter des réponses. Aujourd'hui, les masses africaines recherchent le «développement» et l'émancipation totale. Les questions à résoudre au regard de l'histoire du Soudan occidental sont celles qui éclairent les principes qui sous-tendent le développement impressionnant de certains États au cœur de l'Afrique.

Les origines de l'empire du Ghana remontent au 5ème siècle après JC, mais il a atteint son apogée entre les 9ème et 11ème siècles. Le Mali eut son temps aux XIIIe et XIVe siècles, et Songhaï dans les deux siècles suivants. Aucun des trois n'était exactement au même endroit; et l'origine ethnique des trois classes dirigeantes était

différente; mais ils doivent être considérés comme des «États successeurs», suivant essentiellement la même ligne d'évolution et de croissance. On les a appelés Etats commerçants si bien qu'on oublie presque que l'activité principale de la population était l'agriculture. C'était une zone dans laquelle plusieurs espèces de mil étaient domestiquées, ainsi qu'une espèce de riz, plusieurs autres plantes vivrières et au moins un type de coton. C'était une zone qui a vu l'introduction relativement précoce du fer dans le millénaire avant la naissance du Christ, et les outils en fer ont exercé leurs avantages connexes sur l'agriculture. Le pays de savane ouverte du Soudan occidental a également favorisé l'élevage. Certains groupes tels que les Peuls étaient exclusivement pasteurs, mais le bétail se trouvait à des degrés divers dans toute l'immense région. Les bovins étaient les animaux domestiques les plus importants, suivis des chèvres. L'élevage de chevaux, de mulets et d'ânes était également pratiqué, ce qui était rendu possible par de vastes zones exemptes de glossines. Pour ajouter encore

de la variété, le grand fleuve Niger a permis l'émergence de pêcheurs spécialisés.

La population, facteur de production indispensable, n'a pu atteindre la densité qu'elle a atteinte qu'en raison de l'accroissement des disponibilités alimentaires; tandis que l’artisanat et le commerce découlaient principalement des produits de l’agriculture. La culture du coton a conduit à la confection de tissus de coton avec une telle spécialisation qu'il y avait un commerce intérieur en particulier des tissus de coton, tels que le tissu non blanchi de Futa Djalon et le tissu bleu de Jenne. Le pastoralisme a fourni une variété de produits pour la fabrication, notamment des peaux de bétail et des peaux de chèvre qui sont entrées dans la fabrication de sandales, de vestes en cuir à usage militaire, de pochettes en cuir pour amulettes, etc. Les chevaux servaient de moyen de transport à la classe dirigeante et apportaient une contribution majeure à la guerre et à la taille de l'État. Aux fins du métissage, certains chevaux ont été importés d'Afrique du Nord où le sang arabe était

de la meilleure qualité. Pour le transport de la meute, l'âne était bien sûr mieux équipé; et le royaume mossi de la Haute-Volta s'est longtemps spécialisé dans l'élevage des bêtes de somme qui étaient associées au commerce à longue distance dans la vaste région. Au bord du Sahara, le chameau a pris le dessus - un autre atout «technologique» introduit du nord.

L'exploitation minière était un domaine dans lequel la production était importante. Certains des clans royaux du Soudan occidental, comme celui des Kante, étaient des forgerons spécialisés. Dans une période d'expansion par la guerre, le contrôle des approvisionnements en fer et des compétences de travail du fer était évidemment décisif. En outre, les deux articles les plus importants du commerce à longue distance étaient le sel et l'or, tous deux obtenus principalement par l'exploitation minière. Ni l'approvisionnement en sel ni l'approvisionnement en or n'étaient à l'origine dans les domaines du Ghana, mais il a pris des mesures pour les intégrer soit par le

commerce, soit par l'expansion territoriale. Le Ghana a frappé le nord dans le Sahara, et vers la toute fin de la

10ème siècle, il a capturé la ville d'Awdaghast des Berbères, une ville utile pour le contrôle du sel entrant extrait au milieu du désert. De même, le Mali et Songhaï ont cherché à obtenir le contrôle de Taghaza, qui était le plus grand centre d'extraction du sel. Songhaï a pris le prix de Taghaza aux Berbères du désert et l'a tenu pendant de nombreuses années face à l'opposition du Maroc. Un autre élément crucial mais rarement souligné du modèle de production était la propriété des mines de cuivre au Sahara par le Mali et les Songhaï.

Au sud du Ghana se trouvaient les importantes sources d'or du Haut-Sénégal et de son affluent le Faleme. On dit que le Ghana a obtenu son or par troc `` silencieux '' ou `` stupide '' qui a été décrit comme suit:

Les marchands battaient de grands tambours pour convoquer les indigènes locaux, qui étaient nus et vivaient dans des trous dans le sol. De ces trous, qui

étaient sans doute les fosses d'où ils creusaient l'or, ils refusaient de sortir en présence des marchands étrangers. Ces derniers rangeaient donc leurs marchandises en tas sur la rive du fleuve et se retiraient à l'abri des regards. Les indigènes locaux sont alors venus et ont placé un tas d'or à côté de chaque pile et se sont retirés. Si les marchands étaient satisfaits, ils prenaient l'or et se retiraient, battant leurs tambours pour signifier que le marché était terminé.

L'auteur des lignes ci-dessus (EW Bovill), une autorité européenne supposée sur le Soudan occidental, poursuit en disant que le commerce silencieux ou le troc stupide était une caractéristique du commerce de l'or du Soudan occidental tout au long des siècles jusqu'aux temps modernes. En fait, la seule chose idiote à propos du commerce est ce qu'il en écrit. L'histoire du troc stupide contre de l'or en Afrique de l'Ouest est répétée dans plusieurs récits, à commencer par les anciennes écritures grecques. Il s'agit clairement d'une approximation

approximative des *premières* tentatives d'échange d'un peuple entrant en contact avec des étrangers, et ce n'était pas une procédure permanente. Sous le règne du Ghana, les habitants des deux principaux gisements aurifères de Bambuk et de Boure ont été entraînés dans des relations commerciales régulières avec le Soudan occidental. Le Ghana et le Mali ont certainement exercé un pouvoir politique sur les deux régions, où l'extraction et la distribution de l'or sont devenues un processus très compliqué. Au cours des siècles de la grandeur du Mali, l'exploitation minière extensive de l'or a commencé dans la forêt du Ghana moderne pour alimenter le commerce de l'or transsaharien. Les systèmes sociaux existants se sont élargis et des États forts ont émergé pour faire face à la vente d'or. Les marchands qui viennent des grandes villes du Soudan occidental devaient acheter l'or au poids, en utilisant une petite mesure précise connue sous le nom de *benda* .

Lorsque les Portugais sont arrivés au fleuve Gambie et ont eu un aperçu de la façon dont l'or était échangé sur

les cours supérieurs du fleuve, ils ont été émerveillés par la dextérité des marchands mandingas. Ces derniers portaient des écailles très finement équilibrées, incrustées d'argent et suspendues à des cordons de soie torsadée. La poussière d'or et les pépites ont été pesées avec des poids en laiton. L'expertise des mandingas dans la mesure de l'or et dans d'autres formes de commerce était en grande partie due au fait qu'au sein de ce groupe ethnique il y avait un noyau de commerçants professionnels, communément appelés les Dioulas. Ils n'étaient pas très riches, mais se distinguaient par leur volonté de parcourir des milliers de kilomètres d'un bout à l'autre du Soudan occidental. Ils ont également atteint la côte ou très près de la côte en Gambie, en Sierra Leone, au Libéria. Côte d'Ivoire et Ghana. Les Dioulas ont manipulé une longue liste de produits *africains* - sel de la côte atlantique et du Sahara, noix de kola des forêts du Libéria et de la Côte d'Ivoire, or du pays Akan dans le Ghana moderne, cuir de

Hausaland, poisson séché de la côte, toile de coton de nombreux districts et surtout des arcas centrales du Soudan occidental, fer de Futa Djalon en Guinée moderne, beurre de karité de la haute Gambie et bien d'autres articles locaux. En outre, le commerce du Soudan occidental impliquait la circulation de marchandises originaires d'Afrique du Nord, notamment des tissus d'Égypte et du Maghreb et des perles de corail de Ceuta sur la côte méditerranéenne. Par conséquent, le modèle du commerce soudanique occidental et transsaharien intégrait les ressources d'une vaste zone s'étendant de la Méditerranée à l'océan Atlantique.

Le commerce à longue distance à travers le Sahara avait des caractéristiques particulières. Certains érudits ont parlé du chameau comme du navire du Sahara, et les villes dans lesquelles les caravanes de chameaux pénétraient de chaque côté du désert étaient appelées «ports». Dans la pratique, le commerce transsaharien était une aussi grande réussite que la traversée d'un océan. Bien plus que le commerce local, il a stimulé les

villes célèbres de la région telles que Walata, Tombouctou, Gao et Jenne; et il a introduit la culture islamique alphabétisée. Le commerce de longue distance renforçait le pouvoir de l'État, ce qui signifiait en fait le pouvoir des lignages qui se transformaient en une aristocratie permanente. Cependant, dire que c'est le commerce transsaharien qui a construit les empires du Soudan occidental est une simplification excessive des causes et des effets. Le Ghana, le Mali et les Songhaï sont nés de leur environnement et des efforts de leur propre population; et ce n'est qu'après avoir obtenu un certain statut que leurs classes dirigeantes pourraient exprimer un intérêt pour le commerce à longue distance et fournir la sécurité pour permettre à ce commerce de prospérer.

Il est significatif que le Soudan occidental n'ait jamais fourni de capital significatif pour le commerce transsaharien. La capitale provenait des marchands de Fès, Tlemcen et d'autres villes du Maghreb; et ils ont envoyé leurs agents me résider dans l'ouest du Soudan. Dans une certaine mesure, c'était une relation coloniale

parce que l'échange était inégal en faveur de l'Afrique du Nord. Cependant, le commerce de l' or était au moins capable de stimuler le développement des forces productives au *sein de l'* Afrique de l' Ouest, alors que le commerce des esclaves accompagnant avait pas de tels avantages. Le Ghana, le Mali et les Songhaï ont tous exporté un petit nombre d'esclaves, et l'empire du KanemBornu a donné une priorité beaucoup plus élevée aux exportations d'esclaves car il ne contrôlait aucun approvisionnement en or. Le Kanem-Bornu a utilisé son pouvoir pour attaquer des captifs au sud jusqu'à Adamawa dans le Cameroun moderne. Les implications négatives de ces politiques devaient être pleinement mises en évidence au cours des siècles suivants, lorsque le filet constant d'esclaves de quelques parties de l'Afrique de l'Ouest à travers le Sahara a été rejoint par le flux massif des peuples du continent vers des destinations nommées par les Européens.

Bien que se situant considérablement en deçà du stade féodal, la formation de l'État était plus avancée au

Soudan occidental que dans la plupart des autres régions d'Afrique entre 500 et 1500 après JC, une partie du Ghana, du Mali,
Songhaï et Kanem-Bornu, il y avait des royaumes exceptionnels dans
Hausaland, à Mossi, au Sénégal, dans les montagnes de Futa Djalon
Guinée et dans le bassin de l'affluent Bénoué du fleuve Niger. Les techniques d'organisation politique et d'administration du Soudan occidental se sont répandues dans de nombreuses régions voisines et ont influencé la montée d'innombrables petits États disséminés dans toute la région côtière, du fleuve Sénégal aux montagnes du Cameroun. Certaines caractéristiques soudanaises spécifiques étaient perceptibles dans de nombreux royaumes, notamment la position de la «reine mère» dans la structure politique.

Les forces et les faiblesses des États soudanais occidentaux attestent du point où ils sont parvenus sur le long chemin qui s'éloigne du communautarisme - en ce

qui concerne les relations sociales et le niveau de production. L' État a maintenu ensemble plusieurs formations sociales et groupes ethniques en conflit. Dans le cas du Kanem-Bornu, les éleveurs et les cultivateurs ont même pu intégrer les chameaux nomades du désert. Ailleurs, les nomades touareg ont été tenus à distance, afin que les cultivateurs et autres peuples sédentaires puissent vivre leur vie en paix. Les hommes, les bêtes domestiques et les marchandises étaient libres de se déplacer sur des milliers de kilomètres en toute sécurité. Cependant, l'État n'a pas encore fait tomber les barrières entre les différentes formations sociales. L'État existait en tant qu'institution qui recueillait l'hommage des différentes communautés et les empêchait de s'affronter. Dans les périodes de faiblesse, la superstructure de l'État a presque disparu et a laissé libre cours à des tendances politiques et sociales qui divisaient. Chaque grand état successif était une nouvelle expérience pour traiter le problème de l'unité, parfois à un niveau conscient et plus

souvent comme un sous-produit inconscient de la lutte pour la survie.

Sous le féodalisme, la classe dirigeante de l'État a pour la première fois arraché les institutions sociales qui empêchaient les premiers États embryonnaires d'exercer une action directe sur chaque sujet. C'est-à-dire que la féodalité a engendré une série de liens directs et obligatoires entre les dirigeants terriens et les sujets sans terre. Au Soudan occidental, cette division de classe nette n’était pas née. Au moment de la prééminence du Mali aux XIIIe et XIVe siècles, une petite quantité d'esclavage local avait vu le jour, et à la fin du XVe siècle, il y avait à la fois des esclaves mobiliers et des `` esclaves domestiques '' comparables aux serfs féodaux. Par exemple, au Sénégal, les commerçants portugais ont constaté qu'il y avait des éléments de la population qui travaillaient presque tous les jours pour leurs maîtres et quelques jours par mois pour eux-mêmes - une tendance féodale naissante. Néanmoins, la plupart de la population avait encore largement accès à la terre par

l'intermédiaire de ses proches, et en termes politiques, cela signifie que l'autorité de la classe dirigeante était exercée sur les chefs de famille et de clans plutôt que sur chaque sujet.

Bien que l'égalitarisme communautaire était en voie de disparition, les relations communautaires persistaient encore et étaient devenues au XVe siècle un frein au développement du Soudan occidental. Le surplus produit par la société au-delà des besoins de subsistance est venu du tribut des communautés collectives plutôt que directement du producteur à la classe exploiteuse. Cela a incité à maintenir les anciennes structures sociales, même si elles étaient incapables d'accroître beaucoup plus la mobilisation et la spécialisation de la main-d'œuvre. Il était peu probable qu'il y ait une révolution sociale violente parce que les classes n'étaient pas encore formées pour mener une révolution. Dans ces circonstances, des avancées technologiques majeures sont nécessaires pour déclencher de nouveaux changements. Le degré d'intégration économique devait

être amélioré par une plus grande productivité dans divers domaines - permettant davantage de commerce, une plus grande spécialisation dans la division du travail et la possibilité d'une accumulation de surplus. Mais les véhicules à roues et la charrue se sont arrêtés en Afrique du Nord, tout comme l'irrigation à grande échelle. En effet, en raison de l'absence critique d'irrigation à grande échelle, la base productive de l'U an occidental a en fait diminué, car le Sahara progressait. Le Ghana était situé sur des terres agricoles fertiles, mais le Mali et le Songhaï avaient leurs centres plus au sud, car l'ancien terrain septentrional du Ghana était revendiqué par le Sahara par dessiccation. Les techniques nécessaires à la maîtrise de cet environnement hostile et à l'augmentation des capacités agricoles et manufacturières devaient soit évoluer localement, soit être importées de l'extérieur. Dans la phase suivante de l'histoire africaine après la venue des hommes blancs, ces deux alternatives ont été pratiquement exclues en Afrique de l'Ouest.

(f) La zone inter-lacustre

Le niveau élevé d'évolution sociale au Soudan occidental a été la cause de longs débats sur la question de savoir si la région avait atteint le féodalisme de la variété européenne, ou si elle devait être classée avec les grands empires asiatiques, ou si elle créait un nouveau et catégorie unique en son genre. À l'est du continent, le développement au cours de la même période a été nettement plus lent. D'une part, les peuples d'Afrique de l'Est ont acquis des outils en fer beaucoup plus tard que leurs frères du Nord et de l'Ouest; et, deuxièmement, l'éventail de leur technologie et de leurs compétences était plus restreint. Cependant, au 14ème siècle, la formation de l'État était bien engagée et les principes de développement révélés dans le processus méritent d'être examinés. Un domaine d'intérêt particulier est celui des grands lacs d'Afrique et en particulier la zone autour du groupe de lacs que les Britanniques ont jugé bon de renommer en l'honneur de divers membres de la famille dirigeante britannique-Victoria,

Albert, Edward, George Dans cette zone inter-lacustre, plusieurs états célèbres ont finalement émergé, l'un des premiers et des plus grands étant celui de Bunyoro-Kitara.

Bunyoro-Kitara comprenait en tout ou en partie les régions qui sont aujourd'hui appelées Bunyoro, Ankole, Toro, Karagwe et Buganda - qui se trouvent toutes en Ouganda, à l'exception de Karagwe qui se trouve en Tanzanie. Les traditions historiques ont été préservées oralement par ces différents peuples qui, à un moment donné, se trouvaient dans les limites de Bunyoro-Kitara; et les traditions se concentrent sur la dynastie au pouvoir, connue sous le nom de Bachwezi. Les Bachwezi étaient censés être un groupe de pasteurs immigrés. Ils introduisirent des bovins à bosse à longues cornes, qui devinrent plus tard l'espèce principale de la zone inter-lacustre. La possession de ces bovins les a sans aucun doute aidés à devenir une aristocratie dirigeante aux 14e et 15e siècles. Ils sont devenus une couche sociale au-dessus des clans qui existaient auparavant et qui avaient

des bases territoriales étroites. La période de prééminence de Bachwezi est également associée au travail du fer, à la fabrication de tissu d'écorce, à la technique de forage de puits à travers les roches et (le plus frappant de tous) à la construction de systèmes de terrassement extensifs, utilisés apparemment à la fois pour défense et pour enfermer de grands troupeaux de bovins. Le plus grand des travaux de terrassement était à Bigo, avec des fossés s'étendant sur six milles et demi.

La division du travail entre pasteurs et cultivateurs et la nature de leurs contacts ont intensifié le processus de formation des castes et de stratification des classes dans la zone inter-lacustre. Le pasteur Bahima avait imposé leur domination sur les cultivateurs ou *Bairu* . Les classes sociales sont nées d'une situation de relations de travail changeantes. Les terrassements de Bigo et ailleurs n'ont pas été construits par le travail familial bénévole, et une forme de coercition a dû également être utilisée pour amener les cultivateurs à produire un surplus pour leurs nouveaux seigneurs. Par exemple, les Bachwezi auraient

établi un système par lequel les jeunes hommes étaient enrôlés au service du roi et maintenus par *Bairu* qui occupait et cultivait des terres affectées au soutien de l'armée. Ils ont également présenté des artisans esclaves et des administrateurs. Lorsque des fonctionnaires administratifs ont été nommés au niveau local pour gouverner au nom des aristocrates, c'était un premier pas vers la création de fiefs féodaux comme en Éthiopie; car si la question des concessions de terres n'est pas encore entrée dans le tableau, il faut garder à l'esprit que l'inégalité dans la distribution du bétail signifie en fait un accès inégal aux moyens de production.

Une grande incertitude entoure l'identification précise des Bachwezi. Il est possible qu'ils ne soient pas des immigrants. Néanmoins, il est généralement admis qu'il s'agissait de pasteurs au teint clair venant du nord. À supposer qu'il en soit ainsi, il est essentiel de souligner que tout ce qui a été réalisé dans la région inter-lacustre aux XIVe et XVe siècles était le produit de l'évolution de la société africaine dans son ensemble et non une

transplantation de l'extérieur. Afin de placer ces événements d'Afrique de l'Est dans le contexte de la réalisation humaine universelle, un parallèle peut être établi avec l'Inde. Des siècles avant la naissance du Christ, le nord de l'Inde était également le destinataire d'immigrants pastoraux au teint clair connus sous le nom d'Aryens. Il fut un temps où tout dans la culture indienne était attribué aux Aryens; mais un examen minutieux a ensuite révélé que la base de la société et de la culture indiennes avait été posée par la population antérieure connue sous le nom de Dravidiens. Par conséquent, il est maintenant considéré comme beaucoup plus raisonnable de voir les réalisations de l'Inde du Nord comme un produit de synthèse ou de combinaison d'Aryen et de Dravidien. De même en Afrique de l'Est, il faut rechercher les éléments de synthèse entre le nouveau et l'ancien et c'est en effet la voie du développement dans la zone interlacustre aux XIVe et XVe siècles.

Comme on vient de le constater, les Bachwezi sont *associés à des* techniques telles que le travail du fer et la

fabrication de tissus d'écorce. Il n'est pas du tout clairement établi qu'ils ont introduit de telles techniques pour la première fois, et il est beaucoup plus probable qu'ils ont présidé à l' *élaboration* de ces compétences. Certes, les sociétés utilisant le fer étaient connues en Afrique de l'Est plusieurs siècles avant la période Bachwezi. A Engaruka, juste au sud de l'actuelle frontière Kenya / Tanzanie, se trouvent les ruines d'une petite mais impressionnante société de l'âge du fer, qui a prospéré quelque temps avant la fin du premier millénaire après JC (c'est-à-dire avant 1000 après JC). Engaruka était une colonie agricole concentrée s'engageant dans le terrassement, l'irrigation et la construction de murs par la technique connue sous le nom de construction en pierre sèche, dans laquelle aucune chaux n'était nécessaire pour maintenir les pierres ensemble. Dans la zone inter-lacustre elle-même, est apparue une agriculture basée sur la banane, capable de faire vivre une importante population sédentaire. C'était le genre de

condition préalable pour passer de l'isolement communautaire à l'État.

Il est significatif que les traditions oralement préservées impliquent l'existence de royaumes à Bunyoro et Karagwe avant le Bachwezi. La formation de l’État en était déjà à un stade embryonnaire lorsque les étrangers sont arrivés, et il est probable qu’ils ne sont pas restés longtemps des étrangers. Contrairement aux Aryens en Inde, les Bachwezi n'ont même pas imposé leur propre langue, mais ont adopté le discours bantou des habitants locaux. Cela reflète la prédominance d'éléments locaux plutôt qu'étrangers dans la synthèse. En tout état de cause, le produit culturel était *africain* et faisait partie du modèle de développement à travers une évolution localisée combinée à l'interaction des formations sociales à l'échelle du continent.

Parmi les contributions supposées faites par les Bachwezi aux royaumes interlacustres figurait l'introduction de la religion basée sur les phases de la lune. Dans toutes les

situations examinées jusqu'à présent, la religion a joué un rôle important dans la promotion de la construction de l'État en s'éloignant de la simple organisation de la communauté familiale.

Le christianisme et l'islam ont été le plus souvent associés à la construction à grande échelle tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique. Cela ne s'explique pas tant par les croyances religieuses réelles, mais parce que l'appartenance à une puissante église universelle a donné à la classe dirigeante d'un jeune État de nombreux avantages. Un prince chrétien ou musulman avait accès à une culture alphabétisée et à un monde plus large. Il traitait avec des commerçants et des artisans professant cette religion, il utilisait des administrateurs et des hommes d'église alphabétisés; et il pouvait voyager dans des régions du monde telles que la Mecque. Surtout, les religions universelles ont remplacé les religions ancestrales africaines `` traditionnelles '' en Éthiopie, au Soudan, en Égypte, au Maghreb et progressivement au Soudan occidental car le christianisme et l'islam n'étaient

pas enracinés dans une communauté familiale donnée et pouvaient donc être utilisés pour mobiliser les nombreuses communautés qui fusionnaient dans l'État. Cependant, les croyances religieuses qui avaient été acceptées par un seul clan ou groupe ethnique pouvaient être élevées sous la même forme ou sous une forme légèrement modifiée pour devenir la religion de l’ensemble de l’État. Telle était la situation dans la zone inter-lacustre, et en fait dans la plupart des autres parties de l'Afrique en dehors des régions déjà décrites.

g) Zimbabwe

Au Zimbabwe, l'une des grandes constructions en brique (datée autour du 14ème siècle) est communément appelée «temple» et est considérée comme ayant servi à des fins religieuses. Même à partir des rares preuves, il est clair que l'aspect religieux du développement social était de la plus haute importance pour servir à cimenter les liens entre les individus dans cette société africaine émergente. Par exemple, la classe dirigeante de l'empire

de Mutapa au Zimbabwe au XVe siècle était des pasteurs et leur rituel religieux comprenait des objets symboliques du bétail, comme on en trouvait dans les royaumes inter-lacustres tels que Bunyoro et Karagwe. On peut deviner que les rituels symbolisaient également la domination des propriétaires de bétail, tout comme ils respectaient également les idées préexistantes des cultivateurs afin d'effectuer une synthèse stable. Les détails de l'image ne sont pas disponibles au stade actuel de la connaissance, mais ce qu'il faut, c'est que toute discussion sur la religion africaine doit chercher à la présenter d'une manière évolutive mobile et à la relier à des formes et institutions socio-économiques changeantes. Cette tâche étant au-delà des limites de la présente étude, il est proposé d'examiner le Zimbabwe comme une autre région où la base productive et la superstructure politique peuvent être vérifiées comme s'étant sensiblement développées au cours des derniers siècles avant que l'Afrique ne soit mise en contact avec l'Europe.

Dans la partie la plus méridionale du continent, la zone dans laquelle des réalisations remarquables ont été enregistrées au 15ème siècle était celle entre les fleuves Zambezi et Limpopo, couvrant les territoires qui seront plus tard appelés le Mozambique et la Rhodésie. Les peuples utilisant le fer et le renforcement de l'État y étaient actifs dès le début du premier millénaire après J.-C., et finalement, au 15ème siècle, l'empire que les Européens appelaient Monomotapa a émergé. Le terme `` Zimbabwe '' est utilisé ici pour désigner les cultures Zambesi / Limpopo dans les quelques siècles précédant l'arrivée des Européens, car c'est du 11ème au 14ème siècle que se sont épanouies les sociétés dont le trait le plus caractéristique était la construction de grandes pierres. palais, connus collectivement sous le nom de Zimbabwe.

On a beaucoup écrit sur les bâtiments qui distinguent la culture zimbabwéenne. Ils sont une réponse directe à l'environnement des roches de granit, étant construits sur des collines de granit et de granit floconné. Le site le

plus célèbre des ruines de pierre survivantes est celui du Grand Zimbabwe, au nord de la rivière Sabi. L'une des principales structures du Grand Zimbabwe mesurait environ 300 pieds de long et 220 pieds de large, les murs mesurant 30 pieds de haut et 20 pieds d'épaisseur. La technique de pose des briques les unes sur les autres sans chaux pour agir comme un ciment était du même style que celui noté dans la description d'Engaruka dans le nord de la Tanzanie. C'était en fait un aspect particulier de la culture matérielle en Afrique, largement répandu en Éthiopie et au Soudan. Le style des murs de briques encerclants du Grand Zimbabwe et d'autres sites était également typiquement africain en ce sens qu'il s'agissait d'une élaboration des enclos de boue ou des *kraals* de nombreuses personnes Bantuspeaking.

Un archéologue européen aurait déclaré qu'il y avait autant de travail dépensé au Zimbabwe que sur les pyramides en Égypte. C'est sûrement une exagération, car les pyramides ont été élevées grâce à une quantité incroyable de travail d'esclave, qui n'aurait pas pu être à

la disposition des dirigeants du Zimbabwe. Cependant, il est absolument nécessaire de réfléchir à la quantité de travail qui aurait été nécessaire pour construire les bâtiments dans la région du Zimbabwe jusqu'au 15ème siècle. Les ouvriers pouvaient très bien appartenir à des groupes ethniques particuliers qui étaient subjugués par d'autres groupes ethniques, mais en cours d'assujettissement, ils acquéraient le caractère d'une classe sociale dont le travail était exploité. Ce n'était pas non plus un simple travail manuel. L'habileté, la créativité et le sens artistique ont été investis dans la construction des murs, en particulier en ce qui concerne les décorations, les renfoncements intérieurs et les portes.

Lorsque Cecil Rhodes a envoyé ses agents pour voler et voler au Zimbabwe, eux et d'autres Européens se sont émerveillés des ruines survivantes de la culture zimbabwéenne et ont automatiquement supposé qu'elle avait été construite par des Blancs. Même aujourd'hui, il y a encore une tendance à considérer les réalisations avec un sentiment d'émerveillement plutôt qu'en

acceptant calmement qu'il s'agissait d'une conséquence parfaitement logique du développement social humain en Afrique, dans le cadre du processus universel par lequel le travail de l'homme a ouvert de nouveaux horizons. . Le sens de la réalité ne peut être restauré qu'en indiquant clairement que l'architecture reposait sur une base d'agriculture et d'exploitation minière de pointe, qui avait vu le jour au cours des siècles d'évolution.

Le Zimbabwe était une zone d'agriculture mixte, le bétail étant important, car la zone est exempte de mouches tsé-tsé. L'irrigation et le terrassement ont atteint des proportions considérables. Il n'y avait pas de barrage ou d'aqueduc comparable à ceux de l'Asie ou de la Rome antique, mais d'innombrables petits ruisseaux ont été détournés et amenés à couler autour des collines, d'une manière qui indiquait une prise de conscience des principes scientifiques régissant le mouvement de l'eau. En effet, le peuple du Zimbabwe avait produit

«hidrologues», par leur compréhension de l'environnement matériel. Du côté des mines, il est tout aussi frappant que les peuples africains de la zone en question aient produit des prospecteurs et des «géologues» qui avaient une idée claire de l'endroit où «chercher de l'or et du cuivre dans le sous-sol». Lorsque les colonialistes européens sont arrivés au XIXe siècle, ils ont découvert que pratiquement toutes les strates aurifères et cuivreuses avaient été exploitées auparavant par des Africains - bien que bien sûr pas à la même échelle que les Européens devaient atteindre avec du matériel de forage. Parmi le peuple zimbabwéen, il y avait aussi des artisans qui travaillaient l'or en ornements avec une habileté et une légèreté extraordinaires au toucher.

La présence d'or en particulier a stimulé le commerce extérieur et, à son tour, c'est la demande extérieure qui a le plus contribué à accélérer l'exploitation minière. Au premier millénaire de notre ère, il y avait une aristocratie consommatrice d'or à Ingombe Ilede, juste au nord du

Zambèze. Vraisemblablement, ils s'approvisionnaient dans des mines d'or plus au sud. Cependant, l'or n'est requis en grandes quantités que dans une société qui produit un très grand surplus économique et peut se permettre de transformer une partie de ce surplus en or à des fins de prestige, (comme en Inde) ou en monnaie et en argent pour promouvoir le capitalisme (comme dans Europe de l'Ouest). Les sociétés africaines pré-féodales n'avaient pas un tel surplus ni les relations sociales qui obligeaient l'or à circuler beaucoup à l' *intérieur* . Par conséquent, c'est la présence de commerçants arabes aussi loin au sud que Sofala dans le canal du Mozambique qui a incité le Zimbabwe à extraire plus d'or pour l'exportation à peu près au même moment au 11ème siècle, lorsque la construction en pierre commençait. L'implication est qu'un certain nombre de facteurs ont coïncidé: à savoir, l'intensification de la stratification des classes, de la consolidation de l'État, des techniques de production et de construction, et du commerce.

Plusieurs groupes ethniques différents ont contribué à la société zimbabwéenne. Les premières populations de la région étaient les chasseurs de type «Bushmen» et Khoisan qui ne se trouvent aujourd'hui qu'en petit nombre en Afrique australe. Ils ont été incorporés dans le stock physique des nouveaux arrivants des langues bantoues plus au nord et ont en fait apporté leur contribution aux langues bantoues de la région. Parmi les locuteurs bantous, il y avait aussi plusieurs groupes différents qui s'épanouissaient à des moments différents. Les preuves matérielles qui ont été révélées par les archéologues montrent divers styles de poterie, des positions de sépulture contrastées et différentes structures osseuses parmi les squelettes. D'autres objets matériels montrent qu'au cours des siècles, de nombreuses sociétés ont occupé la région du Zimbabwe. Une grande partie de l'interpénétration d'un groupe par un autre s'est faite de manière pacifique, bien qu'en même temps, l'existence même des sommets fortifiés et des défenses en pierre montre que les plus grands États

étaient engagés dans des luttes militaires pour la survie et la prééminence.
En outre, certains groupes ethniques ont dû être relégués de façon permanente à un statut inférieur, afin de fournir la main-d’œuvre pour l’agriculture, le bâtiment et les mines. D'autres clans se sont spécialisés dans le pastoralisme, la guerre et le contrôle des appareils religieux tels que la divination et la fabrication de la pluie.

On pense que les habitants du Zimbabwe du XIe au XIVe siècle parlaient sotho; mais au moment où les Portugais sont arrivés, une dynastie de langue Shona avait pris le contrôle de la majeure partie de la région. C'est le clan Rozwi qui a créé l'état de Mutapa, entre le Zambèze et le Limpopo. Le dirigeant était connu sous le nom de Mwene Mutapa, ce qui signifiait apparemment `` le grand seigneur de Mutapa '' pour ses propres partisans, mais était considéré comme `` le grand pillard '', par des peuples qu'il avait conquis et manié ensemble en un seul empire. Le premier individu à détenir le titre Mwene

Mutapa a régné d'environ 1415-1450, mais la dynastie avait déjà pris de l'importance avant cette date. La capitale était d'abord située au Grand Zimbabwe, puis déplacée vers le nord. Ce qui était important, c'était que les Mwene Mutapa nommaient des gouverneurs de régner sur diverses localités en dehors de la capitale, d'une manière comparable à celle des empires soudanais occidentaux ou des États interlacustres «Bachwezi».

Les seigneurs Rozwi de Mutapa ont fait le plus pour encourager la production pour le commerce d'exportation, notamment en or, en ivoire et en cuivre. Les marchands arabes sont venus résider dans le royaume et la région du Zimbabwe s'est impliquée dans le réseau du commerce de l'océan Indien, qui les a reliées à l'Inde, à l'Indonésie et à la Chine. L'une des principales réalisations des seigneurs Rozwi de Mutapa a été d'organiser un système unique de production et de commerce. Ils exigeaient un tribut des différentes communautés de leurs royaumes, ce qui était à la fois un signe de souveraineté et une forme de commerce, car la

circulation des marchandises était stimulée. Il ne fait aucun doute que le commerce extérieur a renforcé l'État de Mutapa; mais surtout elle renforça les couches dirigeantes qui avaient le monopole de cet aspect de l'activité économique. En comparaison avec d'autres élites africaines de l'époque, les Rozwi du Zimbabwe avaient encore un long chemin à parcourir. Ils n'étaient pas dans la même catégorie que la noblesse amharique d'Ethiopie ou les seigneurs féodaux arabo-berbères du Maghreb. Ils se sont imprégnés de quelques influences extérieures, mais ils n'ont pas voyagé comme les dirigeants du Mali et de Songhaï qui ont fait le pèlerinage à La Mecque. Leurs vêtements étaient encore principalement des peaux d'animaux, et les tissus qu'ils utilisaient étaient des importations récentes des commerçants arabes plutôt que le produit de l'évolution de leurs propres compétences dans ce domaine. À cet égard, le Zimbabwe était également à la traîne derrière d'autres premiers États africains tels que Oyo dans le Yorubaland, au Bénin dans le même pays. :. et l'empire

de Kongo du XIVe siècle (que les Européens appelaient le plus grand État d'Afrique de l'Ouest au moment de leur arrivée).

Il a été jugé nécessaire, à des fins d'illustration, de considérer certains (mais pas tous) des domaines de développement remarquables en Afrique avant l'arrivée des Européens. Il ne faut pas non plus oublier que d'innombrables communautés villageoises émergeaient pour devenir des États de petite taille, mais parfois fortement stratifiés en interne et affichant un niveau impressionnant d'avancées matérielles. Celles décrites ci-dessus devraient être suffisantes pour établir que l'Afrique au XVe siècle n'était pas seulement un fouillis de «tribus» différentes. Il y avait un modèle et il y avait un mouvement historique. Des sociétés telles que l'Éthiopie féodale et l'Égypte étaient au point le plus éloigné du processus de développement évolutif. Le Zimbabwe et les États de Bachwezi étaient également clairement sur l'ascendant loin du communalisme, mais à un niveau inférieur aux États féodaux et à quelques autres qui

n'étaient pas encore féodaux comme ceux du Soudan occidental.

Conclusion

En introduisant le concept de développement, l'attention a été attirée sur le fait que la lente expansion imperceptible de la capacité de production sociale équivalait finalement à une différence qualitative, l'arrivée à la nouvelle étape étant parfois annoncée par la violence sociale. On peut dire que la plupart des sociétés africaines n'avaient pas atteint une nouvelle étape nettement différente du communautarisme, d'où l'utilisation dans cette étude du terme prudent de «transitionnel». On peut également noter que nulle part il n'y a eu de révolutions sociales internes. Ces derniers n'ont eu lieu dans l'histoire européenne et mondiale que là où la conscience de classe a conduit à une intervention massive de la volonté des gens dans le processus socio-économique autrement involontaire. De telles observations aident à situer le développement de

l'Afrique jusqu'au XVe siècle à un niveau inférieur au féodalisme de classe mûr.

Il faut également répéter que l'esclavage en tant que mode de production n'est présent dans aucune société africaine, même si certains esclaves se trouvent là où la décomposition de l'égalité communautaire est allée le plus loin. C'est une caractéristique exceptionnelle illustrant l'autonomie de la voie africaine dans le cadre plus large du progrès universel. L'un des paradoxes dans l'étude de cette première période de l'histoire africaine est qu'elle ne peut être pleinement comprise sans d'abord approfondir notre connaissance du monde dans son ensemble, et pourtant le vrai tableau des complexités du développement de l'homme et de la société ne peut être dressé qu'après étude intensive du continent africain longtemps négligé. Il n'y a pas d'échappatoire à l'utilisation des comparaisons comme aide à la clarté; et en fait, les parallèles ont été étroitement limités à l'Europe alors qu'ils pourraient également être fournis par des exemples de l'histoire

asiatique. C'est là que réside l'impérialisme culturel qui permet à l'Africain éduqué en Europe de rappeler plus facilement des noms comme les Capétiens (français) et les Hohenzollern (prussiens) plutôt que les dynasties vietnamiennes d'Id et de Tran car ces derniers lui sont inconnus, ou le feraient être considéré comme sans importance s'il est connu, ou peut même être jugé trop difficile à prononcer!

Plusieurs historiens de l'Afrique ont souligné qu'après avoir étudié les zones développées du continent au XVe siècle et celles de l'Europe à la même date, la différence entre les deux n'était en aucun cas discréditée par l'Afrique. En effet, les premiers Européens à atteindre l'Afrique de l'Ouest et de l'Est par la mer ont été ceux qui ont indiqué que, à bien des égards, le développement de l'Afrique était comparable à ce qu'ils connaissaient. Pour ne prendre qu'un exemple, lorsque les Néerlandais ont visité la ville du Bénin, ils l'ont décrite ainsi:

La ville semble être très belle. Lorsque vous y entrez, vous entrez dans une grande rue large, non pavée, qui semble être sept à huit fois plus large que la rue Warmoes à Amsterdam ...

Le palais du roi est un ensemble de bâtiments qui occupent autant d'espace que la ville de Harlem et qui est clos de murs. Il y a de nombreux appartements pour les ministres du prince et de belles galeries, dont la plupart sont aussi grandes que celles de la Bourse d'Amsterdam. Ils sont soutenus par des piliers en bois recouverts de cuivre, où sont représentées leurs victoires, et qui sont soigneusement maintenus très propres.
La ville est composée de trente rues principales, très droites et larges de 120 pieds, en dehors d'une infinité de petites rues qui se croisent. Les maisons sont proches les unes des autres, disposées en bon état. Ces gens ne sont en aucun cas inférieurs aux Néerlandais en ce qui concerne la propreté; ils

lavent et frottent si bien leurs maisons qu'ils sont polis et brillants comme un miroir.

Pourtant, il serait illusoire d'imaginer que toutes choses sont exactement égales au Bénin et en Hollande. La société européenne était déjà plus agressive, plus expansionniste et plus dynamique dans la production de nouvelles formes. Le dynamisme en Europe était contenu dans la classe marchande et manufacturière. Dans les galeries de la bourse d'Amsterdam se trouvaient des bourgeois hollandais, ancêtres de la bourgeoisie moderne de l'industrie et de la finance. Cette classe en Europe du XVe siècle était capable de pousser les propriétaires terriens féodaux en avant ou à l'écart. Ils ont commencé à abandonner le conservatisme et à créer le climat intellectuel dans lequel le changement était considéré comme souhaitable. Un esprit d'innovation est né dans la technologie et la transformation du mode de production s'est accélérée. Lorsque l'Europe et l'Afrique ont établi des relations étroites par le commerce, il y avait donc déjà un léger avantage en faveur de l'Europe -

un avantage représentant la différence entre une société capitaliste naissante et une société qui émergeait encore du communalisme.

Bref guide de lecture

Les études sur l'histoire de l'Afrique ancienne font défaut pour de nombreuses raisons, la plus évidente étant que l'histoire africaine a longtemps été considérée par les colonialistes comme ayant si peu de valeur qu'elle ne valait pas la peine d'être reconstruite. Un autre facteur décisif est que les études sur l'Afrique ont été principalement menées par des anthropologues bourgeois européens, dont la vision philosophique des «sociétés primitives» les a amenés à séparer la société africaine de son contexte historique. Il y avait une concentration sur les micro-unités et aucune référence aux modèles globaux. La nouvelle bourse d'études africaine est en cours depuis trop peu de temps pour avoir permis une percée significative. Les quelques livres cités ci-dessous font partie de la nouvelle approche.

B. Davidson, l' *Afrique dans l'histoire* .

Henri Labouret, L' *Afrique devant*

l'homme blanc M. Shinnie, *Anciens*

royaumes africains .

M. Panikkar, *le serpent et le croissant* .

Le groupe de livres ci-dessus sont des évaluations par des non-Africains d'un point de vue sympathique et d'une valeur suffisante pour qu'ils soient respectés et largement utilisés en Afrique. M. Panikkar est un exemple inhabituel de chercheur asiatique ayant un intérêt professionnel pour le continent africain.

J. Ajayi et I. Espie (éditeurs), *A Thousand Years of West African History* .

BA Ogot et JA Kieran (éditeurs), *Zamani, a Survey of East African History* .

Les historiens africains ont commencé à fournir des synthèses de l'histoire du continent en rassemblant des collections pertinentes - généralement sur une partie du continent, comme dans les deux exemples ci-dessus. Malheureusement, la qualité varie d'une sélection à l'autre, et les écrivains africains n'ont pas encore fourni un aperçu cohérent des régions avec lesquelles ils sont censés avoir affaire.

G. Afolabi Ojo, *Culture Yoruba, une analyse géographique* .

BM Fagan, *Afrique australe à l'âge du fer* .

Ce que ces deux livres dissemblables ont en commun, c'est une prise de conscience de l'environnement matériel. Afolabi Ojo est un géographe nigérian et BM Fagan est un archéologue anglais.

Table des matières

http://www.marxists.org/subject/africa/rodney-walter/how-europe/ch02.htm (1 sur 64) [8/22/05 11:03:38 AM]

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Chapitre trois. De l'Afrique Contribution au capitaliste européen Développement - la période précoloniale

"Le commerce britannique est une magnifique superstructure du commerce américain et de la puissance navale sur une base africaine." Malachie Postlethwayt,

«Le commerce africain, le grand pilier et le soutien du commerce des plantations britanniques en Amérique du Nord, 1745.»

«Si vous perdiez chaque année plus de 200 millions de livres que vous recevez maintenant de vos colonies; si vous n'aviez pas le commerce exclusif avec vos colonies pour nourrir vos manufactures, entretenir votre marine, maintenir votre agriculture

en marche, rembourser vos importations, subvenir à vos besoins de luxe, équilibrer avantageusement vos échanges avec l'Europe et l'Asie, alors Je le dis clairement, le royaume serait irrémédiablement perdu.

Mgr Maury (de France): Argument contre la fin de la traite des esclaves par la France et la liberté de ses colonies d'esclaves. Présenté à l'Assemblée nationale française, 1791.

3.1 Comment l'Europe est devenue la section dominante d'un système commercial mondial

En raison de la superficialité de nombreuses approches du `` sous-développement '' et des idées fausses qui en résultent, il est nécessaire de souligner à nouveau que développement et sous-développement ne sont pas seulement des termes comparatifs, mais qu'ils ont également une relation dialectique entre eux: c'est-à-dire que les deux s'aident à se produire par interaction.

L'Europe occidentale et l'Afrique entretiennent une relation qui assure le transfert des richesses de l'Afrique vers l'Europe. Le transfert n'a été possible qu'après que le commerce est devenu véritablement international; et cela nous ramène à la fin du XVe siècle, lorsque l'Afrique et l'Europe ont été entraînées pour la première fois dans des relations communes - avec l'Asie et les Amériques. Les parties développées et sous-développées de la partie capitaliste actuelle du monde sont en contact continu depuis quatre siècles et demi. L'affirmation ici est qu'au cours de cette période, l'Afrique a contribué au développement de l'Europe occidentale dans la même proportion que l'Europe occidentale a aidé à sous-développer l'Afrique.

La première chose importante à propos de l'internationalisation du commerce au XVe siècle a été que les Européens ont pris l'initiative et se sont rendus dans d'autres parties du monde. Aucun bateau chinois n’atteignait l’Europe, et si des pirogues africaines atteignaient les Amériques (comme on l’affirme parfois),

elles n’établissaient pas de liaisons bidirectionnelles. Ce qu'on appelait le commerce international n'était rien d'autre que l'extension à l'étranger des intérêts européens. La stratégie du commerce international et de la production qui le soutenait était fermement entre les mains des Européens, et plus particulièrement entre les mains des nations naviguant de la mer du Nord à la Méditerranée. Ils possédaient et dirigeaient la grande majorité des navires de mer du monde et contrôlaient le financement du commerce entre quatre continents. Africains ¸ un petit indice sur les liens tricontinentaux entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques. L'Europe avait le monopole de la connaissance du système d'échange international dans son ensemble, car l'Europe occidentale était le seul secteur capable de considérer le système dans son ensemble.

Les Européens ont utilisé la supériorité de leurs navires et de leurs canons pour prendre le contrôle de toutes les voies navigables du monde, à commencer par la Méditerranée occidentale et la côte atlantique de

l'Afrique du Nord. À partir de 1415, lorsque les Portugais s'emparent de Ceuta près de Gibraltar, ils maintiennent l'offensive contre le Maghreb. Au cours des soixante années suivantes, ils ont saisi des ports tels que Arzila, El-Ksar-es-Seghir et Tanger et les ont fortifiés. Dans la seconde moitié du XVe siècle, les Portugais contrôlaient la côte atlantique du Maroc et utilisaient ses avantages économiques et stratégiques pour se préparer à de nouvelles navigations qui portèrent finalement leurs navires autour du cap de Bonne-Espérance en 1495. Après avoir atteint l'océan Indien, le Les Portugais ont cherché avec un certain succès à remplacer les Arabes en tant que marchands qui liaient l'Afrique de l'Est à l'Inde et au reste de l'Asie. aux XVIIe et XVIIIe siècles, les Portugais transportaient l'essentiel de l'ivoire d'Afrique de l'Est commercialisé en Inde; tandis que les tissus et les perles indiens étaient vendus en Afrique de l'Est et de l'Ouest par les Portugais, les Néerlandais, les Anglais et les Français. Il en va de même pour les coquilles de cauris des Indes orientales. Par conséquent, en contrôlant les

mers, l'Europe a fait les premiers pas vers la transformation des différentes parties de l'Afrique et de l'Asie en satellites économiques.

Lorsque les Portugais et les Espagnols étaient encore aux commandes d'un secteur majeur du commerce mondial dans la première moitié du XVIIe siècle, ils se sont engagés à acheter des tissus de coton en Inde pour les échanger contre des esclaves en Afrique pour extraire de l'or en Amérique centrale et du Sud. Une partie de l'or des Amériques serait alors utilisée pour acheter des épices et des soieries d'Extrême-Orient. Le concept de métropole et de dépendance est apparu automatiquement lorsque des parties de l'Afrique ont été prises dans la toile du commerce international. D'un côté, il y avait les pays européens qui décidaient du rôle à jouer par l'économie africaine; et d'autre part, l'Afrique formait une extension du marché capitaliste européen. En ce qui concerne le commerce extérieur, l'Afrique dépend de ce que les Européens sont prêts à acheter et à vendre.

L'Europe exportait vers l'Afrique des produits qui étaient déjà produits et utilisés en Europe elle-même - lin hollandais, fer espagnol, étain anglais, vins portugais, brandy français, perles de verre vénitiennes, mousquets allemands, etc. Les Européens ont également pu débarquer sur le continent africain marchandises devenues invendables en Europe. Ainsi, des articles comme les vieux draps, les uniformes rabotés, les armes à feu technologiquement dépassées et beaucoup de bric-à-brac ont trouvé des marchés garantis en Afrique. Les Africains ont lentement pris conscience de la possibilité d'exiger et d'obtenir de meilleurs produits importés, et des pressions ont été exercées sur les capitaines des navires européens; mais l'éventail global des marchandises commerciales qui quittaient les ports européens de Hambourg, Copenhague et Liverpool était déterminé presque exclusivement par la structure de la production et de la consommation en Europe.

Dès le début, l'Europe a assumé le pouvoir de prendre des décisions dans le cadre du système commercial

international. Une excellente illustration de cela est le fait que le soi-disant droit international qui régit la conduite des nations en haute mer n’était rien d’autre que le droit européen.

Les Africains n'ont pas participé à sa fabrication et, dans de nombreux cas, les Africains étaient simplement les victimes, car la loi ne les reconnaissait que comme des marchandises transportables. Si l'esclave africain était jeté par-dessus bord en mer, le seul problème juridique qui se posait était de savoir si l'esclave pouvait ou non réclamer une indemnisation aux assureurs! Surtout, le pouvoir de décision européen a été exercé dans le choix de ce que l'Afrique doit exporter - conformément à l'Europe. Besoins.

Les navires des Portugais ont donné la plus haute priorité à la recherche de l'or, en partie sur la base d'informations bien connues selon lesquelles l'or ouest-africain a atteint l'Europe à travers le Sahara et en partie sur la base de conjectures. Les Portugais ont réussi à obtenir de l'or

dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et dans l'est de l'Afrique centrale; et c'est la «Gold Coast» qui a attiré la plus grande attention des Européens aux XVIe et XVIIe siècles. Le nombre de forts construits là-bas était la preuve à cet effet, et les nations impliquées comprenaient les Scandinaves et les Prussiens (Allemands) en dehors d'autres piliers coloniaux comme les Britanniques, les Néerlandais et les Portugais.

Les Européens étaient impatients d'acquérir de l'or en Afrique parce qu'il y avait un besoin pressant de pièces d'or dans l'économie monétaire capitaliste en pleine croissance. Étant donné que l'or était limité à de très petites régions d'Afrique pour autant que les Européens le savaient alors, la principale exportation était les êtres humains. L'exportation d'un autre produit de base d'importance égale ou supérieure ne se produisait qu'en très peu d'endroits et à des moments donnés. Par exemple, au Sénégal, il y avait de la gomme, du camwood de Sierra Leone et de l'ivoire du Mozambique. Cependant, même après avoir pris ces choses en compte,

on peut dire que l' Europe a attribué à l'Afrique le rôle de fournisseur de captifs humains destinés à être utilisés comme esclaves dans diverses parties du monde.

Lorsque les Européens ont atteint les Amériques, ils ont reconnu son énorme potentiel en or, en argent et en produits tropicaux. Mais ce potentiel ne peut être concrétisé sans une main-d’œuvre adéquate. La population indienne indigène ne pouvait pas résister aux nouvelles maladies européennes telles que la variole, ni supporter le labeur organisé des plantations d'esclaves et des mines d'esclaves, ayant à peine émergé du stade de la chasse. C'est pourquoi dans des îles comme Cuba et Hispaniola, la population indienne locale a été pratiquement anéantie par les envahisseurs blancs. Dans le même temps, l'Europe elle-même avait une très petite population et ne pouvait pas se permettre de libérer la main-d'œuvre nécessaire pour exploiter la richesse de la Amériques. Par conséquent, ils se sont tournés vers le continent le plus proche, l'Afrique, qui avait d'ailleurs une population habituée à l'agriculture sédentaire et un

travail discipliné dans de nombreux domaines. Telles étaient les conditions objectives derrière le début de la traite des esclaves en Europe, et ce sont les raisons pour lesquelles la classe capitaliste en Europe a utilisé son contrôle du commerce international pour s'assurer que l'Afrique se spécialise dans l'exportation de captifs.

De toute évidence, si l'Europe pouvait dire aux Africains ce qu'il fallait exporter, c'était une expression de la puissance européenne. Cependant, ce serait une erreur de croire qu'il s'agit d'une puissance militaire écrasante. Les Européens ont trouvé impossible de conquérir les Africains au cours des premiers siècles de commerce, sauf dans des endroits isolés de la côte. La puissance européenne résidait dans leur système de production qui était à un niveau un peu plus élevé que celui de l' Afrique à cette époque. La société européenne sortait du féodalisme et se dirigeait vers le capitalisme; La société africaine entrait alors dans une phase comparable à la féodalité.

Le fait que l'Europe ait été la première partie du monde à passer du féodalisme au capitalisme a donné aux Européens une longueur d'avance sur l'humanité ailleurs dans la compréhension scientifique de l'univers, la fabrication d'outils et l'organisation efficace du travail. *La supériorité technique européenne ne s'appliquait pas à tous les aspects de la production, mais l'avantage qu'ils possédaient dans quelques domaines clés s'est avéré décisif.* Par exemple, les pirogues africaines sur le Nil et la côte sénégalaise étaient d'un niveau élevé, mais la sphère d'opérations pertinente était l'océan, où les navires européens pouvaient prendre le commandement. Les Africains de l'Ouest avaient développé le moulage du métal à une fine perfection artistique dans de nombreuses régions du Nigéria, mais quand il s'agissait de la rencontre avec l'Europe, les beaux bronzes étaient beaucoup moins pertinents que le canon le plus grossier. Les ustensiles en bois africains étaient parfois des œuvres d'une grande beauté, mais l'Europe produisait des casseroles et des casseroles qui présentaient de

nombreux avantages pratiques. L'alphabétisation, l'expérience organisationnelle et la capacité de produire à une échelle sans cesse croissante comptaient également en faveur de l'Europe.

Les produits manufacturés européens dans les premières années du commerce avec l'Afrique étaient souvent de mauvaise qualité, mais ils étaient de nouvelles variétés et ont été jugés attrayants. Estaban Montejo, un Africain qui s'est enfui d'une plantation d'esclaves cubaine au 19ème siècle, a rappelé que son peuple était attiré dans l'esclavage par la couleur rouge. Il a dit:

C'était l'écarlate qui faisait pour les Africains; les rois et le reste
se rendit sans lutte. Quand les rois ont vu que les blancs sortaient ces mouchoirs écarlates comme s'ils agissaient, ils ont dit aux noirs: `` Allez-y, allez chercher un mouchoir écarlate '', et les noirs étaient tellement excités 6y l'écarlate qu'ils ont couru vers le

bas lo les bateaux comme des moutons et là ils ont été capturés.

Cette version de l'une des victimes de l'esclavage est très poétique. Cela signifie que certains dirigeants africains ont trouvé les produits européens suffisamment désirables pour remettre les captifs qu'ils avaient pris au combat. Bientôt, la guerre a commencé à être menée entre une communauté et une autre dans le seul but de faire vendre des prisonniers aux Européens, et même à l'intérieur d'une communauté donnée, un dirigeant pourrait être tenté d'exploiter ses propres sujets et de les capturer pour les vendre. Une réaction en chaîne a été déclenchée par la demande européenne d'esclaves (et uniquement d'esclaves) et par leur offre de biens de consommation - ce processus étant lié aux divisions au sein de la société africaine.

On dit souvent pendant la période coloniale que les divisions politiques verticales

L'Afrique a rendu la conquête facile. C'est encore plus vrai de la manière dont l'Afrique a succombé à la traite des esclaves. L'unification nationale était le produit d'une féodalité mature et du capitalisme. À l'intérieur de l'Europe, il y avait beaucoup moins de divisions politiques qu'en Afrique où le communautarisme signifiait une fragmentation politique avec la famille comme noyau, et il n'y avait que quelques États qui avaient une réelle solidité territoriale. En outre, lorsqu'une nation européenne en a défié une autre pour obtenir des captifs d'un dirigeant africain, l'Europe a bénéficié de celle des deux nations qui a remporté le conflit. Tout commerçant européen pouvait arriver sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest et exploiter les différences politiques qu'il y trouvait. Par exemple, dans le petit territoire que les Portugais revendiquèrent plus tard comme Guinée-Bissau, il y avait plus d'une douzaine de groupes ethniques. Il était si facile de les opposer à un autre que les Européens l'ont qualifié de «paradis des marchands d'esclaves».

Bien que les divisions de classe ne soient pas prononcées dans la société africaine, elles ont également contribué au cas avec lequel l'Europe s'est imposée commercialement sur de grandes parties du continent africain. Les dirigeants avaient un certain statut et une certaine autorité, et lorsqu'ils étaient embarrassés par les produits européens, ils ont commencé à utiliser cette position pour attaquer en dehors de leurs sociétés ainsi que pour exploiter un intérieur en victimisant certains de leurs propres sujets. Dans la plus simple des sociétés où il n'y avait pas de rois, il s'est avéré impossible pour les Européens de conclure l'alliance nécessaire pour faire le commerce des captifs sur la côte. Dans ces sociétés avec des groupes au pouvoir, l'association avec les Européens était facile à établir; et ensuite l'Europe a durci les divisions de classe internes existantes et en a créé de nouvelles.

En effet, des aspects particuliers de la société africaine sont devenus des faiblesses lorsque les Européens sont arrivés en tant que représentants d'une phase différente

de développement. Et pourtant, l'assujettissement de l'économie africaine par la traite des esclaves était un processus lent au départ et, dans certains cas, l'opposition ou le désintérêt de l'Afrique a dû être surmonté. Au Congo, la traite des esclaves n'a pas démarré sans de graves doutes et l'opposition du roi de l'Etat du Kongo au début du XVIe siècle. Il a demandé des maçons, des prêtres, des commis, des médecins, etc. mais au lieu de cela, il a été submergé par les navires négriers envoyés du Portugal, et un commerce vicieux a été ouvert en jouant une partie du royaume Kongo contre une autre. Le roi du Kongo avait conçu des possibilités d'échanges mutuellement bénéfiques entre son peuple et l'Etat européen, mais ce dernier le contraignit à se spécialiser dans l'exportation de marchandises humaines. Il est également intéressant de noter que si l' *Oba* (roi) du Bénin était disposé à vendre quelques captives, il a fallu beaucoup de persuasion et de pression de la part des Européens pour l'amener à vendre des prisonniers de guerre africains de sexe masculin, qui

autrement auraient été ramené dans les rangs de la société béninoise.

Une fois que le commerce des esclaves a commencé dans une partie donnée de l'Afrique, il est vite devenu clair qu'il était au-delà de la capacité d'un seul État africain de changer la situation. En Angola, les Portugais ont employé un nombre inhabituel de leurs propres troupes et ont tenté de s'emparer du pouvoir politique des Africains. L'État angolais de Matamba sur la rivière Kwango a été fondé vers 1630 en réaction directe contre les Portugais. Avec la reine Nzinga à sa tête, Matamba a tenté de coordonner la résistance contre les Portugais en Angola. Cependant, le Portugal a pris le dessus en 1648, ce qui a laissé Matamba isolée. Matamba ne pouvait pas rester à l'écart pour toujours. Tant qu'il s'opposait au commerce avec les Portugais, c'était un objet d'hostilité de la part des États africains voisins qui avaient fait des compromis avec les Européens et la traite des esclaves. Ainsi, en 1656, la reine Nzinga reprit ses affaires avec les

Portugais - une concession majeure au rôle décisionnel des Européens au sein de l'économie angolaise.

Un autre exemple de résistance africaine au cours de la traite des esclaves vient du peuple Baga dans l'actuelle République de Guinée. Les Baga vivaient dans de petits États et, vers 1720, l'un de leurs dirigeants (Tomba par son nom) cherchait à obtenir une alliance pour arrêter le trafic d'esclaves. Il a été vaincu par des commerçants résidents européens locaux, des mulâtres et d'autres Africains marchands d'esclaves. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les Européens auraient dû prendre des mesures immédiates pour que Tomba et ses partisans Baga n'aient pas renoncé au rôle qui leur a été attribué par l'Europe. Un parallèle qui se présente est la manière dont les Européens se sont réunis pour mener la «guerre de l'opium» contre la Chine au XIXe siècle afin de garantir que les capitalistes occidentaux feraient des profits pendant que les Chinois deviendraient des drogués.

Bien entendu, ce n'est qu'en dernier ressort que les métropoles capitalistes doivent recourir à la force armée pour assurer la poursuite de politiques favorables dans les zones dépendantes. Normalement, les armes économiques suffisent. Dans les années 1720, le Dahomey s'est opposé aux marchands d'esclaves européens et a été privé des importations européennes - dont certaines étaient devenues nécessaires à cette époque. Agaja Trudo, le plus grand roi du Dahomey, a compris que la demande européenne d'esclaves et la poursuite de l'esclavage dans et autour du Dahomey étaient en conflit avec le développement du Dahomey. Entre 1724 et 1726, il pille et brûle les forts européens et les camps d'esclaves; et il réduisit le commerce de la «Côte des Esclaves» à un simple filet, en bloquant les chemins menant aux sources d'approvisionnement à l'intérieur. Les marchands de pommades européens étaient très amers et ont essayé de parrainer des collaborateurs africains contre Agaja Trudo. Ils n'ont pas réussi à le renverser ou à écraser l'État dahomien, mais à

son tour Agaja n'a pas réussi à les persuader de développer de nouvelles lignes d'activité économique, telles que l'agriculture de plantation locale; et, désireux d'acquérir des armes à feu et des cauris par l'intermédiaire des Européens, il dut accepter la reprise de la traite des esclaves en 1730.

Après 1730, l'esclavage dahomien a été placé sous contrôle royal et a été beaucoup plus restreint qu'auparavant. Pourtant, l'échec de cet effort déterminé a démontré qu'un seul État africain à cette époque ne pouvait pas s'émanciper du contrôle européen. La petite taille des États africains et les nombreuses divisions politiques ont beaucoup facilité à l'Europe la prise de décisions quant au rôle de l'Afrique dans la production et le commerce mondiaux.

De nombreuses consciences coupables ont été créées par la traite des esclaves. Les Européens savent qu'ils pratiquaient la traite des esclaves, et les Africains sont conscients que la traite aurait été impossible si certains

Africains n'avaient pas coopéré avec les navires négriers. Pour culpabiliser leur conscience, les Européens tentent de rejeter la responsabilité majeure de la traite des esclaves sur les Africains. Un auteur européen d'un livre sur la traite des esclaves (intitulé à *juste* titre Les *péchés de nos pères) a* expliqué combien d'autres Blancs l'ont exhorté à déclarer que la traite était la responsabilité des chefs africains, et que les Européens se sont simplement présentés pour acheter les captifs - comme mais sans la demande européenne, il y aurait eu des captifs assis sur la plage par millions! Des questions comme celles-ci ne sont pas la principale préoccupation de cette étude, mais elles ne peuvent être correctement abordées qu'après avoir compris que l'Europe est devenue le centre d'un système mondial et que c'est le capitalisme européen qui a mis en mouvement l'esclavage et la traite des esclaves atlantiques.

Le commerce des êtres humains en provenance d'Afrique était une réponse à *des* facteurs *externes* . Au début, la main-d'œuvre était nécessaire au Portugal, en Espagne et

dans les îles de l'Atlantique telles que Sâo Tomé, le Cap-Vert et les Canaries; puis vint la période où les Grandes Antilles et le continent hispano-américain avaient besoin de remplacer les Indiens victimes de génocide; puis les demandes des sociétés de plantation des Caraïbes et du continent devaient être satisfaites. Les archives montrent des liens directs entre les niveaux d'exportations de l'Afrique et la demande européenne de travail esclave dans une partie de l'économie américaine des plantations. Lorsque les Néerlandais ont pris Pernambuco au Brésil en 1634, le directeur de la Compagnie néerlandaise des Antilles a immédiatement informé leurs agents sur la `` Gold Coast '' qu'ils devaient prendre les mesures nécessaires pour poursuivre le commerce des esclaves sur la côte adjacente à l'est de la Volta - créant ainsi pour cette région le fameux nom de «Côte des Esclaves». Lorsque les îles des Antilles britanniques se sont lancées dans la culture de la canne à sucre, la Gambie a été l'un des premiers pays à réagir. Des exemples de ce type de contrôle externe peuvent être

instanciés jusqu'à la fin du commerce, et cela englobe également l'Afrique de l'Est, puisque les marchés européens dans les îles de l'océan Indien sont devenus importants aux 18e et 19e siècles, et depuis la demande dans des endroits comme le Brésil. fait expédier des Mozambicains autour du cap de Bonne-Espérance.

3. 2 Contribution de l'Afrique à l'économie et croyances de l'Europe capitaliste primitive

Les types d'avantages que l'Europe tirait de son contrôle du commerce mondial sont assez bien connus, bien qu'il soit curieux que la reconnaissance de la contribution majeure de l'Afrique au développement européen se fasse généralement dans des ouvrages consacrés spécifiquement à ce sujet; tandis que les savants européens de l'Europe traitent souvent l'économie européenne comme si elle était entièrement indépendante. Les économistes européens du XIXe siècle ne se faisaient certainement aucune illusion sur les interconnexions entre leurs économies nationales et le

monde en général. JS Mill, en tant que porte-parole du capitalisme britannique, a déclaré qu'en ce qui concerne l'Angleterre, «le commerce des Antilles ne doit guère être considéré comme du commerce extérieur, mais ressemble davantage au trafic entre la ville et la campagne». Par l'expression «commerce du moulin des Antilles», on entendait le commerce entre l'Afrique, l'Angleterre et les Antilles, car sans la main-d'œuvre africaine, les Antilles étaient sans valeur. Karl Marx a également commenté la manière dont les capitalistes européens ont lié l'Afrique, les Antilles et l'Amérique latine au système capitaliste; et (étant le critique le plus acerbe du capitalisme) Marx a poursuivi en soulignant que ce qui était bon pour les Européens était obtenu aux dépens des souffrances indicibles des Africains et des Indiens d'Amérique. Marx a noté que `` la découverte de l'or et de l'argent en Amérique, la disparition, l'esclavage et la mise au tombeau dans les mines de la population aborigène, la transformation de l'Afrique en un dédale

commercial pour la chasse aux peaux noires signifiaient l'aube rose de l'ère de la production capitaliste. ».

Certaines tentatives ont été faites pour essayer de quantifier les bénéfices monétaires réels réalisés par les Européens en s'engageant dans la traite des esclaves. Les dimensions réelles ne sont pas faciles à fixer, mais les bénéfices ont été fabuleux. John Hawkins a fait trois voyages en Afrique de l'Ouest dans les années 1560 et a volé
Africains qu'il a vendus aux Espagnols en Amérique. En revenant à
Angleterre après le premier voyage, son profit était si beau que la reine
Elizabeth I s'est intéressée à participer directement à sa prochaine entreprise; et elle a fourni à cet effet un bateau appelé le *Jésus.* Hawkins est parti avec le *Jésus* pour voler d'autres Africains, et il est retourné en Angleterre avec de tels dividendes que la reine Elizabeth en a fait un chevalier. Hawkins a choisi comme blason la représentation d'un Africain enchaîné.

Bien sûr, il y avait inévitablement des voyages qui échouaient, des navires négriers perdus en mer, etc. Parfois, le commerce en Afrique fonctionnait bien, tandis qu'à d'autres moments, c'était le profit dans les Amériques qui était vraiment substantiel. Une fois tous les hauts et les bas aplanis, le niveau de profit devait être suffisant pour justifier une participation continue à cette forme particulière de commerce pendant des siècles. Quelques universitaires bourgeois ont tenté de suggérer que le commerce des esclaves n'avait pas de rendements monétaires valables. Ils voudraient nous faire croire que les mêmes entrepreneurs qu'ils louent dans d'autres contextes comme les héros du développement capitaliste étaient si stupides à l'égard de l'esclavage et de la traite des esclaves, qu'ils se sont absorbés pendant des siècles dans une entreprise à but non lucratif! Ce genre d'argument mérite d'être noté davantage comme un exemple des distorsions dont est capable l'érudition bourgeoise blanche que comme quelque chose qui nécessite une sérieuse considération. En outre,

indépendamment de l'accumulation de capital, le commerce de l'Europe avec l'Afrique a donné de nombreux stimulants à la croissance de l'Europe.

L'or et l'argent d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud - extraits par les Africains - ont joué un rôle crucial pour répondre au besoin de pièces de monnaie dans l'économie monétaire capitaliste en expansion de l'Europe occidentale, tandis que l'or africain était également important à cet égard. L'or africain a aidé les Portugais à financer de nouvelles navigations autour du cap de Bonne-Espérance et en Asie depuis le XVe siècle. L'or africain était également la principale source de frappe des pièces d'or hollandaises au 17e siècle; aider Amsterdam à devenir la capitale financière de l'Europe pendant cette période; et de plus, ce n'est pas un hasard si les Anglais ont frappé une nouvelle pièce d'or en 1663, ils l'ont appelée la «guinée». L' *Encyclopaedia Britannica* explique que la Guinée était «une pièce d'or à une époque courante au Royaume-Uni. Il a été inventé pour la première fois en 1663, sous le règne de Charles II, à

partir d'or importé de la côte guinéenne de l'Afrique de l'Ouest par une société de marchands négociant sous charte de la couronne britannique - d'où son nom.

Tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles, et pendant la majeure partie du XIXe siècle, l'exploitation de l'Afrique et de la main-d'œuvre africaine a continué à être une source d'accumulation de capital à réinvestir en Europe occidentale. La contribution africaine à la croissance capitaliste européenne s'est étendue à des secteurs vitaux tels que le transport maritime, les assurances, les sociétés de formation, l'agriculture capitaliste, la technologie et la fabrication de machines. Les effets étaient si vastes que beaucoup sont rarement portés à la connaissance du public de lecture. Par exemple, l'industrie française de la pêche à Saint-Malo a été relancée par l'ouverture des marchés dans les plantations d'esclaves françaises; tandis que les Portugais en Europe dépendaient fortement de colorants comme l'indigo, le bois de camouflage, le bois du Brésil et la cochenille importés d'Afrique et des Amériques. La gomme

d'Afrique a également joué un rôle dans l'industrie textile, reconnue comme l'un des moteurs de croissance les plus puissants de l'économie européenne. Ensuite, il y a eu l'exportation de l'ivoire d'Afrique, enrichissant de nombreux marchands de Mincing Lane à Londres et fournissant la matière première aux industries d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Suisse et d'Amérique du Nord - produisant des articles allant des poignées de couteau à touches de piano.

L'entrée de l'Afrique sur l'orbite de l'Europe occidentale accélère le développement technologique de cette dernière. Par exemple, l'évolution de la construction navale européenne du XVIe au XIXe siècle était une conséquence logique de leur monopole du commerce maritime à cette époque.
Pendant ce temps, les Nord-Africains ont été embouteillés dans le
Méditerranéen. et bien que ce soit d'eux que les Européens aient initialement emprunté beaucoup d'instruments nautiques, les Nord-Africains n'ont pas fait

d'autres progrès valables. Là où l'avantage européen initial n'était pas suffisant pour assurer la suprématie, ils ont délibérément sapé les efforts d'autrui. La marine indienne, par exemple, a souffert de l'application stricte des lois anglaises sur la navigation. Pourtant, les dépenses liées à la construction de nouveaux et meilleurs navires européens ont été couvertes par les bénéfices du commerce extérieur avec l'Inde, l'Afrique, etc. Les Néerlandais ont été des pionniers dans l'amélioration de ce qui a emmené les Espagnols et les Portugais à travers l'Atlantique, et la succession de Les sociétés commerciales néerlandaises opérant en Asie, en Afrique et en Amérique étaient les responsables de l'expérimentation. Au 18ème siècle, les Britanniques utilisaient le savoir-faire néerlandais comme base pour surpasser les Néerlandais eux-mêmes, et l'Atlantique était leur laboratoire. On disait que la traite des esclaves était un terrain d'entraînement pour les marins britanniques. Il est probablement plus significatif de

noter que le commerce atlantique a été le stimulateur de progrès constants dans la technologie navale.

L'élément le plus spectaculaire en Europe lié au commerce africain était la montée en puissance des villes portuaires - notamment Bristol, Liverpool, Nantes, Bordeaux et Séville. Reliés directement ou indirectement à ces ports, sont souvent apparus les centres de fabrication qui ont donné lieu à la «révolution industrielle». En Angleterre, c'était le comté de Lancashire qui fut le premier centre de la révolution industrielle et le progrès économique du Lancashire dépendait d'abord de la croissance du port de Liverpool grâce au commerce des esclaves.

Les liens entre l'esclavage et le capitalisme dans la croissance de l'Angleterre sont correctement documentés par Eric Williams dans son livre bien connu *Capitalism and Slavery.* Williams donne une image claire des nombreux avantages que l'Angleterre a tirés du commerce et de l'exploitation des esclaves, et il a

identifié par leur nom plusieurs des personnalités et des entreprises capitalistes qui en étaient les bénéficiaires. Des exemples remarquables sont fournis par les personnes de David et Alexander Barclay, qui se livraient à la traite des esclaves en 1756 et qui ont ensuite utilisé le butin pour créer la banque de Barclays. Il y avait une progression similaire dans le cas de Lloyds - d'être un petit café londonien à l'une des plus grandes maisons de banque et d'assurance du monde, après avoir plongé dans les bénéfices de la traite des esclaves et de l'esclavage. Puis il y eut James Watt, exprimant sa gratitude éternelle aux propriétaires d'esclaves antillais qui financèrent directement sa célèbre machine à vapeur et la portèrent de la planche à dessin à l'usine.

Une image similaire se dégagerait de toute étude détaillée du capitalisme français et de l'esclavage, étant donné qu'au XVIIIe siècle les Antilles représentaient 20% du commerce extérieur de la France - bien plus que l'ensemble de l'Afrique au siècle actuel. Bien entendu, les bénéfices n'étaient pas toujours directement

proportionnels au degré d'implication d'un État européen donné dans le commerce atlantique. Les énormes profits de l'entreprise portugaise à l'étranger passèrent rapidement de l'économie portugaise aux mains des nations capitalistes plus développées d'Europe occidentale qui fournissaient au Portugal des capitaux, des navires et des marchandises. L'Allemagne a été incluse dans cette catégorie, avec l'Angleterre, la Hollande et la France.

Le commerce issu de l'Afrique a beaucoup aidé à renforcer les liens transnationaux au sein de l'économie de l'Europe occidentale, sachant que la production américaine était la conséquence du travail africain. Les teintures brésiliennes, par exemple, ont été réexportées du Portugal vers la Méditerranée, la mer du Nord et la Baltique, et sont passées dans l'industrie du tissu continentale du XVIIe siècle. Le sucre des Caraïbes était réexporté d'Angleterre et de France vers d'autres parties de l'Europe à tel point que Hambourg, en Allemagne, était le plus grand centre de raffinage de sucre en Europe

dans la première moitié du 18e siècle. L'Allemagne a fourni des produits manufacturés à la Scandinavie, aux Pays-Bas, à l'Angleterre, à la France et au Portugal pour les revendre en Afrique. L'Angleterre, la France et la Hollande ont jugé nécessaire d'échanger diverses classes de marchandises pour mieux traiter les Africains contre de l'or, des esclaves et de l'ivoire. Les financiers et les marchands de Gênes étaient les pouvoirs derrière les marchés de Lisbonne et de Séville; tandis que les banquiers néerlandais ont joué un rôle similaire à l'égard de la Scandinavie et de l'Angleterre.

L'Europe occidentale était la partie de l'Europe dans laquelle au 15ème siècle la tendance était la plus visible que le féodalisme cédait la place au capitalisme. * [* En Europe de l'Est, le féodalisme était encore fort au 19ème siècle.] Les paysans étaient chassés de la terre en Angleterre, et l'agriculture devenait une opération capitaliste. Elle devenait également plus avancée sur le plan technologique - produisant des aliments et des fibres pour soutenir une population plus nombreuse et

pour fournir une base plus efficace aux industries de la laine et du lin en particulier. La base technologique de l'industrie ainsi que son organisation sociale et économique se transforment. Le commerce africain a accéléré plusieurs aspects, y compris l'intégration de l'Europe occidentale, comme indiqué ci-dessus. C’est pourquoi la connexion africaine a contribué non seulement à la croissance économique (qui se rapporte aux dimensions quantitatives) mais aussi au développement réel dans le sens d’une capacité accrue de croissance et d’indépendance.

En parlant de la traite des esclaves européenne, il faut mentionner les États-Unis, non seulement parce que leur population dominante était européenne, mais aussi parce que l'Europe a transféré ses institutions capitalistes plus complètement en Amérique du Nord que dans toute autre partie du globe, et a établi une forme puissante de capitalisme - après avoir éliminé les habitants indigènes et exploité le travail de millions d'Africains: comme d'autres parties du Nouveau Monde, les colonies

américaines de la couronne britannique ont été utilisées comme moyen d'accumuler le capital primaire pour la réexportation vers l'Europe. Mais les colonies du Nord avaient également un accès direct aux avantages de l'esclavage dans le sud des États-Unis et dans les Antilles britanniques et françaises. Comme en Europe, les bénéfices de l'esclavage et de la traite des esclaves sont allés d'abord aux ports de commerce et aux zones industrielles, ce qui signifiait principalement le district maritime du nord-est connu sous le nom de Nouvelle-Angleterre et l'État de New York. Le Panafricaniste, WEB Du
Bois, dans une étude sur la traite des esclaves américains, a cité un rapport de 1862 comme suit:

le nombre de personnes engagées dans la traite négrière et le montant des capitaux engagés dépassent nos pouvoirs de calcul. La ville de New York a été jusqu'à ces derniers temps (1862) le principal port du monde pour ce commerce infâme;

bien que les villes de Portland et de Boston ne me suivent que derrière elle dans cette distribution.

Le développement économique américain jusqu'au milieu du XIXe siècle reposait carrément sur le commerce extérieur, dont l'esclavage était un pivot. Dans les années 1830, le coton cultivé par des esclaves représentait environ la moitié de la valeur de toutes les exportations des États-Unis d'Amérique. En outre, dans le cas des colonies américaines du XVIIIe siècle, on peut à nouveau observer que l'Afrique a contribué de diverses manières - une chose en entraînant une autre.
Par exemple, en Nouvelle-Angleterre, le commerce avec l'Afrique, l'Europe et les Antilles d'esclaves et de produits cultivés par des esclaves fournissait des marchandises pour leur marine marchande, stimulait la croissance de leur industrie de construction navale, construisait leurs villes et leurs villes, et permettait afin d’utiliser plus efficacement leurs forêts, leurs pêcheries et leurs sols. Finalement, ce fut le commerce porteur entre les colonies d'esclaves des Antilles et l'Europe qui fut à

l'origine de l'émancipation des colonies américaines de la domination britannique, et ce n'est pas par hasard que la lutte pour l'indépendance américaine a commencé dans la ville de Boston, la principale ville de la Nouvelle-Angleterre. Au 19e siècle, la connexion avec l'Afrique a continué à jouer un rôle indirect dans la croissance politique américaine. En premier lieu, les bénéfices des activités esclavagistes sont allés dans les coffres des partis politiques, et plus important encore, la stimulation africaine et le travail noir ont joué un rôle vital dans l'extension du contrôle européen sur le territoire actuel des États-Unis - notamment dans le Sud, mais y compris aussi le soi-disant «Far West» où les cowboys noirs étaient actifs.

L'esclavage est utile pour l'accumulation précoce du capital, mais il est trop rigide pour le développement industriel. Il fallait donner aux esclaves des outils bruts incassables qui freinaient le développement capitaliste de l'agriculture et de l'industrie. Cela explique le fait que les parties septentrionales des États-Unis ont tiré bien

plus d'avantages industriels de l'esclavage que le sud qui avait en fait des institutions esclavagistes sur son sol; et finalement le stade a été atteint pendant la guerre civile américaine lorsque les capitalistes du Nord se sont battus pour mettre fin à l'esclavage à l'intérieur des frontières des États-Unis, afin que le pays dans son ensemble puisse atteindre un niveau plus élevé de capitalisme.

En effet, on peut dire qu'aux États-Unis, les relations esclavagistes dans le Sud étaient entrées en conflit dans la seconde moitié du XIXe siècle avec la poursuite de l'expansion de la base productive à l'intérieur des États-Unis dans leur ensemble, et un violent affrontement s'est ensuivi avant que le les relations capitalistes de travail légalement libre se généralisèrent. L'Europe a maintenu l'esclavage dans des endroits physiquement éloignés de la société européenne; et donc à l'intérieur même de l'Europe, les relations capitalistes se sont élaborées sans être négativement affectées par l'esclavage dans les Amériques. Cependant, même en Europe, il est arrivé un moment où les principaux États capitalistes ont constaté

que la traite des esclaves et l'utilisation de la main-d'œuvre esclave dans les Amériques n'étaient plus dans l'intérêt de leur développement ultérieur. La Grande-Bretagne a pris cette décision au début du XIXe siècle, suivie plus tard par la France.

Puisque le capitalisme, comme tout autre mode de production, est un système global qui implique un aspect idéologique, il est également nécessaire de se concentrer sur les effets des liens avec l'Afrique sur le développement des idées au sein de la superstructure de la société capitaliste européenne. Dans ce domaine, le trait le plus frappant est sans aucun doute la montée du racisme en tant qu'élément répandu et profondément enraciné dans la pensée européenne. Le rôle de l'esclavage dans la promotion des préjugés et de l'idéologie racistes a été soigneusement étudié dans certaines situations, en particulier aux États-Unis.Le simple fait est qu'aucun peuple ne peut en asservir un autre pendant des siècles sans en sortir avec une notion de supériorité, et lorsque la couleur et d'autres formes

physiques les traits de ces peuples sont très différents, il est inévitable que le préjugé prenne une forme raciste. En Afrique même, on peut en dire autant de la situation dans la province du Cap en Afrique du Sud où les hommes blancs établissaient une supériorité militaire et sociale sur les non-blancs depuis 1650.

Ce serait une déclaration beaucoup trop radicale de dire que tous les préjugés raciaux et de couleur en Europe découlaient de l'esclavage des Africains et de l'exploitation des peuples non blancs au cours des premiers siècles du commerce international. Il y avait aussi de l'antisémitisme à une date encore plus ancienne en Europe et il y a toujours un élément de suspicion et d'incompréhension lorsque des peuples de cultures différentes se réunissent. Cependant, on peut affirmer sans réserve que le racisme blanc qui est venu envahir le monde faisait partie intégrante du mode de production capitaliste . Il ne s'agissait pas non plus simplement de savoir comment la personne blanche individuelle traitait une personne noire. Le racisme de l'Europe était un

ensemble de généralisations et d'hypothèses, sans fondement scientifique, mais rationalisées dans tous les domaines, de la théologie à la biologie.

Parfois, on considère à tort que les Européens ont asservi les Africains pour des raisons racistes. Les planteurs et les mineurs européens ont asservi les Africains pour des raisons économiques, afin que leur force de travail puisse être exploitée. En effet, il aurait été impossible d'ouvrir le Nouveau Monde et de l'utiliser comme un générateur constant de richesse, sans la main-d'œuvre africaine. Il n'y avait pas d'autres alternatives: la population américaine (indienne) était pratiquement anéantie et la population européenne était trop petite pour s'installer à l'étranger à cette époque. Puis, étant devenus totalement dépendants de la main-d’œuvre africaine, les Européens dans leur pays et à l’étranger ont jugé nécessaire de rationaliser cette exploitation en termes racistes également. L'oppression découle logiquement de l'exploitation, pour garantir celle-ci. L'oppression des Africains pour des motifs purement raciaux s'est

accompagnée, renforcée et est devenue indiscernable de l'oppression pour des raisons économiques.

CLR James, célèbre panafricaniste *et* marxiste, a un jour fait remarquer que

La question raciale est subsidiaire à la question de classe en politique, et penser l'impérialisme en termes de race est désastreux. Mais négliger le facteur racial comme étant simplement accessoire est une erreur moins grave que pour la rendre fondamentale.

On peut en outre affirmer qu'au XIXe siècle, le racisme blanc était devenu si institutionnalisé dans le monde capitaliste (et notamment aux États - Unis) qu'il se situait parfois au-dessus de la maximisation du profit comme motif d'oppression des Noirs.

À court terme, le racisme européen ne semblait avoir fait aucun mal aux Européens, et ils ont utilisé ces idées erronées pour justifier leur domination supplémentaire

sur les peuples non européens à l'époque coloniale. Mais la prolifération internationale d'idées racistes fanatiques et non scientifiques devait avoir ses conséquences négatives à long terme. Lorsque les Européens ont mis des millions de leurs frères (juifs) dans des fours sous les nazis, les poulets rentraient chez eux se percher. Un tel comportement à l'intérieur de l'Europe «démocratique» n'était pas aussi étrange qu'on le prétend parfois. Il y a toujours eu une contradiction entre l'élaboration d'idées démocratiques à l'intérieur de l'Europe et l'élaboration de pratiques autoritaires et voyous par les Européens à l'égard des Africains. Lorsque la Révolution française a été faite au nom de `` Liberté, égalité et Fraternité », elle ne s'étendait pas aux Africains noirs réduits en esclavage par la France aux Antilles et dans l'océan Indien. En effet, la France s'est battue contre les efforts de ces peuples pour s'émanciper, et les dirigeants de leur révolution bourgeoise ont dit clairement qu'ils ne l'avaient pas fait au nom de l'humanité noire.

Il n'est même pas vrai de dire que le capitalisme a développé la démocratie chez lui en Europe et non à l'étranger. Chez nous, il était responsable d'un discours ou d'une certaine rhétorique de la liberté, mais il ne s'est jamais étendu de la bourgeoisie aux ouvriers opprimés; et le traitement des Africains doit sûrement avoir fait de cette hypocrisie une habitude de la vie européenne, en particulier au sein de la classe dirigeante. Comment expliquer autrement le fait que l'Église chrétienne participait pleinement au maintien de l'esclavage et parlait encore de sauver les âmes! L'hypocrisie a atteint son plus haut niveau aux États-Unis. Le premier martyr de la guerre de libération nationale américaine contre les colonialistes britanniques au 18ème siècle était un descendant africain, Crispus Attucks; et les Africains esclaves et libres ont joué un rôle clé dans les armées de Washington. Et pourtant, la Constitution américaine avec son fameux préambule selon lequel «tous les hommes sont créés égaux» a sanctionné l'esclavage continu des Africains. Ces derniers temps, il est devenu un sujet de

préoccupation pour certains libéraux que les États-Unis soient capables de crimes de guerre de l'ordre de My Lai au Vietnam. Mais le fait est que le My Lais a commencé par l'asservissement de
Africains et Indiens d'Amérique. Le racisme, la violence et la brutalité étaient les concomitants du système capitaliste lorsqu'il s'est étendu à l'étranger au cours des premiers siècles du commerce international.

Bref guide de lecture

Le sujet de la contribution de l'Afrique au développement européen révèle plusieurs des facteurs qui limitent la représentation de la réalité par un écrivain. La langue et la nationalité, par exemple, sont des obstacles efficaces à la communication. Les œuvres en anglais tiennent rarement compte de l'effet produit en France, aux Pays-Bas ou au Portugal par la participation à l'esclavage et à d'autres formes de commerce qui exploitaient l'Afrique à l'époque précoloniale. Le gouffre idéologique est responsable du fait que la plupart des savants bourgeois

écrivent sur des phénomènes tels que la révolution industrielle en Angleterre sans mentionner une seule fois la traite des esclaves européenne comme un facteur d'accumulation primaire du capital. Marx lui-même avait mis l'accent sur les sources d'accumulation de capital à l'étranger. Mais les marxistes (aussi importants que Maurice Dobb et EJ Hobsbawm) se sont concentrés pendant de nombreuses années sur l'examen de l'évolution du capitalisme hors du féodalisme en Europe, avec seulement une référence marginale à l'exploitation massive des Africains, des Asiatiques et des Indiens d'Amérique.

Eric Williams, *Capitalism and*

Slavery, Oliver Cox, *Capitalism as*

a System.

Cox, un Afro-Américain, fait valoir que le capitalisme est depuis les temps les plus reculés un système

international. Eric Williams, antillais, a été très précis et très détaillé pour illustrer le lien entre le capitalisme britannique et l'asservissement des Africains.

WEB du Bois, *La répression de la traite des esclaves dans l'Atlantique*
Etats-Unis

Richard Pares, *Yankees et créoles: le commerce entre l'Amérique du Nord.*

Tous deux fournissent des données sur la contribution du travail africain au développement du capitalisme aux États-Unis à l'époque de l'esclavage.

Leo Huberman, *les biens matériels de l'homme: l'histoire de la richesse des nations.*

F. Clairemonte, *Libéralisme économique et sous-développement.*

Le livre de Huberman est un excellent traitement global du développement du capitalisme hors du féodalisme en

Europe. Il comprend une section dans laquelle le rôle de l'esclavage est mis en évidence. L'étude de Clairemonte reconnaît le rôle joué par le sous-continent indien dans la construction européenne.

P. Curtin, *L'image de l'Afrique.*

Winthrop Jordan, *White Over Black: attitudes américaines envers le nègre.*

Ces deux textes sont pertinents pour la question de la montée du racisme blanc, bien qu'aucun des deux ne rende suffisamment explicite le lien entre racisme et capitalisme

---

Table des matières

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Chapitre quatre. L'Europe et les racines du sous-développement africain - à 1885

«La relation entre le degré de dénuement des peuples d'Afrique et la durée et la nature de l'exploitation qu'ils ont dû endurer est évidente. L'Afrique reste marquée par les crimes des marchands d'esclaves: jusqu'à présent, ses potentialités sont limitées par la sous-population.
Ahmed Sekou Touré,
République de Guinée, 1962

4.1 La traite européenne des esclaves comme facteur fondamental du sous-développement africain

Discuter du commerce entre Africains et Européens au cours des quatre siècles précédant la domination

coloniale revient pratiquement à discuter de la traite des esclaves. À proprement parler, l'Africain n'est devenu esclave que lorsqu'il a atteint une société où il a travaillé comme esclave. Avant cela, il était d'abord un homme libre puis un captif. Néanmoins, il est acceptable de parler du commerce des esclaves pour faire référence à l'expédition de captifs d'Afrique vers diverses autres parties du monde où ils devaient vivre et travailler en tant que propriété des Européens. Le titre de cette section est délibérément choisi pour attirer l'attention sur le fait que les expéditions étaient toutes effectuées par des Européens vers des marchés contrôlés par des Européens, et c'était dans l'intérêt du capitalisme européen et rien d'autre. En Afrique de l'Est et au Soudan, de nombreux Africains ont été pris par des Arabes et vendus à des acheteurs arabes. Ceci est connu (dans les livres européens) sous le nom de «commerce des esclaves arabes». Par conséquent, qu'il soit clair que lorsque les Européens expédiaient des Africains à des

acheteurs européens, c'était le «commerce des esclaves européens» en provenance d'Afrique.

Sans aucun doute, à quelques exceptions près comme Hawkins, les acheteurs européens ont acheté des captifs africains sur les côtes de l'Afrique et la transaction entre eux et les Africains était une forme de commerce. Il est également vrai que très souvent un captif était vendu et revendu alors qu'il se dirigeait de l'intérieur vers le port d'embarquement - et c'était aussi une forme de commerce. Cependant, dans l'ensemble, le processus par lequel les captifs étaient obtenus sur le sol africain n'était pas du tout un commerce. C'était par la guerre, la ruse, le banditisme et les enlèvements. Quand on essaie de mesurer l'effet de la traite des esclaves européenne sur le continent africain, il est très essentiel de se rendre compte que l'on mesure l'effet de la violence sociale plutôt que du commerce dans un sens normal du terme.

Beaucoup de choses restent incertaines sur la traite des esclaves et ses conséquences pour l'Afrique, mais l'image

générale de la destructivité est claire, et cette destructivité peut être démontrée comme la conséquence logique du mode de recrutement des captifs en Afrique. L'une des incertitudes concerne la question fondamentale de savoir combien d'Africains ont été importés. Cela a longtemps fait l'objet de spéculations, avec des estimations allant de quelques millions à plus de cent millions. Une étude récente a suggéré un chiffre d'environ dix millions d'Africains débarqués vivants dans les Amériques, les îles de l'Atlantique et en Europe. Parce que c'est un chiffre bas, il est déjà utilisé par des universitaires européens qui sont des apologistes du système capitaliste et de son long passé de brutalité en Europe et à l'étranger. Afin de blanchir la traite des esclaves européens, ils trouvent commode de commencer par minimiser les nombres concernés. La vérité est que tout chiffre d'Africains importés dans les Amériques qui est étroitement basé sur les registres survivants est forcément faible, car il y avait tant de personnes à l'époque qui avaient un intérêt

direct dans le trafic d'esclaves (et la rétention de données). Néanmoins, si le faible chiffre de dix millions était accepté comme base d'évaluation de l'impact de l'esclavage sur l'Afrique dans son ensemble, les conclusions qui pourraient légitimement être tirées confondraient ceux qui tentent de faire la lumière sur l'expérience du viol d'Africains depuis 1445 à 1870.

Sur tout chiffre de base d'Africains débarqués vivants dans les Amériques, il faudrait faire plusieurs extensions - en commençant par un calcul pour couvrir la mortalité en transbordement. La traversée de l'Atlantique ou «passage du milieu», comme l'appelaient les esclavagistes européens, était connue pour le nombre de décès survenus, en moyenne de l'ordre de 15% à 20%. Il y a également eu de nombreux décès en Afrique entre le moment de la capture et le moment de l'embarquement, en particulier dans les cas où les captifs devaient parcourir des centaines de kilomètres jusqu'à la côte. Le plus important de tous (étant donné que la guerre était le principal moyen d'obtenir des captifs), il est nécessaire

de faire une estimation du nombre de personnes tuées et blessées afin d'extraire les millions qui ont été capturés vivants et sains. Le chiffre qui en résulterait serait plusieurs fois les millions de débarqués vivants en dehors de l'Afrique, et c'est ce chiffre qui représente le nombre d'Africains directement retirés de la population et de la main-d'œuvre de l'Afrique en raison de la mise en place de la production d'esclaves par les Européens.

La perte massive de la main-d'œuvre africaine a été rendue plus critique parce qu'elle était composée de jeunes hommes et de jeunes femmes valides. Les acheteurs d'esclaves préféraient leurs victimes âgées de 15 à 35 ans, et de préférence au début de la vingtaine; le sex-ratio étant d'environ deux hommes pour une femme. Les Européens acceptaient souvent des enfants africains plus jeunes, mais rarement des personnes plus âgées. Ils ont expédié les plus sains dans la mesure du possible, prenant la peine d'attraper ceux qui avaient déjà survécu à une attaque de variole, et qui étaient donc à l'abri de

nouvelles attaques de cette maladie, qui était alors l'une des plus grandes maladies mortelles du monde.

L'absence de données sur la taille de la population africaine au XVe siècle rend difficile toute évaluation scientifique des résultats de l'exode de la population. Mais rien n'indique qu'il y ait eu une augmentation de la population du continent au cours des siècles d'esclavage, même si c'était la tendance dans d'autres parties du monde. De toute évidence, moins de bébés sont nés qu'il ne l'aurait été autrement si des millions d'âges de procréation n'avaient pas été éliminés. En outre, il est essentiel de reconnaître que la traite des esclaves à travers l'océan Atlantique n'était pas le seul lien que les Européens avaient avec l'esclavage en Afrique. La traite des esclaves dans l'océan Indien a été qualifiée de «traite des esclaves d'Afrique de l'Est» et de «traite des esclaves arabes» pendant si longtemps qu'elle cache à quel point elle était aussi une traite des esclaves européenne. Lorsque la traite des esclaves d'Afrique de l'Est était à son apogée au 18ème siècle et au début du 19ème siècle, la

destination de la plupart des captifs était les économies de plantation appartenant à des Européens de Maurice, de la Réunion et des Seychelles - ainsi que des Amériques, via le Jape. de Bonne Espérance. Réside, les Africains travaillant comme esclaves dans certains pays arabes aux XVIIIe et XIXe siècles servaient tous en fin de compte le système capitaliste européen qui a créé une demande de produits cultivés par des esclaves, tels que les clous de girofle cultivés - Zanzibar sous la supervision de maîtres arabes.

Personne n'a été en mesure de proposer un chiffre représentant les pertes totales pour la population africaine subies par l'extraction de la main-d'œuvre esclave de toutes les régions vers toutes les destinations au cours des nombreux siècles d'existence de la traite des esclaves. Cependant, sur tous les autres continents à partir du XVe siècle, la population a connu une croissance naturelle constante et parfois spectaculaire; alors qu'il est frappant que cela ne s'applique pas à l'Afrique. Un

chercheur européen a donné les estimations suivantes de la population mondiale (en millions) selon les continents:

1650 1750 1850 1900

Afrique 100100100120

Europe 103 144 274 423

Asie 257437656857

Aucun des chiffres ci-dessus n'est vraiment précis, mais ils indiquent un consensus parmi les chercheurs sur la population selon lequel l'immense continent africain a des antécédents anormaux de stagnation à cet égard, et il n'y a pas d'autre facteur causal que le commerce des esclaves sur lequel l'attention peut Être dessiné.

L'accent mis sur la perte de population en tant que telle est très pertinent pour la question du développement socio-économique. La croissance démographique a joué un rôle majeur dans le développement européen en fournissant du travail, des marchés et les pressions qui

ont conduit à de nouvelles avancées. La croissance démographique japonaise a eu des effets positifs similaires; et dans d'autres régions d'Asie qui sont restées pré-capitalistes, la taille de la population a conduit à une exploitation beaucoup plus intensive de la terre que cela n'a jamais été le cas dans ce qui est encore un continent africain peu peuplé.

Tant que la densité de population était faible, les êtres humains considérés comme des unités de travail étaient bien plus importants que d'autres facteurs de production tels que la terre. D'un bout à l'autre du continent, il est facile de trouver des exemples montrant que les Africains étaient conscients que la population était dans leur situation le facteur de production le plus important. Chez les Bemba, par exemple, le nombre de sujets était considéré comme plus important que la terre. Chez les Shambala de Tanzanie, le même sentiment a été exprimé dans le dicton «un roi est un peuple». Chez les Balanta de Guinée-Bissau, la force de la famille est représentée par le nombre de mains qu'il y a pour cultiver la terre. Certes,

de nombreux dirigeants africains ont accepté la traite des esclaves européenne pour ce qu'ils considéraient comme des raisons d'intérêt personnel, mais à aucune échelle de rationalité, la sortie de population ne pouvait être mesurée comme étant autre chose que désastreuse pour les sociétés africaines.

L'activité économique africaine a été affectée à la fois directement et indirectement par la perte de population. Par exemple, lorsque les habitants d'une zone donnée ont été réduits en dessous d'un certain nombre dans un environnement où la mouche tsé-tsé était présente, les quelques autres ont dû abandonner la zone. En effet, l'esclavage faisait perdre à ces personnes leur bataille pour apprivoiser et maîtriser la nature - une bataille qui est à la base du développement. La violence signifiait également l'insécurité. L'opportunité offerte par les marchands d'esclaves européens est devenue le stimulant majeur (mais pas le seul) pour une grande quantité de violence sociale entre les différentes communautés africaines et au sein d'une communauté

donnée. Cela a pris davantage la forme de raids et d'enlèvements que de guerre régulière, et ce fait a accru l'élément de peur et d'incertitude.

A la fois ouvertement et implicitement, toutes les puissances européennes au XIXe siècle ont indiqué qu'elles étaient conscientes du fait que les activités liées à la production de captifs étaient incompatibles avec d'autres activités économiques. C'était le moment où la Grande-Bretagne, en particulier, voulait que les Africains récoltent les produits du palmier et du caoutchouc et cultivent des cultures agricoles pour l'exportation à la place des esclaves; et il était clair que les raids d'esclaves entraient violemment en conflit avec cet objectif en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre. Bien avant cette date, les Européens ont accepté ce fait quand leur intérêt personnel était en jeu. Par exemple, au 17ème siècle, les Portugais et les Néerlandais ont en fait découragé la traite des esclaves sur la «Gold Coast» car ils ont reconnu qu'elle pouvait être incompatible avec le commerce de l'or. Cependant, à la fin de ce siècle, de l'or avait été

découvert au Brésil, et l'importance des approvisionnements en or en provenance d'Afrique était moindre. Dans le modèle total de l'Atlantique, les esclaves africains sont devenus plus importants que l'or, et l'or brésilien a été offert aux captifs africains à Whydah (Dahomey) et à Accra. À ce stade, l'esclavage a commencé à saper l'économie de la «Gold Coast» et à détruire le commerce de l'or. Les pillages d'esclaves et les enlèvements rendaient les mines et les voyages avec de l'or dangereux; et les raids pour captifs se sont avérés plus rentables que l'extraction de l'or. Un Européen sur la scène a noté que «comme un maraudeur chanceux rend un indigène riche en un jour, il s’exerce donc plutôt dans la guerre, le vol et le pillage que dans leur ancienne activité de creusage et de collecte d’or».

Le passage ci-dessus de l'extraction de l'or aux pillages d'esclaves a eu lieu dans une période de quelques années entre 1700 et 1710, lorsque la «Gold Coast» est venue approvisionner environ 5 000 à 6 000 captifs par an. À la fin du XVIIIe siècle, un nombre beaucoup plus restreint

de captifs était exporté de la «Côte Go1d», mais les dégâts étaient déjà faits. Il convient de noter que les Européens ont recherché différentes parties de l'Afrique occidentale et centrale à des moments différents pour jouer le rôle de principaux fournisseurs d'esclaves des Amériques. Cela signifiait que pratiquement chaque section de la longue côte ouest entre les fleuves Sénégal et Cunene avait au moins quelques années d'expérience du commerce intensif des esclaves - avec toutes ses conséquences. En outre, dans l'histoire de l'est du Nigéria, du Congo, du nord de l'Angola et du Dahomey, il y a eu des périodes s'étalant sur des décennies où les exportations sont restées en moyenne de plusieurs milliers par an. La plupart de ces domaines étaient également relativement développés dans le contexte africain. Ils étaient des forces de forage de premier plan à l'intérieur de l'Afrique, dont les énergies auraient autrement servi à leur propre amélioration et à l'amélioration du continent dans son ensemble.

Le passage aux activités guerrières et aux enlèvements doit avoir touché toutes les branches de l’activité économique, et l’agriculture en particulier. Parfois, dans certaines localités, la production alimentaire a été augmentée pour approvisionner les navires négriers, mais les conséquences globales de l'esclavage sur les activités agricoles en Afrique occidentale, orientale et centrale ont été négatives. La main-d'œuvre a été retirée de l'agriculture et les conditions sont devenues instables. Le Dahomey, qui au XVIe siècle était connu pour exporter de la nourriture dans certaines parties de l'actuel Togo, souffrait de famines au XIXe siècle. La génération actuelle d'Africains se rappellera volontiers qu'à l'époque coloniale, lorsque les hommes valides quittaient leurs maisons en tant que travailleurs migrants, cela bouleversait la routine agricole dans les districts d'origine et causait souvent des famines. La traite des esclaves, après tout, signifiait une migration de main-d’œuvre d’une manière cent fois plus brutale et perturbatrice.

Pour parvenir au développement économique, une condition essentielle est d'utiliser au maximum la main-d'œuvre et les ressources naturelles du pays. Habituellement, cela exige des conditions pacifiques, mais il y a eu des moments dans l'histoire où les groupes sociaux se sont renforcés en pillant leurs voisins pour les femmes, le bétail et les biens, parce qu'ils ont ensuite utilisé le `` butin '' des raids au profit de leur propre communauté. L'esclavage en Afrique n'avait même pas cette valeur de rachat. Les captifs étaient expédiés à l'extérieur au lieu d'être utilisés dans une communauté africaine donnée pour créer de la richesse à partir de la nature. Ce n’est qu’un sous-produit accidentel que, dans certaines régions, les Africains qui recrutaient des captifs pour les Européens se sont rendu compte qu’il valait mieux garder des captifs pour eux-mêmes. Dans tous les cas, l'esclavage a empêché la population restante de s'engager efficacement dans l'agriculture et l'industrie, et il a employé des chasseurs d'esclaves professionnels et des guerriers pour détruire plutôt que pour construire.

En dehors de l'aspect moral et des immenses souffrances qu'elle provoquait, la traite des esclaves en Europe était économiquement totalement irrationnelle du point de vue du développement africain.

À certaines fins, il est nécessaire d'être plus précis et de parler du commerce des esclaves non pas en termes généraux à l'échelle du continent, mais plutôt en se référant à l'impact variable sur plusieurs régions. L'intensité relative des pillages d'esclaves dans différentes régions est assez bien connue. Quelques Les peuples sud-africains ont été réduits en esclavage par les Boers et certains musulmans d'Afrique du Nord par les Européens chrétiens, mais il s'agissait d'épisodes mineurs. Les zones les plus connues pour les exportations humaines étaient, d'une part, l'Afrique de l'Ouest du Sénégal à l'Angola le long d'une ceinture s'étendant sur environ 200 miles à l'intérieur des terres et, d'autre part, la partie de l'Afrique centrale orientale qui couvre aujourd'hui la Tanzanie, le Mozambique, le Malawi, le nord de la Zambie et l'est du Congo. . En outre, dans

chacun de ces grands domaines, des distinctions plus fines peuvent être établies.

Il peut donc sembler que la traite des esclaves n’a pas nui au développement de certaines parties de l’Afrique, simplement parce que les exportations sont inexistantes ou à un faible niveau. Cependant, l'affirmation selon laquelle la traite européenne des esclaves était un facteur de sous-développement pour le continent dans son ensemble doit être confirmée, car il ne s'ensuit pas qu'un district africain qui ne faisait pas de commerce avec l'Europe était entièrement libre de toutes les influences exercées par l'Europe. Les biens commerciaux européens ont pénétré dans l'intérieur le plus profond, et (plus significativement) l'orientation de vastes zones du continent vers les exportations humaines que d'autres interactions positives ont ainsi été exclues.

La proposition ci-dessus peut être mieux appréhendée en faisant quelques comparaisons. Dans une économie donnée, les divers éléments reflètent le bien-être des

autres. Par conséquent, lorsqu'il y a une dépression dans un secteur, cette dépression se transfère invariablement à d'autres dans une certaine mesure. De même, lorsqu'il y a de la vigueur dans un secteur, d'autres en bénéficient. En ce qui concerne les sciences biologiques, on constatera que les étudiants en écologie reconnaissent qu'un seul changement, comme la disparition d'une petite espèce, pourrait déclencher des réactions négatives ou positives dans des sphères qui semblent superficiellement déconnectées. Des parties de l'Afrique laissées «libres» par les tendances à l'exportation des captifs ont dû être affectées par l'énorme dislocation - d'une manière qui n'est pas facile à comprendre, car il s'agit tellement de ce qui aurait pu se passer.

Des questions hypothétiques telles que «ce qui aurait pu se passer si. . . ? ' conduisent parfois à des spéculations absurdes. Mais il est tout à fait légitime et absolument nécessaire de se demander `` ce qui aurait pu se passer dans le Barotseland (sud de la Zambie) s'il n'y avait pas eu de traite d'esclaves généralisée à travers le

toute la ceinture de l'Afrique centrale qui s'étendait immédiatement au nord du Barotseland? ». 'Que se serait-il passé au Buganda si le
Les Katangais se concentraient sur la vente de cuivre aux Baganda plutôt que de captifs aux Européens?

À l'époque coloniale, les Britanniques ont forcé les Africains à chanter

Règle Britannia, Britannia règne sur les vagues
Les Britanniques ne seront jamais jamais des esclaves

Les Britanniques eux-mêmes ont commencé à chanter la mélodie au début du 18e siècle, au plus fort de l'utilisation des Africains comme esclaves. «Quel aurait été le niveau de développement de la Grande-Bretagne si des millions d'entre eux avaient été mis au travail comme esclaves en dehors de leur patrie sur une période de quatre siècles? En outre, en supposant que ces merveilleux compagnons n'auraient jamais pu jamais être des esclaves, on pourrait spéculer davantage sur les

effets probables sur leur développement si l'Europe continentale avait été asservie. Si tel avait été le cas, ses voisins les plus proches auraient été écartés du champ d'échanges fructueux avec la Grande-Bretagne. Après tout, le commerce entre les îles britanniques et des endroits comme la Baltique et la Méditerranée est unanimement considéré par les universitaires comme le premier stimulant de l'économie anglaise à la fin de la période féodale et au début du capitalisme, même avant l'ère de l'expansion à l'étranger.

Une tactique actuellement employée par certains chercheurs européens (y compris américains) est de dire que la traite des esclaves en Europe était sans aucun doute *un mal moral* , mais qu'elle était *économiquement bonne* pour l'Afrique. Ici, l'attention ne sera attirée que très brièvement sur quelques-uns de ces arguments pour indiquer à quel point ils peuvent être ridicules. Un point sur lequel on insiste beaucoup sur le fait que les dirigeants africains et d'autres personnes ont obtenu des produits européens en échange de leurs captifs, et c'est

ainsi que les Africains ont gagné la «richesse». Cette suggestion ne tient pas compte du fait que plusieurs importations européennes concurrençaient et étranglaient les produits africains; il ne tient pas compte du fait qu'aucun de la longue liste d'articles européens n'était du type qui est entré dans le processus de production, mais était plutôt des articles à consommer rapidement ou à ranger inutilement; et il néglige incroyablement le fait que la majorité des importations étaient de la plus mauvaise qualité même en tant que biens de consommation - gin bon marché, poudre à canon bon marché, pots et bouilloires pleines de trous, de perles et d'autres déchets assortis.

Suite à ce qui précède, il est suggéré que certains royaumes africains se sont renforcés économiquement et politiquement en raison du commerce avec les Européens. Les plus grands royaumes d'Afrique de l'Ouest, tels que Oyo, le Bénin, le Dahomey et Asante sont cités en exemple. Oyo et le Bénin étaient

formidables, avant d'entrer en contact avec les Européens, et si le Dahomey et Asante se sont renforcés pendant la période de la traite des esclaves européenne, les racines de leurs réalisations remontent à des années bien antérieures. De plus - et c'est une erreur majeure dans l'argumentation des apologistes de la traite des esclaves - le fait qu'un État africain donné devienne politiquement plus puissant en même temps qu'il se livrait à la vente de captifs aux Européens ne doit pas automatiquement être attribué au crédit de le commerce des esclaves. Une épidémie de choléra peut tuer des milliers de personnes dans un pays et pourtant la population augmente. L'augmentation s'est manifestement produite *en dépit* et non à cause du choléra. Cette logique simple échappe à ceux qui parlent de la traite des esclaves européenne au profit de l'Afrique. La tendance destructrice de la traite des esclaves peut être clairement établie; et, partout où un État a apparemment progressé à l'époque de la traite des esclaves, la conclusion est simplement qu'il l'a fait malgré

les effets néfastes d'un processus plus dommageable que le choléra. C'est le tableau qui se dégage d'une étude détaillée du Dahomey, par exemple, et en dernière analyse, bien que le Dahomey ait fait de son mieux pour se développer politiquement et militairement tout en étant toujours lié à la traite des esclaves, cette forme d'activité économique a gravement sapé sa base économique et c'est bien pire.

Quelques-uns des arguments sur les avantages économiques de la traite européenne des esclaves pour l'Afrique reviennent à dire que l'exportation de millions de captifs était un moyen d'éviter la famine en Afrique! Tenter d'y répondre serait douloureux et prendrait du temps. Mais, peut-être une version un peu plus subtile du même argument nécessite une réponse: à savoir, l'argument selon lequel l'Afrique a gagné parce que, dans le processus du commerce des esclaves, de nouvelles cultures vivrières ont été acquises sur le continent américain et celles-ci sont devenues des produits de base en Afrique. Les cultures en question sont le maïs et le

manioc, qui sont devenus des denrées de base en Afrique à la fin du XIXe siècle et au siècle actuel. Mais la propagation des cultures vivrières est l'un des phénomènes les plus courants de l'histoire de l'humanité. La plupart des cultures provenaient d'un seul des continents, puis le contact social a provoqué leur transfert vers d'autres parties du monde. Le commerce des esclaves n'a pas d'incidence particulière sur la question de savoir si les cultures se répandent - les formes de commerce les plus simples auraient abouti au même résultat. Aujourd'hui, les Italiens ont des aliments de blé (dur) comme les spaghettis et les macaronis comme aliment de base, tandis que la plupart des Européens utilisent la pomme de terre. Les Italiens ont pris l'idée des aliments de type spaghetti des nouilles chinoises après le retour de Marco Polo de voyages là-bas, tandis que l'Europe a adopté la pomme de terre des Indiens d'Amérique. Dans aucun des cas, les Européens n'ont été réduits en esclavage avant de pouvoir recevoir un avantage qui était l'héritage logique de toute

l'humanité, mais il faut dire aux Africains que la traite des esclaves européenne nous a développés en nous apportant du maïs et du manioc.

Tous les points ci-dessus sont tirés de livres et d'articles publiés récemment, fruit de recherches dans les grandes universités britanniques et américaines. Ce ne sont probablement pas les vues les plus courantes, même parmi les savants bourgeois européens, mais elles sont représentatives d'une tendance croissante qui semble susceptible de devenir la nouvelle orthodoxie acceptée dans les pays capitalistes métropolitains; et cela coïncide de manière significative avec la lutte de l'Europe contre la poursuite de la décolonisation de l'Afrique économiquement et mentalement. Dans un sens, il est préférable d'ignorer de telles bêtises et d'isoler notre jeunesse de ses insultes; mais malheureusement, l'un des aspects du sous-développement actuel de l'Afrique est que les éditeurs capitalistes et les universitaires bourgeois dominent la scène et contribuent à façonner les opinions dans le monde entier. C'est pour cette raison

que l'écriture du type qui justifie le commerce des esclaves doit être dénoncée comme une propagande raciste bourgeoise, sans rapport avec la réalité ou la logique. Il ne s’agit pas simplement d’histoire mais de la lutte de libération actuelle en Afrique.

4.2 Stagnation technologique et distorsion de l'économie africaine à l'époque précoloniale.

Il a déjà été indiqué qu'au XVe siècle, la technologie européenne n'était pas totalement supérieure à celle d'autres parties du monde. Certaines caractéristiques spécifiques étaient très avantageuses pour l'Europe, telles que la navigation et (dans une moindre mesure) les armes à feu. Les Européens qui font du commerce avec l'Afrique doivent utiliser des biens de consommation asiatiques et africains, ce qui montre que leur système de production n'est pas absolument supérieur. Il est particulièrement frappant qu'au cours des premiers siècles de commerce, les Européens comptaient fortement sur les tissus indiens pour la revente en

Afrique, et ils achetaient également des tissus sur plusieurs parties de la côte ouest-africaine pour les revendre ailleurs. Le Maroc, la Mauritanie, la Sénégambie, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Yorubaland et Loango étaient tous des exportateurs vers d'autres régions d'Afrique - par l'intermédiaire d'intermédiaires européens. Pourtant, au moment où l'Afrique est entrée dans l'ère coloniale, elle se concentrait presque entièrement sur l'exportation de coton brut et l'importation de tissus de coton manufacturés. Ce renversement remarquable est lié à l'avancée technologique en Europe et à la stagnation de la technologie en Afrique en raison même du commerce avec l'Europe.

La fabrication du tissu dans le monde est passée par une étape de métiers à main et de production artisanale à petite échelle. Jusqu'au XVIe siècle, c'était le modèle général en Afrique, en Asie et en Europe: les fabricants de tissus asiatiques étant les plus qualifiés au monde. L'Inde est l'exemple classique où les Britanniques ont

utilisé tous les moyens à leur disposition pour tuer l'industrie du tissu, de sorte que le tissu britannique puisse être commercialisé partout, y compris à l'intérieur même de l'Inde. En Afrique, la situation n’était pas aussi claire et n’exigeait pas non plus autant d’efforts conscients de la part des Européens pour détruire la fabrication de tissus africains, mais la tendance était la même. L'Europe a bénéficié technologiquement de ses contacts commerciaux extérieurs, tandis que l'Afrique a échoué ou a en fait perdu. Des inventions et innovations vitales sont apparues en Angleterre à la fin du XVIIIe siècle, après le réinvestissement des bénéfices du commerce extérieur. En effet, le nouveau mécanisme représentait l'investissement du capital primaire accumulé à partir du commerce et de l'esclavage. Le commerce africain et indien a renforcé l'industrie britannique, qui à son tour a écrasé toute industrie qui existait dans ce qu'on appelle maintenant les pays «sous-développés».

La demande africaine de tissu augmentait rapidement aux XVe, XVIe et XVIIe siècles, de sorte qu'il y avait un marché pour tous les tissus produits localement ainsi qu'une marge pour les importations en provenance d'Europe et d'Asie. Mais, dirigée par une classe capitaliste acquisitive, l'industrie européenne a augmenté sa capacité à produire à grande échelle en exploitant l'énergie du vent, de l'eau et du charbon. L'industrie européenne du tissu a pu copier des modèles indiens et africains à la mode, et finalement les remplacer. En partie en établissant une mainmise sur la distribution de tissu autour des côtes de l'Afrique, et en partie en submergeant les produits africains en important du tissu en vrac, les commerçants européens ont finalement réussi à mettre fin à l'expansion de la fabrication africaine de tissu.

Il existe de nombreux facteurs sociaux variés qui se combinent pour déterminer à quel moment une société passe de la technologie artisanale à petite échelle à l'équipement conçu pour exploiter la nature afin que le

travail devienne plus efficace. L'un des principaux facteurs est l'existence d'une demande pour plus de produits que ce qui peut être fabriqué à la main, de sorte que la technologie est appelée à répondre à un besoin social certain, comme celui des vêtements. Lorsque le tissu européen est devenu dominant sur le marché africain, cela signifie que les producteurs africains ont été coupés de la demande croissante. Les artisans ont soit abandonné leurs tâches face au tissu européen disponible à bas prix, soit ils ont continué sur les mêmes petits instruments travaillés à la main pour créer des styles et des pièces pour des marchés localisés. Par conséquent, il y a eu ce que l'on peut appeler un «arrêt technologique» ou une stagnation, et dans certains cas une régression réelle, puisque les gens ont oublié même la simple technique de leurs ancêtres. L'abandon de la fonte traditionnelle du fer dans la plupart des régions d'Afrique est probablement l'exemple le plus important de régression technologique.

Le développement signifie une capacité de croissance autonome. Cela signifie qu'une économie doit enregistrer des progrès qui, à leur tour, favoriseront de nouveaux progrès. La perte d'industrie et de compétence en Afrique était extrêmement faible, si nous la mesurons du point de vue des réalisations scientifiques modernes ou même selon les normes de l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle. Cependant, il ne faut pas oublier qu'être retenu à une étape signifie qu'il est impossible de passer à une étape ultérieure. Lorsqu'une personne a été forcée de quitter l'école après seulement deux ans d'enseignement primaire, ce n'est pas une réflexion sur elle qu'elle est académiquement et intellectuellement moins développée qu'une personne qui a eu la possibilité d'être scolarisée jusqu'au niveau universitaire. Ce que l'Afrique a connu au cours des premiers siècles de commerce était précisément une perte de *possibilités* de développement , et c'est de la plus haute importance.

L'une des caractéristiques associées au progrès technologique est un esprit de recherche scientifique

étroitement lié au processus de production. Cela conduit à l'inventivité et à l'innovation. Pendant la période de développement capitaliste en Europe, c'était bien le cas, et les historiens ont beaucoup insisté sur l'esprit d'inventivité des Anglais au XVIIIe siècle. Les sociétés socialistes ne laissent pas les inventions uniquement au hasard ou à la chance - elles cultivent activement des tendances à l'innovation. Par exemple, en République démocratique allemande, les jeunes ont créé une «Foire des jeunes innovateurs» en 1958, faisant appel à la créativité intellectuelle de la jeunesse socialiste, de sorte qu'en l'espace de dix ans, plus de 2 000 nouvelles inventions ont été présentées à cette foire. Le lien entre l'Afrique et l'Europe à partir du XVe siècle a servi à bloquer cet esprit d'innovation technologique à la fois directement et indirectement.

La traite européenne des esclaves a été un blocage direct, en supprimant des millions de jeunes et de jeunes adultes qui sont les humains: des agents dont jaillit l'inventivité. Ceux qui sont restés dans les zones

durement touchées par la capture au slavec se préoccupaient de leur liberté plutôt que de l'amélioration de la production. En outre, même l'Africain le plus achalandé d'Afrique de l'Ouest, du Centre ou de l'Est était plus concerné par le commerce que par la production, en raison de la nature des contacts avec l'Europe; et cette situation n’est pas propice à l’introduction de progrès technologiques. Les groupes les plus dynamiques sur une grande partie de l'Afrique se sont associés au commerce extérieur - notamment les intermédiaires afro-portugais de Haute Guinée, les commerçantes Akan, les commerçants Aro du golfe du Biafra, les mulâtres d'Angola, les commerçants Yao de Le Mozambique et les Swahili et Wanyamwezi d'Afrique de l'Est. Le commerce qu'ils exerçaient concernait des produits d'exportation comme les captifs et l'ivoire qui ne nécessitaient pas l'invention de machines. En dehors de cela, ils étaient des agents de distribution des importations européennes.

Lorsque la Grande-Bretagne était la première puissance économique mondiale, on l'appelait autrefois une nation de commerçants: mais la plupart des marchandises dans leurs magasins étaient produites par elles-mêmes, et c'est en luttant contre les problèmes posés par la production que leurs ingénieurs ont trouvé. tant d'inventions. En Afrique, les groupes commerciaux ne pouvaient apporter aucune contribution à l'amélioration technologique parce que leur rôle et leur préoccupation éloignaient leur esprit et leur énergie de la production.

Outre l'inventivité, nous devons également considérer l'emprunt de technologie. Lorsqu'une société, pour quelque raison que ce soit, se retrouve technologiquement à la traîne des autres, elle ne rattrape pas tant les inventions indépendantes que les emprunts. En effet, très peu de découvertes scientifiques majeures de l'homme ont été découvertes séparément à différents endroits par des personnes différentes. Une fois qu'un principe ou un outil est connu, il se propage ou se diffuse à d'autres peuples. Pourquoi alors la technologie

européenne n'a-t-elle pas réussi à pénétrer l'Afrique au cours des nombreux siècles de contact entre les deux continents? La raison fondamentale est que la nature même du commerce afro-européen était très défavorable au mouvement d'idées et de techniques positives du système capitaliste européen vers le système de production pré-capitaliste africain (communal, féodal et pré-féodal).

La seule société non européenne qui a effectivement emprunté à l'Europe et est devenue capitaliste est celle du Japon. Le Japon était déjà une société féodale très développée évoluant vers ses propres formes capitalistes au XIXe siècle. Son peuple n'était ni asservi ni colonisé par l'Europe, et ses relations commerciales extérieures étaient très avantageuses. Par exemple, les fabricants de textiles japonais ont été stimulés par leur propre marché intérieur en pleine croissance et certains à l'étranger en Asie et en Europe. Dans ces circonstances, la jeune classe capitaliste japonaise (y compris de nombreux anciens propriétaires terriens féodaux) a emprunté la technologie

à l'Europe et l'a domestiquée avec succès avant la fin du XIXe siècle. L' utilisation de cet exemple venant de l'extérieur de l'Afrique vise à souligner que pour que l'Afrique ait reçu la technologie européenne, la demande aurait dû provenir de l'intérieur de l'Afrique - et très probablement d'une classe ou d'un groupe qui a vu des bénéfices dans la nouvelle technologie. Il doit y avoir à la fois une volonté de la part des Européens de transférer des technologies et des structures socio-économiques africaines capables d'utiliser cette technologie et de l'intérioriser.

La chasse aux éléphants ou aux captifs n'induit généralement pas en Afrique une demande pour une technologie autre que les armes à feu. Les lignes d'activité économique liées au commerce extérieur étaient soit destructrices comme l'esclavage, ou au mieux purement extractives, comme la chasse à l'ivoire et la coupe des arbres de camwood. Il n'y a donc aucune raison de vouloir faire appel aux compétences européennes. Les économies africaines auraient eu peu

de place pour de telles compétences à moins que les types négatifs d'exportations ne soient complètement arrêtés. Un fait remarquable qui est rarement mis en lumière est que plusieurs dirigeants africains dans différentes parties du continent ont vu la situation clairement et ont recherché la technologie européenne pour le développement interne, qui était censée remplacer le commerce des esclaves.

Les Européens ont délibérément ignoré ces demandes africaines voulant que l'Europe mette certaines compétences et techniques à leur disposition. C'était un élément de la situation kongo du début du XVIe siècle, qui a déjà été mentionné. Cela s'est produit en Éthiopie également, bien qu'en Éthiopie aucun commerce de captifs n'ait été établi avec les Européens. Une ambassade portugaise atteignit la cour éthiopienne en 1520. Après avoir examiné les épées, mousquets, vêtements, livres et autres objets portugais , l'empereur Lebna Dengel ressentit le besoin d'introduire les connaissances techniques européennes en Ethiopie. Une

correspondance existe entre l'empereur et des dirigeants européens tels que les rois Manuel I et Jean III du Portugal et le pape Léon X, dans laquelle des demandes d'assistance européenne à l'industrie éthiopienne ont été faites. Jusqu'à la fin du 19e siècle, en Ethiopie, les pétitions à cet effet étaient répétées avec peu ou pas de succès.

Dans la première moitié du XVIIIe siècle, il y avait deux autres exemples de dirigeants africains appréciant la technologie européenne et affirmant leur préférence pour les compétences et non pour les navires négriers. Quand Agaja Trudo du Dahomey a cherché à arrêter le commerce des captifs, il a lancé un appel aux artisans européens, et il a envoyé un ambassadeur à Londres à cette fin. Un Européen qui est resté à la cour du Dahomey à la fin des années 1720 a déclaré à ses compatriotes que «si un tailleur, un charpentier, un forgeron ou tout autre type d'homme blanc libre est disposé à venir ici, il trouvera de très bons encouragements». L'Asantehene, Opoku Ware (1720-

1750), a également demandé aux Européens de créer des usines et des distilleries à Asante, mais il n'a obtenu aucune réponse.

Compte tenu de l'histoire du Japon, il convient de noter que les premières demandes d'assistance technique provenaient des empires éthiopien et kongo, qui au XVIe siècle se situaient à un niveau sans doute comparable à la plupart des États féodaux européens, à l'exception importante n'avait pas produit les graines du capitalisme. Au XVIIIe siècle, les grands États africains du Dahomey et d'Asante devinrent importants. Ils étaient sortis du stade communal et avaient une stratification de classe quelque peu féodale avec une spécialisation dans de nombreuses activités telles que le travail de l'or, du fer et du tissu. La société Asante sous Opoku Ware avait déjà montré une capacité à rechercher des innovations, en se *donnant* la peine de prendre la soie importée et de la démêler pour combiner les fils de soie avec du coton pour faire le fameux tissu *kente* . En d'autres termes, ces sociétés africaines n'auraient eu aucune difficulté à maîtriser les

compétences techniques européennes et à combler le fossé assez étroit qui existait entre elles et l'Europe à cette époque.

Bien dans le 19ème siècle, l'Europe a montré la même indifférence aux demandes d'assistance pratique de l'Afrique, bien qu'à cette époque, les dirigeants africains et les capitalistes européens parlaient de remplacer la traite des esclaves. Au début du 19e siècle, un roi de Calabar (dans l'est du Nigéria) a écrit aux Britanniques pour demander une raffinerie de sucre; tandis que vers 1804, le roi Adandozan du Dahomey a eu l'audace de demander une usine d'armes à feu! À cette date, de nombreuses régions de l'Afrique de l'Ouest entraient en guerre contre les armes à feu et la poudre à canon européennes. Un dicton a grandi au Dahomey selon lequel «Celui qui fabrique la poudre gagne la guerre», ce qui était une reconnaissance clairvoyante que les Africains étaient tenus de tomber devant la supériorité des Européens dans le domaine de la technologie des armements. Bien entendu, les Européens étaient

également pleinement conscients que leur technologie des armes était décisive, et il n’y avait pas la moindre chance qu’ils acceptent d’apprendre aux Africains à fabriquer des armes à feu et des munitions.

Les circonstances du commerce africain avec l'Europe n'étaient pas favorables à la création d'une demande africaine cohérente de technologies pertinentes pour le développement; et lorsque cette demande a été soulevée, elle a été ignorée ou rejetée par les capitalistes. Après tout, il n'aurait pas été dans l'intérêt du capitalisme de développer l'Afrique. Plus récemment, les capitalistes occidentaux avaient refusé de construire le barrage de la Volta pour le Ghana sous Kwame Nkrumah, jusqu'à ce qu'ils se rendent compte que les Tchécoslovaques feraient le travail; ils ont refusé de construire le barrage d'Assouan pour l'Égypte, et l'Union soviétique a dû venir à la rescousse; et dans une situation similaire, ils ont placé des obstacles sur la voie de la construction d'un chemin de fer entre la Tanzanie et la Zambie, et c'est l'État socialiste de Chine qui est

intervenu pour exprimer de manière pratique sa solidarité avec les paysans et les travailleurs africains. Mettre toute la question dans une perspective historique nous permet de voir que le capitalisme a toujours découragé l'évolution technologique en Afrique et bloque l'accès de l'Afrique à sa propre technologie. Comme on le verra dans une section ultérieure, le capitalisme n'a introduit en Afrique que les aspects limités de sa culture matérielle qui étaient essentiels à une exploitation plus efficace, mais la tendance générale a été pour le capitalisme de sous-développer l'Afrique dans la technologie.

La traite européenne des esclaves et la traite à l'étranger en général ont eu ce que l'on appelle des «effets multiplicateurs» sur le développement de l'Europe dans un sens très positif. Cela signifie que les avantages des contacts étrangers se sont étendus à de nombreux domaines de la vie européenne qui ne sont pas directement liés au commerce extérieur, et que la société dans son ensemble était mieux équipée pour son propre

développement interne. Le contraire était vrai pour l'Afrique non seulement dans le domaine crucial de la technologie, mais aussi en ce qui concerne la taille et le but de chaque économie en Afrique. Dans le cadre des processus normaux d'évolution, une économie grossit régulièrement de sorte qu'après un certain temps, deux économies voisines fusionnent en une seule. C'est précisément ainsi que des économies nationales ont été créées dans les États d'Europe occidentale grâce à la combinaison graduelle de ce qui était autrefois des économies provinciales distinctes. Le commerce avec l'Afrique a en fait aidé l'Europe à rapprocher plus étroitement les différentes économies nationales, mais en Afrique, il y a eu des perturbations et une désintégration au niveau local. En même temps, chaque économie locale a cessé de s'orienter exclusivement ou même principalement vers la satisfaction des besoins de ses habitants; et (que les Africains le reconnaissent ou non) leur effort économique a servi des intérêts extérieurs et les a rendus dépendants des forces

extérieures basées en Europe occidentale. De cette manière, l'économie africaine prise dans son ensemble a été détournée de sa ligne de développement antérieure et s'est déformée.

Il est désormais de notoriété publique que l'une des principales raisons pour lesquelles une véritable industrialisation ne peut être facilement réalisée en Afrique aujourd'hui est que le marché des produits manufacturés dans un seul pays africain est trop petit et qu'il n'y a pas d'intégration des marchés dans de vastes zones de Afrique. Le type de relation que l'Afrique entretient avec l'Europe depuis le tout début a évolué dans une direction opposée à l'intégration des économies locales. Certains liens interterritoriaux établis sur le continent ont été rompus après le XVe siècle en raison du commerce européen. Plusieurs exemples sont apparus sur la côte ouest-africaine jusqu'à l'Angola, car dans ces régions, le commerce européen était le plus volumineux et les écrits qui subsistaient sont également plus étendus.

Lorsque les Portugais sont arrivés dans la région du Ghana moderne dans les années 1470, ils avaient peu de marchandises à offrir aux habitants en échange de l'or convoité par l'Europe. Cependant, ils ont pu transborder du Bénin au Nigéria des fournitures de tissus de coton, de perles et d'esclaves, qui étaient vendables sur la «Gold Coast». Les Portugais répondaient à une demande donnée sur la «Gold Coast», de sorte qu'un commerce antérieur devait exister entre les Béninois et ceux de la «Gold Coast», notamment les Akan. Les Akan étaient des producteurs d'or et les Béninois étaient des artisans spécialisés qui disposaient d'un surplus de tissu et de perles qu'ils fabriquaient eux-mêmes. En tant qu'État expansionniste avec une grande armée, le Bénin avait également accès aux prisonniers de guerre, tandis que les Akan semblaient préoccupés par la construction de leur propre population et de leur main-d'œuvre, de sorte que ces derniers ont acquis des captives du Bénin et les ont rapidement intégrées comme épouses. Lorsque les Portugais sont intervenus dans cet échange, il était

subordonné aux intérêts du commerce européen. Dès que le Portugal et les autres nations européennes disposaient de biens suffisants pour ne pas dépendre de la réexportation de certaines matières premières du Bénin, il ne restait plus que les liens entre la `` Gold Coast '' et l'Europe d'une part et entre le Bénin. et l'Europe de l'autre.

Probablement, les produits du Bénin avaient atteint la «Gold Coast» par les ruisseaux derrière la côte de ce qui est aujourd'hui le Dahomey et le Togo. Par conséquent, il aurait été plus pratique que les Européens établissent une liaison directe à travers la mer ouverte. Comme indiqué précédemment, la supériorité des Européens en mer était de la plus grande valeur stratégique, de même que leur capacité d'organisation. Cela a été illustré à plusieurs endroits, à commencer par le Maghreb et la Mauritanie. Après que les Portugais aient pris le contrôle de la côte atlantique de l'Afrique du Nord-Ouest, ils ont pu obtenir des chevaux, des articles en laine et des perles, qu'ils ont expédiés plus au sud en Afrique de

l'Ouest pour de l'or et des esclaves; Jusqu'au début du XVIe siècle, l'article le plus important apporté par les Portugais pour le commerce en Sénégambie était le cheval. En échange d'un cheval, ils reçurent jusqu'à quinze captifs. Les lainages et les perles nord-africains ont également été utilisés par les Portugais pour acheter de l'or sur le fleuve Gambie et aussi loin au sud que la Sierra Leone.

Il convient de rappeler que le Soudan occidental avait des liens avec la côte ouest-africaine et avec l'Afrique du Nord. Bien avant l'arrivée des Européens, les chevaux quittaient l'Afrique du Nord pour être croisés avec des souches locales d'Afrique de l'Ouest. Bien avant l'arrivée des Européens, les Arabes et les Maurétaniens se sont rendus sur le fleuve Sénégal et plus au sud pour rencontrer les commerçants Mandinga Djola et leur remettre des produits tels que des perles fabriquées à Ceuta et du tissu filé à partir de la laine de mouton nord-africain. Avec l'avantage de la rapidité du transport maritime par rapport à la voie terrestre à travers le

désert, les Portugais rompaient en effet l'intégration économique de la région. Comme pour l'exemple Bénin / Akan, le point à noter est qu'après que les Portugais sont devenus des intermédiaires, ils ont eu l'opportunité de développer un nouveau modèle commercial par lequel l'Afrique du Nord-Ouest et l'Afrique de l'Ouest se tournaient vers l'Europe et s'oubliaient.

Une situation similaire s'est produite sur la côte de la Haute-Guinée, et cette fois l'exploitation européenne a été aidée par la présence de colons blancs dans les îles du Cap-Vert. Les colons portugais et capverdiens ont fait irruption dans le modèle du commerce local de la Haute-Guinée depuis les années 1470. Ils sont intervenus dans les transferts de coton brut et de teinture indigo d'une communauté africaine à une autre, et les colons capverdiens ont créé une industrie cotonnière et de fabrication de coton florissante. Ils utilisaient la main-d'œuvre et les techniques du continent et exportaient les produits finis sur toute la longueur de la côte jusqu'à Accra.

Les Portugais ont également repris le commerce des cauris dans le Kongo et ses îles au large, le commerce du sel le long de la côte angolaise et le commerce de tissus de palme de haute qualité entre le nord et le sud de l'Angola. Dans certains cas, ils ont acquis une position dominante non seulement en raison de leurs navires et de leurs compétences commerciales, mais aussi grâce à l'utilisation de la force - à condition qu'ils opéraient sur la côte et pouvaient utiliser leurs canons. En Afrique de l'Est, par exemple, les Portugais ont utilisé la violence pour capturer le commerce des Arabes et des Swahili. La perturbation du commerce africain entre la «Côte d'Ivoire» et la «Côte d'or» a suivi ce schéma. Un fort commerce de pirogues côtières existait entre ces deux régions, les habitants du cap Lahou (Côte d'Ivoire moderne) naviguant au-delà du cap Three Points pour vendre leur tissu aussi loin à l'est qu'Accra. Les Portugais ont érigé un fort à Axim près du cap Trois Poínts pour servir le commerce de l'or avec l'arrière-pays; et l'une de ses fonctions était de couper le commerce côtier est-

ouest africain. Ils ont interdit aux habitants d'Axim de se rendre au cap Lahou, et ils ont empêché les canoës de «Côte d'Ivoire» de se rendre à l'est au-delà d'Axim. L'objectif était évidemment de séparer les deux zones des entités économiques exclusivement liées à l'Europe.

Le commerce africain susmentionné s'est avéré avoir des racines. Les Néerlandais trouvèrent que cela continuait quand ils prirent le contrôle d'Axim en 1637. Les serviteurs de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales qui opérait sur la «Gold Coast» voulaient mettre un terme complet au commerce africain; et quand cela n'a pas été réalisé, ils ont essayé de forcer les gens de la «Côte d'Ivoire» à acheter une certaine quantité de marchandises hollandaises. Les Néerlandais ont décidé que chaque canotier Axim se rendant au cap Lahou devait transporter des marchandises hollandaises d'une valeur d'au moins 4 onces d'or. Le but était de convertir un échange purement interafricain en un commerce européen / africain.

Ce qui était doublement préjudiciable aux tentatives africaines d'intégration de leurs propres économies était le fait que lorsque les Européens sont devenus des intermédiaires dans les réseaux commerciaux locaux, ils l'ont fait principalement pour faciliter l'extraction des captifs, et ainsi subordonné l'ensemble de l'économie à la traite des esclaves européenne. En Haute-Guinée et dans les îles du Cap-Vert, le

Les Portugais et leurs descendants mulâtres se sont engagés dans une grande variété d'échanges impliquant du coton, des teintures, des noix de kola et des produits européens. Le but de tout cela était de remplir les cales des navires négriers. Au Congo et en Angola, le même tableau se dégage. Le sel, les coquilles de cauris et le tissu de palme qui sont venus entre les mains des Portugais compensaient leur pénurie de marchandises commerciales et servaient à acheter des captifs sur différentes parties de la côte et au plus profond de l'intérieur.

L'élément de subordination et de dépendance est crucial pour comprendre le sous-développement africain aujourd'hui, et ses racines remontent loin dans l'ère du commerce international. Il est également intéressant de noter qu'il existe un type d'intégration fausse ou pseudo qui est un camouflage de la dépendance. À l'époque contemporaine, il prend la forme de zones de libre-échange dans les régions autrefois colonisées du monde. Ces zones de libre-échange sont conçues sur mesure pour la pénétration des multinationales. À partir du XVe siècle, la pseudo intégration apparaît sous la forme de l'imbrication des économies africaines sur de longues distances

la côte, afin de permettre le passage des captifs humains et de l'ivoire d'un point donné à l'intérieur des terres vers un port donné de l'Atlantique ou de l'océan Indien. Par exemple, des captifs ont été déplacés du Congo via ce qui est maintenant la Zambie et le Malawi vers le Mozambique, où les Portugais, les Arabes ou les Français les acheteurs les ont repris. Il ne s’agit pas d’une véritable intégration des économies des territoires africains concernés. Ce commerce ne représentait que l'ampleur de la pénétration étrangère, étouffant ainsi les échanges locaux.

Le commerce de l'or ouest-africain n'a pas été détruit, mais il est devenu directement dépendant des acheteurs européens en étant détourné des routes vers le nord à travers le Sahara. Dans la ceinture de savane du Soudan occidental, le commerce de l'or transsaharien avait nourri l'une des zones politiques les plus développées de toute l'Afrique à partir du 5ème siècle. Mais il était plus

commode pour l'Europe d'obtenir son or sur la côte ouest que par l'intermédiaire d'intermédiaires nord-africains, et il reste à spéculer sur ce qui aurait pu se passer au Soudan occidental s'il y avait eu une augmentation régulière du commerce de l'or au cours du 17. et 18e siècles. Néanmoins, il y a quelque chose à dire en faveur du commerce africain avec l'Europe pour ce produit particulier. La production d'or impliquait l'exploitation minière et un système ordonné de distribution en Afrique. Le pays Akan et certaines parties du Zimbabwe et du Mozambique ont maintenu des systèmes socio-politiques florissants jusqu'au 19e siècle, en grande partie à cause de la production d'or.

Certains avantages découlent également de l'exportation de l'ivoire. La recherche de l'ivoire est devenue à un moment ou à un autre l'activité la plus importante de plusieurs sociétés est-africaines, parfois en combinaison avec le commerce des captifs. Les Wanyamwezi de Tanzanie étaient les commerçants les plus connus de l'Afrique de l'Est - acquérant leur réputation en

transportant des marchandises sur des centaines de kilomètres entre le lac Tanganyika et l'océan Indien. Lorsque les Wanyamwezi ont porté leur attention sur l'exportation de l'ivoire, cela a déclenché d'autres développements bénéfiques, tels que l'augmentation du commerce de houes, de nourriture et de sel entre eux et leurs voisins.

Pourtant, l'ivoire était un bien qui s'épuisait rapidement dans une région donnée, et la lutte pour obtenir de nouveaux approvisionnements pouvait conduire à une violence comparable à celle qui accompagnait la recherche de captifs humains. En outre, la limitation la plus décisive du commerce de l'ivoire était le fait qu'il ne se développait pas logiquement à partir des besoins locaux et de la production locale. De grandes quantités d'ivoire n'étaient requises par aucune société en Afrique, et aucune société africaine ne s'est tournée vers la chasse à l'éléphant et la collecte d'ivoire à grande échelle jusqu'à ce que la demande vienne d'Europe ou d'Asie. Toute société africaine qui prenait au sérieux les exportations

d'ivoire, devait alors restructurer son économie pour assurer le succès du commerce de l'ivoire. Cela a conduit à son tour à une dépendance excessive et indésirable vis-à-vis du marché étranger et d'une économie extérieure. Il pourrait y avoir une croissance du volume du commerce et une augmentation de certains effets secondaires positifs, mais il y avait une diminution de la capacité à atteindre l'indépendance économique et le progrès social autosuffisant. En outre, il faut toujours garder à l'esprit l'opposé dialectique du commerce en Afrique: à savoir la production en Europe ou en Amérique sous contrôle européen. Les quelques sous-produits socialement souhaitables de la chasse à l'éléphant en Afrique étaient les aliments pour poulets par rapport aux bénéfices, à la technologie et aux compétences associées au produit en Europe. De cette manière, le fossé entre l'Afrique et l'Europe ne cessait de se creuser; et c'est sur la base de cet écart que nous arrivons au développement et au sous-développement.

4.3 Développements politico-militaires continus en Afrique, - 1500 à 1885.

Les historiens nationalistes africains modernes soulignent à juste titre que l'Afrique avait un passé significatif bien avant l'arrivée des Européens. Ils soulignent également que les Africains ont fait leur propre histoire longtemps après être entrés en contact avec l'Europe, voire jusqu'à la période de colonisation. Cette approche centrée sur l'Afrique du passé du continent est tout à fait compatible avec celle qui met également l'accent sur le rôle transformateur des forces extérieures, telles que le commerce à l'étranger des esclaves, de l'or, de l'ivoire, etc. trois facteurs:

(a) L'impact extérieur (et principalement européen) jusqu'en 1885 a été très inégal en termes géographiques, les côtes étant évidemment plus exposées.

b) Le commerce avec les Européens a affecté différents aspects de la vie africaine à des degrés divers, l’appareil politique, militaire et idéologique n’ayant pratiquement pas été touché.

c) Les caractéristiques dynamiques de l'évolution et du développement de l'Afrique indépendante (comme illustré au chapitre 2) ont continué à fonctionner après 1500.

On a déjà fait valoir qu’il serait trompeur d’essayer de compartimenter l’Afrique entre des zones touchées par la traite des esclaves et celles qui ne l’étaient pas, car le continent dans son ensemble devait en supporter les coûts. Cependant, pour les besoins actuels, il suffit de faire la distinction grossière entre les parties de l'Afrique qui ont été directement prises dans les activités européennes et celles qui, en apparence, se sont poursuivies de manière traditionnelle.

Les développements se sont poursuivis dans certaines régions comme le sud de l'Afrique centrale, parce que la population y était libre de suivre un chemin dicté par l'interaction entre les peuples africains et l'environnement africain dans les localités particulières. En outre, il y a eu des réalisations même dans les sociétés soumises au plus lourd bombardement de l'esclavage. Le commerce des esclaves a conduit à la domination commerciale de l'Afrique par l'Europe, dans le cadre du commerce international. Dans de très rares cas, les Européens ont réussi à déplacer les autorités politiques africaines dans les différents systèmes sociaux. Ainsi, les États africains en contact étroit avec l'Europe à l'époque précoloniale avaient néanmoins une marge de manœuvre politique, et leur évolution pouvait et continuait.

La conquête militaire de l'Afrique attendait les années de la ruée impérialiste. Au cours des siècles précoloniaux de contact avec l'Europe, des armées africaines existaient, avec toutes les implications sociopolitiques qui

s'attachent à un secteur armé dans la société. Tout aussi important était le fait que les importations directes; d'Europe dans les sphères culturelle et idéologique étaient pratiquement nulles. Le christianisme a tenté de manière sporadique et ambivalente d'avoir un impact sur certaines parties du continent. Mais la plupart des quelques missionnaires dans des endroits comme le Congo, l'Angola et la Haute-Guinée se sont concentrés sur la bénédiction des Africains alors qu'ils étaient sur le point d'être lancés à travers l'Atlantique dans l'esclavage. Dans l'état actuel des choses, le christianisme n'a continué qu'en Éthiopie, où il avait des racines autochtones. Ailleurs, l'islam et d'autres religions prospéraient qui n'avaient rien à voir avec le commerce européen. Comme auparavant, la religion a continué à agir comme un élément de la superstructure, ce qui était crucial dans le développement de l'État.

Tant qu'il y a un pouvoir politique, tant que les gens peuvent être mobilisés pour utiliser des armes, et tant que la société a la possibilité de définir sa propre

idéologie, culture, etc., alors les gens de cette société ont un certain contrôle sur les leurs. destins, malgré des contraintes telles que celles imposées lorsque le continent africain a glissé en orbite en tant que satellite de l'Europe capitaliste. Après tout, bien que le développement historique soit inséparable des conditions matérielles et de l'état de la technologie, il est également partiellement contrôlé par la conscience d'un peuple à différents stades. Cela fait partie de l'interdépendance de la base et de la superstructure évoquée au départ.

La révolution est l'apparence la plus dramatique d'un peuple ou d'une classe consciente sur la scène de l'histoire; mais, dans une plus ou moins grande mesure, la classe dirigeante de toute société est toujours engagée dans le processus de développement en tant qu'instruments conscients du changement ou du conservatisme. L'attention dans cette section sera concentrée sur la sphère politique et son compagnon de

puissance, l'armée. Dans ces domaines, les Africains ont pu exceller même face à la traite des esclaves.

Le développement politico-militaire en Afrique de 1500 à 1885 signifiait que les collectifs sociaux africains étaient devenus plus capables de défendre les intérêts de leurs membres, par opposition aux intérêts des personnes extérieures à la communauté donnée. Cela signifiait également que l'individu dans un État politiquement mûr et militairement fort serait libre de toute menace externe d'éloignement physique. Il aurait plus d'occasions d'appliquer ses propres compétences dans des domaines aussi diversifiés que la petite joaillerie et le bronzage, sous la protection de l'État. Il pourrait également utiliser sa créativité et son inventivité pour affiner la religion de son peuple, ou pour élaborer une constitution plus gérable, ou pour contribuer à de nouvelles techniques de guerre, ou pour faire progresser l'agriculture et le commerce. Bien sûr, il est également vrai que les bénéfices de toutes ces contributions sont allés principalement à une petite partie de la société africaine,

à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de l'esclavage; car, avec le recul du communautarisme, le principe de la distribution égalitaire a été ignoré. Ces différents points peuvent être illustrés par des exemples historiques concrets tirés de tout le continent pendant la période précoloniale en question.

a) Les Yoruba

Dans une discussion précédente, l'État Yoruba d'Oyo était simplement répertorié comme l'un des représentants les plus remarquables du développement africain jusqu'à la veille de l'arrivée de l'Europe au XVe siècle. Les réalisations artistiques remarquables d'Oyo aux XIVe et XVe siècles, de son état de vie d'origine et de l'état connexe du Bénin ont été bien étudiées, en raison de la préservation des sculptures en ivoire, en terre cuite et en bronze. Il est clair que les premiers bronzes étaient les meilleurs et qu'il y avait une détérioration de l'exécution et de la sensibilité du XVIe au XVIIIe siècle.

Cependant, politiquement, des États comme Oyo et le Bénin ont continué à prospérer pendant très longtemps après l'arrivée des Européens sur la côte ouest-africaine. Étant donné qu'Oyo et le peuple Yoruba se trouvaient dans une zone intensive de traite des esclaves, leur sort entre 1500 et 1885 est d'une importance considérable.

Le royaume d'Oyo est resté assez clair de toute implication dans le commerce des esclaves jusqu'à la fin du 18e siècle. Au lieu de cela, sa population s'est concentrée sur la production et le commerce locaux, ainsi que sur la consolidation et l'expansion du commerce. En effet, bien que le noyau du royaume d'Oyo ait déjà été établi au XVe siècle, c'est au cours des trois siècles suivants qu'il s'est développé pour prendre le contrôle de la majeure partie de ce que l'on a appelé plus tard le Nigeria occidental, de grandes zones au nord du fleuve Niger et du tout ce qui est maintenant le Dahomey. En fait, c'était un empire, gouverné par un *Alafin* en conjonction avec une aristocratie. C'est aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles que se cristallisent les subtils mécanismes

constitutionnels qui règlent les relations entre les Alafin et ses principaux sujets et entre la capitale et les provinces.

Dans la mesure où Oyo avait un intérêt pour la côte, c'était comme un débouché plus pour le tissu que pour les esclaves. Étant à une certaine distance à l'intérieur des terres, les Yoruba d'Oyo se sont concentrés sur les relations avec l'arrière-pays, se connectant ainsi à la zone commerciale du Soudan occidental. C'est du Nord qu'Oyo a obtenu les chevaux qui faisaient craindre et respecter ses armées. Oyo est un excellent exemple de ce développement africain qui avait ses racines Jeep dans le passé, dans les contradictions entre l'homme et l'environnement. Son peuple a continué à se développer sur la base de forces qu'il ne manipulait pas consciemment, ainsi que par l'utilisation délibérée de techniques politiques.

Au début du 19ème siècle, Oyo et Yorubaland en général ont commencé à exporter des captifs en nombre

considérable. Ils ont été obtenus en partie par des campagnes militaires en dehors du Yorubaland, mais également par le biais du proxénétisme local. Le proxénétisme local des esclaves impliquait des enlèvements, des raids armés, de l'incertitude et de la désunion. Ces caractéristiques, associées à des tensions constitutionnelles internes et à une menace extérieure du Nord islamique, ont entraîné la chute de l'empire Oyo vers 1830. La célèbre maison ancestrale yoruba d'Ife a également été spoliée et ses citoyens se sont transformés en réfugiés, en raison de querelles entre les Yoruba sur les enlèvements en vue de les vendre en esclavage.

Mais c'est un témoignage du niveau de développement de cette partie de l'Afrique que, en quelques années, les habitants ont pu reconstruire de nouveaux états politiques: notamment ceux de New Oyo, Ibadan, Ijaye, Abeokuta et Ijebu - chacun centré sur une ville, et avec suffisamment de terres pour une agriculture réussie. Jusqu'à ce que les Britanniques arrivent pour imposer gentiment «l'ordre» au Nigéria, les Yoruba ont continué à

expérimenter diverses formes politiques, en mettant fortement l'accent sur l'armée et en restant fidèles à la religion de leurs ancêtres.

Conscients des frontières territoriales, les habitants et les dirigeants d'un État donné sont invariablement impliqués dans des affrontements avec des États voisins. L'État à l'époque féodale en Europe et en Asie était particulièrement préoccupé par sa capacité militaire. La classe dirigeante comprenait en tout ou en partie les forces de combat professionnelles de l' État. Une rationalisation par laquelle ils justifiaient leur jouissance de la majeure partie du surplus de la société était qu'ils offraient une protection armée au paysan ou au serf ordinaire. Cette généralisation était aussi vraie pour le Yorubaland du XIXe siècle que pour la Prusse et le Japon. Il ne fait aucun doute que les Africains de cette région suivaient une voie de développement menant à une organisation sociale comparable à la féodalité en Europe, en Asie et dans certaines régions d'Afrique comme

l'Éthiopie et le Maghreb, qui en étaient à ce stade quelques siècles plus tôt.

Dans l'empire d'Oyo, le pouvoir civil était dominant et les généraux militaires étaient les serviteurs du roi. Par la suite, cependant, l'armée a pris le pouvoir politique effectif. Par exemple, l'État d'Ajaye a été fondé par Kurunmi, qui aurait été le plus grand général yoruba de ces temps troublés après la chute d'Oyo. Kurunmi a établi un ascendant militaire personnel à Ajaye. Ibadan était légèrement différent, en ce sens qu'il s'agissait d'un groupe d'officiers militaires qui formaient collectivement l'élite politique. Les efforts pour remettre les civils au pouvoir ont été sans enthousiasme et sans succès. Après tout, la ville elle-même est née d'un campement militaire.

La cité-état d'Abeokuta a peut-être fait l'effort le plus constant pour faire de l'armée un bras de l'État civil. Mais ce qui importait le plus, c'était la défense des townships à l'intérieur des murs fortifiés d'Abeokuta. Les murs

fortifiés d'Abeokuta sont devenus célèbres comme le lieu où de nombreuses armées rivales ont rencontré le désastre; et, dans ces circonstances, les *Ologun* ou chefs de guerre étaient les pouvoirs sociaux et politiques.

Alors que la militarisation de la politique se déroulait au Yorubaland,

des changements se produisaient dans la structure de la société, ce qui entraînait une stratification de classe plus nette. De nombreux captifs ont été emmenés à la guerre, dont la plupart ont été vendus à des Européens, de sorte que Yorubaland est devenu notoire en tant que région d'approvisionnement en esclaves jusqu'aux années 1860. Mais de nombreux prisonniers de guerre étaient retenus sur place, dans des conditions proches soit de l'esclavage, soit du servage, selon qu'ils étaient ou non captifs de première génération. Parfois, les réfugiés fuyant les villes détruites n'avaient pas d'autre choix que de devenir clients ou serfs d'autres Yoruba libres. Ces réfugiés ont été obligés de rendre service à leurs nouveaux seigneurs

en cultivant la terre, en échange d'une protection armée. Cependant, les serfs étaient également utilisés comme soldats, ce qui signifie qu'ils n'avaient accès aux moyens de production (la terre) qu'en respectant une obligation de travail militaire. C'est une mesure de la mesure dans laquelle le principe de parenté a été affaibli, et cela indique que, contrairement au village communal typique, des États comme ceux du XIXe siècle
Yorubaland a attribué des rôles et des récompenses à leurs citoyens sur la base d'obligations réciproques caractéristiques de la féodalité.

Au cours de la période en discussion, la division du travail entre les Yoruba s'est étendue avec la montée des soldats professionnels ou «warboys», comme on les appelait. Les soldats de métier, fils d'aristocrates, abandonnaient dédaigneusement l'agriculture aux prisonniers et aux serfs, dont un grand nombre assurait l'abondance agricole. D'autres branches d'activité économique ont également prospéré, notamment la fabrication de tissu et d'huile de palme et le commerce

de divers produits. Ces choses étaient vraies, en dépit du fait qu'à ce moment-là un peu de travail était perdu à la fois sous forme d'esclaves exportés et sous forme de force de travail consacrée à capturer des gens pour l'exportation. Les visiteurs européens du Yorubaland au milieu du XIXe siècle pouvaient encore admirer le niveau de sa culture matérielle, ainsi que les aspects très colorés et impressionnants de sa culture immatérielle tels que les `` festivals de l'igname '' annuels et le rituel des cultes religieux de Shango, Ogboni, etc.

L’arme à feu est un élément de la technologie européenne qui était anxieusement recherché par les Africains et qui pouvait être obtenu assez facilement auprès des Européens. À partir des années 1820, les Yoruba ont acquis en grand nombre des armes à feu européennes et les ont intégrées dans le modèle du commerce, de la politique et de la stratégie militaire. À la veille de la domination coloniale, les généraux yoruba cherchaient des fusils à chargement par la culasse et

même des roquettes; mais l'Europe est intervenue trop rapidement pour que ce mouvement aille très loin. Grâce à une série d'actions qui ont commencé dès 1860 à Lagos (et qui comprenait une infiltration missionnaire ainsi qu'une invasion armée), les Britanniques ont réussi à amener cette partie de l'Afrique sous la domination coloniale.

Le développement économique est une question de capacité croissante à produire, et il est lié aux modèles de régime foncier et aux relations de classe. Ces faits de base ont été bien mis en évidence à la fois positivement et négativement dans l'histoire des Yoruba, dans les décennies qui ont précédé la perte de l'indépendance. Tant que la production agricole n'a pas été perturbée, un État yoruba donné est resté en position de force pendant si longtemps. Ibadan était autrefois la plus grande puissance militaire du Yorubaland, vendant des captifs et en retenant beaucoup pour les utiliser comme ouvriers pour son propre bénéfice. Mais les zones agricoles d'Ibadan ont été frappées par la guerre, et les dirigeants

d'Ibadan ont également commencé à retirer les prisonniers qui cultivaient la terre et à les vendre à la place aux Européens. Cela devenait nécessaire parce qu'Ibadan avait besoin d'armes à feu, et celles-ci ne pouvaient être obtenues qu'en vendant des esclaves. C'est à ce moment-là que l'effet minant de la présence d'acheteurs d'esclaves européens sur la côte est devenu vraiment primordial.

En vendant ses propres captifs et serfs, Ibadan sapait sa propre base socio-économique. Si les prisonniers devaient devenir une véritable classe de serfs, il aurait fallu garantir à ces prisonniers le droit de rester fixés sur le sol et protégés de la vente. C'était l'une des raisons pour lesquelles l'esclavage en tant que mode de production en Europe devait céder la place au servage et à la féodalité; et, dans des circonstances normales, la société yoruba garantissait rapidement l'inamovibilité des captifs qui étaient intégrés dans le modèle de production local. Mais les forces libérées par la présence européenne en tant qu'acheteurs d'esclaves étaient trop

importantes pour être résistées, et tout espoir de résoudre le problème a disparu avec la perte du pouvoir politique sous le colonialisme.

Trop souvent, les historiens insistent indûment sur l'échec des États yoruba du XIXe siècle à s'unir et à produire une entité aussi grande que l'ancien empire d'Oyo. Mais, premièrement, la taille d'une unité politique n'est pas le critère le plus important pour évaluer les réalisations de ses peuples. Et, deuxièmement, un peuple donné peut se désintégrer politiquement et s'intégrer plus tard encore plus efficacement. Les États yoruba d'Ibadan, Abeokuta, Ijaye, etc., comptaient jusqu'à 100 000 habitants - autant que la plupart des cités-États, principautés et palatinats de l'Allemagne féodale. C'est une comparaison qui vaut la peine d'être mise en lumière, et c'est celle qui a frappé les observateurs européens qui se sont rendus au Yorubaland au milieu du XIXe siècle.

L'Allemagne a longtemps eu une culture et une langue communes, et il y avait une forme d'unité politique sous le Saint Empire romain germanique du XIIe au XVe siècle. Cependant, après la Réforme et l'éclatement du Saint Empire Romain, le peuple allemand a été divisé en autant d'entités politiques distinctes qu'il y a de jours dans l'année, certaines d'entre elles n'étant guère plus grandes qu'un parc public. Pourtant, les relations de classe internes et les forces productives ont continué à se développer dans toute l'Allemagne et, finalement, en 1870, l'unité a été de nouveau réalisée, le féodalisme cédant la place à un puissant État-nation capitaliste. De même, les Yoruba étaient une entité culturelle largement répandue avec une seule langue. Après la chute de l'empire Oyo, les processus de développement ont été ralentis par des facteurs internes et externes, mais ils n'ont pas été arrêtés. Il a fallu l'arrivée du colonialisme européen pour y parvenir.

Dans la sphère de l'esclavage de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la construction de l'État s'est poursuivie avec des

degrés de succès variables. Par exemple, le système d'État Akan s'est développé d'une manière aussi impressionnante que celle de l'empire Oyo. Heureusement pour les Akan, les exportations d'esclaves n'ont atteint des proportions alarmantes que pendant la première moitié du XVIIIe siècle. À ce moment-là, un État comme Asante avait des racines suffisamment profondes pour résister aux effets néfastes de l'esclavage. Il a continué à être incorporé au cœur du Soudan occidental, et dans les années 1870, lorsque les Britanniques ont essayé de dicter à Asante, ces célèbres Africains n'ont pas abandonné sans une lutte armée héroïque.

Le lien d'Asante avec l'exportation d'esclaves au 18ème siècle a conduit ses dirigeants à se concentrer sur l'expansionnisme du type qui entraînerait des captifs à travers des guerres, des raids, des hommages et en tant qu'articles de commerce des régions où ils avaient été faits prisonniers. D'ailleurs, depuis le XVe siècle, le pays Akan se construit plutôt que d'exporter ses ressources humaines. Les captifs ont été incorporés localement dans

la société; et à la veille du colonialisme, une proportion substantielle de la société *asante* était composée d' *Odonko-ba* - les descendants d' *anciens* captifs, qui étaient la population laborieuse de la terre. Le développement n'est pas venu en exportant et en perdant de la main-d'œuvre, mais en l'augmentant et en la maximisant.

(b) Dahomey

Le voisin oriental d'Asante au-delà de la Volta était le Dahomey. Étant donné que le Dahomey a été plus profondément impliqué dans la traite des esclaves en Europe et pendant une période beaucoup plus longue, ses expériences seront citées plus longuement.

Tout au long du 18ème et 19ème siècle, le Dahomey avait une population stagnante, voire en déclin, et une économie qui n'avait pratiquement aucun accessoire autre que les exportations d'esclaves. Ce que Dahomey a réussi à faire malgré tout, c'est un hommage aux

réalisations de l'homme à l'intérieur du continent africain. Il faut préciser que les bases du développement sociopolitique du peuple Aja ou Fon du Dahomey ont été posées dans la période précédant l'influence de l'Europe sur l'Afrique de l'Ouest. Au 15ème siècle, les états Aja d'Allada et de Whydah existaient déjà, ayant un lien lâche avec les Yoruba d'Ife. Dahomey était une ramification d'Allada au 16ème siècle, et au début du 18ème siècle, il s'est développé pour incorporer à la fois Allada et Whydah.

Les rois d'Allada et de Whydah avaient commis l'erreur soit de ne pas protéger leurs propres citoyens de l'esclavage, soit de comploter leur asservissement. Le Dahomey n'a jamais suivi une telle politique, directement opposée au maintien même de l'État. Au lieu de cela, le Dahomey est finalement devenu l'état de raid classique de l'Afrique de l'Ouest, après avoir échoué à convaincre les Européens d'accepter des produits autres que des êtres humains. Pour y parvenir, le Dahomey devait d'abord construire un État militaire étroitement organisé,

dont le monarque se rapprochait beaucoup plus d'un autoritaire ou d'un despote que ne le faisaient l'Alafin d'Oyo ou l'Asantehene d'Asante. Deuxièmement, le Dahomey a investi beaucoup de temps et d'ingéniosité dans son armée, afin de protéger ses propres citoyens et de faire la guerre à l'étranger.

Dans l'histoire européenne, l'état de Sparte s'est distingué comme étant entièrement dédié à l'art de la guerre. Les Européens d'Afrique aux XVIIIe et XIXe siècles ont invariablement qualifié le Dahomey de Sparte noire. Tout au long du 18ème siècle, la cavalerie d'Oyo était plus qu'un match pour les fantassins du Dahomey, et le Dahomey resta une partie de l'empire d'Oyo qui rendait hommage. Mais avec la chute d'Oyo, le Dahomey est devenu l'État militaire suprême de cette région, et a en effet exercé la vengeance sur ses anciens seigneurs Yoruba. La guerre était nécessaire pour sécuriser les esclaves en *dehors* du Dahomey et pour obtenir des armes à feu. C'était en fait essentiel à la survie.

La profonde préoccupation de Dahomey pour les activités militaristes peut être illustrée de bien des manières. Leur système de valeurs récompensait les courageux et les vainqueurs, tout en méprisant impitoyablement et même en liquidant les lâches et les infructueux sur le champ de bataille. Les deux principaux ministres du roi étaient les commandants des armées de «gauche» et de «droite», et d'autres officiers militaires avaient des nominations politiques. Ensuite, les médias artistiques ont constamment insisté sur le thème de la guerre. De belles mosaïques et peintures sont apparues sur les murs des palais du Dahomey - toutes traitant de victoires militaires. Les récits historiques, tels que rendus par des récitants professionnels, reflétaient le même parti pris; et les ouvriers du drap s'affairaient à fabriquer des emblèmes, des «couleurs» et des parapluies pour les généraux et les régiments.

Deux innovations uniques distinguent le Dahomey de ses voisins africains et lui confèrent même une prétention particulière dans le contexte d'une organisation militaire

féodale ou semi-féodale. Premièrement, Dahomey a encouragé les jeunes garçons à devenir apprentis de guerre. À l'âge de 11 ou 12 ans, un garçon était attaché à un soldat vétéran qui l'aidait à transporter ses fournitures et à observer la bataille. La deuxième innovation (et celle qui a été plus largement commentée) était l'utilisation par le Dahomey de sa population féminine au sein de l'armée. Apparemment, les épouses du palais royal ont commencé comme gardes de cérémonie au 18ème siècle, puis ont progressé pour devenir une partie intégrante de la machine de combat du Dahomey, en termes d'égalité complète de difficultés et de récompenses. La population du Dahomey au XIXe siècle ne dépassait probablement pas 200 000 habitants; et l'État a constamment réussi à envoyer 12 000 à 15 000 actifs sur ses campagnes annuelles. Parmi ceux-ci, on estimait en 1845 qu'environ 5 000 étaient des femmes - les soi-disant «Amazones du Dahomey», qui étaient craintes pour leur férocité au combat.

À long terme, le commerce des esclaves a jeté un fléau sur le Dahomey. Les campagnes d'esclavage étaient coûteuses et pas toujours gratifiantes en termes de captifs. Les acheteurs européens ne se sont pas présentés certaines années, en fonction des conditions européennes. Par exemple, pendant la guerre d'indépendance américaine, la Révolution française et les guerres révolutionnaires qui ont suivi, il y a eu une accalmie dans les exportations d'esclaves dahomiennes, car beaucoup moins de navires européens pouvaient être épargnés pour le commerce des esclaves. Sans vendre des captifs pour obtenir des armes à feu pour poursuivre la guerre des esclaves, le Dahomey sentit que sa gloire et son honneur militaire diminuaient. Le recours au sacrifice humain a été une tentative pour compenser la perte de réputation de l'État et de son monarque comme ce fut le cas avec l' *Oba* du Bénin au 19e siècle.

Même ainsi, l'histoire de la sauvagerie réputée du Dahomey était incroyablement exagérée. L'État dahomien a créé des raffinements tels qu'un

recensement de la population; il a mené une diplomatie de tous les horizons, avec toutes les subtilités et le protocole dont on n'entend habituellement parler qu'en relation avec les États européens «civilisés»; et il a construit un système d'espionnage et de renseignement comme ingrédient essentiel de sa propre sécurité. Surtout, l'attention doit être focalisée au moins brièvement sur le rôle de l'artiste dans la société dahomienne. Une grande partie de l'art africain provient de l'élaboration d'objets fonctionnels, tels que la poterie et le tissu. Cependant, la religion et le pouvoir étatique ont également stimulé l'art. Par exemple, les cuivres et les bronzes d'Ife étaient exécutés au nom des cultes religieux et étaient associés aux *Oni* d'Ife et à la famille royale. En effet, c'est un phénomène très répandu que la classe dirigeante féodale a donné sa protection aux artistes, ainsi que leur subsistance et leur reconnaissance. C'était vrai en Chine mandarine avec les potiers et les artistes de théâtre; c'était vrai de

Italie du XVIe siècle de la Renaissance; et c'était vrai du Dahomey du 17e au 19e siècle.

Personne ne sait maintenant quel dahomien doit être crédité d'une réalisation artistique donnée de la période précoloniale indépendante. Cependant, à cette époque, des individus particuliers avaient la possibilité de se découvrir et de s'épanouir et de servir la société dans son ensemble. Leur tâche était de donner du plaisir et de capturer les espoirs et les ambitions du peuple dans les peintures murales du palais, dans les sculptures en fer forgé, dans les motifs estampés de tissus tissés à la main conçus pour la royauté, sur les têtes finement sculptées du sauf-conduit. les bâtons des ambassadeurs du roi, et dans les récits animés de la façon dont le fondateur du royaume dahomien est sorti du ventre d'un léopard. C'était un art centré sur la royauté et les familles nobles, mais c'était aussi un produit national et un point d'identification pour le peuple dans son ensemble.

Par la suite, ces compétences artistiques ont disparu ou se sont dégradées pour servir la curiosité des colonialistes philistins.

Il est encore admis dans certains milieux que le développement du Dahomey dans certains domaines doit être crédité au commerce des esclaves. Pour démontrer de manière concluante que le développement politique et militaire de l'Afrique jusqu'au XIXe siècle était une extension du travail de base déjà posé à une époque antérieure, il est préférable de se tourner vers des zones où l'influence étrangère était inexistante. La zone interlacustre de l'Afrique de l'Est en est une.

(c) Les États inter-lacustres de l'Est

Dans une discussion antérieure, l'attention a été attirée sur Bunyoro-Kitara en tant que formation sociopolitique la plus avancée en Afrique de l'Est jusqu'au XVe siècle. Sa dynastie au pouvoir, les Bachwezi, a décliné pour des raisons qui ne sont pas claires, et ils ont été submergés

par de nouveaux immigrants du nord. Bien qu'il y ait un doute quant à savoir si les Bachwezi étaient d'origine éthiopienne, il est clairement établi que les immigrants du XVIe siècle étaient des peuples Luo d'une partie du Nil qui traverse le Soudan.

Suite aux migrations Luo, une nouvelle lignée connue sous le nom de dynastie Babito, a été placée au pouvoir sur Bunyoro proprement dit. D'autres branches de la même dynastie ont été intronisées à plusieurs endroits, se détachant parfois de la ligne principale. Pas plus tard qu'au XIXe siècle, un royaume Babito distinct a été créé à Toro. Pendant ce temps, les Bachwezi ou Bahima avaient organisé un retour dans les régions du sud, sous la forme d'un clan connu sous le nom de Bahinda. Les Bahinda étaient l'un des clans pastoraux de l'ancien État de Bunyoro-Kitara et, à partir du XVIe siècle, leur fief se trouvait à Ankole et Karagwe.

De toute évidence, la nouvelle classe dirigeante Babito a immédiatement cherché à prendre le contrôle de la

terre, mais conformément aux coutumes africaines établies, elle a ensuite tenté de se projeter comme les propriétaires originaux de la terre, plutôt que comme des usurpateurs. À Busoga, où il y avait plusieurs petits rois Babito, un chercheur a rapporté le dialogue suivant sur la terre entre un membre d'un clan royal et un roturier:

Membre du clan royal - «Nous avons trouvé cet endroit vide et en avons fait quelque chose. Vous autres, vous êtes venus plus tard mendier des terres, nous avons donc été généreux et vous en avons donné. Naturellement, vous êtes maintenant nos esclaves.

Commoner - «Oho! Quel mensonge! Nous étions ici bien avant vous. Tu as pris
votre pouvoir par ruse. Vous, les princes, avez toujours été des scélérats!

À aucun moment de l'histoire indépendante de ces États interlacustres, la terre n'est devenue une possession purement personnelle, à monopoliser par une classe

donnée, comme dans le modèle féodal européen classique. Les savants réclament fréquemment cette caractéristique avant de concéder que le féodalisme est arrivé; mais ils ne prennent pas en compte la réalité de la distribution et de l'usufruit (ou de la production) de la terre entre les mains de quelques-uns, et ils ne se rendent pas compte que là où le bétail était une forme dominante de richesse, la propriété privée des troupeaux était aussi partie d'un processus par lequel les producteurs ont été séparés des moyens de production. Pour être précis, ceux qui possédaient les troupeaux étaient généralement les Bahinda ou d'autres Bahima ou les nouvelles familles Babito, tandis que ceux qui les gardaient étaient les clients et pratiquement les serfs des propriétaires. En ce qui concerne la terre, le paysan qui la cultivait payait une lourde taxe sur les récoltes aux chefs de clan et aux autorités en place, pour permettre à ces derniers de vivre sans recourir aux travaux agricoles.

Il est nécessaire de rappeler que dans le processus d'évolution indépendante sur tous les continents,

l'augmentation de la capacité de production s'est accompagnée d'une inégalité croissante à tous les stades sauf le socialisme. Dire que la zone interlacustre a continué à se développer sans interruption jusqu'à la veille du colonialisme, c'est mettre en évidence la capacité de production élargie des États et en même temps reconnaître franchement qu'elle était le résultat d'une exploitation accrue non seulement des ressources naturelles mais aussi de la travail de la majorité. Ces derniers ont été privés de leurs droits et opprimés pour les amener à travailler dans l'intérêt de quelques-uns qui vivaient dans des palais.

Les royaumes inter-lacustres sont tombés principalement dans ce qui est maintenant l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. Ce n'est que dans le nord-est de la Tanzanie qu'il y a des représentants du complexe inter-lacustre des États. Le nord-est de la Tanzanie était la partie la plus développée du pays à l' époque précoloniale, car le reste de la Tanzanie continentale comprenait de nombreux petits royaumes qui n'avaient pas définitivement

abandonné la scène communautaire. Mais le nord-est de la Tanzanie était aussi le coin du pays dans lequel des problèmes se posaient lorsqu'une nouvelle idéologie de l'égalitarisme était prêchée après la fin de l'ère coloniale, car il y avait déjà un régime d'inégalité dans la répartition des terres et des produits et dans les droits accordés aux individus. En fait, dans tout sens politique significatif, la région était féodale.

Il y a un certain désaccord quant aux origines de l'important état interlacustre du Buganda. Certaines traditions lui donnent la même origine Luo que Bunyoro, tandis que d'autres ont tendance à soutenir qu'il s'agissait d'une survivance de Bachwezi. Sa structure sociale était certainement proche de celle de Babito Bunyoro. Contrairement à Ankole, au Buganda, les Bahima n'avaient pas les rênes du pouvoir politique. Ils n'étaient associés qu'à la classe dirigeante des éleveurs de bétail, très souvent à titre de petits bergers. Quoi qu'il en soit, l'histoire du Buganda a été une histoire d'expansion et de consolidation graduelles aux dépens de

Bunyoro et d'autres voisins. Au 18ème siècle, elle était devenue la puissance dominante dans toute la région.

L'État du Buganda avait une base agricole solide, avec des bananes comme aliment de base et des produits d'élevage disponibles. Leurs artisans fabriquaient des tissus d'écorce pour l'exportation, et la production locale de fer et de pots était complétée par des importations en provenance des communautés africaines voisines. Leur manque de sel a fortement stimulé l'extension de leur réseau commercial pour obtenir les approvisionnements nécessaires; et, comme c'était le cas pour le Soudan occidental, une telle extension du réseau commercial intégrait en fait les ressources productives d'une vaste région. Carl Peters, le précurseur du colonialisme allemand en Afrique de l'Est a fait remarquer qu '«en estimant les affaires politiques et commerciales de l'Afrique de l'Est, on insiste trop peu sur ce commerce intérieur entre les tribus. Le troc du Buganda défie tout calcul direct. Dans le cas du Buganda, l'absence de traite des esclaves doit avoir joué un rôle important dans

l'expansion de la production et du commerce internes, et donc de fournir une base solide pour la superstructure politique.

Les rois du Buganda ont mis en place une petite force armée permanente, qui a servi de garde du corps; et le reste de l'armée nationale a été levé lorsque cela était nécessaire. L'administration politique était centralisée sous le *Kabaka* , et les chefs de district étaient nommés par le Kabaka et son conseil, plutôt que laissés à la charge des clans sur une base familiale héréditaire. Une grande ingéniosité est entrée dans l'élaboration de plans pour administrer ce grand royaume à travers un réseau de fonctionnaires locaux. Peut-être que les meilleurs hommages à la sophistication politique du Buganda sont venus des Britanniques, lorsqu'ils ont trouvé le Buganda et d'autres féodalités d'Afrique de l'Est au 19ème siècle. C'étaient les meilleurs hommages parce qu'ils étaient extraits à contrecœur de racistes blancs et de colonialistes culturellement arrogants, qui ne voulaient

pas admettre que les Africains étaient capables de quoi que ce soit.

En fait, les Européens ont été tellement impressionnés par ce qu'ils ont vu dans la zone interlacustre qu'ils ont inventé la thèse selon laquelle ces États politiques n'auraient pas pu être l'œuvre d'Africains et auraient dû être construits plus tôt par des `` Hamites '' blancs d'Éthiopie. Ce mythe semblait être soutenu par le fait que les Bachwezi auraient la peau claire. Cependant, en premier lieu, si les Bachwezi venaient d'Ethiopie, ils auraient été des Africains noirs ou bruns. Et deuxièmement, comme indiqué précédemment, les cultures de l'Afrique de l'Est étaient des synthèses des développements locaux, ainsi que des contributions africaines de l'extérieur des localités spécifiques. Ce n'étaient certainement pas des importations étrangères.

En supposant que les Bachwezi ou les Bahima venaient d'Éthiopie, ils ont alors perdu leur langue et sont devenus des bantous comme leurs sujets. La même chose est

arrivée à la dynastie Babito de l'extraction Luo, indiquant qu'ils avaient été absorbés par la culture locale. En outre, le Babito et le Bahima / Bahinda ont également tissé des liens étroits du XVIe au XIXe siècle. En effet, parmi les différents groupes ethniques, castes et classes, un certain nombre de «nationalités» émergent. Le groupe «nationalité» est considéré comme la formation sociale qui précède immédiatement l'État-nation, et la définition s'applique aux peuples du Buganda, Bunyoro, Ankole, Karagwe et Toro, ainsi qu'à ceux du Rwanda et du Burundi.

d) Rwanda

La partie la plus occidentale de la zone inter-lacustre comprenait les royaumes du Rwanda et du Burundi. Les deux pays qui portent aujourd'hui ces noms sont centrés autour des anciens royaumes. Les expériences du Rwanda seront instanciées ici.

Comme l'ancien royaume de Bunyoro-Kitara et comme son état voisin du nord-est à Ankole, le Rwanda a été divisé en deux grands groupes sociaux. Bien que la grande majorité de la population soit des cultivateurs connus sous le nom de Bahutu, le pouvoir politique était entre les mains des pasteurs Batutsi , qui représentaient environ 10% de la population. Une minorité encore plus petite était les Batwa (environ 1%), qui étaient à un très bas niveau d'organisation sociale pré-agricole.

Le physique relatif des trois segments sociaux au Rwanda offre un commentaire intéressant sur le développement de l'être humain en tant qu'espèce. Les Batutsi sont l'un des plus grands groupes humains du monde; les Bahutu sont petits et trapus; et les Batwa sont des pygmées. Les différences s'expliquent largement en termes d'occupation sociale et de régime alimentaire. Les Batwa ne vivaient pas dans des communautés agricoles sédentaires: au lieu de cela, ils se promenaient en petites bandes, chassant et creusant des racines, échouant ainsi à s'assurer d'une nourriture abondante ou riche. À l'autre

extrême, les éleveurs batutsi vivaient avec une alimentation constamment accessible et riche en lait et en viande. Les Bahutu étaient plus avancés socialement que les Batwa; ils mangeaient de plus en plus régulièrement que ces derniers car l'agriculture bahutu signifiait qu'ils ne vivaient pas entièrement sur les caprices de la nature, à la suite de gibiers rares comme les Batwa. Cependant, la qualité de leur nourriture était en deçà du régime riche en protéines des Batutsi. Ainsi, le développement de l'homme, l'être physique est également lié au sens large à l'expansion de la capacité productive et à la distribution de la nourriture.

En tout état de cause, ce sont leurs réalisations politiques et militaires plutôt que leur hauteur qui distinguent les Batutsi d'un point de vue historique. Leur contribution au royaume du Rwanda remonte au 14ème siècle, à une époque contemporaine des Bachwezi. Il y avait en effet des parallèles frappants et des liens réels entre le Rwanda et Ankole et entre Karagwe et le Burundi. Mais contrairement à Bunyoro-Kitara, le Rwanda aux XIVe et

XVe siècles était loin d'être une entité politique unique. Il y avait plusieurs petites chefferies, et c'est l'expansion d'un clan tutsi du centre du Rwanda qui a progressivement créé un petit État compact au 17ème siècle. Plus tard encore, cet État central du Rwanda a étendu ses frontières; et c'était toujours le cas lorsque les colonialistes sont arrivés. Par exemple, les dirigeants de Mpororo (Ankole) rendaient déjà hommage au Rwanda, qui grandissait aux dépens d'Ankole.

A la tête du royaume du Rwanda se trouvait le *Mwami* . Comme tant d'autres dirigeants africains, ses pouvoirs étaient sanctionnés par des croyances religieuses et sa personne entourée de rituels religieux. Les rois féodaux d'Europe essayaient souvent de faire croire à leurs sujets que l'autorité royale émanait de Dieu et que le roi gouvernait donc par «droit divin». Les sujets des rois africains comme ceux du Mwami du Rwanda ont souvent accepté quelque chose d'assez proche de cette proposition. Bien sûr, en plus, l'autorité du roi devait

reposer sur un pouvoir réel, et le Mwami du Rwanda n'a pas négligé ce fait.

Rujugira était un Mwami célèbre du 18ème siècle, et le dernier de la lignée indépendante était Rwaabugiri (connu aussi sous le nom de Kigeri IV), qui mourut en 1895. Gahindiro en est un autre dont les louanges ont été chantées par les musiciens de la cour et les historiens. Chacun d'eux était associé à une ou plusieurs contributions au raffinement et à l'élaboration de la structure du pouvoir de l'État, ce qui signifiait qu'ils incarnaient chacun certaines forces historiques, de classe et nationales.

Au XVIIIe siècle, le Mwami Rujugira a pris l'initiative de placer ses zones frontalières sous l'autorité exclusive d'un commandant militaire, et d'y stationner de forts contingents de soldats. Cette décision a été importante car dans tout État jeune et en croissance, les zones les plus incertaines sont celles situées aux frontières, appelées «provinces marcheurs» dans la terminologie

féodale européenne. Rujugira plaçait en fait les provinces marcheurs sous la loi militaire, et il installa également des camps militaires permanents à des endroits stratégiques.

Au début du XIXe siècle, le Mwami Gahindiro a remanié l'administration civile. Dans chaque province, il a été créé à la fois un chef de terre et un chef de bétail, l'un étant responsable des loyers agricoles et l'autre des droits de bétail. En outre, il y avait des autorités de district plus petites ou des «chefs de colline» dans toutes les provinces, tous membres de l'aristocratie batutsi. Que ce soit par accident ou par intention, il s'est avéré que les administrateurs responsables de différents domaines et de différentes questions étaient jaloux les uns des autres, ce qui les empêchait de s'unir pour conspirer contre le Mwami. Les «chefs de colline» ont longtemps été héréditaires au sein de clans ou de lignées Batsutsi donnés; mais sous Rwaabugiri, ils sont devenus nommés - un autre mouvement qui a renforcé le gouvernement central. Pendant ce temps, les fonctionnaires et les conseillers (collectivement connus sous le nom de *Biru*)

ont reçu des concessions de terres qui étaient libres de l'intervention des chefs de terre et de bétail, renforçant ainsi la loyauté des Biru au trône.

Le système de relations sociales qui a émergé au Rwanda était plus complètement hiérarchique et féodal que dans la plupart des autres régions d'Afrique. La hiérarchie et l'interdépendance socio-juridique des classes et des individus étaient des caractéristiques que l'on retrouve dans l'armée, l'administration civile et dans le tissu social lui-même. La clé de tout le reste était le contrôle du bétail, par le biais d'une institution appelée *ubuhake* . Cela signifiait que les pauvres (en bétail) et ceux de statut inférieur (par naissance) pouvaient approcher n'importe qui avec plus de bétail et un statut plus respecté, et offrir ses services de travail physique en échange de bétail et de protection. Le bétail n'a jamais été donné comme propriété pure et simple, mais seul l'usufruit a été remis à un client. Par conséquent, le client pouvait avoir l'utilisation du bétail aussi longtemps qu'il rendait la pareille en remettant du lait et de la viande à son

seigneur, et aussi longtemps qu'il restait fidèle. Bien sûr, le paysan sur la terre devait également effectuer des services de travail et fournir un tribut sous forme de nourriture.

L'aristocratie batutsi a rempli sa fonction d'offrir une «protection» en partie en faisant des représentations à la cour du Mwami ou en défendant les personnes à sa charge dans des affaires judiciaires. Mais surtout, la protection passe par une spécialisation dans l'art militaire. Depuis le XVe siècle, le service militaire est obligatoire pour certaines lignées batutsi. Les fils de l'aristocratie batutsi sont devenus des pages royales, recevant toute leur formation pédagogique dans un contexte militaire. Chaque nouveau Mwami a fait un nouveau recrutement pour s'ajouter aux forces existantes. Certains Bahutu ont été associés à des régiments particuliers pour fournir des approvisionnements, et les Batwa ont également été incorporés en tant qu'archers spécialisés (avec des flèches empoisonnées).

Bien sûr, la «protection» que les Batutsi accordaient aux Bahutu était un mythe, en ce sens que ce qu'ils gardaient était leur exploitation des Bahutu. Ils les ont défendus des ennemis extérieurs, de sorte que la population est devenue dense et abondante. Ils ont conservé les Bahutu, afin que ces derniers puissent exercer leurs connaissances agronomiques très développées pour produire des surplus. En outre, la strate supérieure des Batutsi étaient les propriétaires de bétail, et ils laissaient leur bétail aux petits Batutsi pour qu'ils s'occupent, exploitant ainsi le travail et les connaissances empiriques profondes que possédaient les éleveurs de bétail ordinaires. Comme en Europe et en Asie, telle était la base socio-économique qui a soutenu une vie de loisirs et d'intrigues au sein de l'aristocratie batutsi.

Il y avait peu de mariages mixtes entre Batutsi et Bahutu, et par conséquent ils sont considérés comme des castes. Les Batwa peuvent également être classés de la même manière; mais comme les castes étaient hiérarchiquement placées les unes sur les autres, c'était

aussi une situation de classe, et il y avait dans une certaine mesure une mobilité ascendante et descendante d'une classe à une autre. Dans le même temps, les Batutsi, les Bahutu et les Batwa ont évolué ensemble en tant que nation rwandaise, ayant des intérêts communs à défendre même contre les Batutsi, les Bahutu et les Batwa qui composaient le royaume du Burundi. Le peuple rwandais n'était pas le seul à développer un État et un sens de la conscience nationale, tout en faisant l'expérience de la montée en puissance de classes et de castes plus nettement différenciées dans la société. L'important est qu'ils étaient libres de se développer relativement peu affectés par les extraterrestres

influence, et certainement libre des ravages directs de la traite des esclaves.

(e) Ama-Zulu

La même liberté de la traite des esclaves était opérationnelle en Afrique du Sud, car les exportations

ouest-africaines de capotes ont commencé en Angola et les exportations est-africaines provenaient du Mozambique et des zones plus au nord. La zone au sud du Limpopo était celle qui avait certaines des formations sociales les plus simples en Afrique jusqu'au 15ème siècle. La partie orientale a été peu peuplée jusqu'à une date tardive par les bergers Khoi Khoi, qui ont été lentement délogés par les locuteurs bantous. Lorsque les navires européens ont touché la côte du Natal au 16ème siècle, c'était encore une région de fermes très dispersées; mais dans les années à venir, la population est devenue plus dense et un important développement politico-militaire a eu lieu.

Quiconque connaît le passé africain en hochant la tête aurait entendu le nom de Shaka, le dirigeant zoulou qui incarnait le plus les changements sociaux et politiques survenus dans la partie orientale de l'Afrique du Sud. Un biographe (un Européen) avait ceci à dire de Shaka:

«Napoléon, Jules César, Hannibal. Charlemagne. . .
des hommes comme ceux-ci sont apparus
périodiquement tout au long de l'histoire du monde
pour ouvrir une piste de gloire qui les a élevés au-
dessus du niveau commun. Un tel homme était
Shaka, peut-être le plus grand de tous.

La chanson de louange ci-dessus est apparue sur la couverture arrière de la biographie en question; et, puisque les éditeurs capitalistes traitent les livres comme des boîtes de savon en poudre, on a certes se méfier de toute publicité destinée à vendre le livre. Néanmoins, tous les commentateurs de Shaka (africains et européens) le comparent souvent favorablement aux «Grands Hommes» de l'histoire européenne. Il convient donc d'examiner la société ama-zoulou jusqu'au XIXe siècle en vue de comprendre le rôle du leader par rapport au développement de la société dans son ensemble.

Shaka est né vers 1787, et les réalisations impressionnantes qui lui ont été attribuées au cours de

ses 40 ans de vie ne peuvent être énumérées que brièvement ici. En 1816, il était à la tête d'un petit clan Ama-Ngoni, les Ama-Zulu. En quelques années, il l'avait réorganisée militairement - tant en termes d'armes que de tactique et de stratégie de guerre - pour que le clan Ama-Zulu devienne une force de combat redoutée. Par la guerre et les manœuvres politiques, il a uni et commandé les Ama-Ngoni qui avaient auparavant été divisés en dizaines de clans indépendants ou semi-indépendants. À un moment donné, il semblait que Shaka était sur le point d'unir sous une seule règle l'ensemble de la région qui est aujourd'hui le Natal, le Lesotho et le Swaziland. Cette tâche n'a pas été accomplie quand il a rencontré sa mort en 1828, et ses successeurs n'ont pas été en mesure de maintenir la domination de Shaka. Mais le territoire appartenant à la nation ama-zoulou à la fin du 19e siècle était 100 fois plus grand que les 100 milles carrés du patrimoine original du clan ama-zoulou hérité par Shaka en 1816. C'était un AmaZulu diminué et moins puissant. qui était encore capable en 1876 d'infliger aux

Britanniques l'une des défaites les plus écrasantes de leur histoire d'aventures à l'étranger - à la bataille d'Isandlwana.

Shaka a grandi à une époque où les questions d'unité et d'armées efficaces se posaient sérieusement pour la première fois parmi les AmaNgoni. Auparavant, les clans (qui coïncidaient généralement avec les chefferies) avaient tendance à se segmenter ou à se diviser en unités de plus en plus petites. Tandis que le fils aîné d'un chef de clan atteignait l'âge adulte, il partit régler son propre kraal; et un nouveau clan junior est né, car le clan de son père est resté senior et sa direction est passée au fils aîné de la «grande épouse». Ce schéma de segmentation était possible tant que la densité de population était faible et que les terres étaient abondantes pour l'agriculture et le pâturage. Dans ces circonstances, il y avait peu de concurrence pour les ressources ou le pouvoir politique; et les guerres n'étaient guère plus dangereuses qu'un match de football en Amérique latine. Habituellement, un clan avait une rivalité traditionnelle avec un autre clan

donné. Ils se connaissaient bien et leurs champions se sont battus dans un esprit de fête. Un ou deux ont peut-être été tués, mais tout le monde est rentré chez lui jusqu'à la revanche.

Au début du 19e siècle, le rythme décontracté de la vie et de la politique ama-zoulou avait considérablement changé. Une population plus nombreuse signifiait de moins en moins de marge de manœuvre pour les membres juniors de «se débarrasser» d'eux-mêmes. Cela signifiait moins de pâturages pour le bétail et des conflits sur le bétail et la terre. Comme les AmaZulu ont commencé à se battre plus fréquemment, ils ont commencé à ressentir la nécessité de se battre plus efficacement. Dans le même temps, les chefs de clan ont commencé à reconnaître la nécessité d'une structure politique pour assurer l'unité, la maximisation des ressources et la minimisation des conflits intestins.

Shaka s'est adressé à la fois aux problèmes militaires et politiques du Zoulouland, qu'il considérait comme les

deux faces d'une même médaille. Il pensait que le noyau politique centralisateur devrait atteindre la supériorité militaire et la démontrer aux autres secteurs. Cela conduirait généralement à une acceptation pacifique du plus grand État politique, sinon les dissidents seraient complètement écrasés.

L'ère des conflits et de la guerre dans le Zoulouland au début du XIXe siècle a beaucoup plus souvent mis les troupes face à face, mais le schéma des affrontements militaires restait celui des lancers à longue distance d' *Umkhonto* ou de lances. Pour les combats rapprochés, une arme prise entre les mains est beaucoup plus dommageable - comme les armées féodales découvertes en Europe et en Asie, et ont donc eu recours à l'épée et au brochet. Shaka, tout en servant en tant que jeune soldat, a trouvé la solution de concevoir un assegai court et lourd, qui était utilisé uniquement pour poignarder plutôt que pour lancer. De plus, il a jeté les sandales lâches afin d'atteindre plus de vitesse dans la fermeture avec l'ennemi et plus de dextérité à proximité. Grâce à

l'expérience, Shaka et ses camarades de jeunesse ont ensuite découvert les techniques spécifiques d'utilisation de leurs boucliers et assegais au meilleur effet.

Bien sûr, la guerre comprend non seulement la rencontre de soldats individuels, mais (plus important encore) un modèle de tactique et de stratégie en relation avec les forces opposées prises dans leur ensemble. Cet aspect de la guerre a également attiré l'attention de Shaka, et son innovation exceptionnelle est venue sous la forme d' *izimpi* (régiments) déployés de manière à permettre une réserve derrière l'avant-garde de combat et deux ailes ou `` cornes '' capables d'encercler les flancs de l'ennemi. Enfin (et c'est le plus important), une armée doit être formée, disciplinée et organisée de manière à constituer une unité significative en temps de paix et de guerre. Shaka a créé de nouveaux régiments pour inclure des hommes jusqu'à 40 ans. Il a maintenu son izimpi sur des exercices constants et des «fatigues», de sorte que le soldat individuel était apte et compétent, tandis que

l'armée dans son ensemble se synchronisait conformément aux souhaits de ses commandants.

L'armée zoulou était plus qu'une force de combat. C'était un établissement d'enseignement pour les jeunes et un instrument de fidélisation qui transcendait les clans et pouvait être considéré comme national. La promotion passait par le mérite et non par une origine clanique ou régionale. L'usage forcé de la branche zoulou de la famille des langues ngoni a également œuvré dans le sens de la conscience nationale. Sur une superficie de 12 000 miles carrés, les citoyens en sont venus à s'appeler «Ama-Zulu» et à reléguer leurs noms de clan à la deuxième place. Sur une zone beaucoup plus vaste encore, l'influence zoulou se fait profondément ressentir. Des politiques telles que la lutte contre les excès des devins de la sorcellerie (*izanusi*) et le fait que Zululand se soit libéré des luttes internes ont conduit à un afflux de population de l'extérieur de ses frontières - une contribution positive aux ressources de l'État zoulou.

Les voyageurs européens qui ont laissé des récits écrits sur le Zoulouland à l'époque de Shaka ont été impressionnés par la propreté (comme ils l'étaient au Bénin au XVe siècle) et ils ont également été frappés par l'ordre social, l'absence de vol, le sentiment de sécurité, etc. (juste comme les Arabes qui ont voyagé au Soudan occidental pendant sa période de grandeur impériale). En fait, tant la propreté que la sécurité de la vie et des biens faisaient partie de la vie des Zoulous depuis bien longtemps, et sous Shaka, ce qui était impressionnant, c'était l'ampleur à laquelle ces choses s'étendaient, en raison du parapluie protecteur de l'État. Les personnes impressionnées étaient des Européens; et les preuves européennes sont la meilleure preuve en ce qu'il ne peut guère être dit qu'il s'agissait de propagande pro-africaine. Un visiteur blanc qui a vu un défilé de quinze des régiments de Shaka, a écrit que:

«C'était une scène des plus excitantes, surprenante pour nous, qui n'aurions pas pu imaginer qu'une

nation qualifiée de« sauvages »pouvait être si disciplinée et maintenue en ordre».

Beaucoup plus pourrait être ajouté concernant les institutions politiques ama-zoulou et son armée. Mais ce qui est pertinent ici, c'est de comprendre pourquoi une Shaka était possible en Afrique au XIXe siècle, avant l'avènement de la domination coloniale.

Si Shaka avait été esclave d'un planteur de coton dans le Mississippi ou d'un planteur de sucre en Jamaïque, il aurait pu se faire couper l'oreille ou la main pour être un `` nègre récalcitrant '', ou au mieux il aurait pu se distinguer en menant une révolte d'esclaves. . Car les seuls grands hommes parmi les *non - libres* et les opprimés sont ceux qui luttent pour *détruire* l'oppresseur. Sur une plantation d'esclaves, Shaka n'aurait pas construit une armée zoulou et un État zoulou - c'est certain. Aucun Africain ne pouvait non plus *construire* quoi que ce soit pendant la période coloniale, quel que soit son génie. En fait, Shaka était un berger et

un guerrier. Dans sa jeunesse, il s'occupait du bétail dans les plaines ouvertes - *libre* de développer son propre potentiel et de l'appliquer à son environnement.

Shaka a pu investir ses talents et ses énergies créatives dans une entreprise de construction qui en vaut la peine. Il n'était pas concerné par la lutte pour ou contre les marchands d'esclaves; il ne se préoccupait pas du problème de la revente des produits fabriqués en Suède et en France. Il se demandait comment développer l'arca zoulou dans les limites imposées par les ressources de son peuple.

Il faut reconnaître que des choses telles que les techniques militaires étaient des réponses à des besoins réels, que le travail de l'individu a son origine et est soutenu par l'action de la société dans son ensemble, et que tout ce qui a été accompli par un seul dirigeant doit avoir été limité par les circonstances historiques et le niveau de développement, qui déterminent dans quelle

mesure un individu peut d'abord découvrir, puis augmenter et ensuite afficher son potentiel.

Pour étayer les points ci-dessus, il peut être noté que Shaka a été mis au défi de créer le lourd assegai poignardant, quand il s'est rendu compte que la lance de lancer se cassait lorsqu'elle était utilisée comme arme de couteau. Plus important encore, ce que Shaka proposa dépendait de l'effort collectif des Ama-Zulu. Shaka pouvait demander qu'un meilleur assegai soit forgé, car les Ama-Ngoni travaillaient le fer depuis longtemps et des forgerons spécialisés étaient apparus au sein de certains clans. C'était un hommage à la capacité organisationnelle et agricole de la société dans son ensemble qu'elle pouvait nourrir et maintenir une armée permanente de 30000 hommes, les rééquiper avec des armes de fer et délivrer à chaque soldat le bouclier zoulou sur toute sa longueur en peau de bétail.

Parce que la base scientifique et les conditions préalables expérimentales faisaient défaut dans la société zouloue,

Shaka n'aurait pas pu concevoir une arme à feu - peu importe le génie qu'il possédait. Mais, il pourrait amener son peuple à forger de meilleures armes, comme nous l'avons expliqué ci-dessus; et il les trouva réceptifs à de meilleures pratiques d'élevage sélectif lorsqu'il créa des troupeaux royaux spéciaux, car le peuple possédait déjà un vaste fonds de connaissances empiriques sur le bétail et un amour pour la profession d'éleveur de bétail.

Dans le domaine politico-militaire, Shaka suivait les traces de son protecteur d'origine, Dingizwayo, et dans une certaine mesure les traces de Zwide, qui était un rival à la fois de Dingizwayo et de Shaka. Dingizwayo a ouvert le commerce avec les Portugais à Delagoa Bay en 1797 (principalement en ivoire), et il a stimulé les arts et l'artisanat. Son innovation la plus distinguée était dans l'armée, quand il a institué un système de recrutement de régiments selon les classes d'âge. Auparavant, chaque localité avait tendance à dominer au sein d'un régiment donné; et, de toute façon, les gens étaient habitués à se battre côte à côte avec les membres de leur propre kraal,

localité et clan. Cependant, lorsque tous les hommes d'une classe d'âge donnée ont été introduits dans le même régiment, cela a souligné un plus grand sentiment national et a également augmenté le pouvoir de Dingizwayo face aux plus petits chefs de clan.

Dingizwayo était à la tête de l'important clan Ama-Mthethwa, et il réussit à établir sa suprématie dans ce qui devint plus tard la partie sud du Zululand. Dans le nord, Zwide de l'AmaNdwandwe s'engageait également dans la consolidation politique. Shaka a servi dans l'un des régiments d'âge junior de Dingizwayo et est resté fidèle au pouvoir centralisateur de ce dernier, jusqu'à ce que Dingizwayo meure aux mains de Zwide en 1818. Par la suite, Shaka a repris de nombreuses techniques militaires et politiques de Dingizwayo et les a grandement améliorés. C'est ça le développement: il s'agit de construire sur ce qui est hérité et d'avancer lentement, à condition que personne ne vienne vous «civiliser».

Conclusion

Les régions du Yorubaland, du Dahomey, des royaumes inter-lacustres et du Zululand, dont on a parlé jusqu'à présent, sont des exemples de forces motrices dans le développement politique qui se déroulait en Afrique jusqu'à la veille de la colonisation. Ils n'étaient pas les seules forces dirigeantes, et même là où les États étaient beaucoup plus petits sur le plan territorial, il y avait des progrès observables dans l'organisation politique.

Les régions d'Afrique qui étaient les plus avancées au XVe siècle ont généralement maintenu leurs normes, à quelques exceptions près comme le Kongo. En Afrique du Nord et en Éthiopie, par exemple, les structures féodales sont restées intactes, bien qu'il y ait eu un manque notable de croissance continue. Au Soudan occidental, les États haoussa étaient les héritiers de la politique et tradition commerciale des grands empires après la chute de Songhaï au 17e siècle; et au début du 19ème siècle, surgit le califat islamique de Sokoto avec son centre en

Hausaland. L'empire Sokoto était l'une des plus grandes unités politiques jamais établies sur le continent africain et souffrait de nombreux schismes internes par manque de mécanismes adéquats pour intégrer un territoire aussi vaste. Les expériences visant à résoudre le problème de l’unité se sont poursuivies au Soudan occidental, l’islam étant le facteur unificateur espéré. Un État théocratique islamique a été établi à travers le virage du Niger par Ahmadu Ahmadu au milieu du XIXe siècle, tandis qu'un autre a été créé par Al Haj Omar sur le haut Niger. Le plus remarquable de tous était l'État mandingue créé sous la direction de Samori Touré dans les années 1880. Samori Touré n'était pas un savant comme le célèbre Uthman dan Fodio et Al

Haj Omar, qui avant lui avait été créateur d'États islamiques; mais Samori Touré était un génie militaire et un innovateur politique, qui alla plus loin que les autres dans la mise en place d'une administration politique où un sentiment de loyauté pouvait prévaloir au-dessus des clans, des localités et des ethnies.

Le Zimbabwe a également progressé, avec seulement une légère interférence de
Européens. Localement, le centre du pouvoir s'est déplacé de Mutapa à Changamire; et finalement au 19ème siècle, les groupes Nguni (fuyant le pouvoir des Zoulous) ont envahi le Zimbabwe. Tant que les Nguni étaient des groupes de guerriers en marche, ils se sont manifestement révélés destructeurs; mais au milieu du 19e siècle, les Nguni avaient déjà répandu leurs propres techniques de construction au Mozambique et dans ce qui est maintenant la Rhodésie du Sud, et s'étaient *joints à la population locale* pour établir de nouveaux et plus grands royaumes - imprégnés d'un sens de la nationalité, comme c'était le cas. le cas au Zululand.

Pendant ce temps, dans de vastes régions d'Afrique centrale, un changement politique frappant se produisait également. Jusqu'au XVe siècle, le niveau d'organisation sociale était bas dans la région située entre le Kongo et le Zimbabwe. C'est précisément dans ce domaine qu'est né le groupe d'États connu sous le nom de complexe de

LubaLunda. Leurs structures politiques plutôt que leur taille territoriale les rendaient significatives; et leurs réalisations ont été enregistrées face à des activités d'esclavage constamment envahissantes.

Sur la grande île de Madagascar, les nombreux petits États d'une époque antérieure avaient cédé la place à la fin du XVIIIe siècle au puissant royaume féodal Merina. Le plus souvent, Madagascar est ignoré dans les évaluations générales du continent africain, bien que (à la fois au sens physique et culturel) l'Afrique soit en grande partie sur le peuple malgache. Eux aussi ont souffert de la perte de population due aux exportations d'esclaves; mais le royaume Merina a fait mieux que la plupart des États esclavagistes, car une culture plus intensive du riz des marais à haut rendement et l'élevage du bétail compensaient la perte de main-d'œuvre. Cette situation doit rappeler que le développement *accompagné* de la traite des esclaves ne doit pas être *attribué* superficiellement et illogiquement à l'exportation de la population et à la dislocation qui accompagne les raids

d’esclaves. Les bases du développement politique du royaume Merina et de tous les autres (qu'ils soient ou non engagés dans l'esclavage) reposaient sur leur propre environnement - dans les ressources matérielles, les ressources humaines, la technologie et les relations sociales. Tant qu'une société africaine pourrait au moins conserver ses avantages hérités de plusieurs siècles de changements évolutifs, la superstructure pourrait continuer à s'étendre et offrir de nouvelles opportunités à des groupes entiers de personnes, à des classes et à des individus.

Au début de cette section, l'attention a été attirée sur la nécessité de concilier une reconnaissance du développement africain jusqu'en 1885 avec une prise de conscience des pertes subies simultanément par le continent à cette époque, en raison de la nature du contact avec l'Europe capitaliste. Cette question doit également être explicitement évoquée à ce stade. Il est clairement ridicule d'affirmer que les contacts avec l'Europe ont construit ou ont profité à l'Afrique pendant

la période précoloniale. Cela ne représente pas non plus la réalité de suggérer (comme l'a fait le président Léopold Senghor) que la traite des esclaves a balayé l'Afrique comme un feu de brousse, ne laissant rien debout. La vérité est qu'une Afrique en développement s'est lancée dans la traite des esclaves et les relations commerciales européennes comme dans un vent de force coup de vent, qui a fait naufrage quelques sociétés, en a déraillé beaucoup d'autres et a généralement ralenti le rythme des progrès. Cependant (en poursuivant la métaphore plus loin), il faut noter que les capitaines africains prenaient encore des décisions avant 1885, bien que déjà les forces étaient à l'œuvre, ce qui poussa les capitalistes européens à insister et à réussir à prendre le commandement.

4.4 L'avènement de l'impérialisme et du colonialisme

Au cours des siècles précédant la domination coloniale, l'Europe a augmenté sa capacité économique à pas de géant, tandis que l'Afrique semblait avoir été presque

statique. L'Afrique de la fin du XIXe siècle pouvait encore être décrite comme une partie communale et une partie féodale, bien que l'Europe occidentale soit complètement passée du féodalisme au capitalisme. Pour élucider la thèse principale de cette étude, il est nécessaire de suivre non seulement le développement de l'Europe et le sous-développement de l'Afrique, mais aussi de comprendre comment ces deux éléments se sont combinés en un seul système - celui de l'impérialisme capitaliste.

L'économie européenne produisait beaucoup plus de biens en utilisant ses propres ressources et main-d'œuvre, ainsi que les ressources et la main-d'œuvre du reste du monde. Il y a eu de nombreux changements qualitatifs dans l'économie européenne, qui ont accompagné et rendu possible l'augmentation de la quantité de marchandises. Par exemple, des machines et des usines plutôt que et ont fourni la principale source de richesse; et le travail avait depuis longtemps cessé d'être organisé sur une base familiale restreinte. La paysannerie

avait été brutalement détruite et le travail des hommes, des femmes et des enfants était impitoyablement exploité. Tels étaient les grands maux sociaux du système capitaliste, qu'il ne faut pas oublier; mais, sur la question de l'économie comparée, le fait pertinent est que ce qui était une légère différence lorsque les Portugais ont navigué en Afrique de l'Ouest en 1444 était un énorme écart au moment où les hommes d'État voleurs européens se sont assis à Berlin 440 ans plus tard pour décider qui devrait voler quelles parties de l'Afrique. C’est cette lacune qui a fourni à l’Europe à la fois la nécessité et l’opportunité d’entrer dans l’époque impérialiste, de coloniser et de sous-développer davantage l’Afrique.

Le fossé technologique et économique croissant entre l'Europe occidentale et l'Afrique faisait partie de la tendance du capitalisme à concentrer ou polariser la richesse et la pauvreté à deux extrêmes opposés.

À l'intérieur même de l'Europe occidentale, certaines nations se sont enrichies aux dépens d'autres. La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne étaient les nations les plus prospères. La pauvreté prévalait en Irlande, au Portugal, en Espagne et dans le sud de l'Italie. A l'intérieur des économies britannique, française et allemande, la polarisation de la richesse se situe entre les capitalistes d'une part et les ouvriers et quelques paysans d'autre part. Les grands capitalistes se sont agrandis et les petits ont été éliminés. Dans de nombreux domaines importants, tels que la sidérurgie, le textile et en particulier la banque, il était à noter que deux ou trois entreprises monopolisaient la plupart des affaires. Les banques occupaient également une position dominante au sein de l'économie dans son ensemble, fournissant des capitaux aux grandes entreprises industrielles monopolistes.

Les entreprises monopolistiques européennes exploitées en combattant constamment prennent le contrôle des matières premières, des marchés et des moyens de

communication. Ils se sont également battus pour être les premiers à investir dans de nouvelles entreprises rentables liées à leur secteur d'activité - que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays. En effet, après que les possibilités d'expansion sont devenues limitées à l'intérieur de leurs économies nationales, leur principale attention s'est tournée vers les pays dont les économies étaient moins développées et qui n'opposeraient donc pas ou peu d'opposition à la pénétration du capitalisme étranger. Cette pénétration du capitalisme étranger à l'échelle mondiale à partir de la fin du XIXe siècle est ce que nous appelons «l'impérialisme».

L'impérialisme signifiait l'expansion capitaliste. Cela signifiait que les capitalistes européens (et nord-américains et japonais) étaient contraints par la logique interne de leur système concurrentiel de rechercher à l'étranger dans des pays moins développés des opportunités de contrôler les approvisionnements en matières premières, de trouver des marchés et de trouver des domaines d'investissement rentables. Les

siècles de commerce avec l'Afrique ont grandement contribué à cet état de fait où les capitalistes européens ont été confrontés à la *nécessité* de se développer largement en dehors de leurs économies nationales.

Il y avait certaines régions d'Afrique dans lesquelles les investissements européens étaient censés générer des super-profits immédiats. Les mines d'Afrique du Sud, les prêts aux gouvernements nord-africains et la construction du canal de Suez faisaient partie de cette catégorie. Le canal de Suez a également assuré une plus grande rentabilité des investissements européens et des échanges commerciaux avec l'Inde. Cependant, la plus grande valeur de l'Afrique pour l'Europe au début de l'ère impérialiste était en tant que source de matières premières telles que les produits du palmier, les arachides, le coton et le caoutchouc. Le besoin de ces matériaux est né de l'expansion de la capacité économique de l'Europe, de ses nouvelles machines plus grandes et de sa population salariée croissante dans les villes. Toutes ces choses avaient

développé au cours des quatre siècles précédents; et encore une fois, il faut répéter que l’un des facteurs importants de ce processus était l’inégalité des échanges avec l’Afrique.

L'impérialisme est essentiellement un phénomène économique, et il ne conduit pas nécessairement à un contrôle politique direct ou à une colonisation. Cependant, l'Afrique a été victime de la colonisation. À l'époque de la fameuse Scramble for Africa, les Européens se sont emparés de tout ce qu'ils pensaient être des profits en Afrique, et ils ont même consciemment acquis de nombreuses zones non pas pour une exploitation immédiate mais avec un regard tourné vers l'avenir. Chaque nation européenne qui avait ces intérêts économiques à court et à long terme a brandi son propre drapeau dans différentes parties de l'Afrique et a établi un régime colonial. Le fossé qui s'était creusé pendant la période du commerce précolonial a donné à

l'Europe le pouvoir d'imposer une domination politique à l'Afrique.

Le commerce précolonial des esclaves, de l'ivoire, de l'or, etc., se faisait à partir des côtes de l'Afrique. Sur les côtes, les navires européens pourraient dominer la scène et, si nécessaire, des forts pourraient être construits. Avant le XIXe siècle, l'Europe était incapable de pénétrer le continent africain, car l'équilibre des forces dont ils disposaient était insuffisant. Mais les mêmes changements technologiques qui ont créé le besoin de pénétrer en Afrique ont également créé le pouvoir de conquérir l'Afrique. Les armes à feu de l'époque impérialiste ont marqué un bond en avant qualitatif. Les fusils à chargement par la culasse et les mitrailleuses étaient bien loin des chargeurs de bouche et des silex à alésage lisse de l'ère précédente. Les impérialistes européens en Afrique se vantaient que ce qui comptait était le fait qu'ils avaient la mitrailleuse Maxim et les Africains pas.

Curieusement, les Européens ont souvent tiré la justification morale de l'impérialisme et du colonialisme des caractéristiques du commerce international tel qu'il était mené jusqu'à la veille de la domination coloniale en Afrique. Les Britanniques étaient les principaux porte-parole de l'opinion selon laquelle le désir de coloniser reposait en grande partie sur leurs bonnes intentions de vouloir mettre fin à la traite des esclaves. Il est vrai que les Britanniques du 19e siècle étaient aussi opposés à la traite des esclaves qu'ils l'étaient autrefois. De nombreux changements à l'intérieur de la Grande-Bretagne avaient transformé la nécessité du 17ème siècle pour les esclaves en la nécessité du 19ème siècle de débarrasser l'Afrique des restes de l'esclavage afin d'organiser l'exploitation locale de la terre et du travail. Par conséquent, l'esclavage a été rejeté dans la mesure où il était devenu une entrave à la poursuite du développement capitaliste; et c'était particulièrement vrai en Afrique de l'Est, où l'esclavage arabe a persisté jusqu'à la fin du XIXe siècle. Les Britanniques ont pris un plaisir particulier à mettre un

terme à la traite des esclaves arabes et à destituer des dirigeants au motif qu'ils étaient des marchands d'esclaves. Cependant, au cours de ces mêmes années, les Britanniques écrasaient les dirigeants politiques au Nigéria, comme Jaja et Nana qui avaient alors cessé d'exporter des esclaves, et se concentraient plutôt sur des produits comme l'huile de palme et le caoutchouc. De même, les Allemands en Afrique de l'Est ont fait semblant d'être les plus opposés aux dirigeants comme Bushiri qui étaient engagés dans le commerce des esclaves, mais les Allemands étaient également hostiles aux dirigeants africains avec peu d'intérêt pour l'esclavage. Le facteur commun sous-jacent au renversement des dirigeants africains en Afrique de l'Ouest, du Centre, du Nord et du Sud était qu'ils s'opposaient aux besoins impériaux de l'Europe. C'était le seul facteur qui importait, les sentiments anti-esclavagistes étant au mieux superflus et au pire une hypocrisie calculée.

Le roi Léopold de Belgique a également utilisé l'excuse anti-esclavagiste pour introduire au Congo le travail forcé et l'esclavage moderne. En outre, tous les Européens avaient tiré des idées de supériorité raciale et culturelle entre les XVe et XIXe siècles, alors qu'ils étaient engagés dans le génocide et l'esclavage des peuples non blancs. Même le Portugal, nation européenne appauvrie et arriérée à l'époque impérialiste, pouvait encore présumer qu'il avait pour destin de civiliser les indigènes d'Afrique!

Il y a une curieuse interprétation du Scramble et de la partition africaine qui revient pratiquement à dire que le colonialisme est né des besoins de l'Afrique plutôt que de ceux de l'Europe. L'Afrique, disent-ils, avait besoin d'une colonisation européenne si elle voulait dépasser le stade où elle avait atteint la fin du XIXe siècle. De toute évidence, ils n'apprécient pas qu'un tel raisonnement suggérait que l'Afrique se développerait si elle recevait de plus grandes doses de la concoction européenne qui avait déjà commencé son sous-développement - qu'elle

se développerait si elle perdait les derniers vestiges de sa liberté de choix. , qui avait clairement été sérieusement minée par le commerce précolonial - qu'elle se développerait si son économie s'intégrait davantage à celle de l'Europe à des conditions entièrement dictées par l'Europe. Ces implications et leurs erreurs seraient évidentes pour quiconque essaie de comprendre le processus de développement avant de se prononcer sur une époque particulière du développement humain en Afrique.

Tout au long du 14ème siècle, les dirigeants africains ont fait preuve d'une grande initiative dans la recherche des formes les plus larges de contact culturel avec l'Europe. Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, cela signifiait chercher des substituts au commerce des esclaves. Le Dahomey, l'un des plus impliqués dans la traite des esclaves, faisait partie des États qui ont utilisé plusieurs des dernières années de son indépendance pour trouver une base saine pour les échanges culturels avec les Européens.

En 1850, le roi dahoméen régnant, Ghezo, a proclamé un édit par lequel tous les jeunes palmiers à huile devaient être libérés des parasites qui les entouraient, et des sanctions sévères devaient être imposées pour la coupe de palmiers. Ghezo qui a régné de 1818 à 1857 était un réformateur, et il a fait des efforts sincères pour répondre aux critiques de sa politique par des groupes tels que les missionnaires et les militants anti-esclavagistes; mais il est vite devenu clair que les Européens n'étaient pas déterminés à voir le Dahomey resurgir comme un État fort, mais créaient plutôt des excuses et les conditions subjectives pour justifier leur proposition de colonisation du peuple du Dahomey. Dans ces circonstances, le dernier monarque dahoméen, Glele, s'est replié sur sa capitale à Abomey et a poursuivi la politique qu'il considérait comme la plus conforme à la dignité et à l'indépendance du Dahomey. Glele a attaqué Abeokuta, qui contenait des convertis qui étaient déjà des «personnes protégées britanniques»; il a dit aux Français de foutre le camp de Porto Novo; et il a

généralement résisté jusqu'à ce qu'il soit vaincu militairement par les Français en 1889.

Les groupes africains qui n'avaient que peu ou rien à voir avec les exportations d'esclaves ont également intensifié leurs efforts pour s'intégrer dans un monde plus large au XIXe siècle. Gungunhana, la règle Nguni de Gaza au Mozambique, a demandé à un médecin missionnaire suisse et le maintient à sa cour pendant plusieurs années jusqu'à ce que les Portugais a conquis son royaume en 1895. Après les Portugais a imposé la domination coloniale, il fut longtemps avant que les Africains ont vu une autre médecin!

Il est particulièrement instructif de se tourner vers l'exemple de l'Égypte sous Muhammad Ali, qui a régné de 1805 à 1849. L'Europe capitaliste avait laissé l'Afrique du Nord féodale derrière au cours des 17e et 18e siècles. Muhammad Ali en était conscient et visait consciemment à rattraper l'Europe. Il a institué une série de réformes, dont les plus importantes étaient de nature économique.

L'Égypte cultivait et fabriquait son propre coton et fabriquait du verre, du papier et d'autres produits industriels. L'Égypte ne devait pas être utilisée comme dépotoir pour les produits européens qui saperaient l'industrie locale, de sorte que des barrières tarifaires protectrices ont été établies autour des «industries naissantes» de l'Égypte. Cela ne signifiait pas que l'Égypte était isolée du reste du monde. Au contraire, Muhammad Ali a emprunté des experts européens et il a augmenté le commerce extérieur de l'Égypte.

Les idéaux de Muhammad Ali pourraient être liés dans l'idiome de la science sociale moderne comme étant la création d'une économie viable et autopropulsée pour fournir la base de l'indépendance nationale. De tels idéaux étaient diamétralement opposés aux besoins du capitalisme européen. Les industriels britanniques et français voulaient voir l'Égypte non pas comme un fabricant de textile mais comme un producteur de coton brut pour l'exportation, et un importateur

Fabrication européenne. Les financiers européens voulaient que l'Égypte soit une source d'investissement et, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, ils ont transformé le sultan d'Égypte en un mendiant international, qui a hypothéqué toute l'Égypte à des financiers monopolistes internationaux. Enfin, les hommes d'État européens voulaient que le sol égyptien serve de base à l'exploitation de l'Inde et de l'Arabie. Par conséquent, le canal de Suez a été creusé dans le sol égyptien par les Égyptiens, mais il appartenait à la Grande-Bretagne et à la France, qui ont ensuite étendu la domination politique sur l'Égypte et le Soudan.

L'éducation est indéniablement l'une des facettes de la vie européenne qui s'est développée le plus sensiblement à l'époque capitaliste. Grâce à l'éducation et à l'utilisation extensive de l'écrit, les Européens étaient en mesure de transmettre aux autres les principes scientifiques du monde matériel qu'ils avaient découvert, ainsi qu'un corpus de réflexions philosophiques variées sur l'homme et la société. Les Africains ont rapidement apprécié les

avantages découlant d'une éducation alphabétisée. A Madagascar, le royaume Merina a fait beaucoup pour parrainer la lecture et l'écriture. Ils ont utilisé leur propre langue et une écriture arabe, et ils ont accueilli l'aide des missionnaires européens. Cet emprunt conscient à toutes les sources pertinentes n'était possible que lorsqu'ils avaient la liberté de choisir. La colonisation, loin de naître des besoins malgaches, a en fait érigé une barrière à la réalisation de la «modernisation» initiée par les rois Merina dans les années 1860 et 1870. Un exemple similaire peut être trouvé dans l'histoire de la Tunisie avant que la hache de la partition ne tombe.

Dans de nombreuses régions du monde, le capitalisme sous sa forme impérialiste a accepté qu'une certaine mesure de souveraineté politique devait être laissée aux mains de la population locale. C'était le cas en Europe de l'Est, en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Chine. Cependant, les capitalistes européens ont décidé que l'Afrique devait être directement colonisée. Il existe des preuves suggérant qu'une telle ligne de

conduite n'était pas entièrement planifiée. La Grande-Bretagne et la France jusque dans les années 1850 et 1860 auraient préféré diviser l'Afrique en «sphères d'influence» informelles. Cela signifie qu'il y aurait eu un gentlemen's agreement selon lequel (disons) le Nigeria serait exploité par les marchands britanniques tandis que le Sénégal serait exploité par des Français. Dans le même temps, les Anglais et les Français commerceraient de manière mineure dans l'empire informel de l'autre. Mais, premièrement, il y avait un désaccord sur qui devrait sucer quels morceaux d'Afrique (d'autant plus que l'Allemagne voulait se joindre à l'accaparement); et, deuxièmement, au moment où une puissance européenne a déclaré une région d'Afrique comme protectorat ou colonie, elle a imposé des droits de douane aux commerçants européens d'autres nationalités, et à son tour a forcé leurs rivaux à avoir des colonies et des tarifs discriminatoires. Une chose en a conduit une autre, et bientôt six nations capitalistes européennes se sont écroulées pour établir une

domination politique directe sur des sections particulières de l'Afrique. Ne vous y trompez pas, des messieurs comme Karl Peters, Livingstone, Stanley, Harry Johnston, de Brazza, le général Gordon et leurs maîtres en Europe se bousculaient littéralement pour l'Afrique. Ils ont à peine évité une conflagration militaire majeure.

En plus des facteurs qui ont provoqué la réaction en chaîne du Scramble comme décrit ci-dessus, les Européens étaient également motivés par la race pour rechercher la domination politique sur l'Afrique. Le XIXe siècle a été celui où le racisme blanc était le plus violemment et ouvertement exprimé dans les sociétés capitalistes, avec les États-Unis comme point focal et la Grande-Bretagne prenant la tête des nations capitalistes d'Europe occidentale. La Grande-Bretagne a accepté d'accorder le statut de dominion à ses anciennes colonies de colons blancs au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande; mais il a retiré l'autonomie gouvernementale de la

Antilles quand les planteurs blancs ont été évincés des assemblées législatives par des noirs (ou bruns). En ce qui concerne l'Afrique, les Anglais se sont violemment opposés à l'autonomie des Noirs comme la Confédération Fante sur la Gold Coast dans les années 1860. Ils ont également tenté d'éroder l'autorité des créoles noirs en Sierra Leone. En 1874, lorsque le Fourah Bay College a demandé et obtenu une affiliation à l'Université de Durham, le journal *Times a* déclaré que Durham devrait ensuite s'affilier au zoo de Londres! Le racisme omniprésent et vicieux était présent dans l'impérialisme comme une variante indépendante de la rationalité économique qui a initialement donné naissance au racisme. C'est l'économie qui a déterminé que l'Europe devait investir en Afrique et contrôler les matières premières et la main-d'œuvre du continent. C'est le racisme qui a confirmé la décision selon laquelle la forme de contrôle devait être un régime colonial direct.

Partout, les Africains se sont battus contre un régime politique étranger et ont dû être maîtrisés par une force supérieure. Mais une minorité importante a insisté pour que leurs relations commerciales avec l'Europe ne soient pas interrompues, car c'était une mesure de la mesure dans laquelle ils étaient déjà dépendants de l'Europe. L'illustration la plus dramatique de cette dépendance était la détermination avec laquelle certains Africains ont combattu la fin de la traite des esclaves en Europe.

Pour la plupart des États capitalistes européens, l'asservissement des Africains avait atteint son objectif au milieu du 19e siècle; mais pour les Africains qui s'occupaient de captifs, l'arrêt brutal du commerce à un moment donné était une crise de la plus grande ampleur. Dans de nombreux domaines, des changements sociaux majeurs ont eu lieu pour mettre efficacement les régions particulières au service de la traite des esclaves européenne - l'un des plus significatifs étant la montée de l'esclavage domestique et diverses formes d'assujettissement des classes et des castes. Les

dirigeants et commerçants africains qui ont trouvé leur existence sociale menacée par les premiers décrets juridiques tels que la loi britannique de 1807 contre le commerce des esclaves ont trouvé des moyens d'entrer en contact avec les Européens qui voulaient toujours des esclaves.

En Afrique subsaharienne et en particulier en Afrique de l'Ouest, les exportations d'esclaves ont diminué le plus rapidement là où les Européens étaient prêts à acheter d'autres produits. Dès que les habitants de n'importe quelle région ont constaté qu'ils avaient un produit que les Européens acceptaient à la place de l'ancienne traite des esclaves, ces habitants ont déployé d'énormes efforts pour organiser les alternatives: à savoir, l'ivoire, le caoutchouc, les produits du palmier, les arachides, etc. , ces efforts ont démontré la détermination d’une proportion faible mais décisive d’Africains. C'était une détermination fondée sur le désir d'obtenir des produits commerciaux européens, dont beaucoup avaient cessé

d'être de simples curiosités ou de luxe, et étaient plutôt considérés comme des produits de première nécessité.

Les quatre premiers siècles du commerce afro / européen dans un sens très réel représentent les racines du sous-développement africain. Le colonialisme a prospéré rapidement d'un point de vue européen, car plusieurs de ses caractéristiques étaient déjà enracinées en Afrique dans la période précédente. L'une des caractéristiques les plus décisives du système colonial était la présence d'Africains servant d'agents économiques, politiques et culturels des colonialistes européens. Ces agents ou «compradeurs» servaient déjà les intérêts européens à l'époque précoloniale. L'impact du commerce avec l'Europe avait réduit de nombreux dirigeants africains au statut d' intermédiaires pour le commerce européen; il avait élevé les Africains ordinaires à ce même rôle commercial d'intermédiaire; et il avait créé un nouveau groupe commercial de sang mêlé - les enfants de pères européens ou arabes. Ces types peuvent tous être qualifiés de «compradeurs» et ils ont

joué un rôle clé dans l'extension de l'activité européenne de la côte à l'arrière-pays, dès que les Européens ont pensé à prendre le pouvoir politique. Un exemple remarquable de ce qui précède est la façon dont les colonialistes français ont utilisé les Africains et les mulâtres sur la côte sénégalaise comme agents pour étendre le contrôle français sur des milliers de kilomètres dans les zones désormais couvertes par le Sénégal, le Mali, le Tchad, la Haute-Volta et le Niger. Ces noirs et mulâtres particuliers vivaient dans les ports de commerce de Gorée, Dakar, Saint-Louis et Rufisque; et ils avaient des liens de longue date avec le commerce atlantique.

Les Africains qui font du commerce au nom des Européens ne sont pas simplement des agents commerciaux, mais aussi des agents culturels, car ils sont inévitablement fortement influencés par la pensée et les valeurs européennes. La recherche d'une éducation européenne a commencé en Afrique avant la période coloniale. Les dirigeants et commerçants côtiers ont reconnu la nécessité de pénétrer plus profondément

dans le mode de vie de l'homme blanc qui a traversé la mer. Les fils mulâtres des commerçants blancs et les fils des dirigeants africains étaient ceux qui ont fait le plus d'efforts pour apprendre les voies blanches. Cela les a aidés à mener leurs affaires plus efficacement. Un dirigeant sierra-léonais du 18e siècle a expliqué qu'il souhaitait «apprendre à livre à être un voyou aussi bon que l'homme blanc»; et beaucoup d'autres ont vu les avantages pratiques de l'alphabétisation. Cependant, le processus éducatif signifiait également s'imprégner de valeurs qui ont conduit à une plus grande asservissement de l'Afrique. Un Africain de l' Ouest formé à cette première période a rédigé un doctorat. thèse en latin justifiant l'esclavage. Ce n'était pas surprenant.: Le révérend Thomas

Thompson a été le premier éducateur européen sur la «Gold Coast», et il a écrit en 1778 une brochure intitulée, *Le commerce africain pour les esclaves nègres montré être compatible avec les principes de l'humanité et les lois de la religion révélée.*

L'une des caractéristiques les plus frappantes de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest au XIXe siècle est la manière dont les Africains sont revenus de l'esclavage sous des maîtres européens et ont contribué à l'établissement de la domination coloniale. Cela était particulièrement vrai des Africains qui sont revenus des Antilles et d'Amérique du Nord en Sierra Leone ou qui ont été libérés des navires négriers et ont débarqué en Sierra Leone. Dans une moindre mesure, elle s'appliquait également aux Africains qui étaient autrefois au Brésil. Ces individus avaient assimilé les valeurs capitalistes et, comme la plupart des missionnaires européens, promu les types d'activités qui accompagnaient la domination coloniale. Dans un contexte assez différent, on peut affirmer que les Arabes de Zanzibar et de l'Afrique de l'Est se sont également transformés en agents du colonialisme européen. Au début, ils ont résisté parce que le colonialisme européen a affecté leurs propres ambitions expansionnistes sur l'Afrique de l'Est, mais ils sont rapidement parvenus à un arrangement qui a donné aux

Européens les pouvoirs ultimes. Les Européens ont réduit la petite clique arabe en instruments politiques et économiques de l'impérialisme.

La supériorité européenne sur les Arabes de l'Est et du Nord: et au Moyen-Orient démontre de manière concluante que l'impérialisme moderne est inséparable du capitalisme et du rôle de l'esclavage dans le contexte du capitalisme. Les Arabes avaient acquis des Africains comme esclaves pendant des siècles, mais ils étaient exploités dans un contexte féodal. Les esclaves africains aux mains arabes sont devenus des domestiques, des soldats et des serfs agricoles. Le surplus qu'ils produisaient n'était pas destiné au réinvestissement et à la multiplication du capital, comme dans les systèmes esclavagistes antillais ou nord-américains, mais à la «consommation par l'élite féodale». En effet, les esclaves étaient souvent maintenus plus pour leur prestige social que pour des avantages économiques.

Les principales exceptions à cette règle étaient Zanzibar au 19e siècle et l'Égypte sous Muhammed Ali. Dans ces deux cas, la main-d'œuvre africaine était exploitée pour produire des bénéfices sur la base des plantations; et cela peut également s'appliquer à la production de palmier dattier en Arabie. Mais, l'Europe exploitait déjà la main-d'œuvre africaine pour maximiser le surplus depuis trois siècles auparavant, et la contribution que le système de plantation apportait au développement capitaliste européen était si grande que l'Europe occidentale au XIXe siècle avait englouti la moindre exploitation de Zanzibar et de l'Arabie, et il a assuré une prise ferme sur l'économie de l'Égypte après la mort de Muhammed Ali en 1849. En d'autres termes, les clous de girofle, le coton et les dattes produits respectivement à Zanzibar, en Égypte et en Arabie, avant la colonisation, allaient déjà renforcer le commerce et la production européens. . Finalement, ce n'était pas un problème pour les marchands d'esclaves capitalistes d'Europe d'étendre leur domination politique sur les marchands d'esclaves

arabes féodaux et d'utiliser ces derniers comme agents du colonialisme en Afrique de l'Est.

Revenant à la question des agents africains autochtones de la domination coloniale européenne en Afrique, il faut reconnaître que les Européens ont recruté des Africains pour servir dans les armées qui ont effectivement conquis l'Afrique dans la période sanglante des années 1880 à la première Grande Guerre déclenchée par les Européens en 1914. C'est une caractéristique répandue du colonialisme de trouver des agents de répression parmi les victimes coloniales elles-mêmes. Pourtant, sans les siècles précédents d'échanges entre l'Afrique et l'Europe, il aurait été impossible aux Européens de recruter aussi facilement les askaris, porteurs, etc., qui ont rendu possible leur conquête coloniale.

Les résidents africains des ports sénégalais déjà mentionnés étaient ceux qui portaient l'uniforme de l'armée française et qui se sont battus pour établir la domination française à l'intérieur et dans d'autres parties

de la côte comme le Dahomey. Lorsque les Britanniques ont vaincu Asante en 1874, ils avaient dans leurs forces des troupes africaines des villes côtières autour des forts de la «Gold Coast». Ces Africains étaient en contact avec les Européens «depuis si longtemps que depuis le XVIIe siècle, ils s'identifiaient comme« néerlandais »,« danois »ou« anglais », selon le fort qui leur donnait un emploi. Ils avaient mené des batailles pour une nation européenne contre une autre; et à la fin du 19e siècle, il était facile de les amener à se battre contre leurs compatriotes africains au nom de la puissance coloniale conquérante de la Grande-Bretagne.

Dans les territoires portugais, les origines de la police et de l'armée coloniales noires remontent également à la période commerciale «précoloniale». Autour des forts de Luanda et Benguela en Angola et de Lourenço Marques et Beira au Mozambique, se sont développées des communautés d'Africains, de mulâtres et même d'Indiens qui ont contribué à «pacifier» de vastes zones pour les Portugais après la Conférence de Berlin. Les

commerçants au Mozambique et dans le reste de l'Afrique orientale, occidentale et centrale qui avaient l'expérience des Européens avant le colonialisme étaient ceux qui fournissaient des porteurs pour transporter les mitrailleuses lourdes, les canons et l'équipement de soutien; ce sont eux qui ont fourni au futur colonialiste européen les informations et les renseignements militaires qui ont facilité la conquête; et c'étaient les interprètes qui étaient la voix des Européens sur le sol africain.

Bien sûr, il est vrai que de nombreux Africains qui n'avaient rien à voir avec le commerce précolonial se sont également alliés aux nouveaux arrivants européens. À cet égard, l'écart des niveaux d'organisation politique entre l'Europe et l'Afrique est très crucial. Le développement de l'unité politique sous la forme de grands États progressait régulièrement en Afrique. Mais même ainsi, au moment de la Conférence de Berlin, l'Afrique était encore un continent d'un grand nombre de groupements sociopolitiques qui n'étaient pas parvenus à

un objectif commun. Par conséquent, il était facile pour l'intrus européen de jouer au jeu classique de diviser pour conquérir. De cette manière, certains Africains sont devenus *des* alliés *involontaires* de l'Europe.

De nombreux dirigeants africains ont cherché une «alliance» européenne pour traiter avec leur propre voisin africain, avec lequel ils étaient en conflit. Peu de ces dirigeants ont apprécié les implications de leurs actions. Ils ne pouvaient pas savoir que les Européens étaient venus pour rester définitivement; ils ne pouvaient pas savoir que les Européens ne voulaient pas conquérir certains mais tous les Africains. Cette vision partielle et inadéquate du monde était elle-même un témoignage du sous-développement de l'Afrique par *rapport* à l'Europe qui, à la fin du XIXe siècle, cherchait avec confiance à dominer une partie du globe.

Les divisions politiques en Afrique n'étaient pas une preuve d'infériorité innée ou d'arriération. Tel était l'état dans lequel se trouvait alors le continent - un point le

long d'une longue route que d'autres avaient parcourue et le long de laquelle l'Afrique se déplaçait. L'impact commercial de l'Europe a ralenti le processus de fusion et d'expansion politiques; contrairement à la manière dont le commerce avec l'Afrique a renforcé les États-nations européens. Lorsque le capitalisme européen a pris la forme de l'impérialisme et a commencé à soumettre l'Afrique politiquement, les conflits politiques *normaux* de la situation africaine précapitaliste se sont transformés en *faiblesse* qui a permis aux Européens d'établir leur domination coloniale.

Dans l'ensemble, il est très clair que pour comprendre l'arrivée du colonialisme en Afrique, il faut tenir compte de l'évolution historique antérieure de l'Afrique et de l'Europe et en particulier, il faut réfléchir à la manière dont leurs contacts commerciaux influencent mutuellement les deux continents, de sorte que ce qu'on a appelé le commerce «précolonial» s'est avéré être une étape préparatoire à l'ère de la domination coloniale.

Il est largement admis que l'Afrique a été colonisée en raison de sa faiblesse. Le concept de faiblesse doit être compris comme englobant la faiblesse militaire et la capacité économique inadéquate, ainsi que certaines faiblesses politiques, à savoir le caractère incomplet de l'établissement d'États-nations qui a laissé le continent divisé et le faible niveau de conscience concernant le monde dans son ensemble qui déjà été transformé en un système unique par l'expansion des relations capitalistes.

Bref guide de lecture

La section 3 de ce chapitre traitant de la société africaine est une continuation du chapitre 2; et les ouvrages généraux qui y sont cités sont également pertinents dans ce contexte. Davantage d'écrivains africains sont impliqués dans cette période précoloniale récente, qui est bien sûr un aspect d'une lutte nationale. Il existe également des monographies plus nombreuses et de meilleure qualité sur des domaines et des sujets donnés. Mais l'avènement de l'impérialisme n'a pas encore été sérieusement poursuivi d'un point de vue africain, et il y a

une absence marquée de théorie reliant les nombreux faits qui sont maintenant bien établis sur les événements qui se déroulent en Afrique entre 1500 et 1885.

J. Webster et A. Boahen, *Les années révolutionnaires: l'Afrique de l'Ouest depuis 1800.*

Davidson avec JE Mhina, *La croissance de la civilisation africaine: Afrique orientale et centrale à la fin du XIXe siècle.*

Ces deux éléments devraient être ajoutés à la liste des textes généraux qui fournissent des enquêtes régionales sur une longue période. Ils ont l'avantage d'être des interprétations cohérentes et pas seulement des essais collectés. W. Rodney, *Afrique de l'Ouest et commerce des esclaves dans l'Atlantique* .

E. Alpers, *The East African Slave Tra* de.

IA Akinjogbin, *Dahomey et ses voisins* .

Les deux premiers sont de brefs comptes rendus de l'impact des exportations d'esclaves sur les régions africaines concernées. Le troisième est un compte rendu détaillé par un universitaire nigérian de l'implication du Dahomey auprès des Européens.

J. Egharevba, *Une brève histoire du Bénin* .

BA Ogot, *Histoire du sud de Luo* .

I. Kimambo, *Une histoire politique du Paré* .

J. Vansina, *Royaumes de la savane* .

Les trois premiers sont de bons exemples d'érudition des Africains concernant les développements historiques commençant avant le contact avec l'Europe. Ils se caractérisent par l'utilisation des traditions orales africaines comme base d'interprétation. Le quatrième (par un Européen) était un travail pionnier qui s'inspirait largement des traditions orales pour reconstruire l'histoire de l'Afrique centrale.

J. Ajayi, *Missions chrétiennes au Nigéria, 1845-1891* .

EA Ayandele, *L'impact missionnaire sur le Nigeria moderne* .

Un aspect de l'époque impérialiste qui a été sondé par les historiens africains (et de nombreux non-Africains) est celui des missionnaires chrétiens, comme en témoignent les travaux ci-dessus.

Table des matières

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Chapitre cinq. Contribution de l'Afrique au développement capitaliste de l'Europe - la période coloniale

Les colonies ont été créées pour la métropole par le dicton français de la métropole.

«Les opérations de vente aux États-Unis et la gestion des quatorze usines (Unilever) sont dirigées depuis Lever House, sur l'avenue à la mode de Park Avenue à New York. Vous regardez cette grande structure en verre et acier et vous vous demandez combien d'heures de travail noir sous-payé et combien de milliers de tonnes d'huile de palme, d'arachides et de cacao sous-évaluées il en a coûté pour la construire.

W. Altheus Hunton

5. 1 Expatriation des excédents africains sous le colonialisme a) Capital et travail salarié africain

L'Afrique coloniale faisait partie de cette partie de l'économie capitaliste internationale dont les excédents étaient tirés pour nourrir le secteur métropolitain. Comme vu précédemment, l'exploitation de la terre et du travail est essentielle pour le progrès social humain, mais uniquement dans l'hypothèse où le produit est mis à disposition dans la zone où a lieu l'exploitation. Le colonialisme n'était pas simplement un système d'exploitation, mais un système dont le but essentiel était de rapatrier les bénéfices vers la soi-disant «mère patrie». D'un point de vue africain, cela équivalait à une expatriation cohérente du surplus produit par la main-d'œuvre africaine à partir des ressources africaines. Cela signifiait le développement de l'Europe dans le cadre du même processus dialectique dans lequel l'Afrique était sous-développée.

À tous égards, la main-d'œuvre était bon marché en Afrique et la quantité de surplus extraite de l'ouvrier africain était grande. L'employeur sous le colonialisme payait un salaire extrêmement faible - un salaire généralement insuffisant pour maintenir physiquement le travailleur en vie - et, par conséquent, il devait cultiver de la nourriture pour survivre. Cela s'appliquait en particulier au travail agricole de type plantation, au travail dans les mines et à certaines formes d'emploi urbain. Au moment de l'imposition de la domination coloniale européenne, les Africains pouvaient gagner leur vie grâce à la terre. Beaucoup ont gardé un certain contact avec la terre dans les années à venir, et ils ont travaillé loin de leurs *shambas* pour payer des impôts ou parce qu'ils étaient obligés de le faire. Après la fin de la féodalité en Europe, l'ouvrier n'avait absolument aucun moyen de subsistance autrement que par la vente de son travail aux capitalistes. Par conséquent, dans une certaine mesure, il incombait à l'employeur d'assurer la survie physique du travailleur en lui accordant un «salaire

décent». En Afrique, ce n’était pas le cas. Les Européens offraient le salaire le plus bas possible et se fondaient sur une législation soutenue par la force pour faire le reste.

Il y avait plusieurs raisons pour lesquelles l'ouvrier africain était plus grossièrement exploité que son homologue européen au siècle actuel. Premièrement, l'État colonial étranger avait le monopole du pouvoir politique, après avoir écrasé toute opposition par la force armée. Deuxièmement, la classe ouvrière africaine était petite, très dispersée et très instable en raison des pratiques migratoires. Troisièmement, alors que le capitalisme était disposé à exploiter tous les travailleurs partout dans le monde, les capitalistes européens en Afrique avaient des justifications raciales supplémentaires pour traiter injustement les travailleurs africains. La théorie raciste selon laquelle l'homme noir était inférieur a conduit à la conclusion qu'il méritait un salaire inférieur; et, chose intéressante, les populations arabes et berbères à la peau claire de l'Afrique du Nord ont été traitées comme des «noirs» par les Français

racistes blancs. La combinaison des facteurs ci-dessus a rendu à son tour extrêmement difficile pour les travailleurs africains de s'organiser. Ce n'est que l'organisation et la fermeté de la classe ouvrière qui la protège de la tendance naturelle du capitaliste à exploiter au maximum. C'est pourquoi, dans tous les territoires coloniaux, lorsque les travailleurs africains ont compris la nécessité de la solidarité syndicale, de nombreux obstacles se sont posés sur leur chemin par les régimes coloniaux.

Les salaires versés aux travailleurs en Europe et en Amérique du Nord étaient beaucoup plus élevés que les salaires versés aux travailleurs africains de catégories comparables. Le mineur de charbon nigérian à Enugu gagnait 1 / - par jour pour le travail sous terre et 0 / 9d par jour pour les travaux en surface. Un salaire aussi misérable serait au-delà de la compréhension d'un mineur de charbon écossais ou allemand qui pourrait pratiquement gagner en une heure ce que le mineur d'Enugu a été payé pour une semaine de six jours. La

même disparité existe avec les travailleurs portuaires. Les archives de la grande compagnie maritime américaine, Farrell Lines, montrent qu'en 1955, sur le montant total dépensé pour le chargement et le déchargement des marchandises entre l'Afrique et l'Amérique, cinq sixièmes sont allés aux travailleurs américains et un sixième aux Africains. Pourtant, c'était la même quantité de cargaison chargée et déchargée aux deux extrémités. Les salaires versés au débardeur américain et aux charbonniers européens étaient encore de nature à assurer que les capitalistes fassent un profit. Il s’agit simplement d’illustrer à quel point le taux d’exploitation des travailleurs africains était plus élevé.

Lorsque des écarts tels que ceux mentionnés ci-dessus ont été signalés pendant la période coloniale et par la suite, ceux qui justifiaient le colonialisme ont rapidement répondu que le niveau et le coût de la vie étaient plus élevés dans les pays capitalistes. Le fait est que le niveau plus élevé a été rendu possible par l'exploitation des colonies, et il n'y avait aucune justification pour

maintenir le niveau de vie africain si bas à une époque où mieux était possible et dans une situation où un niveau plus élevé était possible en raison du rendement du travail. des Africains eux-mêmes. Le type de niveau de vie supportable par la main-d'œuvre africaine sur le continent est facilement illustré par les salaires et le style de vie des Blancs en Afrique.

Les gouvernements coloniaux ont discriminé l'emploi des Africains dans les catégories supérieures; et, chaque fois qu'il arrivait qu'un blanc et un noir occupaient le même poste, l'homme blanc était sûr d'être payé beaucoup plus. Cela était vrai à tous les niveaux, des postes de la fonction publique aux mineurs. Les salariés africains des colonies britanniques de la Gold Coast et du Nigéria étaient mieux lotis que leurs frères dans de nombreuses autres parties du continent, mais ils étaient limités au niveau «Junior staff» de la fonction publique. Dans la période précédant la dernière guerre mondiale, les fonctionnaires européens de la Gold Coast recevaient en moyenne 40 £ par mois, avec des quartiers et d'autres

privilèges. Les Africains ont un salaire moyen de 4 £. Il y a eu des cas où un Européen dans un établissement gagnait autant que ses vingt-cinq assistants africains réunis. En dehors de la fonction publique, les Africains ont obtenu du travail dans des projets de construction , dans les mines et comme domestiques - tous des emplois mal rémunérés. C'était une exploitation sans responsabilité et sans réparation. En 1934, quarante et un Africains ont été tués dans le désastre d'une mine d'or sur la Gold Coast, et la société capitaliste n'a offert que 3 £ aux personnes à la charge de chacun de ces hommes en guise de compensation.

Là où les colons européens se trouvaient en nombre considérable, l'écart de salaire était facilement perçu. En Afrique du Nord, les salaires des Marocains et des Algériens étaient de 16% à 25% ceux des Européens.
En Afrique de l'Est, la situation était bien pire, notamment au Kenya et au Tanganyika. Une comparaison avec les revenus et les normes des colons blancs met en évidence à quel point les salaires africains étaient

incroyablement bas. Alors que Lord Delamere contrôlait 100 000 acres de terres kényanes, le Kenyan devait porter un *laissez-* passer *kipande* dans son propre pays pour mendier un salaire de 15 / - ou 20 / - par mois. La limite absolue de l'exploitation brutale a été trouvée dans les parties méridionales du continent; et en Rhodésie du Sud, par exemple, les ouvriers agricoles recevaient rarement plus de 15 / - par mois. Les travailleurs des mines obtenaient un peu plus s'ils étaient semi-qualifiés, mais ils avaient aussi des conditions de travail plus intolérables.
Les ouvriers non qualifiés des mines de la Rhodésie du Nord recevaient souvent aussi peu que 7 / - par mois. Un chauffeur de camion sur la célèbre ceinture de cuivre était dans un grade semi-qualifié. Dans une mine, les Européens effectuaient ce travail pour 30 £ par mois, tandis que dans une autre, les Africains le faisaient pour 3 £ par mois.

Dans tous les territoires coloniaux, les salaires ont été réduits pendant la période de crise qui a secoué le

monde capitaliste pendant les années 1930, et ils n'ont été rétablis ou augmentés qu'après la dernière guerre mondiale capitaliste. Dans

En Rhodésie du Sud en 1949, les Africains employés dans les communes se voyaient attribuer un salaire minimum de 35 / - à 75 / - par mois. C'était une amélioration considérable par rapport aux années précédentes, mais les travailleurs blancs (au travail pendant 8 heures par jour par rapport aux 10 ou 14 heures des Africains) recevaient un salaire minimum de 20 / - *par jour* plus des logements gratuits, etc.

Les Rhodésiens ont offert une version miniature du système d' *apartheid* de l'Afrique du Sud , qui opprimait la plus grande classe ouvrière industrielle du continent. Dans l'Union sud-africaine, les ouvriers africains travaillaient profondément sous terre, dans des conditions inhumaines qui n'auraient pas été tolérées par les mineurs en Europe. Par conséquent, les travailleurs noirs sud-africains ont récupéré de l'or dans des

gisements qui, ailleurs, seraient considérés comme non commerciaux. Et pourtant, c'est la section blanche de la classe ouvrière qui a reçu tous les avantages disponibles en termes de salaires et traitements. Les fonctionnaires ont admis que les sociétés minières pourraient payer les Blancs plus cher que les mineurs dans n'importe quelle autre partie du monde en raison des super profits réalisés en payant une somme dérisoire aux travailleurs noirs. * [* Comme on le sait, ces conditions sont toujours d'actualité. Cependant, ce chapitre présente des questions au passé pour décrire l'époque coloniale.]

En dernière analyse, ce sont les actionnaires des sociétés minières qui en ont le plus profité. Ils sont restés en Europe et en Amérique du Nord et ont récolté chaque année de fabuleux dividendes de l'or, des diamants, du manganèse, de l'uranium, etc. qui ont été sortis du sous-sol sud-africain par la main-d'œuvre africaine. Pendant des années, la presse capitaliste elle-même a fait l'éloge de l'Afrique australe en tant que débouché pour l'investissement retournant des super profits sur le

capital investi. Depuis le tout début de la ruée vers l' Afrique, d'énormes fortunes ont été faites à partir d'or et de diamants en Afrique australe par des gens comme Cecil Rhodes. Au cours du siècle actuel, les investissements et les sorties de surplus ont augmenté. Les investissements étaient principalement concentrés dans le secteur minier et financier, où les bénéfices étaient les plus importants. Au milieu des années 50, les investissements britanniques en Afrique du Sud étaient estimés à 860 millions de livres et rapportaient un bénéfice stable de 15% ou 129 millions de livres par an. La plupart des sociétés minières ont obtenu des rendements bien supérieurs à cette moyenne. DeBeers Consolidated Mines a réalisé un bénéfice à la fois phénoménal et constamment élevé - entre 26 millions de dollars et 29 millions de dollars tout au long des années 1950.

Le complexe des entreprises minières d'Afrique australe ne fonctionnait pas seulement

L'Afrique du Sud elle-même, mais aussi en Afrique du Sud-Ouest, l'Angola,
Mozambique, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud et Congo. Le Congo a toujours été une source d'immense richesse pour l'Europe, car de l'époque de la colonisation jusqu'en 1906, le roi Léopold de Belgique a fait au moins 20 millions de dollars à partir de caoutchouc et d'ivoire. La période d'exploitation minière a commencé assez tôt, puis s'est accélérée après le passage du contrôle politique du roi Léopold à l'État belge en 1908. L'afflux total de capitaux étrangers au Congo entre 1887 et 1953 a été estimé par les Belges à 5 700 millions de livres. La valeur de la sortie au cours de la même période aurait été de 4 300 millions de livres sterling, hors bénéfices conservés au Congo. Comme partout ailleurs sur le continent, l’expatriation des surplus du Congo s’accroît au fur et à mesure que la période coloniale avançait. Au cours des cinq années précédant l'indépendance, les sorties nettes de capitaux du Congo vers la Belgique ont atteint des proportions massives. La majeure partie de

l'expatriation des excédents a été gérée par un grand monopole financier européen, la *Société Générale* . La Société Générale avait pour filiale la plus importante l' *Union Minière de Haute Katanga,* qui monopolisait la production congolaise de cuivre depuis 1889 (alors qu'elle était connue sous le nom de *Compagnie de Katanga*). L'Union Minière est connue pour réaliser un bénéfice de 27 millions de livres sterling en une seule année.

Il n'est pas étonnant que de la richesse totale produite au Congo au cours d'une année donnée pendant la période coloniale, plus d'un tiers soit sorti sous forme de bénéfices pour les grandes entreprises et de salaires pour leurs personnels expatriés. Mais le chiffre comparable pour la Rhodésie du Nord sous les Britanniques était de moitié. Au Katanga, *Union Miniére avait* au moins la réputation de laisser une partie des bénéfices sous la forme de choses comme le logement et les services de maternité pour les travailleurs africains. Les sociétés de la

ceinture de cuivre rhodésienne ont expatrié leurs bénéfices sans scrupules.

Il ne faut pas oublier qu'en dehors de l'Afrique australe, d'importantes opérations minières ont également eu lieu pendant la période coloniale. En Afrique du Nord, les capitaux étrangers exploitaient les ressources naturelles des phosphates, du pétrole, du plomb, du zinc, du manganèse et du minerai de fer. En Guinée, en Sierra Leone et au Libéria, il y avait d'importants travaux d'exploitation de l'or, des diamants, du minerai de fer et de la bauxite. À tout cela, il faut ajouter l'étain du Nigéria, l'or et le manganèse du Ghana, l'or et les diamants du Tanganyika, et le cuivre de l'Ouganda et du Congo-Brazzaville. Dans chaque cas, une compréhension de la situation doit commencer par une enquête sur le degré d'exploitation des ressources et de la main-d'œuvre africaines, puis suivre le surplus jusqu'à sa destination en dehors de l'Afrique - dans les comptes bancaires des capitalistes qui contrôlent le parts majoritaires dans les immenses moissonneuses-batteuses multinationales.

La classe ouvrière africaine a produit un surplus d'exportation moins spectaculaire par rapport aux entreprises engagées dans l'agriculture. Les plantations agricoles étaient répandues en Afrique du Nord, de l'Est et du Sud; et ils sont également apparus en Afrique de l'Ouest dans une moindre mesure. Leurs profits dépendaient des salaires incroyablement bas et des conditions de travail difficiles imposées aux ouvriers agricoles africains et du fait qu'ils investissaient très peu de capital dans l'obtention de la terre, qui était volée en gros aux Africains par les puissances coloniales puis vendue aux Blancs au prix nominal. des prix. Par exemple, après que les hauts plateaux du Kenya aient été déclarés «terres de la Couronne», les Britanniques ont remis à Lord Delamere 100 000 acres de la meilleure terre au prix d'un sou par acre. Lord Francis Scott a acheté 350 000 acres, East African Estates Ltd. a obtenu 350 000 acres supplémentaires et le Syndicat de l'Afrique de l'Est a pris 100 000 acres attenantes à la propriété de Lord Delamere - le tout à des prix défiant toute concurrence. Inutile de

dire que ces plantations ont fait d'énormes profits, même si le taux était inférieur à celui d'une mine d'or sud-africaine ou d'une mine de diamant angolaise.

À l'époque coloniale, le Libéria était censé être indépendant; mais à toutes fins utiles, c'était une colonie des États-Unis.En 1926, la Firestone Rubber Company des États-Unis a pu acquérir un million d'acres de terres forestières au Libéria au coût de 6 cents l'acre et 1% de la valeur du caoutchouc exporté. En raison de la demande et de l'importance stratégique du caoutchouc, les bénéfices de Firestone sur les terres et la main-d'œuvre du Libéria les ont portés à la 25e position parmi les entreprises géantes des États-Unis.

(b) Sociétés commerciales européennes contre le paysan africain

Jusqu'à présent, cette section a traité de la partie de l'excédent produit par les salariés africains dans les mines, les plantations, etc. Mais la classe ouvrière africaine sous le colonialisme était extrêmement petite et

la grande majorité des Africains engagés dans l'économie monétaire coloniale étaient indépendants paysans. Comment dire alors que ces paysans indépendants contribuaient à l'expatriation des surplus africains? Les apologistes du colonialisme soutiennent que c'était un avantage positif pour ces agriculteurs d'avoir la possibilité de créer un surplus en cultivant ou en collectant des produits tels que le cacao, le café, l'huile de palme, etc. Il est essentiel que cette fausse déclaration soit clarifiée.

Un paysan cultivant une culture commerciale ou ramassant des produits a vu son travail exploité par une longue chaîne d'individus, à commencer par des hommes d'affaires locaux. Parfois, ces hommes d'affaires locaux étaient des Européens. Il s'agissait très rarement d'Africains et, plus généralement, d'un groupe minoritaire importé de l'extérieur et servant d'intermédiaire entre les colonialistes blancs et le paysan africain exploité. En Afrique de l'Ouest, les Libanais et les Syriens ont joué ce rôle; tandis qu'en Afrique de l'Est, les

Indiens ont atteint cette position. Les Arabes étaient également dans la catégorie des intermédiaires à Zanzibar et dans quelques autres endroits de la côte est-africaine.

Les paysans des cultures commerciales n'ont jamais eu leur propre capital. Ils existaient d'une culture à l'autre, en fonction de bonnes récoltes et de bons prix.

Toute mauvaise récolte ou baisse des prix a amené les paysans à emprunter afin de trouver de l'argent pour payer les impôts et acheter certaines nécessités. En guise de garantie, ils ont hypothéqué leurs futures récoltes à des prêteurs de la catégorie des intermédiaires. Le non-paiement des dettes a pu et a effectivement conduit à la confiscation de leurs fermes par les prêteurs. Le taux d'intérêt sur les prêts a toujours été incroyablement élevé, ce qui équivaut à ce que l'on appelle «l'usure». En Afrique de l'Est, les choses allaient si mal que même le gouvernement colonial britannique a dû intervenir et promulguer une «ordonnance sur le crédit autochtone»

pour protéger les Africains des hommes d'affaires asiatiques.

Cependant, malgré quelques affrontements mineurs entre les colonialistes et les intermédiaires, les deux faisaient partie intégrante du même appareil d'exploitation. Dans l'ensemble, les Libanais et les Indiens ont fait les petits travaux qui ne pouvaient pas être dérangés par les Européens. Ils possédaient des choses comme des usines d'égrenage de coton qui séparaient la graine de la fibre; tandis que les Européens se sont bien sûr concentrés sur les filatures de coton en Europe. Les intermédiaires se rendaient également dans les villages, tandis que les Européens aimaient rester dans les villes. Dans les villages, les Indiens et les Libanais ont pris en charge la quasi-totalité des achats et des ventes; canaliser la plupart des bénéfices vers les Européens dans les villes et à l'étranger.

La part des bénéfices qui est allée aux intermédiaires était insignifiante par rapport à ces bénéfices récoltés par

les grands intérêts commerciaux européens et par les gouvernements européens eux-mêmes. L'institution capitaliste qui est entrée en contact le plus direct avec les paysans africains était la société commerciale coloniale: c'est-à-dire une société spécialisée dans le transport de marchandises à destination et en provenance des colonies. Les plus notoires étaient les entreprises françaises, la *Compagnie Française d'Afrique Occidentale* (CFAO) et la *Société Commerciale Ouest Africaine* (SCOA) et la United Africa Company (UAC) sous contrôle britannique. Ceux-ci étaient responsables de l' expatriation d'une grande partie de la richesse de l'Afrique produite par le labeur paysan.

Plusieurs des sociétés commerciales coloniales avaient déjà du sang africain sur les mains en raison de leur participation à la traite des esclaves. Ainsi, après que les marchands français de Bordeaux aient fait fortune grâce à la traite des esclaves européenne, ils ont transféré ce capital au commerce des arachides du Sénégal et de la Gambie au milieu du XIXe siècle. Les entreprises

concernées ont continué à opérer pendant la période coloniale, bien qu'elles aient changé de mains et qu'il y ait eu de nombreuses fusions. Au Sénégal, en Mauritanie et au Mali, les noms de Maurel & Prom, Maurel Brothers, Buhan & Teyssere, Delmas & Clastre étaient tous bien connus. Plusieurs d'entre eux ont finalement été incorporés au SCOA, qui était dominé par un consortium de financiers français et suisses. Un processus parallèle dans le port français de Marseille a conduit au transfert des capitaux de la traite négrière vers le commerce direct entre l'Afrique et la France. Après la fin de la première guerre mondiale, la plupart des petites entreprises marseillaises ont été absorbées dans le massif CFAO, qui importait en Afrique occidentale française tous les biens européens que le marché prendrait, et exportait à son tour les produits agricoles qui étaient en grande partie la conséquence des paysans. la main d'oeuvre. CFAO avait également des capitaux britanniques et néerlandais, et ses activités s'étendent au Libéria et dans les colonies britanniques et belges. On dit que SCOA et CFAO ont

réalisé des bénéfices allant jusqu'à 90% les bonnes années et 25% les mauvaises années.

En Grande-Bretagne, le célèbre port de traite des esclaves de Liverpool a été le premier à passer à l'huile de palme au début du XIXe siècle, lorsque le commerce des esclaves est devenu difficile, voire impossible. Cela signifiait que les entreprises de Liverpool n'exploitaient plus l'Afrique en transférant physiquement sa main-d'œuvre dans une autre partie du monde. Au lieu de cela, ils exploitaient la main-d'œuvre et les matières premières de l'Afrique à l' *intérieur de l'* Afrique. Tout au long du XIXe siècle et jusque dans l'ère coloniale, Liverpool s'est largement concentré sur l'importation de produits paysans africains. Soutenu par les districts industriels de Manchester et de Cheshire, ce port britannique contrôlait une grande partie du commerce de la Grande-Bretagne et de l'Europe avec l'Afrique à l'époque coloniale, tout comme il l'avait fait pendant la période de la traite négrière. Glasgow avait également un vif intérêt pour le commerce colonial, tout comme les commerçants et les

grandes entreprises de Londres. En 1929, Londres a remplacé Liverpool en tant que principal port chargé des importations / exportations africaines.

Comme indiqué, l'UAC était la société britannique la plus connue parmi les entreprises commerciales. C'était une filiale du monopole géant anglo-néerlandais, Unilever; et ses agences ont été trouvées dans toutes les colonies britanniques de l'Afrique de l'Ouest et à une plus petite échelle en Afrique de l'Est.
Unilever contrôlait également la *Compagnie du Niger Français* , la *Compagnie Française de la Côte d'Ivoire* , SCKN au Tchad, NOSOCO au Sénégal, NSCA en Guinée portugaise et John Walken & Co. Ltd. au Dahomey. Certaines autres entreprises britanniques et françaises ne se trouvaient pas dans chaque colonie, mais elles se débrouillaient bien dans la zone particulière dans laquelle elles étaient implantées. Par exemple, il y avait John Holt au Nigéria.

En Afrique de l'Est, le secteur des importations / exportations avait tendance à avoir des entreprises plus petites qu'en Afrique de l'Ouest, mais même ainsi il y en avait cinq ou six qui étaient beaucoup plus grandes que les autres et s'appropriaient les plus grosses sommes. L'un des plus anciens était Smith Mackenzie, qui était une ramification de la compagnie écossaise de Mackinnon et Mackenzie qui avait dirigé la colonisation britannique en Afrique de l'Est et qui avait également des intérêts en Inde. D' autres entreprises commerciales notables étaient celles de A. Baumann, Wigglesworth and Company, Dalgetty, Leslie & Anderson, Ralli Bros., Michael Cotts, Jos Hansen, l'African Mercantile et Twentsche Overseas Trading Co. Certaines d'entre elles ont fusionné avant la fin de la domination coloniale, et ils avaient tous plusieurs autres filiales, en plus d'être eux-mêmes liés à de plus grandes entreprises des métropoles. L'UAC avait également une part du commerce d'importation de l'Afrique de l'Est, ayant racheté la société Gailey and Roberts, fondée par des colons blancs en 1904.

Le schéma d'appropriation des excédents en Afrique de l'Est était facile à suivre, en ce sens qu'il y avait centralisation des mécanismes d'extraction à Nairobi et au port de Mombasa. Toutes les grandes entreprises opéraient à partir de Nairobi, avec des bureaux importants à Mombasa pour gérer l'entreposage, l'expédition, l'assurance, etc. L'Ouganda et le Tanganyika ont ensuite été mis en scène via leurs capitales, Kampala et Dar es Salaam, où les grandes entreprises avaient des succursales . Jusqu'au début de la dernière guerre, le volume du commerce en provenance de l'Afrique de l'Est était assez faible, mais il a rapidement bondi par la suite. Par exemple, la valeur des importations kenyanes est passée de 4 millions de livres en 1938 à 34 millions de livres en 1950 et à 70 millions de livres en 1960. La valeur des exportations augmentait bien entendu en même temps, et les entreprises commerciales étaient parmi les principales bénéficiaires de la croissance du commerce extérieur.

Les sociétés commerciales ont fait d'énormes fortunes grâce à des investissements relativement modestes dans les régions d'Afrique où l'agriculture de rente paysanne était répandue. Les entreprises n'avaient pas à dépenser un sou pour cultiver les matières premières agricoles. Le paysan africain s'est lancé dans l'agriculture commerciale pour de nombreuses raisons. Une minorité a saisi avec empressement l'occasion de continuer à acquérir des biens européens auxquels elle s'était habituée pendant la période précoloniale. Beaucoup d'autres dans toutes les régions du continent ont commencé à gagner de l'argent parce qu'ils devaient payer divers impôts en argent ou parce qu'ils étaient forcés de travailler. On trouve de bons exemples d'Africains littéralement forcés de cultiver des cultures de rapport par fusil et fouet au Tanganyika sous la domination allemande, dans les colonies portugaises, et en Afrique équatoriale française et au Soudan français dans les années 1930. [Ces faits ont attiré l'attention du monde extérieur le plus dramatiquement lorsque les Africains ont eu recours à la

violence. Par exemple, la culture forcée du coton était un grief majeur derrière le déclenchement des guerres Maji Maji au Tanganyika et derrière la révolte nationaliste en Angola jusqu'en 1960.] En tout état de cause, il y avait très peu de cas où le paysan était entièrement dépendant de la de l'argent pour sa subsistance réelle. Les sociétés commerciales ont pleinement profité de ce fait. Sachant qu'un paysan africain et sa famille *vivraient* grâce à leurs propres *shambas* alimentaires , les entreprises n'avaient aucune obligation de payer des prix suffisants pour l'entretien d'un paysan et de sa famille. D'une certaine manière, les entreprises recevaient simplement l'hommage d'un peuple conquis, sans même avoir à se soucier de la manière dont les marchandises tributaires étaient produites.

Les sociétés commerciales disposaient également de leurs propres moyens de transport en Afrique, tels que des bateaux à moteur et des camions. Mais, généralement, ils transféraient le fardeau des frais de transport sur le paysan via les intermédiaires libanais ou

indiens. Ces sociétés capitalistes ont tenu le fermier africain dans une double pression, en contrôlant le prix payé pour la récolte et en contrôlant le prix des biens importés tels que les outils, les vêtements et les bicyclettes auxquels aspiraient les paysans. Par exemple, les prix des produits du palmier ont été sévèrement réduits par l'UAC et d'autres sociétés commerciales au Nigéria en 1929, tandis que le coût de la vie augmentait en raison de l'augmentation des taxes sur les produits importés. En 1924, le prix de l'huile de palme était de 14 / - le gallon. Celui-ci est tombé à 7 / - en 1928 et à 1 / 2d l'année suivante. Bien que les sociétés commerciales aient reçu moins pour chaque tonne d'huile de palme pendant les années de dépression, leur marge de profit a augmenté - montrant à quel point le paysan faisait un excédent effronté. Au milieu de la dépression, l'UAC faisait de beaux profits. Les bénéfices en 1934 s'élevaient à 6 302 875 £ et un dividende de 15% était payé sur les actions ordinaires.

Dans toutes les régions de l'Afrique coloniale, les années de dépression ont suivi le même schéma. Dans le Sukumaland (Tanganyika), le prix du coton a chuté en 1930 de 50 cents (6j) à 10 cents la livre. Les colonies françaises ont été touchées un peu plus tard, car la dépression n'a eu son impact sur la zone monétaire française qu'après 1931. Ensuite, les prix de l'arachide sénégalaise ont été réduits de plus de moitié. Le café et le cacao ont encore chuté, car ils constituaient un luxe relatif pour l'acheteur européen. Là encore, on peut noter que les entreprises françaises telles que CFAO et SCOA ont dû faire face à des prix plus bas lorsqu'elles ont vendu les matières premières en Europe, mais elles n'ont jamais absorbé de pertes. Au lieu de cela, les paysans et les travailleurs africains ont subi la pression, même si cela signifiait du travail forcé. Les paysans africains des territoires français ont été contraints d'adhérer à des sociétés dites coopératives qui leur ont fait cultiver certaines cultures comme le coton et leur ont fait accepter le prix offert.

A peine la dépression avait-elle pris fin, que l'Europe était en guerre. Les puissances occidentales ont entraîné le peuple africain à se battre pour la liberté! Les sociétés commerciales ont accéléré le taux de pillage au nom de Dieu et du pays. Sur la Gold Coast, ils ont payé 10 £ la tonne pour les fèves de cacao, contre 50 £ avant la guerre. Dans le même temps, le prix des marchandises importées a doublé ou triplé. De nombreuses nécessités dépassaient la portée de l'homme ordinaire. Sur la Gold Coast, un morceau de coton imprimé qui s'était vendu avant la guerre pour 12 / 6j était de 90 / - en 1945. Au Nigeria, un mètre de kaki qui était de 3 / - dans les jours d'avant-guerre passait à 16 / - ; un paquet de feuilles de fer coûtant auparavant 30 / - est passé à 100 / -, etc.

Les travailleurs urbains ont été les plus durement touchés par la hausse des prix, car ils devaient acheter des produits de première nécessité avec de l'argent et une partie de leur nourriture était importée. L'insatisfaction des travailleurs a mis en évidence cette situation d'exploitation d'après-guerre. Il y a eu plusieurs grèves,

et sur la Gold Coast, le boycott des marchandises importées en 1948 est connu comme le prélude à l'autonomie gouvernementale sous Nkrumah. Cependant, les paysans étaient également inquiets face à des prix bas et à des importations coûteuses. En Ouganda, les paysans cotonniers ne pouvaient plus supporter les choses en 1947. Ils ne pouvaient pas mettre la main sur les grandes entreprises britanniques d'import / export, mais ils pouvaient au moins traiter avec les intermédiaires indiens et africains. Ils ont donc défilé contre les usines d'égrenage de coton indiennes et ont manifesté devant le palais du Kabaka - le souverain héréditaire qui a souvent agi comme un agent britannique en Ouganda.

Pour garantir que la marge bénéficiaire reste à tout moment aussi élevée que possible, les sociétés de négoce ont jugé pratique de former des «pools». Les pools fixaient le prix à payer au cultivateur africain et maintenaient le prix au minimum. En outre, les sociétés commerciales se sont étendues à plusieurs autres aspects

de la vie économique des colonies, de manière à introduire plusieurs pailles pour aspirer les surplus. Au Maroc, pour ne citer qu'un exemple, la *Compagnie Générale du Maroc* possédait de grands domaines, des fermes d'élevage, des exploitations forestières, des mines, des pêcheries, des chemins de fer, des ports et des centrales électriques. Les intérêts de CFAO vont des plantations d'arachides aux participations dans la ligne maritime Fabre & Frassinet. Les habitants du Ghana et du Nigéria ont rencontré l'UAC partout où ils se tournaient. Il contrôlait le commerce de gros et de détail, possédait des usines de beurre, des scieries, des savonneries, des usines de singulets, des entrepôts frigorifiques, des ateliers d'ingénierie et de réparation de moteurs, des remorqueurs, des bateaux côtiers, etc. ou une autre, toutes les opérations ont écrémé la crème produite par les efforts des paysans dans le secteur des cultures commerciales.

Parfois, les entreprises qui achetaient des produits agricoles en Afrique étaient les mêmes que celles qui

fabriquaient des produits à partir de ces matières premières agricoles. Par exemple, Cadbury et Fry, les deux principaux fabricants anglais de cacao et de chocolat, étaient des acheteurs sur la côte ouest-africaine, tandis qu'en Afrique de l'Est, l'entreprise de fabrication de thé de Brooke Bond cultivait et exportait du thé. De nombreuses sociétés commerciales de Marseille, Bordeaux et Liverpool étaient également engagées dans la fabrication d'articles tels que le savon et la margarine sur leur territoire d'origine. Cela s'appliquait pleinement à l'UAC, alors que le puissant groupe Lesieur traitant les huiles et graisses en France avait des acheteurs commerciaux en Afrique. Cependant, il est possible de séparer les opérations commerciales des opérations industrielles. Cette dernière représentait la dernière étape du long processus d'exploitation du travail des paysans africains - à certains égards l'étape la plus dommageable.

Les paysans travaillaient pendant un grand nombre d'heures pour produire une culture commerciale donnée,

et le prix du produit était le prix de ces longues heures de travail. Étant donné que les produits primaires d'Afrique ont toujours reçu des prix bas, il s'ensuit que l'acheteur et l'utilisateur de la matière première se sont livrés à une exploitation massive des paysans.

La généralisation ci-dessus peut être illustrée en référence au coton, qui est l'une des cultures de rapport les plus répandues en Afrique. L'agriculteur ougandais a cultivé du coton qui a finalement fait son chemin dans un Usine anglaise dans le Lancashire ou usine britannique en Inde. Le propriétaire de l'usine du Lancashire payait le moins possible ses ouvriers, mais son exploitation de leur travail était limitée par plusieurs facteurs. Son exploitation du travail du paysan ougandais était illimitée en raison de son pouvoir dans l'État colonial, qui garantissait que les Ougandais travaillaient de longues heures pour très peu. En outre, le prix de la chemise en coton finie était si élevé que, lors de sa réimportation en Ouganda, le coton sous forme de chemise dépassait le pouvoir d'achat du paysan qui cultivait le coton.

Les différences entre les prix des exportations africaines de matières premières et leur importation de produits manufacturés constituaient une forme d'échange inégal. Tout au long de la période coloniale, cette inégalité d'échange s'est aggravée. Les économistes qualifient ce processus de détérioration des termes de l'échange. En 1939, avec la même quantité de produits primaires, les colonies ne pouvaient acheter que 60% des produits manufacturés qu'elles achetaient dans la décennie 1870-80 avant la domination coloniale. En 1960, la quantité de produits manufacturés européens pouvant être achetés par la même quantité de matières premières africaines avait encore baissé. Il n’existait pas de loi économique objective établissant que les produits primaires devaient valoir si peu. En effet, les pays développés vendaient certaines matières premières comme le bois et le blé à des prix bien plus élevés qu'une colonie ne pouvait commander. L'explication est que les échanges inégaux ont été imposés à l'Afrique par la suprématie politique et militaire des colonisateurs, tout comme dans le domaine

des relations internationales, des traités inégaux ont été imposés aux petits États des dépendances, comme ceux d'Amérique latine.

La nature inégale du commerce entre la métropole et les colonies était soulignée par le concept de «marché protégé», qui signifiait que même un producteur métropolitain inefficace pouvait trouver un marché garanti dans la colonie où sa classe avait le contrôle politique. En outre, comme à l'époque précédente du commerce précolonial, les fabricants européens ont construit des produits de côté utiles qui auraient été inférieurs aux normes sur leurs propres marchés, en particulier dans les textiles. L'agriculteur européen a également gagné de la même manière en vendant du beurre bon marché, tandis que le pêcheur scandinave s'est imposé par l'exportation de morue salée. L'Afrique n'était pas un grand marché pour les produits européens, par rapport aux autres continents, mais les prix d'achat et les prix de vente étaient fixés par les capitalistes européens. Cela a certainement permis à leurs fabricants

et commerçants d'accéder plus facilement au surplus de richesse produit en Afrique qu'ils ne l'auraient eu si les Africains avaient été en mesure d'augmenter le prix de leurs propres exportations.

(c) Services d'expédition et bancaires

Les canaux d'exploitation des excédents n'ont pas été épuisés par les sociétés commerciales et les entreprises industrielles. Les compagnies maritimes constituaient un canal d'exploitation incontournable. Les plus grandes compagnies maritimes étaient celles sous les drapeaux des nations colonisatrices, en particulier les Britanniques. Les expéditeurs étaient pratiquement une loi en eux-mêmes, étant très favorablement considérés par leurs gouvernements d'origine comme des générateurs de super profits, comme des stimulateurs de l'industrie et du commerce, comme des transporteurs de courrier et comme des contributeurs à la marine lorsque la guerre éclata. Les paysans africains n'avaient absolument aucun contrôle sur les tarifs de fret qui étaient facturés et

payaient en fait plus que les citoyens des autres pays. Le taux de farine de Liverpool vers l'Afrique de l'Ouest était de 35 / - par tonne contre seulement 7 / 6j de Liverpool à New York (une distance à peu près équivalente). Les taux de fret variaient normalement avec le volume de cargaison transporté, mais le taux pour le cacao était fixé à 50 / - par tonne lorsque les quantités exportées étaient faibles au début de ce siècle, et le même chiffre élevé restait lorsque les exportations augmentaient. Le café transporté du Kenya à New York dans les années 1950 rapportait aux expéditeurs 40 $ (environ 280 / -) la tonne. Théoriquement, c'était le commerçant qui payait au chargeur les frais de transport, mais en pratique, cela signifiait que la production paysanne en supportait tous les coûts, puisque les marchands payaient sur les bénéfices réalisés en achetant à bas prix aux paysans. Alternativement, les planteurs de colons blancs ont payé les coûts comme au Kenya, puis ont regagné leurs profits grâce à l'exploitation du travail salarié rural.

Les compagnies maritimes conservaient une marge bénéficiaire élevée grâce à une pratique similaire aux «pools» des entreprises commerciales. Ils ont établi ce que l'on appelait des «lignes de conférence» qui permettaient à deux ou plusieurs expéditeurs de se partager les chargements de fret sur la base la plus favorable possible. Leurs retours sur investissement étaient si élevés et leur cupidité si incontrôlable que même les marchands des puissances colonisatrices ont protesté. De 1929 à 1931, l'UAC (soutenu par Unilever) s'engagea dans une guerre économique avec la West African Lines Conference - comprenant la compagnie maritime britannique Elder Dempster, la Holland West Africa Line et une German West Africa Line. Dans ce cas, le monopole commercial a remporté une victoire sur le monopole du transport maritime; mais c'était un combat entre deux éléphants, et l'herbe était d'autant plus foulée. En fin de compte, le paysan africain a été le plus grand perdant, car les commerçants et les expéditeurs

ont ajusté leurs différences en abaissant les prix des produits primaires payés aux Africains.

Dans l'arrière-plan de la scène coloniale planaient les banques, les compagnies d'assurance, les assureurs maritimes et d'autres maisons financières. On peut dire «en arrière-plan» parce que le paysan n'a jamais traité directement de telles institutions et ignorait généralement leurs fonctions d'exploitation. Le paysan ou le travailleur n'avait pas accès aux prêts bancaires parce qu'il n'avait pas de «titres» ou de «garanties». Les banques et les maisons de financement ne traitaient qu'avec d'autres capitalistes qui pouvaient prouver aux banquiers que quoi qu'il arrive, la banque récupérerait son argent et ferait un profit. À l'époque de l'impérialisme, les banquiers sont devenus les aristocrates du monde capitaliste, donc dans un autre sens, ils étaient bien au premier plan. Le montant des surplus produits par les ouvriers et les paysans africains et passant entre les mains des banquiers métropolitains est assez phénoménal. Ils ont enregistré un rendement

du capital supérieur même à celui des sociétés minières, et chaque nouvel investissement direct qu'ils ont fait a entraîné une aliénation supplémentaire des fruits du travail africain. En outre, tous les investissements dans les colonies étaient en fait la participation des grands monopoles financiers, puisque la plus petite société commerciale était finalement liée à un grand banquier. Les rendements des investissements coloniaux étaient systématiquement plus élevés que ceux des investissements dans les métropoles, de sorte que les financiers avaient tout intérêt à parrainer une entreprise coloniale.

Dans les premières années du colonialisme, les banques en Afrique étaient petites et relativement indépendantes. Cela s'appliquait à la *Banque de Sénégal* , créée dès 1853, et à la Bank of British West Africa, qui était au départ une ramification de la société de navigation Elder Dempster. Cependant, les grandes maisons bancaires d'Europe, qui contrôlaient à distance les développements depuis les années 1880, se sont

rapidement installées directement sur la scène bancaire coloniale lorsque le volume des transactions capitalistes en a valu la peine. La *Banque du Sénégal a* fusionné avec la *Banque de l'Afrique Occidentale* (BAO) en 1901, acquérant des liens avec la puissante Banque d'Indochine, qui à son tour était une création spéciale de plusieurs puissants banquiers français métropolitains. En 1924, la *Banque Comerciale de l'Afrique* (BCA) voit le jour sur les territoires français, liée au *Crédit Lyonais* et à la BNCI en France. À ce moment-là, la Banque d'Afrique occidentale britannique avait son financement soutenu par la Lloyds Bank, la Westminster Bank, la Standard Bank et la National Provincial Bank - le tout en Angleterre. L'autre grande banque anglaise, Barclays, s'est implantée directement en Afrique. Il a acheté la Colonial Bank et l'a établie sous le nom de Barclays DCO (c.-à-d. Dominion et Colonial).

La Bank of British West Africa (devenue Bank of West Africa en 1957) et Barclays détenaient à eux deux la part du lion de l'activité bancaire de l'Afrique occidentale

britannique, tout comme l'Afrique occidentale française et équatoriale se partageait entre la BAO et la BCA. .
Il y avait aussi une union des capitaux bancaires français et britanniques dans l'Ouest
L'Afrique en 1949 avec la formation de la Banque ouest-africaine britannique et française. Les exploitations française et belge se chevauchent également dans la sphère financière, puisque la *Société Générale dispose à la* fois de capitaux belges et français. Il a soutenu des banques en Afrique française et au Congo. D'autres puissances coloniales plus faibles étaient servies par les banques internationales telles que
Barclays, ainsi que l'utilisation de leurs territoires coloniaux comme pâturage pour leurs propres banques nationales. En Libye, le *Banco di Roma* et le *Banco di Napoli* fonctionnaient; tandis que dans les territoires portugais, le nom le plus connu était celui de *Banco Ultramarino.*

En Afrique australe, la banque la plus remarquable était la Standard Bank of South Africa Ltd., fondée en 1862

dans la colonie du Cap par les chefs de maisons d'affaires ayant des liens étroits avec Londres. Son siège social a été placé à Londres et il a fait fortune en finançant des grèves d'or et de diamants, et en gérant le butin de Cecil Rhodes et De Beers. En 1895, la Standard Bank s'est répandue dans
Bechuanaland, Rhodésie et Mozambique; et c'était la deuxième banque britannique à être établie en Afrique orientale britannique. L'ampleur réelle des bénéfices était tout à fait formidable. Dans un livre officiellement parrainé par la Standard Bank, l'écrivain a modestement conclu comme suit:

Peu d'attention a été accordée dans le texte de ce livre au résultat financier des activités de la Standard Bank, mais leur rentabilité était un résultat inévitable de la survie et devait donc être un objectif primordial du premier au dernier.

En 1960, la Standard Bank a réalisé un bénéfice net de 1 18 100 000 £ et versé un dividende de 14% à ses

actionnaires. La plupart de ces derniers étaient en Europe ou bien étaient des Blancs d'Afrique du Sud, tandis que le profit était principalement produit par des Noirs d'Afrique du Sud et de l'Est. Par ailleurs,
Les banques européennes ont transféré les réserves de leurs succursales africaines au siège social de Londres pour être investies sur le marché monétaire de Londres. C'est de cette manière que le plus rapidement expatrié le surplus africain vers les métropoles.

La première banque créée en Afrique de l'Est dans les années 1890 était une émanation d'une banque britannique opérant en Inde. Plus tard, il a été appelé les National & Grindlays. Dans le Tanganyika voisin, les Allemands ont créé la Banque allemande de l'Afrique de l'Est en 1905, mais après la première guerre mondiale, les Britanniques avaient un quasi-monopole des banques de l'Afrique de l'Est. Au total, neuf banques étrangères existaient en Afrique de l'Est pendant la période coloniale, dont les trois grandes étaient National & Grindlays, la Standard Bank et Barclays.

L'Afrique de l'Est offre un exemple intéressant de l'efficacité avec laquelle les banques étrangères ont servi à déposséder l'Afrique de sa richesse. La plupart des services bancaires et autres services financiers étaient rendus à des colons blancs dont la conception du «chez-soi» était la Grande-Bretagne. Par conséquent, lorsque les colons blancs se sont sentis menacés vers la fin de la période coloniale, ils se sont précipités pour envoyer leur argent chez eux en Grande-Bretagne, par exemple, lorsque la décision de concéder l'autonomie au Kenya a été prise par les Britanniques en 1960, une somme de Shs. 40 millions ont été immédiatement transférés en «sécurité» à Londres par des blancs du Tanganyika. Cette somme, comme tous les autres envois de fonds par les banques coloniales, représentait l'exploitation du travail des ressources foncières africaines.

d) L'administration coloniale en tant qu'exploitant économique

En plus des entreprises privées, l'État colonial s'est également engagé directement dans l'exploitation économique et l'appauvrissement de l'Afrique. L'équivalent du bureau colonial dans chaque pays colonisateur a travaillé main dans la main avec leurs gouverneurs en Afrique pour remplir un certain nombre de fonctions; les principaux étant les suivants:

(a) Protéger les intérêts nationaux contre la concurrence d'autres capitalistes.

(b) Arbitrer les conflits entre leurs propres capitalistes.

c) Garantir des conditions optimales dans lesquelles les

les entreprises pourraient exploiter les Africains.

Le dernier objectif mentionné était le plus crucial. C'est pourquoi les gouvernements coloniaux parlaient à maintes reprises de «maintien de l'ordre public», par lequel ils entendaient le maintien des conditions les plus favorables à l'expansion du capitalisme et au pillage de l'Afrique. Cela a conduit les gouvernements coloniaux à imposer des impôts.

L'un des principaux objectifs du système fiscal colonial était de fournir les fonds nécessaires pour administrer la colonie en tant que champ d'exploitation. Les colonisateurs européens ont veillé à ce que les Africains paient pour l'entretien des gouverneurs et de la police qui les opprimaient et servaient de chiens de garde aux capitalistes privés. En effet, des impôts et des droits de douane ont été prélevés au XIXe siècle dans le but de permettre aux puissances coloniales de récupérer les coûts des forces armées qu'elles envoyaient à la conquête de l'Afrique. En fait, donc, les gouvernements coloniaux ne mettent jamais un sou dans les colonies. Toutes les dépenses ont été couvertes par l'exploitation

de la main-d'œuvre et des ressources naturelles du continent; et à toutes fins pratiques, les frais de maintien de l'appareil gouvernemental colonial étaient une forme d'aliénation des produits du travail africain. Les colonies françaises ont été particulièrement victimisées à cet égard. Particulièrement depuis 1921, les recettes locales issues de la fiscalité devaient couvrir toutes les dépenses ainsi que constituer une réserve.

Ayant mis en place la police, l'armée, la fonction publique et la justice sur le sol africain, les puissances colonisatrices étaient alors en mesure d'intervenir beaucoup plus directement dans la vie économique du peuple qu'auparavant. Un problème majeur en Afrique du point de vue capitaliste était de savoir comment inciter les Africains à devenir des ouvriers ou des agriculteurs de rente. Dans certaines régions, comme l'Afrique de l'Ouest, les Africains étaient devenus si attachés aux produits manufacturés européens au début des échanges qu'ils étaient prêts, de leur propre initiative, à se donner beaucoup de mal pour participer à

l'économie monétaire coloniale. Mais ce n’était pas la réponse universelle. Dans de nombreux cas, les Africains ne considéraient pas les incitations monétaires suffisamment importantes pour justifier le changement de leur mode de vie afin de devenir des ouvriers ou des cultivateurs de rente. Dans de tels cas, l'État colonial est intervenu pour utiliser la loi, la fiscalité et la force pure et simple pour amener les Africains à poursuivre une ligne favorable aux profits capitalistes.

Lorsque les gouvernements coloniaux se sont emparés des terres africaines, ils ont réalisé deux choses simultanément. Ils ont satisfait leurs propres citoyens (qui voulaient des concessions minières ou des terres agricoles) et ils ont créé les conditions dans lesquelles les Africains sans terre devaient travailler non seulement pour payer des impôts, mais aussi pour survivre. Dans les régions coloniales comme le Kenya et la Rhodésie, le gouvernement colonial a également empêché les Africains de cultiver des cultures de rapport afin que leur travail soit directement disponible pour les Blancs. L'un

des colons blancs du Kenya, le colonel Grogan, l'a dit sans détour lorsqu'il a dit à propos des Kikuyu: «Nous avons volé sa terre. Maintenant, nous devons voler ses membres.
Le travail obligatoire est le corollaire de notre occupation du pays ».

Dans les régions du continent où la terre était encore entre les mains des Africains, les gouvernements coloniaux ont forcé les Africains à produire des cultures commerciales, aussi bas que soient les prix. La technique préférée était la fiscalité. *Des* impôts sur l' *argent* ont été introduits sur de nombreux articles - bétail, terres, maisons et les gens eux-mêmes. L'argent pour payer les impôts provenait de la culture de cultures commerciales ou du travail dans les fermes européennes ou dans leurs mines. Un exemple intéressant de ce qu'était le colonialisme a été fourni en Afrique équatoriale française, où les autorités françaises ont interdit au peuple Mandja (maintenant au Congo Brazzaville) de chasser, afin qu'il se livre uniquement à la culture du

coton. Les Français ont appliqué l'interdiction bien qu'il y ait peu de bétail dans la région et que la chasse était la principale source de viande dans l'alimentation des gens.

Enfin, quand tout le reste a échoué, les puissances coloniales ont largement recouru à la contrainte physique du travail - soutenue bien sûr par des sanctions légales, puisque tout ce que le gouvernement colonial a choisi de faire était «légal». Les lois et règlements que les paysans de l'Afrique orientale britannique étaient tenus de maintenir des superficies minimales de cultures de rapport comme le coton et les arachides étaient en fait des formes de coercition par l'État colonial, bien qu'ils ne soient normalement pas considérés sous la rubrique du `` travail forcé ''. ».

La forme la plus simple de travail forcé était celle que les gouvernements coloniaux exigeaient de réaliser des «travaux publics». Le travail d'un certain nombre de jours par an devait être donné gratuitement pour ces «travaux publics» - construction de châteaux pour les

gouverneurs, de prisons pour les Africains, de casernes pour les troupes et de bungalows pour les fonctionnaires coloniaux. Une grande partie de ce travail forcé a été consacrée à la construction de routes, de voies ferrées et de ports afin de fournir l'infrastructure nécessaire aux investissements capitalistes privés et de faciliter l'exportation des cultures de rapport. Prenant seulement un exemple de la colonie britannique de Sierra Leone, on constate que le chemin de fer qui a commencé à la fin du 19ème siècle a nécessité le travail forcé de milliers de paysans chassés des villages. Le travail acharné et les conditions épouvantables ont entraîné la mort d'un grand nombre de ceux qui travaillaient sur le chemin de fer. Dans les territoires britanniques, ce type de travail forcé (y compris le travail des mineurs) était suffisamment répandu pour appeler en 1923 une `` ordonnance des autorités autochtones '' restreignant le recours au travail obligatoire pour le portage, la construction de chemins de fer et de routes. Le plus souvent, des moyens ont été trouvés pour contourner

cette législation. Une convention internationale sur le travail forcé a été signée par toutes les puissances coloniales en 1930, mais encore une fois, elle a été bafouée dans la pratique.

Le gouvernement français avait une manière astucieuse d'obtenir du travail gratuit en exigeant d'abord que les hommes africains s'enrôlent comme soldats français, puis en les utilisant comme ouvriers non rémunérés. Cette législation et d'autres lois sur le travail forcé connues sous le nom de «prestation» étaient largement appliquées dans de vastes régions du Soudan français et de l'Afrique équatoriale française. Comme les cultures de rapport ne sont pas bien implantées dans ces régions, la principale méthode pour extraire les excédents était de prendre la population et de la faire travailler dans des régions de plantation ou de cultures de rapport plus près de la côte. Aujourd'hui, la Haute-Volta, le Tchad et le Congo Brazzaville étaient d'énormes fournisseurs de travail forcé sous le colonialisme. Les Français ont amené les Africains à commencer la construction du chemin de

fer de Brazzaville à Pointe-Noire en 1921, qui ne fut achevé qu'en 1933. Chaque année de sa construction, quelque 10 000 personnes étaient conduites sur le site - parfois à plus de 1 000 kilomètres de distance. Au moins 25% de la population active meurt chaque année de faim et de maladie, la pire période se situant entre 1922 et 1929.

Indépendamment du fait que les «travaux publics» avaient une valeur directe pour les capitalistes, le gouvernement colonial a également aidé les capitalistes privés en leur fournissant une main-d'œuvre recrutée par la force. Cela était particulièrement vrai dans les premières années du colonialisme, mais a continué à des degrés divers jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et même jusqu'à la fin du colonialisme dans certains endroits. Dans les territoires britanniques, la pratique a été relancée pendant la crise économique de 1929-1933 et pendant la guerre qui a suivi. Au Kenya et au Tanganyika, le travail forcé a été réintroduit pour maintenir le fonctionnement des plantations de colons

pendant la guerre. Au Nigéria, ce sont les entreprises d' étain qui ont bénéficié de la législation sur le travail forcé, leur permettant de s'en tirer avec des travailleurs rémunérés 5j par jour plus les rations. Pendant la majeure partie de la période coloniale, le gouvernement français a rendu le même genre de service aux grandes entreprises forestières qui avaient de grandes concessions de territoire au Gabon et en Côte d'Ivoire.

Les régimes coloniaux portugais et belge ont été les plus effrontés à rassembler directement les Africains pour aller travailler pour des capitalistes privés dans des conditions équivalentes à l'esclavage. Au Congo, le travail forcé brutal et extensif a commencé sous le roi Léopold au siècle dernier. Tant de Congolais ont été tués et mutilés par les fonctionnaires et la police de Léopold que cela a valu la désapprobation des Européens, même au milieu du schéma général des outrages coloniaux. Lorsque Léopold passa la main au gouvernement belge en 1908, il avait déjà fait une énorme fortune; et le

gouvernement belge a à peine relâché l'intensité de l'exploitation au Congo.

Les Portugais ont les pires antécédents en matière de pratiques esclavagistes, et ils ont eux aussi été condamnés à plusieurs reprises par l'opinion publique internationale. Une caractéristique particulière du colonialisme portugais était le travail forcé non seulement pour ses propres citoyens mais aussi pour les capitalistes en dehors des frontières des colonies.
Les Angolais et les Mozambicains étaient exportés vers les mines sud-africaines pour y travailler pour leur subsistance, tandis que les capitalistes d'Afrique du Sud payaient au gouvernement portugais une certaine somme pour chaque ouvrier fourni. [L'exportation d'Africains vers l'Afrique du Sud se poursuit toujours.]

Dans l'exemple ci-dessus, les colonialistes portugais coopéraient avec des capitalistes d'autres nationalités pour maximiser l'exploitation de la main-d'œuvre africaine. Tout au long de la période coloniale, il y a eu

des exemples d'une telle coopération, ainsi que de la concurrence entre les puissances métropolitaines. D'une manière générale, on attendait d'une puissance européenne qu'elle intervienne lorsque les profits de sa bourgeoisie nationale étaient menacés par les activités d'autres nations. Après tout, tout le but de l'établissement de gouvernements coloniaux en Afrique était de protéger les intérêts économiques des monopoles nationaux. Ainsi, le gouvernement belge a légiféré pour garantir que le fret à destination et en provenance du Congo serait principalement transporté par les compagnies maritimes belges; et le gouvernement français a imposé des taxes élevées sur les arachides apportées en France par des navires étrangers, ce qui était une autre façon de garantir que les arachides d'Afrique française seraient exportées par des navires français. En un sens, cela signifiait que les Africains perdaient leur surplus par une paille plutôt qu'une autre. Mais cela signifiait aussi que la somme totale d'exploitation était également plus importante, car si la

concurrence entre Européens était autorisée, elle aurait fait baisser le coût des services et augmenté le prix payé pour les produits agricoles.

Les Africains ont le plus souffert du commerce exclusif avec la «mère patrie» dans les cas où la «mère patrie» était arriérée. Les paysans africains des colonies portugaises obtenaient des prix plus bas pour leurs récoltes et payaient davantage pour les articles importés. Pourtant, la Grande-Bretagne, le plus grand des colonialistes en Afrique, était également confrontée à la concurrence des capitalistes les plus vigoureux d'Allemagne, des États-Unis et du Japon. Les commerçants et industriels britanniques ont fait pression sur leur gouvernement pour qu'il érige des barrières contre la concurrence. Par exemple, les exportations de tissus japonais vers l'Afrique orientale britannique sont passées de 25 millions de mètres en 1927 à 63 millions de mètres en 1933; et cela a conduit Walter Runciman, président du British Board of Trade, à amener le Parlement à imposer des droits de douane élevés sur les

produits japonais entrant dans les colonies britanniques en Afrique. Cela signifiait que les Africains devaient payer des prix plus élevés pour une importation de base, car le tissu britannique était plus cher. Du point de vue du paysan africain, cela équivalait à une aliénation supplémentaire des fruits de son travail.

Une illustration parfaite de l'identité des intérêts entre les gouvernements coloniaux et leurs citoyens bourgeois a été fournie par la conduite des offices de commercialisation des produits en Afrique. Les origines des Boards remontent au «hold-up» du cacao de la Gold Coast en 1937. Pendant plusieurs mois, les cacaoculteurs ont refusé de vendre leur récolte à moins que le prix n'augmente. Un résultat apparemment favorable du `` hold-up '' a été que le gouvernement britannique a accepté de créer un office de commercialisation pour acheter du cacao aux paysans à la place des grands intérêts commerciaux comme l'UAC et Cadbury qui étaient jusque-là les acheteurs. Un Conseil de contrôle du cacao ouest-africain a été mis en place en 1938, mais le

gouvernement britannique l'a utilisé comme un buisson pour cacher les capitalistes privés et leur permettre de

continuent de faire leurs profits exorbitants.

En théorie, un office de commercialisation était censé payer au paysan un prix raisonnable pour sa récolte. L'Office a vendu la récolte à l'étranger et a conservé un excédent pour l'amélioration de l'agriculture et pour payer les paysans à un prix stable si les prix du marché mondial baissaient. Dans la pratique, les conseils ont payé aux paysans un taux fixe bas pendant de nombreuses années lorsque les prix mondiaux montaient. Aucun des avantages n'est allé aux Africains, mais plutôt au gouvernement britannique lui-même et aux entreprises privées, qui ont été utilisées comme intermédiaires dans l'achat et la vente des produits. Les grandes entreprises comme l'UAC et John Holt ont reçu des quotas à remplir au nom des conseils d'administration. En tant qu'agents du gouvernement, ils n'étaient plus exposés aux attaques directes et leurs profits étaient assurés.

L'idée des Marketing Boards a obtenu le soutien des principaux décideurs politiques britanniques car la guerre est survenue juste à ce moment-là et le gouvernement britannique était impatient de prendre des mesures pour sécuriser certains produits coloniaux dans les quantités nécessaires et au bon moment, compte tenu du nombre limité. de navires disponibles à des fins commerciales pendant la guerre. Ils étaient également soucieux de sauver les capitalistes privés qui étaient affectés par les événements liés à la guerre. Par exemple, le sisal est-africain est devenu d'une importance vitale pour la Grande-Bretagne et ses alliés de guerre après que les Japonais aient coupé l'approvisionnement en fibres dures similaires des Philippines et des Indes orientales néerlandaises. En fait, avant même que les combats n'éclatent, le sisal a été acheté en gros par le gouvernement britannique pour aider les propriétaires de plantations non africains en Afrique de l'Est qui avaient perdu des marchés en Allemagne et dans d'autres parties de l'Europe. De même, des graines

oléagineuses (telles que les produits de palme et les arachides) ont été achetées par un conseil à partir de septembre 1939, en prévision de pénuries de beurre et d'huiles marines.

En ce qui concerne toutes les cultures de rapport paysannes, les offices de commercialisation des produits ont effectué des achats à des prix bien inférieurs aux prix du marché mondial. Par exemple, le West African Produce Board a payé aux Nigérians 16,15 £ pour une tonne d'huile de palme en 1946 et l'a vendu par l'intermédiaire du ministère de l'Alimentation pour 95 £, ce qui était plus proche du prix du marché mondial. Les arachides, qui recevaient 15 £ la tonne lorsqu'elles étaient achetées par les Boards, étaient vendues en Grande-Bretagne à 110 £ la tonne. En outre, des droits d'exportation étaient perçus sur les ventes des offices par les administrateurs coloniaux, et c'était un impôt indirect sur les paysans. La situation a atteint un point où de nombreux paysans ont tenté de s'échapper de sous les conseils d'administration. En Sierra Leone, en 1952, le

prix du café était si bas que les producteurs ont fait passer leur récolte en contrebande dans les territoires français voisins. À peu près au même moment, les paysans nigérians fuyaient l'huile de palme vers la collecte ou l'abattage du bois qui ne relevaient pas de la juridiction des commissions des produits.

Si l'on admet que le gouvernement est toujours au service d'une classe particulière, il est parfaitement compréhensible que les gouvernements coloniaux auraient dû être de connivence avec les capitalistes pour siphonner les excédents de l'Afrique vers l'Europe. Mais même si on ne part pas de là
Prémisse (marxiste), il serait impossible d'ignorer les preuves de la façon dont les administrateurs coloniaux travaillaient en tant que comités au nom des grands capitalistes. Les gouverneurs des colonies devaient écouter les représentants locaux des entreprises et leurs dirigeants. En effet, il y avait des représentants d'entreprises qui ont exercé une influence dans plusieurs

colonies en même temps. Avant la Première Guerre mondiale, l'individu le plus important de toute l'Afrique occidentale britannique était Sir Alfred Jones - président d'Elder Dempster Lines, président de la Bank of Afrique de l'Ouest, président de la British Cotton-Growing Association. En Afrique occidentale française, à la fin des années 40, le gouverneur français se montra très soucieux de plaire à un certain Marc Rucart, homme ayant des intérêts majeurs dans plusieurs sociétés commerciales françaises. De tels exemples pourraient être cités pour chaque colonie tout au long de son histoire, bien que dans certains d'entre eux, l'influence des colons blancs ait été plus grande que celle des hommes d'affaires métropolitains individuels.

Les actionnaires des entreprises en Europe ont non seulement fait pression sur le Parlement, mais contrôlaient en fait l'administration elle-même. Le président du Cocoa Board au sein du ministère de l'Alimentation n'était autre que John Cadbury, un directeur de Cadbury Brothers qui participait au «pool»

d'achat qui exploitait les producteurs de cacao ouest-africains. Anciens employés de
Unilever a occupé des postes clés dans la division Huiles et graisses de la
Ministère de l'Alimentation, et a continué à recevoir des chèques d'Unilever! La Division Huiles et Graisses a transféré l'attribution des quotas d'achat pour les Produce Boards à l'Association of West African Merchants, qui était dominée par la filiale d'Unilever, l'UAC.

Il n'est pas étonnant que le ministère de l'Alimentation ait envoyé à un homme d'affaires libanais de premier plan une directive lui demandant de signer un accord rédigé par l'UAC. Il n'est pas étonnant que les entreprises aient bénéficié d'une aide gouvernementale pour maintenir les prix bas en Afrique et garantir le travail forcé si nécessaire. Il n'est pas étonnant qu'Unilever vende ensuite du savon, de la margarine, etc. à des prix avantageux sur un marché assuré par le gouvernement britannique.

Bien entendu, les gouvernements métropolitains ont également veillé à ce qu'une certaine proportion du surplus colonial entre directement dans les caisses de l'État. Ils avaient tous des formes d'investissement direct dans les entreprises capitalistes. Le gouvernement belge était un investisseur dans le secteur minier, tout comme le gouvernement portugais par le biais de sa copropriété dans l'Angolan Diamond Company. Le gouvernement français a toujours été prêt à s'associer au secteur financier. Lorsque les banques coloniales étaient en difficulté, elles pouvaient compter sur le sauvetage du gouvernement français et, en effet, une partie de leurs actions passait entre les mains du gouvernement français. Le gouvernement colonial britannique était peut-être le moins désireux de s'impliquer directement dans les entreprises commerciales quotidiennes, mais il dirigeait les mines de charbon de l'est du Nigéria - en dehors des chemins de fer.

Les offices de commercialisation ont aidé la puissance colonisatrice à mettre la main sur des liquidités

immédiates. On constate que le Cocoa Board a vendu au ministère britannique de l'Alimentation à des prix très bas; et le ministère a à son tour vendu à des fabricants britanniques, réalisant un bénéfice pouvant atteindre 11 millions de livres sterling certaines années. Plus important encore, la Commission a vendu aux États-Unis, qui était le plus grand marché et où les prix étaient très élevés. Aucun des bénéfices n'est retourné à l'agriculteur africain, mais représentait plutôt des devises britanniques en dollars américains.

À partir de 1943, la Grande-Bretagne et les États-Unis se sont engagés dans ce qu'on appelait
«bail inversé». Cela signifiait que les prêts des États-Unis en temps de guerre
La Grande-Bretagne était partiellement remboursée par les matières premières expédiées des colonies britanniques aux États-Unis. L'étain et le caoutchouc de Malaisie étaient très importants dans ce contexte, tandis que l'Afrique fournissait une large gamme de produits, minéraux et agricoles. Le cacao était le troisième

producteur de dollars après l'étain et le caoutchouc. En 1947, le cacao ouest-africain rapportait plus de 100 millions de dollars (38 millions de livres) au solde du dollar britannique. En outre, ayant un quasi-monopole de la production de diamants, l'Afrique (du Sud) a également pu vendre aux États-Unis et gagner des dollars pour la Grande-Bretagne. En 1946, Harry F. Oppenheimer déclara à ses collègues directeurs de la De Beers Consolidated Mines que «les ventes de diamants gemmes pendant la guerre rapportèrent environ 300 millions de dollars américains à la Grande-Bretagne».

C'est sur cette question même de la monnaie que le gouvernement colonial a fait le plus de manipulations pour s'assurer que la richesse de l'Afrique était cachée dans les coffres de l'État métropolitain. Dans la sphère coloniale britannique, les pièces et les billets ont d'abord été émis par des banques privées. Ensuite, cette fonction a été reprise par le West African Currency Board et le East African Currency Board, créés respectivement en 1912 et 1919. La monnaie émise par ces conseils dans les

colonies devait être adossée à des «réserves en livres sterling», qui étaient de l'argent gagné par l'Afrique. La manière dont le système fonctionnait était la suivante. Lorsqu'une colonie gagnait des devises (principalement) grâce à ses exportations, ces revenus étaient détenus en Grande-Bretagne en livres sterling. Une quantité équivalente de monnaie locale d'Afrique de l'Est ou de l'Ouest a été émise pour la circulation dans les colonies respectives, tandis que la livre sterling a été investie dans des actions du gouvernement britannique, rapportant ainsi encore plus de bénéfices à la Grande-Bretagne. Les banques commerciales ont travaillé main dans la main avec le gouvernement métropolitain et les Currency Boards pour faire fonctionner le système.

Ensemble, ils ont établi un réseau financier complexe qui a servi l'objectif commun d'enrichir l'Europe aux dépens de l'Afrique.

La contribution aux réserves en livres sterling de toute colonie était un cadeau au Trésor britannique, pour

lequel la colonie ne recevait que peu d'intérêt. À la fin des années 50, les réserves en livres sterling d'une petite colonie comme la Sierra Leone avaient atteint 60 millions de livres sterling; tandis qu'en 1955, le gouvernement britannique détenait 210 millions de livres sterling provenant de la vente de cacao et de minéraux de la Gold Coast. L'Égypte et le Soudan étaient également de gros contributeurs à la Grande-Bretagne. La contribution totale de l'Afrique aux soldes sterling de la Grande-Bretagne en 1945 était de 446 millions de livres sterling, qui est passée à 1446 millions de livres sterling en 1955 - plus de la moitié des réserves totales d'or et de dollars de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, qui s'élevait alors à 2 120 millions de livres sterling. Des hommes comme Arthur Creech-Jones et Oliver Lyttleton, des personnalités majeures de l'élaboration des politiques coloniales britanniques, ont admis qu'au début des années 1950, la Grande-Bretagne vivait des revenus en dollars des colonies.

Le gouvernement britannique a été surpassé par son homologue belge en ce qui concerne le tribut exigeant de ses colonies, en particulier pendant et après la dernière guerre. Après que la Belgique a été envahie par les Allemands, un gouvernement-inexile a été mis en place à Londres. Le secrétaire aux colonies de ce régime exilé, M. Godding, a admis que,

Pendant la guerre, le Congo a pu financer toutes les dépenses du gouvernement belge à Londres, y compris le service diplomatique ainsi que le coût de nos forces armées en Europe et en Afrique, soit au total environ 40 millions de livres. En effet, grâce aux ressources du Congo, le gouvernement belge à Londres n'a pas dû emprunter un shilling ou un dollar, et la réserve d'or belge pouvait être laissée intacte.

Depuis la guerre, les excédents de revenus du Congo en devises autres que le franc belge reviennent tous à la Banque nationale de Belgique. Par conséquent, au-delà de tout ce que les capitalistes privés pillaient au Congo, le

gouvernement belge était aussi un bénéficiaire direct à hauteur de millions de francs par an.

Discuter du colonialisme français dans ce contexte reviendrait largement à répéter les remarques faites à propos des Britanniques et des Belges. La Guinée était censée être une colonie «pauvre», mais en 1952, elle rapportait à la France un milliard (ancien) de francs, soit environ 5,6 millions de dollars en devises, grâce à la vente de bauxite, de café et de bananes. Les techniques financières françaises étaient légèrement différentes des autres puissances coloniales. La France a eu tendance à recourir davantage aux banques commerciales plutôt qu'à mettre en place des caisses d'émission distinctes. La France a également évincé davantage les Africains en imposant des prélèvements à des fins militaires. Le gouvernement français a habillé les Africains en uniformes de l'armée française et les a utilisés pour combattre d'autres Africains, pour combattre d'autres peuples colonisés comme les Vietnamiens et pour combattre dans les guerres européennes. Les budgets

coloniaux devaient supporter le coût de l'envoi de ces soldats africains «français» à la mort, mais s'ils revenaient vivants, ils devaient recevoir des pensions sur les fonds africains.

Pour résumer brièvement, le colonialisme signifiait une grande intensification de l'exploitation en Afrique - à un niveau beaucoup plus élevé que celui qui existait auparavant sous le communalisme ou les sociétés africaines de type féodal. Simultanément, cela signifiait l'exportation de cet excédent dans des proportions massives, car c'était l'objectif central du colonialisme.

2.2 Le renforcement des aspects technologiques et militaires du capitalisme

a) Un examen préliminaire des avantages non monétaires du colonialisme pour l'Europe

Il y a encore des propagandistes bourgeois qui affirment que le colonialisme n'était pas une préoccupation payante pour les Européens, tout comme il y a ceux qui

disent que la traite des esclaves n'était pas rentable pour les Européens. Il ne vaut pas la peine de s'engager dans une réfutation directe d'un tel point de vue, car cela prend du temps qui pourrait autrement être utilisé plus utilement. La section précédente était une déclaration sur le niveau des bénéfices monétaires réels réalisés par les puissances colonialistes hors d'Afrique. Mais la contribution de l'Afrique au capitalisme européen était bien plus importante que de simples rendements monétaires. Le système colonial a permis le développement rapide de la technologie et des compétences dans les secteurs métropolitains de l'impérialisme. Elle a également permis l'élaboration des techniques d'organisation modernes de l'entreprise capitaliste et de l'impérialisme dans son ensemble. En effet, le colonialisme a donné au capitalisme un souffle supplémentaire et a prolongé son existence en Europe occidentale, qui avait été le berceau du capitalisme.

Au début de la période coloniale, la science et la technologie appliquées à la production avaient déjà une

base solide en Europe - une situation qui était elle-même liée au commerce extérieur, comme expliqué précédemment. L'Europe entrait alors dans l'ère de l'électricité, de la métallurgie avancée des ferreux et non ferreux et de la prolifération des produits chimiques manufacturés. Tous ces éléments ont été portés à de grandes hauteurs pendant la période coloniale. Les appareils électriques ont été élevés au niveau qualitativement nouveau de l'électronique, intégrant la miniaturisation des équipements, des progrès fantastiques dans les télécommunications et la création d'ordinateurs. Les industries chimiques produisaient une large gamme de substituts synthétiques aux matières premières, et une toute nouvelle branche de la pétrochimie avait vu le jour. La combinaison des métaux par des innovations métallurgiques signifiait que des produits pouvaient être proposés pour répondre à des demandes de grande envergure en matière de résistance à la chaleur, de légèreté, de résistance à la traction, etc. À

la fin du colonialisme (disons 1960), l'Europe était au bord d'une autre époque - celui de l'énergie nucléaire.

Il est de notoriété publique que l'écart entre la production des métropoles et celle des colonies s'est multipliée par au moins quinze à vingt à l'époque du colonialisme. Plus que toute autre chose, c'est l'avancée de la technique scientifique dans les métropoles qui a été à l'origine du grand fossé entre les niveaux de productivité de l'Afrique et de l'Europe occidentale à la fin de la période coloniale. Par conséquent, il est essentiel de comprendre le rôle du colonialisme lui-même dans la réalisation de ce progrès scientifique dans les métropoles et son application à l'industrie.

Il serait extrêmement simple de dire que le colonialisme en Afrique ou ailleurs a *poussé l'* Europe à développer sa science et sa technologie. La tendance à l'innovation et à la rénovation technologiques était inhérente au capitalisme lui-même, en raison de la recherche du profit. Cependant, il serait tout à fait exact de dire que la

colonisation de l'Afrique et d'autres parties du monde a constitué un maillon indispensable dans une chaîne d'événements qui ont rendu possible la transformation technologique de la

base du capitalisme européen. Sans ce lien, le capitalisme européen n'aurait pas produit des biens et des services au niveau atteint en 1960. En d'autres termes, nos critères mêmes pour mesurer les nations développées et sous-développées auraient été différents.

Les bénéfices du colonialisme africain se mêlaient aux bénéfices de toute autre source pour financer la recherche scientifique. Cela était vrai dans le sens général où la richesse de la société capitaliste du siècle actuel permettait plus d'argent et de loisirs pour la recherche. C'est également vrai parce que le développement du capitalisme à l'époque impérialiste a continué la division du travail *à l'intérieur des métropoles capitalistes* au point où la recherche scientifique était une branche de la division du travail, et en fait l'une de

ses branches les plus importantes. La société européenne est passée de la recherche scientifique en tant *qu'affaire ad hoc* , personnelle et même fantaisiste à une situation où la recherche était prioritaire par les gouvernements, les armées et les capitalistes privés. Il a été financé et guidé. Un examen attentif révèle que la source de financement et la direction dans laquelle la recherche a été guidée ont été fortement influencées par la situation coloniale. Tout d'abord, il convient de rappeler que les bénéfices réalisés par l'Europe à partir de l'Afrique représentaient des *excédents investissables* . Le profit n'était pas simplement une fin en soi. Ainsi, les caisses monétaires de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest ont investi dans des actions du gouvernement britannique, tandis que les banques commerciales et les compagnies d'assurance ont investi dans des obligations d'État, des hypothèques et des actions industrielles. Ces fonds d'investissement acquis des colonies se sont répandus dans de nombreux secteurs des métropoles et ont profité

à des industries qui n'avaient rien à voir avec la transformation des produits coloniaux.

Cependant, il est plus facile de retracer l'impact de l'exploitation coloniale sur les industries directement liées aux importations coloniales. Ces industries devaient improviser ce genre de machines qui utilisaient le plus efficacement les matières premières coloniales. Cela a conduit par exemple à des machines de broyage de noyaux de palme et à un procédé d'utilisation du café le moins délicatement préféré en le transformant en une poudre soluble, à savoir le «café instantané». Les commerçants et les industriels ont également envisagé des moyens par lesquels les matières premières coloniales pourraient être modifiées pour répondre aux spécifications des usines européennes en qualité et en quantité. Un exemple de ce type serait le soin apporté par les Néerlandais à Java et par les Américains au Libéria à élever et à greffer de nouvelles variétés de plants de caoutchouc plus productifs et plus résistants aux maladies. En fin de compte, la recherche de matières

premières de meilleure qualité a fusionné avec la recherche de sources de matières premières qui rendraient le capitalisme européen moins dépendant des zones coloniales - et cela a conduit à la synthèse.

Dans le domaine de la navigation, on comprend aisément que certaines modifications et innovations technologiques seraient liées au fait qu’une part aussi élevée de la navigation était utilisée pour relier les colonies et les métropoles. Les navires devaient être réfrigérés pour transporter des denrées périssables; ils ont dû faire des cales spéciales pour les cargaisons volumineuses ou liquides telles que l'huile de palme; et le transport de pétrole du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et d'autres régions du monde a conduit les pétroliers à devenir une classe spéciale de navires. La conception des navires et la nature de leurs cargaisons affectent à leur tour le type d'installations portuaires dans les métropoles. Là où les connexions étaient lointaines ou même apparemment inexistantes, on peut encore affirmer que le colonialisme a été un facteur de la

révolution technologique européenne. Au fur et à mesure de l'épanouissement de la science au cours du siècle actuel, ses interconnexions sont devenues nombreuses et complexes. Il est impossible de retracer l'origine de chaque idée et de chaque invention, mais il est bien compris par les historiens sérieux de la science que la croissance du corpus de connaissances scientifiques et son application à la vie quotidienne dépendent d'un grand nombre de forces opérant dans le la société dans son ensemble, et pas seulement sur les idées dans des branches données de la science. Avec la montée de l'impérialisme, l'une des forces les plus puissantes au sein des sociétés capitalistes métropolitaines était précisément celle émanant des zones coloniales ou semi-coloniales.

Les considérations ci-dessus s'appliquent pleinement à toute discussion sur les aspects militaires de l'impérialisme, la protection de l'empire étant l'un des stimulants cruciaux ajoutés à la science des armements dans une société qui était déjà militariste depuis l'époque

féodale. La nouvelle dimension coloniale de la pré-occupation militaire européenne était particulièrement perceptible dans la vive rivalité navale entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et le Japon avant et pendant la première guerre mondiale. Cette rivalité pour les colonies et pour les sphères d'investissement capitaliste a produit de nouveaux types de navires de guerre armés, tels que des destroyers et des sous-marins. À la fin de la seconde guerre mondiale, la recherche militaire était devenue la branche la plus organisée de la recherche scientifique, et celle qui était subventionnée par les États capitalistes sur les bénéfices de l'exploitation internationale.

Pendant l'entre-deux-guerres, la principale contribution de l'Afrique à l'évolution des techniques d'organisation en Europe a été le renforcement du capital monopolistique. Avant la guerre de 1914, les panafricanistes Duse Muhammad Ali et WEB du Bois ont reconnu que le capital monopoliste était l'élément principal de l'expansion impérialiste. L'analyse la plus

approfondie et la plus connue de ce phénomène a été faite par le leader révolutionnaire russe, Lénine. Lénine était pratiquement prophétique, car à mesure que l'ère coloniale avançait, il devenait de plus en plus évident que ceux qui en profitaient le plus étaient les monopoles, et en particulier ceux impliqués dans la finance.

L'Afrique (plus l'Asie et l'Amérique latine) a contribué à l'élaboration de stratégies par lesquelles la concurrence entre les petites entreprises a cédé la place à la domination d'une petite poignée d'entreprises dans diverses activités économiques. C'est sur les routes commerciales indiennes que les compagnies maritimes ont lancé les «Conference Lines» pour la première fois en 1875. Cette pratique de monopole s'est rapidement étendue au commerce sud-africain et a atteint un niveau élevé en Afrique de l'Ouest dans les premières années de ce siècle. Sur le plan commercial, c'est en Afrique de l'Ouest que les Français et les Anglais ont acquis une expérience considérable en matière de mutualisation et de partage de marché; outre le fait que les petites

entreprises ont été régulièrement englouties par les plus grandes du début à la fin du colonialisme. * [* Voir la section 5.1 (a)]

C'est en Afrique australe que sont apparues les structures les plus soigneusement planifiées de directions imbriquées, de holdings et de sociétés géantes, multinationales tant par leurs souscriptions au capital que par le fait que leurs activités économiques étaient dispersées sur de nombreux pays. Les entrepreneurs individuels comme Oppenheimer ont fait d'énormes fortunes sur le sol d'Afrique australe, mais l'Afrique australe n'a jamais vraiment été à l'ère des entreprises individuelles et familiales, caractéristique de l'Europe et de l'Amérique jusqu'au début de ce siècle. Les grandes sociétés minières étaient des choses professionnelles impersonnelles. Ils étaient rationalisés en termes de personnel, de production, de marketing, de publicité, etc., et ils pouvaient prendre des engagements à long terme. À tout moment, les forces productives internes ont donné au capitalisme son élan d'expansion et de

domination. C'est le système qui s'est développé. Mais en plus, on peut voir en Afrique et en Afrique australe en particulier l'émergence d'une superstructure capitaliste dirigée par des individus capables de planifier consciemment l'exploitation des ressources jusqu'au siècle prochain, et visant à la domination raciste du peuple noir de L'Afrique jusqu'à la fin des temps.

Depuis le XVe siècle, l'Europe était aux commandes stratégiques du commerce mondial et des aspects juridiques et organisationnels de la circulation des marchandises entre les continents. La puissance de l'Europe a augmenté avec l'impérialisme, parce que l'impérialisme signifiait des investissements, et les investissements (avec ou sans domination coloniale) donnaient aux capitalistes européens le contrôle de la production à l'intérieur de chaque continent. Le montant des avantages pour le capitalisme augmentait en conséquence, puisque l'Europe pouvait déterminer la quantité et la qualité des différents intrants de matières premières qui devraient être réunis dans l'intérêt du

capitalisme dans son ensemble, et de la classe bourgeoise en particulier. Par exemple, la production de sucre aux Antilles a été rejointe pendant la période coloniale par la production de cacao en Afrique, de sorte que les deux ont fusionné dans l'industrie du chocolat en Europe et en Amérique du Nord. Dans le domaine métallurgique, le minerai de fer de Suède, du Brésil ou de Sierra Leone pourrait être transformé en différents types d'acier avec l'ajout de manganèse de la Gold Coast ou de chrome de Rhodésie du Sud. De tels exemples pourraient être multipliés presque indéfiniment pour couvrir tout l'éventail de la production capitaliste de la période coloniale.

Comme le disait John Stuart Mill, le commerce entre l'Angleterre et les Antilles au XVIIIe siècle était comme le commerce entre la ville et la campagne. Au siècle actuel, les liens sont encore plus étroits et il est plus marqué que la ville (Europe) vit de la campagne (Afrique, Asie et Amérique latine). Lorsqu'il a dit que les colonies devraient exister pour les métropoles en produisant des

matières premières et en achetant des produits manufacturés, la théorie sous-jacente était d'introduire une *division internationale du travail* couvrant les travailleurs du monde entier. C'est-à-dire que, jusque-là, chaque société avait attribué à ses propres membres des fonctions particulières de production - certaines chassaient, d'autres fabriquaient des vêtements, certaines construisaient des maisons, etc. continuer dans le monde en général. Les Africains devaient extraire des minéraux du sous-sol, cultiver des cultures agricoles, collecter des produits naturels et effectuer un certain nombre d'autres difficultés telles que la réparation de vélos. À l'intérieur de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon, les ouvriers raffinaient les minéraux et les matières premières et fabriquaient les vélos.

La division internationale du travail provoquée par l'impérialisme et le colonialisme a assuré qu'il y aurait l'augmentation maximale du niveau de compétences dans les nations capitalistes. Il a fallu principalement de la force physique pour extraire les minéraux du sol

africain et pour en cultiver, mais l'extraction des métaux des minerais et la fabrication ultérieure de produits finis en Europe ont favorisé de plus en plus de technologies et de compétences au fil du temps. Prenons l'exemple de l'industrie du fer et de l'acier. La fabrication moderne de l'acier dérive du système de foyer ouvert de Siemens et du procédé Bessemer, qui existaient tous deux déjà dans la seconde moitié du siècle dernier. Ils ont tous deux subi des modifications majeures, transformant la fabrication de l'acier d'opérations intermittentes en quelque chose nécessitant d'énormes fours électriques continus. Ces dernières années, les ouvriers qualifiés ont été remplacés par l'automatisation et l' informatisation, mais dans l'ensemble, les gains en technologie et en compétences ont été immenses, par rapport aux années précédant le début de l'impérialisme.

Le minerai de fer n'était pas l'une des principales exportations de l'Afrique à l'époque coloniale et il peut donc apparaître comme un exemple hors de propos. Cependant, le fer était très important dans l'économie de

la Sierra Leone, du Libéria et de l'Afrique du Nord. Il peut être utilisé pour illustrer la tendance selon laquelle la division internationale du travail a permis à la technologie et aux compétences de se développer dans les métropoles. En outre, il convient de rappeler que l'Afrique est une source importante de minéraux qui entrent dans la fabrication des alliages d'acier, notamment le manganèse et le chrome. Le manganèse était essentiel dans le processus Bessemer. Il a été exploité à plusieurs endroits en Afrique, la mine de Nouta sur la Gold Coast ayant le plus grand gisement de manganèse au monde. Les sociétés américaines possédaient les mines de la Gold Coast et de l'Afrique du Nord et utilisaient le produit dans l'industrie sidérurgique des États-Unis. Le chrome d'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud jouait également un rôle similaire dans la métallurgie de l'acier, étant essentiel pour la fabrication de l'acier inoxydable.

La colombite était un autre des minéraux africains précieux pour la création d'alliages d'acier. Étant très

résistant à la chaleur, l'une de ses principales utilisations était la fabrication d'acier pour moteurs à réaction. Tout d'abord, c'est le développement rapide de l'industrie et de la technologie européennes qui a amené la colombite à prendre de la valeur. Il avait été un sous-produit jeté de l'extraction de l'étain au Nigéria jusqu'en 1952. Ensuite, une fois utilisé, il a donné un nouvel élan à la technologie européenne dans le domaine très sophistiqué des moteurs aéronautiques.

De toute évidence, selon la division internationale du travail qui prévaut sous le colonialisme, ce sont les travailleurs américains, canadiens, britanniques et français qui ont accès aux compétences nécessaires pour travailler avec la colombite, plutôt que le travailleur nigérian qui extrait le minerai du sol. Pour certaines raisons, la demande de colombite a fortement chuté après quelques années, mais pendant cette période, elle avait contribué à rendre le métallurgiste européen encore plus compétent et expérimenté. De cette manière, il contribuait à promouvoir une croissance auto-

entretenue et à combler l’écart qui est évident dans toute comparaison entre pays développés et pays sous-développés.

Le cuivre, lui aussi, faisait parfaitement partie de la catégorie en discussion. La production non qualifiée par les Africains était nécessaire pour obtenir le minerai pour l'exportation, suivie d'un raffinage dans une usine capitaliste européenne. Le cuivre était la principale exportation minérale de l'Afrique. Étant un excellent conducteur d'électricité, il est devenu un élément indispensable de l'industrie électrique capitaliste. C'est un composant essentiel des générateurs, des moteurs, des locomotives électriques, des téléphones, des télégraphes, des lignes lumineuses et électriques, des voitures à moteur, des bâtiments, des munitions, des radios, des réfrigérateurs et une foule d'autres choses. Une ère technologique a tendance à être définie par la principale source d'énergie. Aujourd'hui, on parle d'une ère nucléaire, car le potentiel de l'énergie nucléaire se révèle immense. La révolution industrielle en Europe au

cours des 18e et 19e siècles a été l'ère de la vapeur. De manière parallèle, l'époque coloniale était l'ère de l'électricité. Par conséquent, les exportations vitales de cuivre du Congo, de la Rhodésie du Nord et d'autres régions d'Afrique contribuaient au secteur de pointe de la technologie européenne. De cette position stratégique , ses effets multiplicateurs étaient innombrables et étaient d'un avantage incalculable pour le développement capitaliste.

Dans le contexte d'une discussion sur les matières premières, une référence particulière doit à nouveau être faite aux militaires. Les minéraux africains ont joué un rôle décisif à la fois en ce qui concerne les armes classiques et en ce qui concerne la percée des armes atomiques et nucléaires. C'est à partir du Congo belge pendant la seconde guerre mondiale que les États-Unis ont commencé à s'approvisionner en uranium, ce qui était une condition préalable à la fabrication de la première bombe atomique. En tout cas, à la fin de la période coloniale, l'industrie et la machine de guerre des

nations colonisatrices étaient devenues si imbriquées et inséparables que toute contribution à l'une était une contribution à l'autre. Par conséquent, la contribution massive de l'Afrique à ce qui apparaît initialement comme des activités pacifiques telles que la fabrication de fils de cuivre et d'alliages d'acier a finalement pris la forme d'engins explosifs, de porte-avions, etc.

Ce n'est qu'après que les armes à feu européennes ont atteint un certain stade d'efficacité au XIXe siècle qu'il est devenu possible pour les Blancs de coloniser et de dominer le monde entier. De même, l'invention d'une panoplie massive de nouveaux instruments de destruction dans les métropoles a été à la fois un facteur de dissuasion psychologique et pratique pour les peuples colonisés cherchant à regagner le pouvoir et l'indépendance. On se rappellera aisément que l'un des piliers fondamentaux du colonialisme en Afrique et ailleurs était la `` politique de la canonnière '', à laquelle on recourait chaque fois que la police et les forces armées locales semblaient incapables de maintenir la loi

métropolitaine et l'ordre des affaires coloniales. Du point de vue des colonisés, le renforcement de l'appareil militaire des puissances européennes par l'exploitation coloniale était doublement préjudiciable. Non seulement cela a augmenté le fossé technologique global entre la métropole et la colonie, mais il a considérablement élargi le fossé dans le domaine le plus sensible, qui avait à voir avec des concepts tels que le pouvoir et l'indépendance.

La division internationale du travail de la période coloniale a également assuré une croissance des possibilités d'emploi en Europe, en dehors des millions de colons blancs et d'expatriés qui gagnaient leur vie en Afrique et depuis l'Afrique. Les matières premières agricoles étaient transformées de manière à former des sous-produits, constituant des industries à part entière. Le nombre d'emplois créés en Europe et en Amérique du Nord par l'importation de minerais en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine peut être vu à partir du rouleau d'emplois massif d'institutions telles que les aciéries, les usines automobiles, les usines

d'alumine et d'aluminium, le fil de cuivre. entreprises, etc. De plus, ces derniers stimulaient à leur tour l'industrie du bâtiment, l'industrie des transports, l'industrie des munitions, etc. L'exploitation minière en Afrique a laissé des trous dans le sol et le modèle de production agricole a appauvri les sols africains; mais, en Europe, les importations agricoles et minérales ont construit un complexe industriel massif.

Dans les premières phases de l'organisation humaine, la production était dispersée et atomisée. C'est-à-dire que les familles ont conservé une identité distincte tout en travaillant à leur entretien. Au fil du temps, la production est devenue plus sociale et interdépendante. La fabrication d'une paire de chaussures dans une économie commerciale féodale mature impliquait l'éleveur de bétail, un tanneur du cuir et un cordonnier - au lieu d'un paysan tuant un animal et se fabriquant une paire de chaussures, comme dans le cadre du communautarisme autosuffisant. La mesure dans laquelle une société réalise cette interdépendance sociale en fabriquant des

marchandises est un indice de son développement, à travers la spécialisation et la coordination.

Sans aucun doute, le capitalisme européen a acquis de plus en plus un caractère social dans sa production. Il a intégré le monde entier; et avec l'expérience coloniale comme un stimulant important, il a intégré très étroitement tous les aspects de sa propre économie - de l'agriculture à la banque. Mais la *distribution* n'avait pas un caractère social. Les fruits du travail humain sont allés à une classe minoritaire donnée, qui était de race blanche et résidait en Europe et en Amérique du Nord. C'est le nœud du processus dialectique de développement et de sous-développement, tel qu'il a évolué au cours de la période coloniale.

b) L'exemple d'Unilever en tant que bénéficiaire majeur de l'exploitation africaine

Tout comme il était nécessaire de suivre les excédents africains à travers les canaux d'exploitation tels que les banques et les sociétés minières, de même la

contribution non monétaire que l'Afrique a apportée au capitalisme européen peut également être tracée avec précision en suivant les carrières desdites sociétés. Nous proposons ci-dessous un bref aperçu des caractéristiques pertinentes du développement d'une seule entreprise - celle d'Unilever - en relation avec son exploitation des ressources et des populations africaines.

En 1885, alors que l'Afrique se découpait à la table de la Conférence, un
William H. Lever a commencé à fabriquer du savon dans le Merseyside près de Liverpool en Angleterre. Il a appelé son savon «Sunlight» et dans les marais où se trouvait son usine, le canton de Port Sunlight a grandi. En moins de dix ans, la société Lever vendait 40 000 tonnes de savon par an rien qu'en Angleterre et construisait une entreprise d'exportation et des usines dans d'autres régions d'Europe, d'Amérique et des colonies britanniques. Puis vint `` Lifebuoy '', `` Lux '', `` Vim '', et dans les dix ans, Lever vendait 60000 tonnes de savon en Grande-Bretagne, et avait en outre des usines produisant

et vendant au Canada, aux États-Unis, en Afrique du Sud, en Suisse et en Allemagne. et la Belgique. Cependant, le savon ne poussait dans aucun de ces pays. L'élément de base de sa fabrication était la stéarine, obtenue à partir d'huiles et de graisses. Outre le suif animal et l'huile de baleine, les matières premières recherchées provenaient toutes des tropiques: à savoir l'huile de palme, l'huile de palmiste, l'huile d'arachide et le coprah. L'Afrique de l'Ouest était la plus grande zone de production de palmiers au monde et était également un producteur majeur d'arachides.

En 1887, la société autrichienne Schicht, qui devait plus tard être incorporée dans la moissonneuse-batteuse Unilever, construisit le premier broyeur de palmiste en Autriche, alimenté en matières premières par une entreprise de négociants en huile de Liverpool. Ce n’était pas simplement une coïncidence, mais une partie de la logique de l’impérialisme et de l’ouverture de l’Afrique en tant que réservoir de matières premières pour l’Europe. Dès 1902, Lever envoya ses propres ``

explorateurs '' en Afrique, et ils en vinrent à la décision que le Congo serait l'endroit le plus susceptible d'obtenir des produits de palme, car le gouvernement belge était prêt à offrir d'énormes concessions de terres avec d'innombrables palmiers. Lever a obtenu les concessions nécessaires au Congo et a fait appel à des machines pour extraire l'huile des palmistes.

Mais les principaux experts en huile de palme venaient de régions de la côte au nord du Congo. Par conséquent, en 1910, Lever a acheté WB McIver, une petite entreprise de Liverpool au Nigéria. Cela a été suivi par les acquisitions de deux petites entreprises en Sierra Leone et au Libéria. En effet, Lever (à l'époque appelé Lever Bros) a pris pied dans chaque colonie d'Afrique de l'Ouest.
La première avancée majeure a eu lieu lorsque Lever a acheté le Niger
Société en 1920 pour 8 millions de livres sterling. Puis en 1929, l'Afrique et l'Est, la dernière grande entreprise commerciale rivale, a été mise en partenariat; et le

résultat de la fusion a été appelé la United Africa Company (UAC).

Pendant la guerre de 1914-18, Lever avait commencé à fabriquer de la margarine, qui nécessitait les mêmes matières premières que le savon: à savoir, les huiles et les graisses. Les années suivantes ont été celles au cours desquelles ces entreprises en Europe ne cessaient de s'agrandir grâce à des rachats et des fusions. Les grands noms de la fabrication de savon et de margarine sur le continent européen étaient deux entreprises hollandaises, Jurgens et Van der Bergh, et les entreprises autrichiennes de
Schicht et Centra. Les entreprises néerlandaises ont d'abord atteint une position dominante; puis, en 1929, il y eut une grande fusion entre leur moissonneuse-batteuse et Lever's, qui entre-temps avait été occupé à racheter pratiquement tous les autres concurrents. La fusion de 1929 a créé Unilever en tant que monopole unique, divisé pour des raisons de commodité en

Unilever Ltd (enregistré en Grande-Bretagne) et Unilever NV (enregistré aux Pays-Bas).

Pour son apport massif d'huiles et de graisses, Unilever dépendait en grande partie de sa filiale UAC qui a été créée cette même année. L'UAC lui-même n'a jamais cessé de croître. En 1933, elle reprend l'importante société de négoce GB Ollivant et en 1936 elle rachète la Swiss Trading Company sur la Gold Coast. À cette époque, il ne comptait pas simplement sur les palmiers sauvages au Congo, mais avait organisé des plantations.
The Lever fait face aux USA
tiraient leurs approvisionnements en pétrole principalement du Congo, et en 1925 (avant même qu'Unilever et l'UAC aient émergé en tant que tels), l'usine Lever à Boston a dégagé un bénéfice de 250 000 £.

Unilever a prospéré dans la guerre et dans la paix. Ce n'est qu'en Europe de l'Est que l'avènement du socialisme a conduit à la perte d'usines par nationalisation. À la fin de la période coloniale, Unilever

était une force mondiale, vendant des savons traditionnels, des détergents, de la margarine, du saindoux, du ghee, de l'huile de cuisson, des conserves, des bougies, de la glycérine, des tourteaux et des préparations de toilette telles que le dentifrice. D'où cette pieuvre géante a-t-elle sucé l'essentiel de sa nourriture? Que la réponse soit fournie par la Division de l'information d'Unilever House, Londres.

Le plus frappant de tous dans le développement d'Unilever après la guerre avait été les progrès de la United Africa Company. Au pire de la crise, la direction d'Unilever n'avait jamais cessé de mettre de l'argent dans l'UAC, justifiant son action plus par une confiance générale dans l'avenir de l'Afrique que par une considération particulière des perspectives immédiates de l'UAC. Leur récompense est venue avec la prospérité d'après-guerre du producteur primaire, qui a fait de l'Afrique un marché pour toutes sortes de marchandises, des pois surgelés aux voitures à moteur. Le centre de gravité d'Unilever se

trouve en Europe, mais de loin son plus grand membre (l'UAC) est presque entièrement dépendant pour son gagne-pain (représenté par un chiffre d'affaires de 300 millions de livres sterling) du bien-être de l'Afrique de l'Ouest.

Dans certains cas, les entreprises africaines de Lever ont enregistré des pertes au sens strict de la comptabilité analytique. Il a fallu des années avant que les plantations du Congo se rentabilisent et réalisent des bénéfices. Il a également fallu un certain temps avant que l'achat de la Niger Company en 1920 ne soit justifié financièrement; tandis que le SCKN au Tchad n'a jamais montré de bénéfices monétaires valables. Mais, même dans les pires exercices, les filiales composant l'UAC étaient des atouts inestimables, en ce sens qu'elles permettaient à la partie manufacturière d'Unilever de contrôler une source garantie de matières premières essentielles. Bien sûr, l'UAC elle-même a également fourni de beaux dividendes monétaires, mais il s'agit ici d'attirer l'attention non pas sur les gains financiers de l'UAC et d'Unilever mais sur la

manière dont l'exploitation de l'Afrique a conduit à de multiples développements techniques et organisationnels en Europe.

L'industrie du savon et l'industrie de la margarine avaient leurs propres problèmes scientifiques et techniques qui devaient être résolus. Le progrès scientifique est le plus généralement une réponse à un besoin réel. Les huiles pour margarine et pour la cuisine devaient être désodorisées; il fallait chercher des substituts pour le saindoux naturel; et, lorsque la margarine a été confrontée à la concurrence du beurre bon marché, il s'est avéré nécessaire de trouver des moyens de produire une nouvelle margarine de haute qualité avec des vitamines ajoutées. En 1916, deux experts de Lever ont publié dans une revue scientifique britannique les résultats de tests montrant la croissance d'animaux nourris avec des concentrés de vitamines à l'intérieur de la margarine. Ils sont restés en contact avec les scientifiques de l'Université de Cambridge qui se sont

penchés sur le problème et, en 1927, la margarine riche en vitamines était prête pour la consommation humaine.

En ce qui concerne le savon (et dans une moindre mesure la margarine), il est essentiel de concevoir un procédé de durcissement des huiles en graisses - notamment l'huile de baleine, mais aussi les huiles végétales. Ce processus, appelé «hydrogénation», a attiré l'attention des scientifiques dans les premières années de ce siècle. Ils ont été payés et encouragés par des sociétés de savon rivales, y compris Lever et les autres sociétés européennes qui ont ensuite fusionné pour former Unilever.

L'une des illustrations les plus frappantes des ramifications technologiques du traitement des matières premières coloniales se trouve dans le domaine des détergents. Le savon lui-même est un détergent ou «agent de lavage», mais les savons ordinaires souffrent de plusieurs limitations, telles que la tendance à se décomposer dans l'eau dure et dans les acides. Ces

limitations ne pouvaient être surmontées que par des «détergents sans savon», sans le type de base grasse des savons précédents. Lorsque l'Allemagne a été coupée des approvisionnements coloniaux en huiles et graisses lors de la première guerre impérialiste, les scientifiques allemands ont été incités aux premières expériences de production de détergents à partir de goudron de houille. Plus tard, dans les années 1930, les entreprises chimiques ont commencé à fabriquer des détergents similaires à plus grande échelle, en particulier aux États-Unis. Deux des entreprises qui se sont immédiatement lancées dans la recherche sur les détergents étaient Unilever et Procter & Gamble: une combinaison de savon avec son siège social à Cincinnati, aux États-Unis.

Il peut sembler étrange au premier abord que si les détergents étaient des concurrents du savon ordinaire, ils étaient néanmoins promus par les sociétés de savon. Cependant, les monopoles ont pour habitude de s'orienter vers de nouveaux domaines qui complètent ou même remplacent leurs anciennes entreprises. Cela est

nécessaire pour éviter que tout leur capital ne soit immobilisé dans des produits démodés. Les entreprises de savon ne pouvaient pas laisser les détergents aux entreprises chimiques, sinon leurs propres savons durs, flocons de savon et poudres de savon en auraient souffert, et ils n'auraient pas été ceux avec les nouvelles marques sur les marchés. Unilever a fait un si grand effort dans la chimie des détergents, en conservant dans une large mesure les huiles végétales, mais en les modifiant chimiquement. Ce type de recherche n’a pas été laissé au hasard ou à des particuliers. En 1960, Unilever disposait de quatre laboratoires principaux - deux en Angleterre, un aux Pays-Bas et un aux États-Unis. Ces quatre laboratoires , ainsi que d'autres unités de recherche plus petites, employaient plus de 3 000 personnes, dont environ un tiers étaient des scientifiques et des technologues qualifiés.

Les effets multiplicateurs d'Unilever et de son exploitation coloniale peuvent être retracés avec une certaine précision. Lorsque les graines de palmier étaient

broyées, le résidu formait un tourteau qui était excellent pour le bétail. Un sous-produit de l'industrie du savon était la glycérine, qui était utilisée dans la fabrication d'explosifs. Les Européens se sont suicidés avec certains des explosifs, mais certains sont allés à des fins pacifiques, telles que l'exploitation minière, l'exploitation en carrière et la construction. Plusieurs autres produits étaient liés au savon par le biais de la base commune dans les huiles et les graisses, notamment les cosmétiques, les shampooings, les parfums, les crèmes à raser, les dentifrices et les colorants. Comme l'a dit un auteur, ces sous-produits «ont servi à élargir la base commerciale sur laquelle reposait Unilever, tout en exploitant davantage le fonds de connaissances déjà possédé par le technologue des huiles et des graisses». En outre, ces opérations créaient des centaines de milliers d'emplois supplémentaires pour les travailleurs européens.

La fabrication de savon et de margarine nécessitait des intrants de matières premières autres que les huiles et

les graisses. La fabrication du savon consommait de grandes quantités de soude caustique, de sorte qu'en 1911, Lever acheta un terrain dans le Cheshire convenant à la fabrication de cet alcali. Les géants capitalistes nourris par le colonialisme et l'impérialisme pouvaient se permettre de faire les choses en grand. Lorsque Lever a eu besoin d'abrasifs, l'entreprise a acheté une mine de calcaire en Bohême; et quand Unilever a voulu s'assurer de l'approvisionnement en papier d'emballage, elle a acheté une papeterie.

Le transport était un autre problème clé qui a stimulé la croissance au
Fin européenne. Moins d'un mois après l'achat de la Niger Company en 1920, Lever s'est engagé dans un projet de construction d'installations sur la Mersey pour recevoir des navires de haute mer transportant des cargaisons d'Afrique de l'Ouest. L'UAC a été un pionnier dans la construction de navires pour transporter l'huile de palme dans des réservoirs en vrac, et Van der Bergh a envisagé d'acheter un chantier naval pour construire des

navires pour son entreprise quelques années avant la fusion. Cela ne s'est pas concrétisé, mais Unilever a fait l'acquisition de plusieurs navires, y compris des navires fraîchement sortis des chantiers navals et fabriqués selon leurs spécifications.

Un autre lien entre les industries Unilever était celui de la distribution au détail. Leurs produits devaient être vendus à la femme au foyer et les entreprises néerlandaises qui se sont lancées dans Unilever ont décidé de posséder des épiceries pour garantir les ventes. En 1922, Jurgens avait le contrôle d'une chaîne d'épiceries en Angleterre, nommée à juste titre «Home and Colonial». Van der Bergh (à l'époque un rival) ne devait pas être laissé pour compte, il a donc obtenu des parts majoritaires dans la chaîne de magasins détenue par Lipton of Lipton's Tea renommée. Tous ces magasins sont passés à Unilever. L'épicerie a rapidement cessé d'être considérée comme un simple débouché pour le savon et la margarine, et est devenue une fin en soi.

Parfois, les effets multiplicateurs ne semblent pas liés. En apparence, il n'y avait aucune raison apparente pour laquelle Lever devrait créer une énorme chaîne de vente au détail appelée Mac Fisheries pour crustacés! Il y a peu de points communs entre le savon, les saucisses et la crème glacée - mais Lever a acheté Walls en tant que société de saucisses et plus tard, Walls a ouvert une usine de fabrication de crème glacée. Le lien sous-jacent est que le capital recherche la domination. Il grandit et se propage et cherche à saisir tout ce qui est en vue. L' exploitation de l'Afrique a donné au capital monopoliste européen toutes les opportunités de se livrer à ses tendances d'expansion et de domination.

Avant de quitter Unilever, il convient de noter en conclusion comment une telle entreprise a ouvert la voie au changement du système capitaliste. Le dispositif de la double structure d'Unilever Ltd et d'Unilever NV était une innovation utilisée pour la première fois lorsque Schicht et Centra de Central

L'Europe a fusionné avec les entreprises hollandaises de margarine de Jurgens et Van der Bergh, et elle a été conçue pour réduire les impôts. Unilever comprenait deux holdings -compagnies avec les mêmes conseils d'administration et avec des arrangements pour transférer et égaliser les bénéfices. C'était une entreprise professionnelle depuis sa création. Toutes les entreprises impliquées dans la fusion avaient des années d'expérience dans la rationalisation du personnel, des usines de production et des procédures de commercialisation. Schicht a été l'un des premiers à mettre au point un système de comptabilité analytique et de contrôle financier. Lever a lui-même été un pionnier de la publicité de masse en Europe et dans le domaine concurrentiel des États-Unis. La firme Unilever a hérité et perfectionné les techniques de production de masse et de publicité pour atteindre une consommation de masse.

L'importance des changements organisationnels est mieux perçue à long terme, en comparant l'organisation internationale sophistiquée d'Unilever avec les sociétés à

charte des XVIe et XVIIe siècles qui avaient des difficultés à gérer leurs comptes. Les méthodes comptables et commerciales efficaces censées caractériser les entreprises capitalistes ne sont pas tombées du ciel. Ils sont le résultat d'une évolution historique et, dans cette évolution, l'exploitation de l'Afrique a joué un rôle clé - depuis l'ère des sociétés à charte jusqu'à la période coloniale,

c) Contributions du colonialisme aux puissances colonisatrices individuelles

L'analyse des bénéfices non monétaires du colonialisme pour les colonisateurs peut bien sûr être effectuée le plus facilement dans le cadre des relations entre chaque colonie et sa `` mère patrie '', en dehors du cadre de l'entreprise individuelle, qui vient d'être discuté dans quelques détails. En utilisant l'approche conventionnelle de la métropole européenne en relation avec ses propres colonies, on trouve un large éventail d'effets positifs, bien que les avantages varient en étendue d'une colonie

à l'autre. Le Portugal était la plus basse des puissances colonisatrices en Afrique, et ce n'était rien en Europe sans ses colonies: à tel point qu'il en est venu à insister sur le fait que l'Angola, le Mozambique et la Guinée faisaient partie intégrante du Portugal, comme n'importe quelle province du pays européen nommé Le Portugal. La France proposait parfois la même doctrine selon laquelle l'Algérie, la Martinique et le Vietnam étaient tous supposés «la France d'outre-mer».

Ni la Grande-Bretagne ni la Belgique n'ont avancé de théories sur une Grande-Bretagne ou une Belgique d'outre-mer; mais en pratique, ils étaient aussi déterminés que les autres puissances coloniales à faire en sorte que la subsistance circule sans entrave d'une colonie à l'autre. Rares sont les domaines de la vie nationale de ces pays d’Europe occidentale qui n’ont pas profité des décennies d’exploitation parasitaire des colonies. Un Nigérian après sa visite
Bruxelles en 1960, écrivait,

J'ai vu par moi-même les immenses palais, musées et autres bâtiments publics payés par l'ivoire et le caoutchouc du Congo.

Ces derniers temps, les écrivains et chercheurs africains ont également été étonnés de trouver la quantité de trésors africains pillés empilés au British Museum; et il existe des collections comparables, quoique un peu plus petites, d'art africain à Paris, Berlin et New York. Voilà quelques-unes des choses qui, en plus de la richesse monétaire, contribuent à définir les métropoles comme développées et «civilisées».

La subsistance donnée par les colonies aux colonisateurs était la plus évidente et la plus décisive dans le cas des contributions de soldats parmi les colonisés. Sans les troupes coloniales, il n'y aurait pas eu de «forces britanniques» combattant sur le front asiatique pendant la guerre de 1939-45, car les rangs des «forces britanniques» étaient remplis d'Indiens et d'autres coloniaux, y compris des Africains et des Antillais. C'est

une caractéristique générale du colonialisme que la métropole utilise la main-d'œuvre des colonies. Les Romains avaient utilisé des soldats d'une nationalité conquise pour conquérir d'autres nationalités, ainsi que pour défendre Rome contre des ennemis. La Grande-Bretagne a appliqué cela à l'Afrique depuis le début du XIXe siècle, lorsque le West Indian Regiment a été envoyé à travers l'Atlantique pour protéger les intérêts britanniques sur la côte ouest-africaine. Le régiment des Indes occidentales comptait des hommes noirs dans les rangs, des Irlandais (coloniaux) comme sous-officiers et des Anglais comme officiers. À la fin du 19e siècle, le régiment des Indes occidentales comprenait également de nombreux Sierra-Léonais.

La force la plus importante dans la conquête des colonies ouest-africaines par les Britanniques était la West African Frontier Force - les soldats étant des Africains et les officiers anglais. En 1894, il a été rejoint par le régiment ouest-africain, formé pour aider à supprimer la soi-disant «guerre fiscale des huttes» en Sierra Leone, qui était

l'expression d'une résistance généralisée contre l'imposition de la domination coloniale. En Afrique orientale et centrale, les King's African Rifles étaient l'unité qui exploitait la puissance de combat africaine au nom de la Grande-Bretagne. Les régiments africains ont complété l'appareil militaire métropolitain de plusieurs manières. Premièrement, ils ont été utilisés comme forces d'urgence pour réprimer les soulèvements nationalistes dans les différentes colonies. Deuxièmement, ils ont été utilisés pour combattre d'autres Européens à l'intérieur de l'Afrique, notamment pendant les première et deuxième guerres mondiales. Et troisièmement, ils ont été transportés sur les champs de bataille européens ou sur les théâtres de guerre en dehors de l'Afrique.

Les rôles africains dans les opérations militaires européennes ont été clairement affichés par la campagne d'Afrique de l'Est pendant la Première Guerre mondiale, lorsque la Grande-Bretagne et l'Allemagne se sont battues pour la possession de l'Afrique de l'Est. Au début

de la guerre, les Allemands avaient au Tanganyika une force régulière de 216 Européens et 2 540 *askari* africains . Pendant la guerre, 3 000 Européens et 11 000 *askari* ont été enrôlés. Du côté britannique, la force principale était le KAR, composé principalement d'Africains de l'Est et de soldats du Nyassaland. Les bataillons du KAR comptaient en novembre 1918 plus de 35 000 hommes, dont neuf sur dix étaient des Africains.

Assez tôt dans la campagne d'Afrique de l'Est, les Britanniques ont fait venir une force expéditionnaire de Punjabis et de Sikhs, ainsi que des régiments d'Afrique de l'Ouest. Des Soudanais et des Antillais étaient également là. Au début, quelques colons blancs se sont joints à la guerre, car ils pensaient que c'était un pique-nique; mais en l'espace d'un an, les résidents blancs de l'Afrique orientale britannique manifestaient une extrême réticence à rejoindre les forces de combat locales. En fait, donc, les Africains combattaient les Africains pour voir quelle puissance européenne devait les gouverner. Les Allemands et les Britanniques n'avaient qu'à fournir les

officiers. Selon les livres d'histoire, les «Britanniques» ont remporté la campagne en Afrique de l'Est.

La France était la puissance coloniale qui a obtenu le plus grand nombre de soldats africains. En 1912, la conscription de soldats africains dans l'armée française est poursuivie à grande échelle. Pendant la guerre de 1914-18, 200 000 soldats ont été recrutés en Afrique occidentale française, grâce à l'utilisation de méthodes rappelant la chasse aux esclaves. Ces soldats «français» ont servi contre les Allemands au Togo et au Cameroun, ainsi qu'en Europe même.

Sur les champs de bataille européens, environ 25 000 Africains «français» ont perdu la vie, et beaucoup d'autres sont revenus mutilés, car ils ont été utilisés comme chair à canon dans la guerre capitaliste européenne.

La France a été tellement impressionnée par les avantages militaires à tirer de la domination coloniale

que lorsqu'une partie du Cameroun a été mandatée à la France par la Société des Nations, la France a insisté sur le privilège d'utiliser les troupes camerounaises africaines à des fins sans rapport avec la défense du Cameroun. Naturellement, la France a également utilisé au maximum les troupes africaines lors de la dernière guerre mondiale. En effet, les Africains ont sauvé la France après les pertes initiales lorsque la France et la majeure partie de l'Afrique française sont tombées sous les Allemands et les fascistes (Vichy) français. En Afrique équatoriale française, c'était un homme noir. Félix Eboué, qui s'est montré fidèle aux forces dirigées par le général de Gaulle, et qui a mobilisé des effectifs contre les fascistes français et allemands. L'Afrique a fourni la base et une grande partie de la main-d'œuvre pour lancer la contre-attaque qui a aidé le général de Gaulle et les «Français libres» à revenir au pouvoir en France.

L'utilisation française des troupes africaines n'a pas pris fin avec la dernière guerre. Des Africains de l'Ouest ont été envoyés à Madagascar en 1948 et ont abattu les

forces nationalistes de la manière la plus sanglante. Des troupes africaines ont également été employées pour combattre le peuple d'Indochine jusqu'en 1954; et, plus tard encore, les troupes noires africaines et sénégalaises en particulier furent utilisées contre le mouvement de libération algérien.

Aucune étude approfondie n'a encore été consacrée au rôle des Africains dans les armées des puissances coloniales dans divers contextes.
Cependant, les indications sont que de telles études révéleraient un schéma très similaire à celui découvert par les historiens qui se sont penchés sur le rôle des soldats noirs dans les armées contrôlées par les Blancs aux États-Unis: à savoir, qu'il y avait une énorme discrimination contre les combattants noirs, même si les soldats noirs ont fait de grandes contributions non reconnues aux victoires importantes remportées par les armées d'officiers blancs des États-Unis et des puissances coloniales. Des indices concernant la discrimination doivent être vus des règlements tels que celui interdisant

aux soldats africains du régiment ouest-africain de porter des chaussures et du fait qu'il y avait en fait des émeutes raciales dans les campagnes européennes, tout comme les troupes noires qui combattaient pour les États-Unis continuaient de se révolter. jusqu'à la campagne du Vietnam.

Un certain nombre d'Africains ont servi en tant que soldats coloniaux parce qu'ils espéraient à tort que l'armée serait un moyen d'afficher le courage et la dignité de l'Afrique et, peut-être, dans le processus, même de gagner la liberté du continent, en rendant les Européens heureux et reconnaissants. . Cet espoir était sans fondement dès le départ, car les colonialistes utilisaient vicieusement les soldats africains comme des pions pour préserver le colonialisme et le capitalisme en général. Un exemple très frappant du fait ci-dessus a été fourni lorsque John Chilembwe a dirigé un soulèvement nationaliste africain au Nyasaland (aujourd'hui Malawi) en 1915. Le Nyasaland était alors une colonie britannique, et bien que les Britanniques combattaient

les Allemands en Afrique de l'Est à cette époque, ils a immédiatement dépêché une colonne du KAR pour lutter contre Chilembwe. De plus, avant l'arrivée du KAR, c'était un lieutenant allemand qui organisait la résistance des colons blancs du Nyassaland contre la tentative de liberté de Chilembwe. À la lumière de ces preuves, un écrivain a commenté:

Alors que leurs compatriotes en Europe ont combattu la guerre la plus sanglante connue, en Les Européens d'Afrique étaient instinctivement des hommes blancs d'abord - et ensuite des Allemands et des Britanniques, (car) John Chilembwe faisait partie de quelque chose qui, à la fin, allait submerger tous leurs rêves coloniaux.

Le continent africain et le peuple africain ont été utilisés par les colonialistes de manière curieuse pour faire progresser leurs forces et leurs techniques militaires. Par hasard, l'Afrique du Nord et le Sahara sont devenus disponibles comme laboratoire pour l'évolution des

techniques de guerre blindée, à l'époque où Rommel et Montgomery se battaient pour la supériorité. Et, à dessein, les Ethiopiens ont été utilisés comme cobayes, sur lesquels les fascistes italiens ont expérimenté le gaz toxique. Cela fait suite à leur invasion effrontée en 1935 de cette petite partie de l'Afrique qui s'accrochait encore à une forme d'indépendance politique. À cette époque, les Italiens soutenaient qu'il était absolument essentiel que les fruits du colonialisme soient ouverts à l'Italie pour qu'elle prenne «sa place au soleil». De manière assez significative, la Grande-Bretagne et la France avaient déjà vu tellement de soleil et de produits africains qu'ils avaient du mal à réfuter les affirmations de l'Italie.

La Grande-Bretagne et la France régnaient sur la plus grande partie de l'Afrique coloniale et elles possédaient également les plus grands empires dans d'autres parties du monde. Toute l'existence et le développement du capitalisme en Grande-Bretagne et en France entre 1885 et 1960 ont été liés à la colonisation, et l'Afrique a joué un rôle majeur. Les colonies africaines signifiaient un

surplus approprié à grande échelle; ils ont conduit à des innovations et à des sauts en avant dans la technologie et l'organisation de l'entreprise capitaliste; et ils ont étayé le système capitaliste au pays et à l'étranger avec des combattants. Parfois, il est apparu que ces deux principales puissances coloniales ont récolté tant d'avantages coloniaux qu'elles ont souffert de «trop de bonnes choses».

Certes, dans le cas de la Grande-Bretagne, on peut affirmer que le colonialisme a permis à l'industrie britannique de mener une vie douce et que, dans certaines sphères décisives de la production et du marketing, la Grande-Bretagne est devenue paresseuse. L'usine industrielle installée au XIXe siècle n'a pas été rénovée ou remplacée, et peu de dynamisme a été mis dans la vente de nouvelles gammes de marchandises. En revanche, lorsqu'elle a été privée de colonies après 1918, l'Allemagne a été contrainte de vivre de ses propres ressources et de son ingéniosité. Néanmoins, bien que ce soit un détail intéressant de l'ensemble du tableau

colonial, il ne faut pas oublier que le colonialisme était un aspect de l'impérialisme. Le colonialisme était basé sur un régime politique étranger et était limité à certaines parties du monde. L'impérialisme, cependant, était à la base de toutes les colonies, s'étendait partout dans le monde (sauf là où il était remplacé par des révolutions socialistes), et il permettait la participation de toutes les nations capitalistes. Par conséquent, le manque de colonies de la part de toute nation capitaliste n'était pas un obstacle à la jouissance des fruits de l'exploitation de la
monde colonial et semi-colonial, qui était l'arrière-cour du capitalisme métropolitain.

(d) Le colonialisme en tant que support aux économies métropolitaines et le capitalisme en tant que système

La composition d'Unilever doit servir d'avertissement que le colonialisme n'est pas simplement une question de liens entre une colonie donnée et sa mère patrie, mais entre les colonies d'une part et les métropoles d'autre

part. La capitale allemande à Unilever a rejoint les Britanniques pour exploiter l'Afrique et les Néerlandais pour exploiter les Indes orientales. Les récompenses se sont répandues à travers le système capitaliste de telle manière que même les nations capitalistes qui n'étaient pas des puissances coloniales étaient également bénéficiaires du butin. Les usines Unilever établies en Suisse, en Nouvelle-Zélande, au Canada et aux États-Unis ont participé à l'expropriation du surplus de l'Afrique et à l'utilisation de ce surplus pour leur propre développement.

L'Allemagne a toujours eu un intérêt dans l'Afrique coloniale, même après 1918, lorsque les autres puissances capitalistes ont privé l'Allemagne de ses colonies. La navigation allemande a repris dans les années 1920 et a joué un rôle actif en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud. Les maisons financières allemandes ont également eu des contacts avec l'Afrique, le plus direct étant la Twentsche Bank en Afrique de l'Est. Les compagnies maritimes néerlandaises étaient impliquées

avec les Allemands et les Britanniques dans la West African Conference Line, tandis que les expéditeurs scandinaves étaient connus pour la location de navires `` clochards '' qui transportaient des marchandises entre l'Afrique et l'Europe en dehors des lignes régulières. L'ancienne East African Trading Company était soutenue par des capitaux danois. Les Suisses n'avaient pas de colonies en Afrique, mais ils avaient un capital substantiel dans la SCOA, ils jouaient un rôle clé dans les banques impérialistes et ils se tenaient à l'écart des guerres menées par d'autres capitalistes afin de pouvoir continuer à commercer avec les deux parties et ainsi acquérir produits coloniaux. Puis il y avait le Japon - une puissance capitaliste / impérialiste avec des colonies en Asie et avec un vif intérêt pour le commerce avec l'Afrique. Les capitalistes japonais ont essayé de sous-vendre leurs homologues européens, mais le commerce qu'ils ont mené avec l'Afrique était encore inégal et désavantageux pour les Africains.

Pour bien comprendre la période coloniale, il est nécessaire de penser en termes de «la partition économique de l'Afrique». Contrairement à la partition politique du XIXe siècle, la partition économique n'avait pas de frontières fixes ou visibles. Il s'agissait des proportions dans lesquelles les puissances capitalistes se partageaient les gains monétaires et non monétaires de l'Afrique. Par exemple, le Portugal avait deux grandes colonies politiques en Afrique australe, mais économiquement, le Mozambique et l'Angola étaient divisés entre plusieurs puissances capitalistes, invitées par le gouvernement portugais, parce que les capitalistes portugais étaient trop faibles pour gérer ces vastes territoires.

Le Congo et l'Afrique du Sud avaient leurs propres arrangements spéciaux de partition économique, tous deux étant des territoires précieux. Au début, le Congo a été désigné «État libre du Congo» sous le roi Léopold de Belgique. Cela signifiait qu'elle devait être une zone de libre-échange et une zone ouverte aux investissements

des capitalistes de toutes nationalités. Dans la pratique, Léopold a utilisé des dispositifs administratifs pour monopoliser la richesse du Congo, et c'était l'une des principales raisons pour lesquelles la communauté capitaliste internationale s'est mobilisée contre Léopold en 1908. Lorsque la Belgique a repris l'administration du Congo, elle a également fait en sorte que la plupart des l'excédent et les autres avantages devraient revenir à la Belgique. Cependant, les intérêts capitalistes non belges ont pu pénétrer via l'investissement dans l' exploitation minière; et, à mesure que la période coloniale avançait, les Britanniques, les Français et les Américains coupaient de plus gros morceaux du gâteau du Congo.

Pendant longtemps, l'Afrique du Sud a été le plus important réservoir de matières premières pour l'ensemble de l'impérialisme. La Grande-Bretagne était la puissance européenne qui était déjà enracinée en Afrique du Sud depuis de nombreuses années, au moment où l'or et les diamants ont été découverts au 19ème siècle, à la veille de la Scramble. La Grande-

Bretagne a dû composer avec les colons boers, dont le gagne-pain provenait alors principalement de la terre et dont le principal intérêt était de veiller à l'exploitation et à la domination de la population africaine et d'autres groupes d'immigrants non blancs. Par conséquent, la partition économique et politique de l'Afrique a donné à la Grande-Bretagne la part du lion des richesses minérales, tandis que les Boers ont conservé le pouvoir politique nécessaire pour institutionnaliser le racisme blanc. Alors que les capitalistes d'autres nationalités entraient en relations avec l'Afrique du Sud par le biais de l'investissement et du commerce, ces capitalistes ont accepté et renforcé les relations sociales racistes / fascistes de l'Afrique du Sud.

La partition et la répartition économiques de l'Afrique se poursuivaient tout le temps, car les proportions du butin qui allaient aux différents pays capitalistes ne cessaient de changer. Une mention spéciale doit être faite des États-Unis, car leur part des bénéfices de l'Afrique n'a cessé d'augmenter tout au long de la période coloniale.

Au fil du temps, les États-Unis ont obtenu une part de plus en plus grande du commerce inégal entre les métropoles et l'Afrique coloniale. La part des États-Unis dans le commerce de l'Afrique est passée d'un peu plus de 28 millions de dollars en 1913 à 150 millions de dollars en 1932 à 1 200 millions de dollars en 1948, chiffre auquel ils représentaient près de 15% du commerce extérieur de l'Afrique. La part des États-Unis dans le commerce de l'Afrique de l'Ouest est passée de 38 millions de dollars en 1938 à 163 millions de dollars en 1946 et à 517 millions de dollars en 1954.

Cependant, c'était l'Afrique du Sud qui était le meilleur partenaire commercial des États-Unis en Afrique, approvisionnant les États-Unis en or, diamants, manganèse et autres minéraux et achetant à son tour de la machinerie lourde. En dehors du direct

Commerce États-Unis / Afrique du Sud, la majeure partie de l'or de l'Afrique du Sud a été revendue à Londres à des acheteurs américains, tout comme la majeure partie du

cacao de la Gold Coast et du Nigéria a été revendue aux États-Unis.

Le commerce intercontinental a mis en évidence le besoin de services d'expédition et l'Amérique n'a pas laissé ceux-ci entre les mains de capitalistes d'autres nations. James Farrell, président de la United States Steel Export Company, a acquis une ligne maritime vers l'Afrique en raison de sa «croyance en l'avenir du continent noir». Les responsables de l'UAC avaient dit exactement la même chose, et il est évident que, comme eux, Farrell signifiait le brillant avenir du capitalisme métropolitain dans l'exploitation de l'Afrique. Il est toujours préférable que ces personnes parlent d'elles-mêmes. Le vice-amiral Cochrane de la marine américaine était un grand admirateur des lignes maritimes Farrell. Dans
1959, il a écrit une introduction à une étude des opérations de Farrell en
L'Afrique, dans laquelle il a dit,

Nous lisons une forte concurrence internationale pour assurer l'approvisionnement en matériaux stratégiques pour notre économie militaro-industrielle actuelle. Farrell Lines écrit l'histoire maritime américaine. Il démontre clairement et catégoriquement que les navires arborant le drapeau d'une nation stimulent en fait le commerce de cette nation. . . démontrant la valeur du commerce océanique sous pavillon américain pour la santé et la richesse des États-Unis.

Les capitalistes américains ne se sont pas limités au simple commerce avec l'Afrique, mais ils ont également acquis des actifs considérables au sein des colonies. Il est de notoriété publique que le Libéria était une colonie américaine dans tout sauf son nom. Les États-Unis auraient aidé le gouvernement libérien avec des prêts, mais ont profité de l'occasion pour prendre le contrôle des recettes douanières libériennes, pour piller des milliers de kilomètres carrés de terres libériennes, et généralement pour

dicter au gouvernement faible du Libéria. Le principal investissement au Libéria a été réalisé par Firestone Rubber Company. Firestone a fait d'énormes profits avec le caoutchouc libérien qu'il a fait l'objet d'un livre parrainé par les capitalistes américains pour montrer à quel point les affaires américaines prospéraient à l'étranger. Entre 1940 et 1965, Firestone a pris 160 millions de dollars de caoutchouc hors du Libéria; tandis qu'en retour, le gouvernement libérien a reçu 8 millions de dollars. Dans les années précédentes, le pourcentage de la valeur qui allait au gouvernement libérien était beaucoup plus faible, mais, dans le meilleur des cas, le bénéfice net moyen réalisé par Firestone était trois fois le revenu libérien.

Et pourtant, les avantages non monétaires pour l'économie capitaliste américaine valaient bien plus que les rendements monétaires. Le vice-amiral Cochrane, dans la citation ci-dessus, est allé au cœur du problème

en évoquant les matières premières stratégiques pour le fonctionnement de la machine industrielle et militaire des impérialistes américains. Firestone a acquis ses plantations libériennes précisément parce que la Grande-Bretagne et la Hollande avaient augmenté le prix du caoutchouc qui provenait de leurs colonies asiatiques de Malaisie et des Indes orientales néerlandaises, respectivement. Au Libéria, l'industrie américaine du caoutchouc a obtenu une source fiable en temps de paix et de guerre - une source bon marché et entièrement sous contrôle américain. L'un des liens les plus immédiats du caoutchouc était avec l'industrie automobile, et il n'est donc pas surprenant que Henry Firestone soit un grand ami et un collègue d'affaires de John Ford. Le caoutchouc libérien a transformé la ville d'Akron (Ohio) en un puissant centre de fabrication de pneus en caoutchouc, et les pneus ont ensuite été transférés à l'usine automobile encore plus grande de Ford à Detroit.

L'investissement américain en Afrique au cours des 15 dernières années du colonialisme a été à certains égards

au détriment des puissances colonisatrices actuelles et pourtant, en fin de compte, il était dans l'intérêt du capitalisme d'Europe occidentale. Ce paradoxe s'explique en notant que les États-Unis étaient devenus la première puissance capitaliste / impérialiste du monde avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Elle possédait les colonies de Porto Rico et des Philippines, mais les investissements impérialistes étaient bien plus importants dans toute l'Amérique latine et dans une moindre mesure en Asie et en Afrique. Les investissements étrangers de l'Amérique dans les années 1930 devançaient légèrement ceux de la Grande-Bretagne, qui étaient bien en avance sur les dépenses impérialistes de la France, de l'Allemagne et du Japon. La guerre de 1939-45 a considérablement accéléré le basculement en faveur de l'Amérique.

L'Europe a subi des pertes énormes, mais aucune bataille n'a été menée
Le sol américain, et donc sa capacité de production s'est élargie. Par conséquent, après 1945, les capitaux

américains sont allés en Afrique, en Asie et en Europe elle-même avec une nouvelle agressivité et confiance, du fait que d'autres concurrents capitalistes gisaient toujours sur le terrain. En 1949, les banquiers britanniques et français n'avaient d'autre choix que d'inviter des financiers américains sur le continent africain, car les Français et les Britanniques n'avaient pas suffisamment de fonds propres. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement, contrôlée par les États-Unis, est devenue un vecteur important de l'influence américaine en Afrique et l'un des outils de la re-partition économique du continent.

Les recherches du Dr Kwame Nkrumah ont révélé que l'investissement privé direct des Américains en Afrique était passé entre 1945 et 1958 de 110 millions de dollars à 789 millions de dollars, la plupart provenant des bénéfices. Les estimations officielles des bénéfices réalisés par les entreprises américaines de 1946 à 1959 en Afrique sont évaluées à 1 234 millions de dollars. En considérant la question de la partition économique, ce

qui est pertinent est le *taux de croissance* des investissements et des bénéfices américains par rapport à ceux de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique, etc. Par exemple, l'investissement américain en 1951 était de 313 millions de dollars, soit près de trois fois ce qu'il était cinq ans plus tôt, et au cours des cinq années suivantes, l'investissement a augmenté de deux fois et demie. Pendant ce temps, les investissements britanniques et français ont augmenté beaucoup plus lentement.

Cependant, alors que les États-Unis devançaient les autres colonialistes, ils avaient tous tout à gagner des progrès réalisés au sein de l'économie capitaliste nord-américaine en termes de science, de technologie, d'organisation et de puissance militaire. Comme indiqué précédemment, lorsqu'une colonie africaine contribuait aux industries métallurgiques européennes ou à son industrie électrique, cette contribution passait à d'autres aspects de la société, car les secteurs concernés jouaient des rôles de premier plan au sein de l'économie

capitaliste. De même, les États-Unis étaient une zone géographique à la pointe du développement capitaliste. Par exemple, son savoir-faire technologique est passé aux mains de l'Europe occidentale par le biais d'une série de dispositifs juridiques tels que les brevets.

En outre, comme les États-Unis étaient alors le premier État capitaliste du monde, ils devaient également assumer la responsabilité active du maintien de la structure impérialiste capitaliste dans tous les aspects économiques, politiques et militaires. Après la guerre, les États-Unis sont allés en Europe occidentale et au Japon à la fois pour établir leur propre mainmise et en même temps pour donner une transfusion sanguine au capitalisme dans ces régions. Une grande partie du sang était définitivement africaine. Ce n'est pas seulement que l'Amérique a fait des profits (relativement) modestes sur l'Afrique au XIXe siècle et au début du XXe siècle, mais surtout il faut se rappeler que l'Amérique du Nord était la partie du système capitaliste européen qui avait été la plus directe. bénéficiaire du massacre des Indiens

(«rouges») et de l'esclavage des Africains. L'exploitation continue des peuples africains à l'intérieur de ses propres frontières et dans les Caraïbes et en Amérique latine doit également être citée comme preuve contre l'impérialisme monstre américain. Les États-Unis ont été un digne successeur de la Grande-Bretagne en tant que force dirigeante et gendarme du monde impérialiste / colonialiste à partir de 1945.

Dans le cadre du plan Marshall, par lequel le capitalisme américain a aidé le capitalisme d'Europe occidentale après la dernière guerre, il a été annoncé que les experts américains exploraient l'Afrique de bout en bout à la recherche de richesses agricoles et minérales - en particulier cette dernière. L'argent du plan Marshall (par l'intermédiaire de la Commission économique pour l'Afrique) est allé à des entreprises comme les Mines de Zellidja, qui exploitaient le plomb et le zinc en Afrique du Nord; et, en même temps, l'argent a permis aux Américains d'acheter des actions de contrôle de la société. Ainsi, en 1954, Morgan des États-Unis partageait

avec les Rothschild d'Europe la plupart des bénéfices nets de 1250 millions d'anciens francs (8,16 millions de dollars) réalisés par les Mines de Zellidja cette année-là. De même, le gouvernement belge a reçu une aide substantielle des États-Unis pour mettre en œuvre un programme économique décennal au Congo de 1950 à 1959; et. comme prix de l'aide, les monopoles américains ont établi le contrôle de certaines entreprises au Congo. Les États-Unis ont pris la deuxième place après la Belgique dans le commerce extérieur du Congo, et les capitalistes américains ont dû se voir accorder une série de privilèges.

Le paradoxe a donc continué, selon lequel les capitalistes américains ont pénétré et écarté les capitalistes français, britanniques et belges dans l'Afrique coloniale, tout en fournissant les fonds sans lesquels les nations d'Europe occidentale n'auraient pas pu relancer et n'ont pas pu accroître leur exploitation de l'Afrique - ce qui ils l'ont fait dans la période 1945-1960.

Au cours des dernières décennies du colonialisme, les possessions coloniales ont servi le capitalisme comme soupape de sécurité en temps de crise. La première grande occasion où cela a été affiché a été pendant la grande dépression économique de 1929-1934. Pendant cette période, le travail forcé a augmenté en Afrique et les prix payés aux Africains pour leurs récoltes ont été réduits. Les travailleurs étaient moins payés et les marchandises importées coûtaient beaucoup plus cher. C'était une époque où les travailleurs des pays métropolitains souffraient aussi terriblement; mais les colonialistes ont fait de leur mieux pour transférer les fardeaux de la dépression hors d'Europe et sur les colonies.

La grande dépression économique n'affecta pas l'Union soviétique, où le socialisme provoqua un grand développement; mais la crise s'est étendue d'un bout à l'autre du système capitaliste. C'était un produit de l'irrationalité du mode de production capitaliste. La recherche de profits a amené la production à dépasser la

capacité d'achat des gens et, en fin de compte, la production et l'emploi ont dû être considérablement réduits. Les Africains n'avaient rien à voir avec les lacunes inhérentes au capitalisme; mais, lorsque les Européens étaient dans le pétrin, ils n'avaient aucun scrupule à intensifier l'exploitation de l'Afrique. La dépression économique n'était pas une situation dont la Grande-Bretagne pouvait bénéficier aux dépens de la Suède ou où la Belgique pouvait gagner aux dépens des États-Unis.Elles se noyaient toutes, et c'est pourquoi les avantages des colonies sauvaient non seulement les puissances colonisatrices, mais tous nations capitalistes.

La deuxième grande occasion où les colonies ont dû renflouer les métropoles a eu lieu pendant la dernière guerre mondiale. Comme indiqué précédemment, les Africains ont dû faire d'énormes sacrifices et fournir des matières premières vitales à peu de frais aux métropoles. L'importance militaire de l'Afrique était également décisive. Non seulement les Africains ont combattu et sont morts sur divers champs de bataille de la guerre,

mais le continent a occupé une position stratégique clé. Dans
En novembre 1942, un troisième front est ouvert en Afrique (après les fronts européen et asiatique), et ce front est le moyen de la victoire finale.

Les accidents de géographie signifiaient que l'Afrique contrôlait les communications en Méditerranée et dans l'Atlantique Sud, et commandait les deux entrées occidentales de l'océan Indien. Comme l'a dit un analyste militaire, «le camp qui tenait l'Afrique était en passe de remporter la victoire finale». Avec l'aide des combattants africains et des ressources, les grandes puissances coloniales ont maintenu le contrôle du continent face aux attaques des Italiens, qui n'avaient que la Libye, le Somaliland et (brièvement) l'Éthiopie. Les Allemands n'avaient bien sûr plus de colonies en Afrique, et ils devaient utiliser ce qui était offert par les Italiens et les Français fascistes de Vichy.

Contrairement à la première guerre mondiale, la seconde guerre mondiale n'était pas simplement une guerre entre puissances capitalistes. Les États agresseurs de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon étaient fascistes. Les gouvernements du Portugal, de l'Espagne et de l'Afrique du Sud ont également souscrit à cette idéologie, bien que pour des raisons opportunistes , les Boers portugais et sud-africains aient trouvé plus commode de s'allier avec la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis et les autres démocraties bourgeoises.

Le fascisme est une déformation du capitalisme. Elle renforce la tendance impérialiste à la domination qui est inhérente au capitalisme et elle sauvegarde le principe de la propriété privée. Dans le même temps, le fascisme renforce incommensurablement le racisme institutionnel déjà engendré par le capitalisme, que ce soit contre les juifs (comme dans le cas d'Hitler) ou contre les peuples africains (comme dans l'idéologie de Salazar du Portugal et des dirigeants sud-africains). Le fascisme renverse les acquis politiques du système démocratique bourgeois

tels que les élections libres, l'égalité devant la loi, les parlements, etc., et il prône également l'autoritarisme et l'union réactionnaire de l'Église avec l'État. Au Portugal et en Espagne, c'était le
Église catholique - en Afrique du Sud, c'était l'Église réformée hollandaise.

Comme son ancêtre, le capitalisme, le fascisme est totalement opposé au socialisme. L'Allemagne et l'Italie fascistes ont attaqué à la fois les autres États capitalistes et l'Union soviétique, qui était encore le seul État socialiste au monde en 1939. La défaite du fascisme était donc une victoire pour le socialisme, tout en préservant les autres nations capitalistes d'avoir à franchir le pas historiquement rétrograde du fascisme.

À la fin de la dernière guerre mondiale, le rôle supplémentaire de l'Afrique était d'aider l'Europe à se reconstruire. Dans cette crise, les États-Unis ont joué un rôle majeur, comme on vient de le mentionner; mais les nations colonisatrices avaient aussi un recours direct à

leurs colonies, malgré la pénurie de capitaux. Il est à noter que le capitalisme européen de la fin des années 1940 a reconnu le potentiel d'Afríca en tant que sauveur de leurs propres économies déchirées par la guerre, et ils ont ouvertement fait des déclarations à cet effet.

C'est en 1946 que le ministère des Colonies du cabinet français est rebaptisé ministère des Outre-mer et les Africains colonisés sont appelés par euphémisme «Français d'outre-mer». Vers cette époque, une déclaration du ministère français de l'Éducation a franchement admis que,

La France ne serait qu'un petit état de l'Europe sans les soixante-quinze millions de Français d'outre-mer dont la jeune force s'est révélée au monde d'une manière si remarquable. (Se référant au rôle de l'Afrique dans la guerre.)

Peu de temps après, lorsque la France a préparé son plan quadriennal pour 194952, des déclarations telles que les suivantes se sont produites:

Le Maroc participera activement à la reprise de la France en fournissant du manganèse, du cobalt et du plomb, des conserves et des produits agricoles.

À la fin de la dernière guerre, la Grande-Bretagne et la France ont mis en place des agences pour le «développement» de leurs colonies. Dans la sphère britannique, cela était connu sous le nom de Colonial Development and Welfare (CD & W.), tandis que le fonds français était connu sous le nom de FIDES. Leur fonction principale était de fournir des prêts dont le but était d'aider les colonies à aider les métropoles. En d'autres termes, la crise de la reconstruction d'après-guerre exigeait que des efforts encore plus grands soient faits pour maximiser les ressources des colonies.

Ce n'était pas une crise d'après-guerre ordinaire à laquelle l'Europe occidentale a été confrontée dans les années 40 et 50. La bourgeoisie a dû reconstruire les États capitalistes à un moment où le socialisme avait déjà fait ses preuves en Union soviétique et à une période où l'Armée rouge des Soviets avait aidé des groupes de socialistes à prendre le pouvoir en Europe de l'Est. C'était le plus grand défi auquel la bourgeoisie ait jamais été confrontée parce que (contrairement au fascisme) le socialisme menaçait le principe capitaliste de base de la propriété privée des moyens de production. De plus, les principes socialistes faisaient sentir leur présence même dans les coins reculés des colonies, et les capitalistes se rendirent compte de la nécessité de couper les colonies de la pensée socialiste, ainsi que d'utiliser les ressources coloniales pour conjurer ce qu'ils appelaient `` la menace du communisme ''. .

Dans la lutte capitaliste pour éviter le défi du socialisme en tant que mode de production et mode de vie concurrentiels, l'Afrique a joué au moins deux rôles clés -

l'un étant de pourvoir aux militaristes capitalistes et l'autre de fournir un large éventail de matières premières. matériaux essentiels pour les industries d'armement modernes. Les matières premières les plus vitales étaient l'uranium et d'autres substances radioactives pour les armes atomiques et plus tard nucléaires, y compris la bombe à hydrogène. Certains minéraux rares (comme le lithium de Rhodésie) nécessaires pour les aciers spéciaux qui entraient dans les nouveaux avions, les roquettes, les chars, les canons, les bombes, etc. rivalisaient presque avec l'uranium en importance.

Les puissances coloniales disposaient déjà de petits établissements militaires dans chaque colonie, et jusqu'à la fin de l'ère coloniale, il a été jugé nécessaire de les renforcer. Par exemple, dans le budget français de 1955, il y avait un crédit spécial de six milliards de francs (16,8 millions de dollars) pour l'amélioration des installations militaires dans les colonies, et notamment pour les bases stratégiques de Dakar et Djibouti. Quelque temps

auparavant, les Belges avaient achevé une énorme base aérienne près de Kamina au Congo.

En plus des bases régulières dans les colonies établies de longue date, les puissances impérialistes ont pu installer des installations militaires dans les territoires africains qui sont tombés entre leurs mains pendant la guerre. Dans ce contexte, les États-Unis étaient particulièrement importants, car ils étaient déjà le principal soutien du système de défense capitaliste sous la forme de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Ainsi, après avoir aidé à reprendre l'Afrique du Nord aux fascistes, les États-Unis ont pu construire de grandes bases aériennes au Maroc et en Libye. En Érythrée italienne, les Américains sont intervenus avec des stations radar modernes; et l'Éthiopie a concédé des bases militaires.

Bien que nominalement indépendant, le Libéria n'avait guère d'autre choix que d'accepter une présence militaire massive des Américains, conséquence logique de

l'exploitation économique et de la domination américaines sur le Libéria. Lorsque les États-Unis ont accepté un port à Monrovia en 1943, ils ont également obtenu la concession que les États-Unis devaient avoir `` le droit d'établir, d'entretenir et de contrôler ces installations et installations navales, aériennes et militaires sur le site du port, et en le voisinage général de celui-ci, comme cela peut être souhaité pour la protection des intérêts stratégiques des États-Unis dans l'Atlantique Sud ». Tout au long de la guerre, l'aérodrome de Robertsfield au Libéria a eu une valeur considérable pour les États-Unis et plus tard, il a continué à avoir une utilité militaire. Pour lier davantage les choses, les États-Unis ont conclu ce qu'ils ont appelé un pacte d'assistance militaire avec le Libéria en 1951.

Inutile de dire que dans les années 50, lorsque la plupart des Africains étaient encore des sujets coloniaux, ils n'avaient absolument aucun contrôle sur l'utilisation de leur sol à des fins militaristes. La quasi-totalité de l'Afrique du Nord a été transformée en une sphère

d'opérations pour l'OTAN, avec des bases dirigées vers l'Union soviétique. Ils auraient facilement pu s’impliquer dans une guerre nucléaire sans que les peuples africains n’aient eu connaissance de la question. Les puissances coloniales ont en fait tenu des conférences militaires dans des villes africaines comme Dakar et Nairobi au début des années 1950, invitant les Blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie et le gouvernement des États-Unis À maintes reprises, les preuves indiquent cette utilisation cynique de l'Afrique pour étayer le capitalisme. économiquement et militairement, et donc en fait obligeant l'Afrique à contribuer à sa propre exploitation.

Outre le sauvetage du capitalisme en temps de crise, les dépendances ont toujours prolongé la vie du capitalisme en supprimant les contradictions internes et les conflits qui faisaient partie du système capitaliste. La principale contradiction au sein du capitalisme, dès le départ, était entre les capitalistes et les ouvriers. Pour maintenir leur système en marche, les capitalistes devaient constamment augmenter le taux d'exploitation de leurs

travailleurs. Dans le même temps, les travailleurs européens maîtrisent de plus en plus les moyens de production des usines et des mines et apprennent à travailler collectivement dans les grandes entreprises et au sein de leurs propres structures syndicales. Si la bourgeoisie continuait à les priver de la majeure partie des fruits de leur propre travail et à les opprimer socialement et politiquement, alors ces deux classes étaient engagées sur une trajectoire de collision. Depuis le milieu du XIXe siècle, Marx avait prédit que la collision de classes prendrait la forme de
Révolution dans laquelle les ouvriers sortiraient victorieux. Les capitalistes avaient terriblement peur de cette possibilité, sachant très bien qu'ils avaient eux-mêmes pris le pouvoir de la classe des propriétaires féodaux au moyen de la Révolution. Cependant, l'impérialisme a introduit un nouveau facteur dans cette situation - un facteur qui a retardé la confrontation entre travailleurs et capitalistes dans les métropoles.

Ce n'est qu'en Russie qu'il y a eu une révolution ouvrière, et la Russie était en marge de l'Europe plutôt que d'être l'un de ses centres capitalistes métropolitains. Ce fait même soulignait à quel point le capitalisme dans des pays comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne avait été stabilisé en exploitant les colonies et autres semi-colonies comme l'Amérique latine, où les États n'étaient indépendants que de nom.

Les excédents d'Afrique ont été en partie utilisés pour offrir quelques avantages supplémentaires aux travailleurs européens et ont servi de pot-de-vin pour rendre ces derniers moins révolutionnaires. Le pot-de-vin a pris la forme d'une augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail et de services sociaux élargis. Les avantages du colonialisme ont été diffusés dans toute la société européenne de nombreuses manières. La plupart des entreprises capitalistes offraient des biens de consommation qui étaient produits en masse à bas prix, et la femme au foyer européenne a donc obtenu un certain soulagement. Par exemple, le

café instantané a mis cette boisson à la portée du travailleur ordinaire. Pendant ce temps, le capitaliste a encore fait fortune en s'assurant que le producteur ivoirien ou colombien n'obtiendrait aucune augmentation de prix. De cette manière, le colonialisme servait toutes les classes et tous les secteurs de l'Europe occidentale et d'autres métropoles capitalistes.

Les travailleurs européens ont payé un grand prix pour les quelques avantages matériels qui leur revenaient sous forme de miettes de la table coloniale. La classe au pouvoir contrôle la diffusion de l'information. Les capitalistes ont mal informé et mal éduqué les travailleurs des métropoles au point de devenir des alliés dans l'exploitation coloniale. En acceptant d'être conduits comme des moutons, les ouvriers européens perpétuaient leur propre asservissement aux capitalistes. Ils ont cessé de rechercher le pouvoir politique et se sont contentés de négocier de petites augmentations de salaire, qui étaient généralement contrebalancées par une augmentation du coût de la vie. Ils ont cessé d'être

créatifs et ont laissé la décadence culturelle bourgeoise les envahir tous. Ils n'ont pas exercé de jugement indépendant sur les grandes questions de la guerre et de la paix et ont donc fini par massacrer non seulement les peuples coloniaux, mais aussi eux-mêmes.

Le fascisme était un monstre né de parents capitalistes. Le fascisme est venu comme le produit final de siècles de bestialité capitaliste, d'exploitation, de domination et de racisme - principalement exercés en dehors de l'Europe. Il est très significatif que de nombreux colons et fonctionnaires coloniaux aient affiché une tendance au fascisme. L'apartheid en Afrique du Sud n'est rien d'autre que du fascisme. Il gagnait en racines depuis le début de la colonisation blanche au 17ème siècle, et en particulier après que l'industrie minière ait pleinement introduit l'Afrique du Sud dans l'orbite capitaliste au 19ème siècle. Un autre exemple du potentiel fasciste du colonialisme a été vu lorsque la France a été envahie par l'Allemagne nazie en 1940. Les fascistes français ont collaboré avec Hitler pour établir ce qu'on appelait le régime de Vichy en

France, et les colons blancs français en Afrique ont soutenu le régime de Vichy. Un exemple plus frappant du même effet était l'idéologie fasciste développée par les colons blancs en Algérie, qui non seulement s'opposaient à l'indépendance de l'Algérie sous la domination algérienne, mais ils s'efforçaient également de faire tomber les gouvernements plus progressistes ou libéraux de la France métropolitaine.

À l'intérieur même de l'Europe, des liens spécifiques et très révélateurs peuvent être trouvés entre le comportement colonialiste et la destruction des quelques contributions apportées par le capitalisme au développement humain. Par exemple, lorsque le colonel Von Lettow est revenu de la direction des forces allemandes en Afrique de l'Est pendant la Première Guerre mondiale, il a été promu général dans le L'armée allemande, et Von Lettow commandait le massacre des communistes allemands à Hambourg en 1918. Ce fut un tournant décisif dans l'histoire allemande, car une fois que les ouvriers les plus

progressistes avaient été écrasés, la voie était libre pour la déformation fasciste de la avenir. En réprimant brutalement la guerre Maji Maji au Tanganyika et en tentant de génocide contre le peuple Herero de Namibie (sud-ouest de l'Afrique), la classe dirigeante allemande obtenait l'expérience qu'elle a ensuite appliquée contre les juifs et contre les ouvriers et les progressistes allemands.

Lorsque la dictature fasciste a été inaugurée au Portugal en 1926, elle s'est inspirée du passé colonial du Portugal. Après que Salazar soit devenu le dictateur en 1932, il a déclaré que son «nouvel État» au Portugal serait basé sur le travail des «peuples inférieurs», c'est-à-dire bien sûr les Africains. En outre, les paysans et les travailleurs portugais ont dû se soumettre à la terreur policière, à la pauvreté et à la déshumanisation, ils ont donc payé (et continuent de payer) un prix élevé pour le fascisme dans leur pays et le colonialisme à l'étranger.

Le colonialisme a renforcé la classe dirigeante d'Europe occidentale et le capitalisme dans son ensemble. Particulièrement dans sa dernière, il donnait manifestement un nouveau souffle à un mode de production qui, par ailleurs, était en train de mourir. De tous les points de vue autres que celui de la classe minoritaire des capitalistes, le colonialisme était une institution monstrueuse retenant la libération de l'homme.

Bref guide de lecture

Là encore, peu de chercheurs ont traité le capitalisme et l'impérialisme comme un système intégral impliquant le transfert de fonds et d'autres avantages des colonies vers les métropoles. Et, là où il y a une conscience de l'unité du système, aucune analyse détaillée ne suit nécessairement. En effet, on est confronté aux limites d'un point de vue métropolitain. Ainsi, les marxistes européens ou blancs américains qui dénoncent la nature rapace du capitalisme moderne dans leur propre pays, ne

l'ont généralement pas intégré à l'exploitation de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine - à l'exception de la toute récente période néocoloniale.

G. Padmore, *Afrique. Comment la Grande-Bretagne gouverne l'Afrique* ,

K. Nkrumah, l' *Afrique doit s'unir. Néo-colonialisme, la plus haute étape de l'impérialisme.*

WA Hunton, *Décision en Afrique* .

Les remarques les plus véhémentes sur la contribution de l'Afrique à l'Europe ont été faites par des intellectuels panafricains politiquement impliqués, tels que ces trois-là.

Grover Clark, *Les bilans du colonialisme* .

DK Fieldhouse, *les empires coloniaux* .

Ces deux textes proclament que le colonialisme n'était pas essentiellement économique et que les colonisateurs

n'y gagnaient pas. Le deuxième livre est récent, et la vue est toujours bien vivante.

Institut d'histoire de l'URSS, *Une histoire de l'Afrique 1918-1967* .

P. Jalée, *Le pillage du tiers monde* .

Ces textes (marxistes) spécifiquement sur l'Afrique et le secteur exploité du monde capitaliste montrent que les métropoles extrayaient d'énormes surplus coloniaux.

Table des matières

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique. Walter Rodney 1973

Chapitre six. Le colonialisme en tant que système pour l'Afrique sous-développée

«L'homme noir doit certainement payer cher pour porter le fardeau de l'homme blanc.
George Padmore,
(Antillais) Panafricaniste, 1936.

"Dans la société coloniale, l'éducation est telle qu'elle sert le colonialiste. Dans un régime d'esclavage, l'éducation n'était qu'une institution pour former des esclaves." Déclaration du Département de l'éducation et de la culture du FRELIMO (Front de libération du Mozambique) 1968.

6.1 Les avantages supposés du colonialisme pour l'Afrique a) Services socio-économiques

Face aux preuves de l'exploitation européenne de l'Afrique, de nombreux écrivains bourgeois concéderaient au moins partiellement que le colonialisme était un système qui fonctionnait bien dans l'intérêt des métropoles. Cependant, ils insisteraient alors sur le fait qu'une autre question à résoudre est ce que les Européens ont fait pour les Africains, et qu'il est nécessaire de dresser un «bilan du colonialisme». Sur ce bilan, ils placent à la fois les «crédits» et les «débits» et concluent assez souvent que le bien l'emporte sur le mal. Cette conclusion particulière peut assez facilement être contestée, mais il convient également d'attirer l'attention sur le fait que le processus de raisonnement est lui-même trompeur. Le raisonnement a quelques

persuasion sentimentale. Il fait appel au sentiment commun selon lequel «après tout, il doit y avoir deux côtés à une chose». L'argument suggère que, d'une part, il y avait exploitation et oppression, mais, d'autre part, les gouvernements coloniaux ont fait beaucoup pour le bien des Africains et ils ont développé l'Afrique. Nous affirmons que c'est complètement faux. Le colonialisme n'avait qu'une main - c'était un bandit manchot.

Qu'ont fait les gouvernements coloniaux dans l'intérêt des Africains? Soi-disant, ils ont construit des chemins de fer, des écoles, des hôpitaux, etc. La somme totale de ces services était incroyablement petite.

Pendant les trois premières décennies du colonialisme, presque rien n'a été fait qui puisse être qualifié de service au peuple africain. Ce n'est en fait qu'après la dernière guerre que les services sociaux ont été construits par principe. Il n'est pas vraiment nécessaire d'illustrer à quel point ils se sont élevés. Après tout, les statistiques qui montrent que l'Afrique aujourd'hui est sous-développée

sont les statistiques représentant l'état des choses à la fin du colonialisme. D'ailleurs, les chiffres à la fin de la première décennie de l'indépendance africaine dans des domaines tels que la santé, le logement et l'éducation sont souvent plusieurs fois plus élevés que les chiffres hérités par les gouvernements nouvellement indépendants. Ce serait un acte de la fraude la plus effrontée de peser les maigres commodités sociales fournies à l'époque coloniale contre l'exploitation, et d'arriver à la conclusion que le bien l'emportait sur le mal.

Le capitalisme a apporté des services sociaux aux travailleurs européens - tout d'abord, en tant que sous-produit de la fourniture de tels services à la bourgeoisie et à la classe moyenne, et plus tard en tant qu'acte politique délibéré. Rien de comparable à distance ne s'est produit en Afrique. En 1934, bien avant l'arrivée de l'État-providence en Grande-Bretagne, les dépenses pour les services sociaux dans les îles britanniques s'élevaient à 6 15 £ par personne. Au Ghana, le chiffre était de 7 / 4d par

personne, ce qui était élevé par rapport aux normes coloniales. Au Nigeria et au Nyasaland, il était inférieur à 1 / 9j par habitant. Aucune des autres puissances colonisatrices ne faisait de coups, et certaines étaient bien pires.

Les Portugais se démarquent parce qu'ils se vantent le plus et font le moins. Le Portugal se vantait que l'Angola, la Guinée et le Mozambique étaient leurs possessions depuis 500 ans, période pendant laquelle une «mission civilisatrice» était en cours. Au terme de 500 ans à endosser le fardeau de l'homme blanc de civilisation des «indigènes africains», les Portugais n'avaient pas réussi à former un seul médecin africain au Mozambique, et l'espérance de vie dans l'est de l'Angola était de moins de 30 ans. Quant à la Guinée-Bissau, un aperçu de la situation y est fourni par l'admission des Portugais eux-mêmes que la Guinée-Bissau était plus négligée que l'Angola et le Mozambique!

En outre, les services sociaux limités en Afrique à l'époque coloniale étaient distribués d'une manière qui reflétait le modèle de domination et d'exploitation. Tout d'abord, les colons blancs et les expatriés voulaient les standards de la bourgeoisie ou des classes professionnelles des métropoles. Ils étaient d’autant plus déterminés à avoir des produits de luxe en Afrique, car beaucoup d’entre eux venaient de la pauvreté en Europe et ne pouvaient pas espérer de bons services dans leur propre pays. Dans des colonies comme l'Algérie, le Kenya et l'Afrique du Sud, il est bien connu que les Blancs ont créé une infrastructure pour s'offrir une vie tranquille et agréable. Cela signifie, par conséquent, que le total des équipements fournis dans l'une de ces colonies n'est pas une indication de ce que les Africains ont retiré du colonialisme.

En Algérie, le chiffre de la mortalité infantile était de 39 pour 1 000 naissances vivantes parmi les colons blancs; mais il est passé à 170 pour 1 000 naissances vivantes dans le cas des Algériens vivant dans le: possède.

Concrètement, cela signifie que les services médicaux, de maternité et d’assainissement sont tous axés sur le bien-être des colons. De même, en Afrique du Sud, toutes les statistiques sociales doivent être divisées en au moins deux groupes - blanc et noir - pour être interprétées correctement. En Afrique orientale britannique, il y avait trois groupes: premièrement, les Européens qui ont obtenu le plus, puis les Indiens qui ont pris la majeure partie de ce qui restait, et troisièmement les Africains, qui sont arrivés derniers dans leur propre pays.

Dans les pays à prédominance noire, il était également vrai que la masse des services sociaux allait aux blancs. La partie sud du Nigéria était l'une des régions coloniales censées avoir reçu le plus d'une «mère patrie» bienveillante. Ibadan, l'une des villes les plus peuplées d'Afrique, ne comptait qu'une cinquantaine d'Européens avant la dernière guerre. Pour les quelques élus, le gouvernement colonial britannique a maintenu un service hospitalier séparé de 11 lits dans un environnement bien meublé. Il y avait 34 lits pour le

demi-million de Noirs. La situation s'est répétée dans d'autres régions, de sorte qu'au total, les 4 000 Européens du pays dans les années 30 disposaient de 12 hôpitaux modernes, tandis que la population africaine d'au moins 40 millions d'habitants comptait 52 hôpitaux.

La méchanceté du système colonial en ce qui concerne la fourniture de services sociaux a été la plus dramatiquement mise en évidence dans le cas des activités économiques qui ont fait d'énormes profits, et notamment dans l'industrie minière. L'exploitation minière nuit gravement à la santé des travailleurs et ce n'est que récemment dans les métropoles que les mineurs ont eu accès au type de services médicaux et d' assurance qui pourraient protéger leur vie et leur santé. [En Afrique coloniale, l'exploitation des mineurs était entièrement sans responsabilité. En 1930, le scorbut et d'autres épidémies ont éclaté dans les champs aurifères de Lupa au Tanganyika. Des centaines de travailleurs sont morts. Il ne faut pas s'étonner qu'ils ne disposaient pas d'installations qui auraient sauvé des vies, car en premier

lieu, ils n'étaient pas assez payés pour s'alimenter correctement.

La grande population africaine de la classe ouvrière d'Afrique du Sud était dans un triste état. La Commission de la tuberculose de 1912 a rapporté que dans les bidonvilles

Il n’existe guère de famille dans laquelle au moins un membre ne souffre pas ou ne meurt pas de tuberculose. Les services hospitaliers sont si insuffisants que la tuberculose incurable et d'autres cas sont simplement renvoyés chez eux pour mourir et propager l'infection. Dans certaines régions, un seul médecin doit répondre aux besoins de 40 000 personnes. Les indigènes doivent payer les soins médicaux. Il n'y a aucune disposition pour les patients pauvres. Environ 65% des enfants autochtones meurent avant d'atteindre deux ans.

C'était déjà en 1912, lorsque la base de l'empire sud-africain de l'or et du diamant était déjà posée. Depuis lors, les bidonvilles se sont multipliés, les conditions des bidonvilles ont empiré et le gouvernement s'est engagé à poursuivre l'odieuse politique d'apartheid, qui signifiait la séparation des races pour mieux exploiter le peuple africain.

De nombreux Africains se sont rendus dans les villes, car (aussi mauvais soient-ils) ils offraient un peu plus que la campagne. L'assainissement moderne, l'électricité, l'eau courante, les routes goudronnées, les services médicaux et les écoles étaient aussi étrangers à la fin de la période coloniale qu'ils l'étaient au début - en ce qui concerne le mât de l'Afrique rurale. Pourtant, ce sont les campagnes qui ont cultivé les cultures de rapport et fourni la main-d’œuvre qui ont fait fonctionner le système. Les paysans y connaissaient très peu les prétendus «crédits» du bilan colonial.

Parce que même les maigres services sociaux n'étaient destinés qu'à faciliter l'exploitation, ils n'étaient donnés à aucun Africain dont la main-d'œuvre ne produisait pas directement un surplus pour l'exportation vers les métropoles. C'est-à-dire qu'aucune des richesses des Africains exploités ne pouvait être déployée pour aider leurs frères en dehors de l'économie monétaire.

Plusieurs exemples existent pour étayer la proposition ci-dessus. Les colonies les plus «riches» ont reçu de plus grands services sociaux sous le colonialisme. Ainsi, les Rand en Afrique du Sud et le Katanga au Congo ont dû subvenir aux besoins de leur classe ouvrière relativement nombreuse. Pendant de nombreuses années, ils ont abordé la question dans son ensemble avec indifférence, mais, en dernière analyse, un intérêt personnel éclairé a fait comprendre aux colonialistes que davantage pourrait être tiré du travailleur africain qui maintenait une santé de base et qui avait un certain degré d'alphabétisation dans des contextes industriels. . C'était le même raisonnement qui avait auparavant conduit la classe

capitaliste en Europe à être un peu plus libre en permettant à une partie de la production ouvrière de revenir à maintenir l'ouvrier en vie et en bonne santé.

Dans les pays africains producteurs de cultures commerciales, une situation similaire existait dans laquelle la tendance était à la diminution des services socio-économiques dans les colonies ou les zones qui produisaient peu de marchandises destinées à être expédiées à l'étranger. Cela explique le fait que les Africains de la Gold Coast, de l'Ouganda et du Nigéria pourraient être considérés comme «mieux lotis» que ceux du Dahomey, du Tanganyika et du Tchad.

Au sein de chaque pays, des variations régionales considérables existaient, selon le degré auquel les différentes parties d'un pays étaient intégrées dans l'économie monétaire capitaliste. Ainsi, la partie nord du Kenya ou le sud du Soudan avaient peu à offrir aux colonialistes, et une telle zone était simplement ignorée par la puissance colonisatrice en ce qui concerne les

routes, les écoles, les hôpitaux, etc. Souvent, au niveau du district d'une colonie donnée, il y aurait discrimination dans la fourniture des équipements sociaux, sur la base de la contribution au surplus exportable. Par exemple, les plantations et les entreprises peuvent construire des hôpitaux pour leurs travailleurs, car un minimum d'entretien de la santé des travailleurs est un investissement économique. Habituellement, un tel hôpital était exclusivement réservé aux travailleurs de cette préoccupation capitaliste particulière, et les Africains vivant dans les environs dans des conditions de «subsistance» en dehors de l'économie monétaire étaient complètement ignorés.

La Déclaration d'Arusha a exprimé avec force et simplicité l'une des vérités les plus profondes de l'expérience coloniale en Afrique, lorsqu'elle a déclaré que:

Nous avons été beaucoup opprimés, beaucoup exploités et beaucoup négligés.

La combinaison d'être opprimé, d'être exploité et d'être ignoré est mieux illustrée par le modèle de l'infrastructure économique des colonies africaines: notamment, leurs routes et leurs voies ferrées. Celles-ci avaient une répartition géographique claire en fonction de la mesure dans laquelle des régions particulières devaient être ouvertes aux activités d'import / export. Là où les exportations n'étaient pas disponibles, les routes et les chemins de fer n'avaient pas leur place. La seule légère exception est que certaines routes et voies ferrées ont été construites pour déplacer des troupes et faciliter la conquête et l'oppression.

Les moyens de communication n'ont pas été construits à l'époque coloniale pour que les Africains puissent rendre visite à leurs amis. Plus important encore, il n’était pas prévu de faciliter le commerce intérieur des produits africains. Il n'y avait pas de routes reliant différentes colonies et différentes parties de la même colonie d'une manière qui ait du sens eu égard aux besoins et au développement de l'Afrique. Toutes les routes et voies

ferrées mènent à la mer. Ils ont été construits pour extraire de l'or ou du manganèse ou du café ou du coton. Ils ont été construits pour rendre les affaires possibles aux sociétés forestières, aux sociétés commerciales et aux sociétés de concession agricole, ainsi qu'aux colons blancs. Tout service aux intérêts africains était purement fortuit. Pourtant, en Afrique, le travail plutôt que le capital a pris la part du lion pour faire avancer les choses. Avec un investissement minimum de capital, les puissances coloniales pourraient mobiliser des milliers et des milliers de travailleurs. Les salaires étaient payés aux policiers et aux fonctionnaires, et la main-d'œuvre a vu le jour en raison des lois coloniales, de la menace de la force et de l'usage de la force. Prenons, par exemple, la construction de chemins de fer. En Europe et en Amérique, la construction de chemins de fer nécessitait d'énormes apports de capitaux. Des charges salariales importantes ont été engagées pendant la construction et des primes supplémentaires ont été versées aux travailleurs pour que le travail soit fait le plus rapidement

possible. Dans la plupart des régions d'Afrique, les Européens qui voulaient voir un chemin de fer construit offraient des coups de fouet comme salaire ordinaire et plus encore (cendres pour un effort supplémentaire.

Il a été fait référence plus tôt au coût élevé dans la vie africaine du chemin de fer (français) du Congo de Brazzaville à Pointe-Noire. La plupart des conditions intolérables s'expliquent par la non-disponibilité de capitaux sous forme d'équipement. Par conséquent, la seule main-d'œuvre devait remplacer les engins de terrassement, les grues, etc. Une situation comparable a été fournie par la construction de l'aéroport Embakasi de Nairobi. Parce qu'il a été construit à l'époque coloniale (à partir de 1953) et avec des prêts américains, il est d'usage de créditer les impérialistes pour son existence. Mais il serait beaucoup plus exact de dire que le peuple kényan l'a construit de ses propres mains sous la supervision européenne.

Embakasi, qui couvrait initialement sept miles carrés et comptait quatre pistes, a été décrit comme «le premier aéroport international artisanal au monde». Des suspects de Mau Mau, au nombre de plusieurs milliers, s'y trouvaient `` travaillant sous garde armée à un chantier d'excavation d'un million de tonnes, remplissant des cratères, déposant un demi-million de tonnes de pierre avec rien d'autre que des pelles, des marteaux de pierre et leurs mains nues ''.

Les institutions financières de l'Afrique coloniale ont été encore plus scandaleusement négligentes des intérêts africains autochtones que ce n'était le cas avec le système de communication à vocation européenne. Les banques ont très peu prêté localement. En Afrique orientale britannique, le crédit aux Africains a été spécifiquement découragé par l'ordonnance sur le crédit aux autochtones (restriction) de 1931. Les compagnies d'assurance répondaient presque exclusivement aux intérêts des colons blancs et des entreprises capitalistes. La politique des réserves coloniales en monnaies

métropolitaines peut également être citée comme un «service» hostile aux Africains. Les bureaux de change et les banques centrales qui ont fourni de tels services ont refusé à l'Afrique l'accès à ses propres fonds créés par les exportations. Au lieu de cela, *les réserves coloniales en Grande-Bretagne, en France et en Belgique représentaient des prêts africains et des investissements en capital en Europe* .

Il est nécessaire de réévaluer la notion très glorifiée de «capital européen» ayant été investi en Afrique coloniale et en Asie. L'argent disponible pour investir dans le système capitaliste était lui-même la conséquence du vol précédent des ouvriers et des paysans en Europe et dans le monde en général. Dans le cas de l'Afrique, le capital investi dans le commerce du XIXe siècle faisait partie du capital issu du commerce des esclaves. Le gouvernement portugais a été le premier en Europe à expédier des captifs d'Afrique et le dernier à abandonner la traite des esclaves. Une grande partie des bénéfices a glissé des mains des Portugais et est allée à la place à la Grande-

Bretagne et à l'Allemagne; mais la traite des esclaves portugaise a néanmoins aidé les Portugais eux-mêmes à financer des entreprises coloniales ultérieures, telles que la participation capitaliste conjointe dans des sociétés agricoles et minières en Angola et au Mozambique.

Comme indiqué précédemment, de nombreux entrepreneurs des grandes villes portuaires européennes qui se sont tournés vers l'importation de produits agricoles africains en Europe pratiquaient autrefois le commerce des esclaves. On peut en dire autant de nombreuses entreprises de la Nouvelle-Angleterre aux États-Unis. Certains des plus grands «noms» de l'époque coloniale étaient des entreprises capitalistes dont le capital originel provenait du commerce des esclaves ou de l'esclavage lui-même. La Lloyd's, grande banque d'assurances et de banque, entre dans cette catégorie, ayant été nourrie par les bénéfices des territoires esclavagistes des Antilles aux XVIIe et XVIIIe siècles; et l'omniprésent Barclay's

La banque avait ses antécédents dans le commerce des esclaves. Worms et Compagnie est un
Exemple français du même phénomène. Au XVIIIe siècle, Worms avait des liens étroits avec la traite des esclaves française et est devenue l'une des plus puissantes maisons financières traitant de l'empire français en Afrique et en Asie, avec une concentration particulière sur Madagascar et l'océan Indien.

L'exemple d'Unilever et de l'UAC qui a été mis en évidence dans le chapitre précédent renforce également le fait que l'Afrique était exploitée par le capital produit à partir de la main-d'œuvre africaine. Lorsque Lever Brothers a repris la Compagnie du Niger en 1929, ils sont devenus les héritiers de l'un des exploiteurs les plus notoires de l'Afrique du XIXe siècle. La Compagnie du Niger était une société à charte avec les pleins pouvoirs gouvernementaux et de police pendant les années 1885-1897. Au cours de cette période, la société a exploité les Nigérians sans pitié. En outre, la Compagnie du Niger était elle-même un monopole qui avait racheté de petites

entreprises faisant directement remonter leur capital au commerce des esclaves. De même, lorsque l'UAC est née de la fusion avec la Eastern and African Trading Company, elle a été associée à un capital supplémentaire issu d'un arbre généalogique enraciné dans la traite des esclaves européenne. Le capital dont disposent les grandes sociétés de négoce françaises, CFAO et SCOA, peut également être retracé de la même manière.

Le processus d'accumulation et de reproduction du capital en Afrique de l'Est n'a pas la continuité de l'Afrique de l'Ouest. Premièrement, les Arabes aussi bien que les Européens étaient des participants à la traite des esclaves d'Afrique de l'Est. Deuxièmement, les Allemands sont intervenus en 1885, bien qu'ils n'aient pas été impliqués auparavant; tandis que les Français (qui avaient dirigé le commerce européen des barres en Afrique de l'Est au cours des XVIIIe et XIXe siècles) se concentraient sur la colonisation des îles de l'océan Indien plutôt que sur le continent est-africain. Troisièmement, le colonialisme allemand n'a pas duré au-

delà de la guerre de 191418. Même ainsi, du côté britannique, le capital et les bénéfices de la colonisation East Africa Company réapparurent dans la société de commerce Smith McKenzie.

Le capital qui a été investi dans l'Afrique coloniale dans les années suivantes était une continuation de la capitale coloniale du 19ème siècle, avec de nouveaux afflux des métropoles. Si l’on s’enquêtait de près sur les origines des sources prétendument nouvelles, bon nombre d’entre elles auraient été étroitement liées à l’exploitation antérieure de peuples non européens. Cependant, il n'est pas nécessaire de prouver que chaque entreprise commerciale en Afrique avait un lien de première main ou de seconde main avec la traite des esclaves européenne et avec l'exploitation antérieure du continent. Il suffit de se rappeler que la plus grande source d'accumulation de capital primaire en Europe se trouvait à l'étranger et que les bénéfices des entreprises africaines dépassaient continuellement le capital investi dans les colonies.

Un écrivain bourgeois conservateur sur l'Afrique coloniale a fait les remarques suivantes à propos des industries sud-africaines de l'or et du diamant:

Hormis le capital initial souscrit (dans l'industrie du diamant), toutes les dépenses en capital ont été financées sur les bénéfices. L'industrie a également rapporté de gros bénéfices aux entreprises internationales qui faisaient le commerce des diamants. Celles-ci avaient une importance particulière, car une partie considérable de la richesse accumulée par les firmes de diamants a été utilisée plus tard dans le développement de (l'industrie de l'or) du Rand.

De même, en Angola, la *société* diamantifère *Diamang* était un investissement qui s'est rapidement *rentabilisé* et produisait alors du capital. Les bénéfices combinés de cette société pour les années 1954 et 1955 représentaient à eux seuls le total du capital investi plus 40%. L'excédent sur les coûts d'investissement et

d'entretien a bien entendu été expatrié au Portugal, en Belgique et aux États-Unis, où *résidaient* les actionnaires de *Diamang* ; et l'Angola investit ainsi dans ces pays.

En ce sens, les colonies étaient les génératrices du capital plutôt que les pays dans lesquels les capitaux étrangers étaient investis.

Le capital était constamment en mouvement d'une métropole à une partie des dépendances, de colonies à d'autres colonies (via les métropoles), d'une métropole à une autre et de colonie à métropole. Mais à cause des super-profits créés par les peuples non européens depuis l'esclavage, le flux net allait de colonie en métropole. Ce qu'on appelait «bénéfices» en un an est revenu en «capital» le lendemain. Même les écrivains progressistes ont créé une fausse impression en parlant des «exportations» de capitaux d'Europe vers l'Afrique et du rôle des capitaux «étrangers». Ce qui était étranger à la capitale en Afrique coloniale, c'était sa propriété et non sa source initiale. Les apologistes du colonialisme

n'hésitent pas à dire que l'argent pour les écoles, les hôpitaux, etc. en Afrique a été fourni par les contribuables britanniques, français ou belges, selon le cas. Il défie la logique d'admettre que les bénéfices d'une colonie donnée au cours d'une année donnée totalisent plusieurs millions de dollars et d'affirmer néanmoins que les quelques milliers de dollars alloués aux services sociaux de cette colonie étaient l'argent des contribuables européens! La vraie situation peut être présentée avec précision dans les termes suivants: *les travailleurs et les paysans africains ont produit pour le capitalisme européen des biens et des services d'une certaine valeur. Une petite partie des fruits de leurs efforts leur a été conservée sous forme de salaires, de paiements en espèces et de services sociaux extrêmement limités, qui étaient essentiels au maintien du colonialisme. Le reste est allé aux divers bénéficiaires du système colonial.*

On ne peut guère contester la crédibilité des données disponibles pour démontrer amplement que le

colonialisme visait pour l'essentiel à développer les métropoles, et n'autorisait que certaines miettes aux colonies comme sous-produits accessoires de l'exploitation. Les archives coloniales britanniques regorgent de rapports de commissions royales enquêtant sur ceci et cela, les rapports (sur lesquels des mesures étaient rarement prises) fournissent la meilleure preuve de l'effroyable indifférence des régimes coloniaux aux besoins des Africains. Dans les années 30, il y a eu des émeutes dans toutes les Antilles à cause des souffrances insupportables des descendants africains qui se sont retrouvés bloqués dans ces régions après l'esclavage. La Commission royale d'enquête sur les griefs les a trouvés si choquants que les conclusions complètes n'ont pas été publiées pendant la guerre, de peur qu'elles ne révèlent que le colonialisme n'était guère meilleur que le fascisme contre lequel la Grande-Bretagne se battait. C'est à partir de cette enquête que l'idée de créer Colonial Development and Welfare (CD & W) a été avancée. Une loi à cet effet a été adoptée en 1940, même si ce n'est

qu'en 1944 que des fonds sont devenus disponibles pour les prêts CD&W aux administrations coloniales.

Les Français ont aussi leur homologue du CD&W sous la forme de la FIDES, créée en 1946. Dès les premiers jours de l'expansion coloniale, il y a eu deux sortes d'explications des motivations issues des métropoles. L'un était très franc et faisait appel aux différentes chambres de commerce des villes européennes. Il disait simplement que les Européens étaient dans le jeu colonial parce que c'était sacrément rentable, et c'était tout. Cependant, il y avait d'autres éléments qui jugeaient nécessaire de colporter une ligne sur le bien-être des «indigènes non civilisés». C'était une continuation des justifications antérieures de l'esclavage au motif qu'il transportait les Africains païens vers des terres chrétiennes. Le colonialisme ayant fait l'objet de vives critiques au cours des dernières décennies, des efforts plus délibérés ont été faits pour le blanchir. CD & W et FIDES faisaient partie de la propagande de relations

publiques du colonialisme, s'efforçant de masquer et de nier sa méchanceté.

Surtout, FIDES et CD&W sont nés des conditions d'après-guerre en Europe, au moment où les nations capitalistes d'Europe occidentale se replient désespérément sur les colonies pour les sauver face au socialisme et même de la concurrence des États-Unis. M. Bevin, un dirigeant syndical réputé devenu traître à sa classe et porte-parole du capitalisme britannique, a fait l'observation que «les deux autres puissances mondiales, les États-Unis et la Russie soviétique, disposent d'énormes ressources. Si l'Europe occidentale veut atteindre sa balance des paiements et obtenir un équilibre mondial, il est essentiel que les ressources (africaines) soient développées et mises à disposition ». Toute étude approfondie des opérations de CD&W et de FIDES révèle clairement qu'elles n'avaient rien à voir avec le développement de l'Afrique mais beaucoup à voir avec le bien-être de l'Europe capitaliste.

Les soi-disant fonds de développement pour l'Afrique allaient presque exclusivement à la construction d'infrastructures économiques et à la fourniture de certains services sociaux. Sur les subventions CD&W entre 1946 et 1956, moins de 1% a été alloué aux industries. Dans le cas du FIDES de 1949 à 1953, le chiffre correspondant était inférieur à 0,50%. L'agriculture ne s'en sortait guère mieux, même si c'était bien sûr la principale activité dans laquelle les Africains étaient engagés. L'administration coloniale du Nigéria a mis en place un plan décennal, dans l'espoir d'emprunter massivement aux fonds CD&W. Dans ce plan, la somme de 1 824 000 £ a été votée pour l'agriculture sur un total de 53 000 000 £. La majeure partie de cette subvention agricole devait être consacrée à la construction d'une école d'agriculture et à la rémunération des «experts» britanniques.

D'autres colonies britanniques ont élaboré des plans décennaux, qui présentaient les mêmes lacunes que le nigérian, et ils l'étaient effectivement. toutes mes

excuses pour les vrais plans économiques, n'étant rien d'autre qu'une série de projets disjoints élaborés par différents services gouvernementaux en prolongement de leurs activités alors existantes. On ne pouvait donc pas s’attendre à ce que les plans ouvrent de nouveaux horizons; et ils ont complètement ignoré les caractéristiques de développement telles que la stimulation du commerce interne et intra-africain.

La forte proportion des fonds de `` développement '' est allée aux colonies sous forme de prêts pour les ports, les chemins de fer, les centrales électriques, les ouvrages hydrauliques, les ateliers d'ingénierie, les entrepôts, etc., nécessaires à une exploitation plus efficace à long terme. À court terme, ces travaux de construction ont fourni des débouchés pour l'acier, le béton, les machines électriques et le matériel roulant ferroviaire européens. Un cinquième des fonds FIDES a été consacré à des travaux publics prestigieux à Dakar, qui convenaient à l'industrie française et employaient un grand nombre d'expatriés. Même les écoles construites grâce aux fonds

FIDES avaient un coût par unité inutilement élevé, car elles devaient être du niveau requis pour offrir des débouchés aux expatriés blancs. Incidemment, les prêts étaient «liés» de telle sorte que l'argent devait être dépensé pour acheter des matériaux fabriqués dans la métropole concernée.

Les fonds de «développement» étaient levés sur le marché monétaire européen par les gouvernements concernés et, en fait, les gouvernements métropolitains nationaux fournissaient à leurs propres banquiers et financiers des débouchés rentables garantis pour leurs capitaux. En 1956, le gouvernement français a lancé un programme qui était une forme flagrante de promotion de leurs propres capitalistes privés tout en faisant des déclarations du bout des lèvres au développement et au bien-être de l'Afrique. Le projet impliquait la création d'une institution appelée SDOM - (Sociétés financières pour le développement des territoires d'outre-mer). La SDOM n'était rien d'autre qu'une association de capitalistes privés intéressés principalement par le

pétrole de l'Afrique du Nord et bénéficiant d'importantes subventions gouvernementales pour atteindre leurs objectifs.

Il y avait de nombreux signes révélateurs qui ont démasqué le canular CD & W aux yeux d'observateurs attentifs et inquiets. Le secrétaire aux colonies a mis en place un conseil pour l'aider dans l'attribution des subventions, et il était dominé par des membres vraiment puissants de la bourgeoisie britannique, y compris des directeurs de la Barclays Bank. Étant donné que les fonds CD&W étaient insuffisants même pour les plans décennaux sans espoir des colonies, le gouvernement britannique a alors encouragé les administrations coloniales à emprunter le reste de leurs finances sur le marché monétaire libre. C’était une autre façon de garantir que la main-d’œuvre et les ressources africaines acheminent les excédents aux changeurs d’argent européens avides.

La Barclays Bank a été l'une des premières à saisir l'opportunité de prêter aux régimes coloniaux pour compléter les subventions CD&W. Cette banque a créé une société spéciale de développement outre-mer pour `` assister '' l'Afrique, le président de la banque assurant à tous que `` le développement de l'empire colonial et le bien-être de ses habitants est une question qui concerne chaque citoyen (de Grande-Bretagne) ''. C'était le langage des relations publiques, qui cadrait très bien avec l'hypocrisie sordide pratiquée par les hommes blancs depuis qu'ils ont commencé à tuer et à asservir au nom de la civilisation et du christianisme.

Dans le cadre de l'hypocrisie du colonialisme, il est devenu à la mode de parler de la manière dont l'Europe a introduit l'Afrique dans le XXe siècle. Cette affirmation a des implications dans les sphères socio-économique et politique; et il peut être démontré qu'elle est fausse non pas à certains mais à tous les égards.

On dit si souvent que le colonialisme a modernisé l'Afrique en introduisant les caractéristiques dynamiques du capitalisme, telles que la propriété privée sur la terre, la propriété privée des autres moyens de production et les relations monétaires. Ici, il est essentiel de faire la distinction entre les *éléments capitalistes* et le *capitalisme en tant que système social global* . Le colonialisme a introduit certains éléments du capitalisme en Afrique. D'une manière générale, là où le communautarisme est entré en contact avec l'économie monétaire, cette dernière s'est imposée. L'agriculture de rente et le travail salarié ont été éloignés de la famille élargie comme base de la production et de la distribution.

Un dicton sud-africain a avancé que «l'homme blanc n'a pas de parents, ses proches c'est de l'argent». C'est une révélation profonde de la différence entre les sociétés capitalistes et précapitalistes; et quand le capitalisme est entré en contact avec les sociétés africaines encore largement communales, il a introduit des relations

monétaires au détriment des liens de parenté. Cependant, le colonialisme n'a pas transformé l'Afrique en une société capitaliste comparable aux métropoles. S'il avait fait cela, on aurait pu se plaindre des brutalités et des inégalités du capitalisme, mais on n'aurait pas pu dire alors que le colonialisme n'a pas réussi à faire avancer l'Afrique sur la voie du développement historique humain.

Le capitalisme en tant que système au sein des métropoles ou épicentres avait deux classes dominantes: premièrement, les capitalistes ou la bourgeoisie qui possédaient les usines et les banques (les principaux moyens de production et de distribution de la richesse); et deuxièmement, les ouvriers ou prolétariat qui travaillaient dans les usines de ladite bourgeoisie. Le colonialisme n'a pas créé une classe de capital-propriétaire et de propriétaire d'usine parmi les Africains ou même à l'intérieur de l'Afrique; il n'a pas non plus créé un prolétariat urbanisé de quelque importance

(en particulier en dehors de l'Afrique du Sud). En d'autres termes, le capitalisme sous forme de colonialisme n'a pas réussi à accomplir en Afrique les tâches qu'il avait accomplies en Europe en changeant les relations sociales et en libérant les forces de production.

Il est assez évident que les capitalistes n'ont pas l'intention de créer d'autres capitalistes, qui seraient des rivaux. Au contraire, la tendance du capitalisme en Europe depuis le tout début était celle de la concurrence, de l'élimination et du monopole. Par conséquent, lorsque le stade impérialiste a été atteint, les capitalistes métropolitains n'avaient pas l'intention de laisser surgir des rivaux dans les dépendances. Cependant, malgré ce que voulaient les métropoles, certains capitalistes locaux ont émergé en Asie et en Amérique latine. L'Afrique est une exception significative en ce sens que, par rapport aux autres peuples colonisés, beaucoup moins d'Africains avaient accès même aux échelons intermédiaires de l'échelle bourgeoise en termes de capital d'investissement.

Une partie de l'explication du manque de capitalistes africains en Afrique réside dans l'arrivée de groupes minoritaires qui n'avaient pas de liens familiaux locaux qui pourraient faire obstacle à l'impitoyable accumulation primaire qu'exige le capitalisme. Des hommes d'affaires libanais, syriens, grecs et indiens sont sortis des rangs des petits commerçants pour devenir des capitalistes mineurs et parfois substantiels. Des noms comme Raccah et Leventis étaient bien connus en Afrique de l'Ouest, tout comme des noms comme Madhvani et Visram sont devenus bien connus en tant que capitalistes en Afrique de l'Est.

Il y a eu des affrontements entre les intermédiaires et les colonialistes européens, mais ces derniers ont préféré de loin encourager les minorités plutôt que de voir les Africains se construire. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, les hommes d'affaires de la Sierra Leone ont été découragés à la fois dans leur propre colonie et dans d'autres possessions britanniques où ils ont choisi de s'installer. En Afrique de l'Est, les Ougandais en

particulier espéraient qu'ils pourraient acquérir des usines d'égrenage et remplir certaines fonctions capitalistes liées à la culture du coton et à d'autres activités. Cependant, lorsqu'en 1920 une commission de développement fut nommée pour promouvoir le commerce et l'industrie, elle favorisa d'abord les Européens puis les Indiens. La législation interdit aux Africains de posséder des usines d'égrenage.

En prenant l'Afrique dans son ensemble, les quelques hommes d'affaires africains qui ont été autorisés à émerger étaient au bas de l'échelle et ne peuvent être considérés comme des «capitalistes» au vrai sens du terme. Ils ne possédaient pas suffisamment de capital pour investir dans l'agriculture, le commerce, l'exploitation minière ou l'industrie à grande échelle. Ils dépendaient à la fois du capital appartenant à des Européens et du capital local des groupes minoritaires.

Que le capitalisme européen n'ait pas réussi à créer des capitalistes africains n'est peut-être pas aussi frappant

que son incapacité à créer une classe ouvrière et à diffuser les compétences industrielles dans toute l'Afrique. De par sa nature même, le colonialisme avait des préjugés contre l'établissement d'industries en Afrique, en dehors de l'agriculture et des sphères extractives de l'exploitation minière et de l'abattage du bois. Chaque fois que des forces internes semblaient pousser dans la direction de l'industrialisation africaine, elles étaient délibérément bloquées par les gouvernements coloniaux agissant au nom des industriels métropolitains. Des moulins à huile d'arachide ont été installés au Sénégal en 1927 et ont commencé à exporter vers la France. Ils ont été bientôt soumis à des restrictions en raison des protestations des huileries en France. De même au Nigéria, les moulins à huile mis en place par les Libanais ont été découragés. L'huile était toujours envoyée en Europe comme matière première pour l'industrie, mais les industriels européens ne se sont alors pas félicités de la simple étape de transformation des arachides en huile sur le sol africain.

De nombreuses contradictions irrationnelles sont apparues dans toute l'Afrique coloniale du fait de la politique de non-industrialisation: les Soudanais et les Ougandais cultivaient du coton mais importaient des produits en coton manufacturé, la Côte d'Ivoire cultivait du cacao et importait du cacao et du chocolat en conserve, etc.

La petite classe ouvrière de l'Afrique coloniale couvrait des emplois tels que le travail agricole et les services domestiques. La plupart étaient non qualifiés, contrairement aux compétences accumulées du capitalisme proprement dit. En ce qui concerne les projets nécessitant une expertise technique, les Européens ont assuré la supervision - debout avec leurs casques et leurs shorts blancs. Bien sûr, en 1885
Les Africains n'avaient pas le savoir-faire technique qui avait évolué en Europe au cours des 18e et 19e siècles. Cette différence était elle-même due en partie au type de relations entre l'Afrique et l'Europe à l'époque précoloniale. Ce qui est plus significatif, cependant, c'est

le nombre incroyablement restreint d'Africains qui ont pu acquérir des compétences «modernes» pendant la période coloniale. Dans quelques endroits, comme l'Afrique du Sud et la Rhodésie, cela était dû à une discrimination raciale spécifique dans l'emploi, de manière à conserver les meilleurs emplois pour les Blancs. Pourtant, même en l'absence de Blancs, le manque de compétences des Africains faisait partie intégrante de l'impact capitaliste sur le continent.

Il a déjà été illustré comment la présence de l'industrie en Europe a favorisé et multiplié les techniques scientifiques. Le côté réservé de la médaille a été présenté en Afrique: aucune industrie ne signifiait pas de génération de compétences. Même dans l'industrie minière, il a été convenu que la main-d'œuvre la plus précieuse devrait être effectuée en dehors de l'Afrique. On oublie parfois que c'est le travail qui ajoute de la valeur aux marchandises par la transformation des produits naturels. Par exemple, bien que les diamants gemmes aient une valeur bien supérieure à leur utilité

pratique, la valeur n'est pas simplement une question de rareté. Des travaux devaient être faits pour localiser les diamants. C'est la tâche habile d'un géologue, et les géologues étaient bien sûr des Européens. Des travaux ont dû être faits pour extraire les diamants, ce qui implique principalement un travail physique. Ce n’est qu’au cours de cette phase que des Africains d’Afrique du Sud, de Namibie, d’Angola, du Tanganyika et de Sierra Leone ont été mis en scène. Par la suite, il a fallu travailler sur la taille et le polissage des diamants. Une petite partie de cela a été réalisée par des blancs en Afrique du Sud, et la plupart par des blancs à Bruxelles et à Londres. C'est sur le bureau du tailleur expérimenté que le diamant brut est devenu un bijou et a pris de la valeur. Aucun Africain n'était autorisé à s'approcher de ce type de technique à l'époque coloniale.

Une grande partie du dynamisme du capitalisme réside dans la manière dont la croissance a créé plus d'opportunités de croissance future. Les grandes industries avaient des sous-produits, elles stimulaient

l'utilisation des matières premières locales, elles développaient les transports et l'industrie du bâtiment, etc., comme on l'a vu dans le cas d'Unilever. Pour reprendre les termes des économistes professionnels, il s'agissait là des « liens en amont et en aval» bénéfiques . Étant donné que les industries utilisant des matières premières africaines étaient situées en dehors de l'Afrique, il ne pouvait pas y avoir de liens en amont et en aval bénéfiques en Afrique. Après la seconde guerre mondiale, la Guinée a commencé à exporter de la bauxite. Entre les mains des capitalistes français et américains, la bauxite est devenue de l'aluminium. Dans les métropoles, il s'est investi dans la fabrication de matériaux réfractaires, de conducteurs électriques, de papier à cigarettes, d'ustensiles de cuisine, de verre, de roulements à bijoux, d'abrasifs, de structures légères et d'aéronefs. La bauxite guinéenne a stimulé la navigation européenne et l'énergie hydroélectrique en Amérique du Nord. En Guinée, l'exploitation coloniale de la bauxite a laissé des trous dans le sol.

En ce qui concerne l'or, les implications financières en Europe étaient énormes et l'or africain a joué son rôle dans le développement du système monétaire et de l'industrie et de l'agriculture dans les métropoles. Mais, comme la bauxite et d'autres minéraux, l'or est une ressource épuisable. Une fois qu'il est sorti du sol d'un pays, c'est une perte absolue qui ne peut être remplacée. Ce simple fait est souvent occulté tant que la production se poursuit, comme en Afrique du Sud; mais il est dramatiquement porté à l'attention lorsque les minéraux ont effectivement disparu à l'époque coloniale. Par exemple, dans le sud du Tanganyika, les Britanniques ont extrait l'or aussi vite qu'ils le pouvaient à partir de 1933 à un endroit appelé Chunya. En 1953, ils l'avaient tout englouti et exporté à l'étranger. À la fin de la période coloniale, Chunya était l'un des endroits les plus arriérés de l'ensemble de
Tanganyika, qui était elle-même connue comme la pauvre Cendrillon de l'Afrique de l'Est. S'il s'agissait de la modernisation, et compte tenu du prix payé pour

l'exploitation et l'oppression, alors les Africains auraient été mieux lotis dans la brousse.

L'industrialisation ne signifie pas seulement les usines. L'agriculture elle-même a été industrialisée dans les pays capitalistes et socialistes par l'application intensive de principes scientifiques à l'irrigation, aux engrais, aux outils, à la sélection des cultures, à l'élevage, etc. . La preuve la plus convaincante de la superficialité du discours sur le colonialisme ayant «modernisé» l'Afrique est le fait que la grande majorité des Africains sont entrés dans le colonialisme avec une houe et s'en sont sortis avec une houe. Certaines plantations capitalistes ont introduit la machinerie agricole et l'étrange tracteur fait le tour entre les mains des agriculteurs africains; mais la houe est restée l'outil agricole majoritairement dominant. Le capitalisme pourrait révolutionner l'agriculture en Europe, mais il ne pourrait pas faire de même pour l'Afrique.

Dans certains districts, le capitalisme a entraîné un retard technologique dans l'agriculture. Dans les réserves de l'Afrique australe, beaucoup trop d'Africains étaient entassés sur des terres inadéquates et contraints de se livrer à une agriculture intensive, en utilisant des techniques qui ne convenaient qu'à la culture itinérante. Dans la pratique, c'était une forme de régression technique, car la terre cédait de moins en moins et était détruite dans le processus. Partout où les Africains ont été entravés dans leur utilisation de leurs terres ancestrales sur une base changeante de grande ampleur, le même effet négatif a été constaté. En outre, certaines des nouvelles cultures commerciales comme les arachides et le coton étaient très exigeantes pour le sol. Dans des pays comme le Sénégal, le Niger et le Tchad, qui étaient déjà au bord du désert, la culture régulière a conduit à l'appauvrissement des sols et à l'empiètement du désert.

Les notions racistes blanches sont si profondément enracinées dans la société capitaliste que l'échec de

l'agriculture africaine à progresser a été imputé à l'infériorité inhérente de l'Africain. Il serait beaucoup plus vrai de dire que cela était dû aux intrus blancs, bien que l'explication de base ne se trouve pas dans la mauvaise volonté personnelle des colonialistes ou dans leur origine raciale, mais plutôt dans la méchanceté organisée du capitaliste. système colonialiste.

L'incapacité à améliorer les outils et méthodes agricoles au nom des paysans africains n'était pas une mauvaise décision de la part des décideurs politiques coloniaux. C'était une caractéristique incontournable du colonialisme dans son ensemble, basé sur la compréhension que la division internationale du travail visait les compétences dans les métropoles et la main-d'œuvre de bas niveau dans les dépendances. C'était aussi le résultat de l'utilisation considérable de la force (y compris la fiscalité) dans les relations de travail africaines. Les gens peuvent être forcés à effectuer un travail manuel simple, mais très peu d’autres choses. Cela a été prouvé lorsque les Africains étaient utilisés comme

esclaves aux Antilles et en Amérique. Les esclaves ont endommagé les outils et effectué des sabotages, qui ne pouvaient être contrôlés que par une supervision supplémentaire et en gardant les outils et les processus de production très élémentaires. Le travail des esclaves était inadapté à l'exercice d'une activité industrielle, de sorte qu'aux États-Unis, le Nord est entré en guerre en 1861 pour mettre fin à l'esclavage dans le Sud, afin de répandre de véritables relations capitalistes dans tout le pays. En suivant le même raisonnement, il devient clair pourquoi les diverses formes de travail agricole forcé en Afrique devaient rester assez simples, ce qui à son tour signifiait de faibles revenus.

Les capitalistes sous le colonialisme n'ont pas payé un Africain pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Cela peut facilement être réalisé en réfléchissant aux montants d'argent gagnés par les paysans africains grâce aux cultures de rente. La vente de produits par un agriculteur africain de cultures commerciales rapportait rarement 200 / - par an et souvent elle était inférieure à

la moitié de ce montant. Sur ce, un paysan a dû payer pour les outils, les semences et le transport et il a dû rembourser le prêt à l'intermédiaire avant de pouvoir appeler le reste à lui. Les paysans produisant du café et du cacao et ramassant les produits du palmier avaient tendance à gagner plus que ceux qui s'occupaient du coton et des arachides, mais même le cultivateur ordinaire de cacao d'Akwapim ou de café Chagga n'a jamais manipulé d'argent en quantités suffisantes pour nourrir, vêtir et abriter sa famille. Au lieu de cela, l'agriculture de subsistance d'ignames ou de bananes s'est poursuivie en complément. C'est ainsi que le paysan réussit à manger, et les quelques shillings gagnés servent à payer les impôts et à acheter le nombre croissant de choses qui ne peuvent être obtenues sans argent dans les magasins des intermédiaires - sel, tissu, paraffine, etc. chanceux, ils auraient accès à des plaques de zinc, des vélos, des radios et des machines à coudre, et pourraient payer les frais de scolarité. Il faut bien préciser que ceux

de la dernière catégorie étaient extrêmement peu nombreux.

Une des raisons pour lesquelles le paysan africain obtenait si peu pour ses récoltes agricoles était que son travail n'était pas qualifié. Ce n’était pas toute l’explication, mais il est vrai qu’un produit comme le coton a pris de la valeur à partir du moment où il est passé par les processus de fabrication sophistiqués en Europe. Karl Marx, en expliquant comment les capitalistes s'appropriaient une partie du surplus de chaque ouvrier, a utilisé l'exemple du coton. Il a expliqué que la valeur du coton fabriqué comprenait la valeur du travail consacré à la culture du coton brut, plus une partie de la valeur du travail qui a fabriqué les broches, plus le travail consacré à la fabrication proprement dite. D'un point de vue africain, la première conclusion à tirer est que le paysan travaillant sur le sol africain était exploité par l'industriel qui utilisait la matière première africaine en Europe ou en Amérique. Deuxièmement, il faut se rendre compte que la contribution africaine de la

main-d’œuvre non qualifiée a été bien moins appréciée que la contribution européenne de la main-d’œuvre qualifiée.

Il a été observé qu'une heure de travail d'un paysan cotonnier au Tchad équivalait à moins d'un centimètre de tissu de coton, et il avait besoin de travailler 50 jours pour gagner ce qu'il fallait pour acheter trois mètres de tissu fabriqué à partir de son propre coton en France. Pourtant, l'ouvrier français du textile (à l'aide de broches modernes) a échappé trois mètres de tissu en quelques minutes! En supposant que le Français n'était pas plus proche de Dieu (qui a fait le monde entier en seulement six jours et s'est reposé le septième), alors il doit y avoir des facteurs dans le système capitaliste / colonialiste qui a permis la grande disparité de la valeur relative du travail au Tchad et en France. Dans le premier, le paysan tchadien a été escroqué par le commerce, de sorte qu'il a vendu bon marché et acheté cher, et a donc reçu une infime proportion de la valeur qu'il a créée avec son travail. Cela a été possible non pas à cause des

mystérieuses «forces du marché», comme voudraient nous le faire croire les économistes bourgeois, mais parce que le pouvoir politique est entièrement entre les mains des colonialistes. C'était une conséquence de la domination monopolistique, tant sur le plan économique que politique. Deuxièmement, le temps passé par le paysan tchadien était plus long car le colonialisme ne lui permettait pas d'acquérir les outils pour raccourcir les heures nécessaires à la production d'une quantité donnée de coton brut.

Dans une certaine mesure, il aurait été dans l'intérêt des puissances coloniales d'avoir de meilleures techniques agricoles en Afrique, conduisant à une augmentation du volume et de la qualité de la production. Tous les régimes coloniaux ont parrainé des recherches scientifiques sur l'agriculture tropicale. Cependant, la recherche était presque entièrement consacrée aux cultures de rapport, sa portée était limitée et elle était plus facilement adaptable par les plantations que par les paysans africains dépourvus de capital. Le montant pitoyable

consacré à l'amélioration agricole en Afrique pendant la période coloniale contraste fortement avec les sommes de plus en plus énormes qui ont été consacrées à la recherche en Europe pendant la même période - avec d'énormes avantages pour l'industrie et l'agriculture dans les métropoles.

Parallèlement aux affirmations mal fondées sur la modernisation socio-économique, les apologistes coloniaux affirment que la domination européenne a entraîné l'élévation politique et l'émancipation. L'un des arguments de longue date à cet égard est que l'Afrique était dans le chaos au 19ème siècle et que des «tribus» comme les Ngoni et les *canapés* Yao et Samori tuaient la gauche, la droite et le centre. Par conséquent, l'Afrique a été sauvée par Livingstone et Stanley. Pour la plupart, ces déclarations folles n'ont pas leur place dans les travaux de la génération actuelle d'érudits européens d'Afrique, car on sait qu'elles n'ont aucune ressemblance avec la réalité. Cependant, certains auteurs prêchent encore que «les Bantous ne pourraient être sauvés des luttes

dévastatrices et de leur retard économique et technique général que par l'imposition d'un gouvernement (européen) stable».

Un autre crédit supposé des colonialistes est qu'ils ont développé le nationalisme en Afrique. C'est une affirmation superficielle et malicieuse, qui ignore totalement les nombreux États africains à la veille de la colonisation et la direction de leur évolution. Le nationalisme est une certaine forme d'unité qui découle de l'expérience historique. C'est un sentiment d'unité qui émerge des groupes sociaux qui tentent de contrôler leur environnement et de défendre leurs gains contre des groupes concurrents. L'État-nation impose également l'ordre et maintient la stabilité à l'intérieur de ses propres frontières, généralement au nom d'une classe donnée. Toutes ces caractéristiques étaient présentes dans les États africains du XIXe siècle, dont certains étaient beaucoup plus grands que les colonies arbitrairement définies par les Européens.

Il est vrai que le nationalisme africain actuel a pris la forme particulière d'adopter les frontières tracées par les impérialistes. C’était une conséquence inévitable du fait que la lutte pour regagner l’indépendance de l’Afrique était conditionnée par le cadre administratif des colonies en question. Mais cela montrerait une ignorance grossière du passé africain de dire que le colonialisme a modernisé l'Afrique politiquement à travers les États-nations, en particulier lorsque l'implication est qu'un tel niveau d'organisation politique et de stabilité aurait été impossible autrement.

Une proposition colonialiste qui a au moins un air plausible est que le capitalisme et la domination coloniale signifiaient une plus grande liberté individuelle pour de nombreux Africains. Les jeunes hommes qui gagnent un salaire ou les particuliers qui cultivent pour de l'argent sont devenus indépendants des demandes des entreprises de leur famille. On peut se demander dans quelle mesure ce phénomène en valait la peine, mais on pourrait dire qu'il est quelque peu comparable à la

manière dont le capitalisme a libéré l'individu en Europe des restrictions de la société féodale et de liens tels que ceux imposés par des justicités morales. gens. Néanmoins, lorsqu'un Africain donné a rompu avec ce qui s'avérait être de lourdes obligations familiales élargies, quelle liberté a-t-il acquise? Son choix d'alternatives était étroitement dicté par les colonialistes, et il n'était «libre» de participer à l'économie monétaire et au secteur culturel orienté vers l'Europe qu'aux niveaux les plus bas et non créatifs.

Il y a une école plus sympathique d'historiens de l'Afrique qui soutiennent que voir le colonialisme comme complètement négatif revient à sous-estimer l' *initiative* des Africains. Les Africains, disent-ils, sont entrés hardiment sur le marché du travail, dans l'agriculture de rapport, dans le commerce dans certains cas, dans le domaine de l'éducation et dans les églises. Pourtant, c'étaient simplement des *réponses* (quoique vigoureuses) aux options ouvertes par les colonialistes. La véritable initiative historique de tout un peuple ou d'individus

exige qu'ils aient le pouvoir de décider de la *direction* dans laquelle ils veulent aller. Ce dernier aspect devait attendre la décennie des années 60.

Dans tout système social, les opprimés trouvent une marge de manœuvre de leur propre initiative. Par exemple, sous le régime esclavagiste de l'Amérique et des Antilles, les Africains ont trouvé des moyens d'obtenir de petits avantages. Ils flatteraient et «con» les esclavagistes, qui étaient si arrogants et fanatiques qu'ils étaient facilement dupes. De même, sous le colonialisme, de nombreux Africains ont joué le jeu pour obtenir ce qu'ils pouvaient. Les Africains occupant des postes tels que les interprètes, la police et les fonctionnaires des tribunaux avaient souvent leur chemin sur les Européens au pouvoir. Cependant, cela ne doit pas être confondu avec le pouvoir ou la participation politique ou l'exercice de la liberté individuelle. Sous l'esclavage, le pouvoir était entre les mains des maîtres esclavagistes: sous le colonialisme, le pouvoir était entre les mains des colonialistes. La perte de pouvoir des différents États

africains signifiait une réduction de la liberté de chaque individu.

Le colonialisme était une négation de la liberté du point de vue du colonisé. Même en termes quantitatifs, il ne pouvait pas apporter aux Africains une libération politique moderne comparable au peu qui avait été réalisé par le capitalisme en tant qu'amélioration du féodalisme. Dans ses aspects politiques, le capitalisme dans les métropoles comprenait les constitutions, les parlements, la liberté de la presse, etc. Toutes ces choses étaient limitées dans leur application à la classe ouvrière européenne, mais elles existaient sous une forme ou une façon dans les métropoles Guerre d'indépendance américaine et Révolution française. Mais Jules Ferry, ancien ministre colonial français, a expliqué que la Révolution française n'a pas été combattue au nom des Noirs d'Afrique. La liberté bourgeoise, l'égalité et la fraternité n'étaient pas pour les sujets coloniaux. Les Africains ont dû se contenter des baïonnettes, des émeutes et des canonnières.

6.2 Caractère négatif des conséquences sociales, politiques et économiques

L'argument jusqu'ici visait à montrer que les avantages du colonialisme étaient minimes et qu'il ne s'agissait pas de cadeaux des colonialistes.
Mais plutôt les fruits de la main-d'œuvre et des ressources africaines pour la plupart. En effet, ce que les colonialistes appelaient «le développement de l'Afrique» était une expression cynique abrégée de «l'intensification de l'exploitation coloniale en Afrique pour développer l'Europe capitaliste». L'analyse est allée au-delà de cela pour démontrer que de nombreuses fausses déclarations prétendent montrer que l'Europe a développé l'Afrique dans le sens de l'instauration de l'ordre social, du nationalisme et de la modernisation économique. Cependant, tout cela ne permettrait toujours pas de conclure que le colonialisme a un impact négatif sur le développement de l'Afrique. En proposant l'idée que le colonialisme était négatif, le but est d'attirer l'attention

sur la façon dont le développement antérieur de l'Afrique a été émoussé, stoppé et inversé. À la place de cette interruption et de ce blocus, rien de valeur compensatoire n'a été introduit.

La colonisation de l'Afrique a duré un peu plus de 70 ans dans la plupart des régions du continent. C'est une période extrêmement courte dans le contexte du développement historique universel. Pourtant, c'est précisément au cours de ces années que, dans d'autres parties du monde, le taux de changement a été plus élevé que jamais. Comme cela a été illustré, les pays capitalistes ont révolutionné leur technologie pour entrer dans l'ère nucléaire. Pendant ce temps, le socialisme a été inauguré, élevant la Russie semi-féodale semi-capitaliste à un niveau de croissance économique soutenue plus élevé que celui jamais connu dans un pays capitaliste. Le socialisme a fait de même pour la Chine et la Corée du Nord - en garantissant le bien-être et l'indépendance de l'État et en réorganisant les arrangements sociaux internes d'une manière bien plus

juste que jamais. C’est par rapport à ces changements décisifs qu’il faut mesurer les événements en Afrique. Marquer le temps ou même se déplacer lentement pendant que les autres sautent en avant équivaut pratiquement à reculer. Certes, en termes relatifs, la position de l'Afrique vis-à-vis de ses colonisateurs est devenue plus désavantageuse dans les sphères politique, économique et militaire.

Le caractère décisif de la courte période de colonialisme et en tant que conséquences négatives pour l'Afrique découlent principalement du fait que l'Afrique a perdu le pouvoir. Le pouvoir est le déterminant ultime de la société humaine, étant à la base des relations au sein de tout groupe et entre groupes. Cela implique la capacité de défendre ses intérêts et, si nécessaire, d'imposer sa volonté par tous les moyens disponibles. Dans les relations entre les peuples, la question du pouvoir détermine la manœuvrabilité dans les négociations, la mesure dans laquelle un peuple respecte les intérêts d'un autre et finalement la mesure dans laquelle un peuple

survit en tant qu'entité physique et culturelle. Lorsqu'une société se trouve obligée de céder entièrement le pouvoir à une autre société, elle-même est une forme de sous-développement.

Au cours des siècles de commerce précolonial, un certain contrôle sur la vie sociale, politique et économique a été conservé en Afrique, malgré le commerce désavantageux avec les Européens. Ce peu de contrôle sur les affaires internes a disparu sous le colonialisme. Le colonialisme est allé beaucoup plus loin que le commerce. Cela signifiait une tendance à l'appropriation directe par les Européens des institutions sociales en Afrique. Les Africains ont cessé de fixer des objectifs et des normes culturelles autochtones et ont perdu la maîtrise totale de la formation des jeunes membres de la société. C'étaient sans aucun doute des pas importants en arrière.

Le Tunisien, Albert Memmi, avance la proposition suivante:

Le coup le plus grave subi par les colonisés est d'être retiré de l'histoire et de la communauté. La colonisation usurpe tout rôle libre dans la guerre ou dans la paix, chaque décision contribuant à son destin et à celui du monde, et toute responsabilité culturelle et sociale.

Aussi radicale que puisse paraître cette déclaration au départ, elle est tout à fait vraie. Le retrait de l'histoire découle logiquement de la perte de pouvoir que représentait le colonialisme. Le pouvoir d'agir de manière indépendante est la garantie de participer activement et consciemment à l'histoire. Être colonisé, c'est être retiré de l'histoire, sauf dans le sens le plus passif. Une illustration frappante du fait que l'Afrique coloniale était un objet passif se voit dans son attrait pour les anthropologues blancs, venus étudier la «société primitive». Le colonialisme a déterminé que les Africains n'étaient pas plus des créateurs d'histoire que des objets de coléoptères à regarder au microscope et à rechercher des caractéristiques inhabituelles.

L'impact négatif du colonialisme en termes politiques a été assez dramatique. Du jour au lendemain, les États politiques africains ont perdu leur pouvoir, leur indépendance et leur signification - qu'ils soient de grands empires ou de petits régimes politiques. Certains dirigeants traditionnels ont été maintenus en fonction, et la structure formelle de certains royaumes a été partiellement conservée, mais la substance de la vie politique était tout à fait différente. Le pouvoir politique était passé entre les mains de seigneurs étrangers. Bien sûr, de nombreux États africains au cours des siècles précédents avaient traversé le cycle de la croissance et du déclin. Mais la domination coloniale était différente. Tant que cela durera, pas un seul État africain ne pourra prospérer.

Pour être précis, il faut noter que le colonialisme a écrasé par la force les États féodaux survivants de l'Afrique du Nord; que les Français ont anéanti les grands États musulmans du Soudan occidental, ainsi que le Dahomey et les royaumes de Madagascar; que les Britanniques ont

éliminé l'Egypte, le Soudan mahdiste, Asante, le Bénin, les royaumes Yoruba. Le Swaziland, le Matabeleland, les royaumes de Lozi et des lacs d'Afrique de l'Est en tant que grands États. Il convient en outre de noter qu'une multiplicité d'États plus petits et en croissance ont été retirés du visage de l'Afrique par les Belges, les Portugais, les Britanniques, les Français, les Allemands, les Espagnols et les Italiens. Enfin, ceux qui semblaient survivre n'étaient que des créations de marionnettes. Par exemple, le sultan du Maroc a conservé une existence nominale sous la domination coloniale qui a commencé en 1912; et il en était de même pour le Bey de Tunis; mais le Maroc et la Tunisie étaient tout autant sous le pouvoir des administrateurs coloniaux français que l'Algérie voisine, où les dirigeants féodaux ont été complètement écartés.

Parfois, les dirigeants africains choisis pour servir d'agents de la domination coloniale étrangère n'étaient de toute évidence que des marionnettes. Les Français et

les Portugais avaient l'habitude de choisir leurs propres «chefs» africains; les Britanniques sont allés en Iboland et ont inventé des «chefs de mandat»; et toutes les puissances coloniales trouvaient commode de créer des dirigeants «supérieurs» ou «primordiaux». Très souvent, la population locale détestait et méprisait ces comparses coloniaux. Il y avait des dirigeants traditionnels tels que le sultan de Sokoto, le Kabaka de Buganda et l'Asantehene d'Asante, qui conservaient beaucoup de prestige aux yeux des Africains, mais ils n'avaient aucun pouvoir pour agir en dehors des limites étroites fixées par le colonialisme, de peur qu'ils ne se retrouvent aux Seychelles en tant qu '«hôtes du gouvernement de Sa Majesté».

On peut aller jusqu'à dire que la domination coloniale signifiait l'éradication effective du pouvoir politique africain sur tout le continent, puisque le Libéria et l'Éthiopie ne pouvaient plus fonctionner comme des États indépendants dans le contexte du colonialisme à l'échelle du continent. Le Libéria, en particulier, a dû s'incliner

devant les pressions politiques, économiques et militaires étrangères d'une manière qu'aucun État véritablement indépendant n'aurait pu accepter; et bien que l'Éthiopie soit restée ferme jusqu'en 1936, la plupart des nations capitalistes européennes n'étaient pas enclines à traiter l'Éthiopie comme un État souverain, principalement parce qu'elle était africaine et que les Africains étaient censés être des sujets coloniaux.

Le modèle d'arrestation du développement politique africain présente certaines caractéristiques qui ne peuvent être appréciées qu'après un examen minutieux et la prise

loin des œillères que les colonisateurs mettent sur les yeux de leurs sujets. Un exemple intéressant est celui du rôle des femmes dans la société. Jusqu'à aujourd'hui, la société capitaliste n'a pas réussi à résoudre l'inégalité entre l'homme et la femme, qui était enracinée dans tous les modes de production avant le socialisme. Les colonialistes en Afrique se sont parfois prononcés du

bout des lèvres sur l'éducation et l'émancipation des femmes, mais objectivement, le statut des femmes s'est détérioré en raison de la domination coloniale.

Une évaluation réaliste du rôle des femmes dans l'Afrique précoloniale indépendante montre deux tendances contrastées mais combinées. En premier lieu, les femmes étaient exploitées par les hommes dans le cadre d'arrangements polygames conçus pour capter la force de travail des femmes. Comme toujours, l'exploitation était accompagnée d'oppression; et il est prouvé que les femmes étaient parfois traitées comme des bêtes de somme, comme par exemple dans les sociétés musulmanes africaines. Néanmoins, il existe une contre-tendance à assurer plus ou moins la dignité des femmes dans toutes les sociétés africaines. Le droit maternel était une caractéristique courante des sociétés africaines, et certaines femmes détenaient une variété de privilèges fondés sur le fait qu'elles étaient les clés de l'héritage.

Plus important encore, certaines femmes avaient un réel pouvoir au sens politique, exercé soit par la religion, soit directement au sein de l'appareil politico-constitutionnel. Au Mozambique, la veuve d'un roi Nguni est devenue la prêtresse en charge du sanctuaire installé dans le lieu de sépulture de son mari décédé, et le roi régnant a dû la consulter sur toutes les questions importantes. Dans quelques cas, les femmes étaient en fait chefs d'État. Parmi les Lovedu du Transvaal, le personnage clé était le RainQueen, combinant fonctions politiques et religieuses. Le rôle d'importance le plus fréquemment joué par les femmes était celui de «reine mère» ou de «reine sœur». Dans la pratique, ce poste était occupé par une femme de sang royal, qui pouvait être la mère, la sœur ou la tante du roi régnant dans des endroits comme le Mali, Asante et le Buganda. Son influence était considérable, et il y avait des occasions où la «reine mère» était le véritable pouvoir et le roi masculin une simple marionnette.

Ce qui est arrivé aux femmes africaines sous le colonialisme, c'est que les privilèges et droits sociaux, religieux, constitutionnels et politiques ont disparu, tandis que l'exploitation économique a continué et s'est souvent intensifiée. Elle s'est intensifiée car la division du travail selon le sexe était fréquemment perturbée. Traditionnellement, les hommes africains faisaient le dur labeur de l'abattage des arbres, du défrichage des terres, de la construction de maisons, etc., en dehors de la guerre et de la chasse. Lorsqu'elles étaient obligées de quitter leur ferme pour chercher un emploi, les femmes restaient chargées de toutes les tâches nécessaires à la survie d'elles-mêmes, des enfants et même des hommes en ce qui concerne les denrées alimentaires. De plus, comme les hommes sont entrés dans le secteur monétaire plus facilement et en plus grand nombre que les femmes, le travail des femmes est devenu très inférieur à celui des hommes dans le nouveau système de valeurs du colonialisme: le travail des hommes était `` moderne '' et celui des femmes était `` traditionnel '' et ``

arriéré ''. . Par conséquent, la détérioration du statut des femmes africaines était liée à la perte du pouvoir politique de la société africaine dans son ensemble et à la perte consécutive du droit de fixer des normes autochtones sur ce que le travail méritait ou non.

L'une des manifestations les plus importantes de l'arrestation historique et de la stagnation en Afrique coloniale est celle qui est communément appelée «tribalisme». Ce terme, dans son contexte journalistique commun, est compris comme signifiant que les Africains ont une loyauté de base envers la tribu plutôt que la nation et que chaque tribu *conserve* toujours une hostilité fondamentale envers ses tribus voisines. Les exemples privilégiés par la presse capitaliste et l'érudition bourgeoise sont ceux du Congo et du Nigéria. Leurs récits suggèrent que les Européens ont essayé de faire une nation des peuples congolais et nigérian, mais ils ont échoué, parce que les diverses tribus avaient des haines séculaires; et, dès que le pouvoir colonial est passé, les indigènes ont *recommencé* à s'entre-tuer. A ce

phénomène, les Européens attachent souvent le mot *atavisme* , pour véhiculer l'idée que les Africains retournaient à leur sauvagerie primitive. Même une étude superficielle du passé africain montre que de telles affirmations sont exactement le contraire de la vérité.

Il est nécessaire de discuter brièvement de ce qui comprend une `` tribu '' - un terme qui a été évité dans cette analyse, en partie parce qu'il a généralement des connotations désobligeantes et en partie à cause de son imprécision et des manières vagues dont il est employé dans la littérature sur l'Afrique. . Suivant le principe de la vie de famille, les Africains étaient organisés en groupes qui avaient des ancêtres communs. Théoriquement, la «tribu» était le plus grand groupe de personnes se réclamant de la descendance d'un ancêtre commun à un moment donné dans un passé lointain. D'une manière générale, on pourrait donc dire qu'un tel groupe appartient à la même souche ethnique et que leur langue aurait beaucoup en commun. Au-delà de cela, les membres d'une «tribu» étaient rarement tous membres

de la même unité politique et, en fait, ils partageaient très rarement tous un objectif social commun en termes d'activités telles que le commerce et la guerre. Au lieu de cela, les États africains étaient parfois entièrement basés sur une partie des membres d'un groupe ethnique donné ou (plus généralement) sur une fusion de membres de différentes communautés ethniques.

Tous les grands États de l'Afrique du XIXe siècle étaient multiethniques, et leur expansion faisait sans cesse quelque chose comme la loyauté «tribale» une chose du passé, en substituant à sa place les liens nationaux et de classe. Cependant, dans toutes les régions du monde, la substitution des liens nationaux et de classe par des liens purement ethniques est un long processus historique; et, invariablement, il reste pendant de longues périodes certaines poches régionales d'individus qui ont leurs propres loyautés régionales étroites, issues de liens de parenté, de langue et de culture. En Asie, les États féodaux du Vietnam et de la Birmanie ont tous deux atteint un degré considérable d'homogénéité nationale

au cours des siècles précédant la domination coloniale. Mais il y avait des poches de «tribus» ou de «minorités» qui restaient en dehors de la sphère effective de l'État-nation et de l'économie et de la culture nationales.

En premier lieu, le colonialisme a bloqué la poursuite de l'évolution de la solidarité nationale, car il a détruit les États asiatiques ou africains particuliers qui étaient les principaux agents de la liquidation des loyautés fragmentées. En second lieu, parce que les loyautés ethniques et régionales qui portent le nom de «tribalisme» ne pouvaient pas être résolues efficacement par l'État colonial, elles avaient tendance à s'envenimer et à se développer sous des formes malsaines. En effet, les puissances coloniales voyaient parfois l'intérêt de stimuler les jalousies internes «tribales» afin d'empêcher les colonisés de faire face à leur principale contradiction avec les suzerains européens - c'est-à-dire la technique classique de division pour régner. Certes, les Belges ont consciemment encouragé cela; et les Blancs racistes en Afrique du Sud avaient élaboré dans les années 1950 un

plan prudent pour `` développer '' la population africaine opprimée en tant que Zulu, Xhosa et Sotho afin que la marche vers des solidarités nationales et de classe africaines plus larges puisse être arrêtée et inversée.

La guerre civile au Nigéria est généralement considérée comme une affaire tribale. Accepter une telle affirmation signifierait étendre la définition de tribu pour couvrir Shell Oil et Gulf Oil! Mais, indépendamment de cela, il faut souligner que nulle part dans l'histoire du Nigéria indépendant précolonial, personne ne peut citer le massacre d'Ibos par les Haoussas ou tout incident suggérant que les gens jusqu'au 19e siècle se battaient les uns les autres parce que d'origine ethnique. Bien sûr, il y avait des guerres, mais elles avaient une base rationnelle dans la rivalité commerciale, les disputes religieuses et les affrontements d'expansion politique. Ce qu'on a appelé le tribalisme au début de la nouvelle époque de l'indépendance politique au Nigéria était lui-même le produit de la façon dont les gens étaient rassemblés sous le colonialisme pour être exploités.

C'était le produit de dispositifs administratifs, de séparations régionales enracinées, d'un accès différentiel de groupes ethniques particuliers à l'économie et à la culture coloniales.

L'Ouganda et le Kenya en Afrique de l'Est sont également des situations dans lesquelles un facteur prétendument tribal a continué à être prééminent. Il ne fait aucun doute que l'existence du royaume du Buganda au sein de l'Ouganda indépendant a posé certains problèmes. Mais, même après avoir mal appliqué la définition d'une tribu aux Baganda, il reste vrai que le problème du Buganda était un problème colonial. Il a été créé par la présence des missionnaires et des Britanniques, par la colonisation des terres britanniques (Mailo) en Ouganda en 1900 et par l'utilisation que la Grande-Bretagne a faite de la classe dirigeante de Baganda en tant que `` sous-impérialistes '' au sein de la colonie ougandaise.

Au Kenya, le modèle du colonialisme était différent de celui de l'Ouganda, en raison de la présence de colons

blancs. Aucun groupe africain n'a été autorisé à exercer un pouvoir en tant que sous-officier du Colonial Office, puisque les colons blancs eux-mêmes remplissaient ce rôle. Les colons blancs ont pris les meilleures terres et ont ensuite essayé de créer un nouveau monde avec la main-d'œuvre africaine. Cependant, la communauté africaine qui se trouvait en dehors du secteur immédiat des colons blancs était réglementée selon des lignes tribales. L'une des nombreuses commissions royales du colonialisme britannique a publié un rapport sur le Kenya en 1934. Un historien kényan contemporain a commenté ce rapport comme suit:

Les recommandations de la Commission, qui ont été acceptées par le gouvernement britannique, impliquaient que le Kenya devait être divisé en deux blocs raciaux, africain et européen. Et dans le secteur africain, tous les développements économiques, sociaux et politiques devaient être menés sur des bases tribales. Le racisme s'est ainsi institutionnalisé.

L'activité humaine au sein de petits groupes reliés uniquement par des relations de parenté (comme la tribu) est une phase très transitoire par laquelle tous les continents sont passés dans la phase du communautarisme. Lorsqu'elle a cessé d'être transitoire et s'est institutionnalisée en Afrique, c'est parce que le colonialisme a interrompu le développement de l'Afrique. C'est ce qu'implique la référence de Memmi au retrait des Africains de l'histoire. Les penseurs révolutionnaires africains tels que Franz Fanon et Amilcar Cabral ont exprimé les mêmes sentiments un peu différemment lorsqu'ils ont parlé du colonialisme ayant fait des Africains des *objets d'histoire* . Les Africains colonisés, comme les esclaves mobiliers africains précoloniaux , ont été poussés dans des positions qui convenaient aux intérêts européens et qui portaient préjudice au continent africain et à ses peuples. Dans la foulée, d'autres implications socio-économiques de cette situation seront examinées.

Le commerce précolonial avait déclenché la tendance à la désintégration des économies africaines et à leur appauvrissement technologique. La domination coloniale a accéléré cette tendance. L'histoire est souvent racontée que pour passer un appel téléphonique d'Accra dans la colonie britannique de la Gold Coast à Abidjan dans la colonie française adjacente de Côte d'Ivoire, il fallait d'abord être connecté avec un opérateur à Londres puis avec un opérateur. à Paris qui pourrait offrir une ligne vers Abidjan. Cela reflétait le fait que l'économie de la Côte d'Or était intégrée à l'économie britannique et que l'économie ivoirienne était intégrée à l'économie française, tandis que les colonies africaines voisines n'avaient que peu ou pas de relations économiques efficaces. La conclusion suivante à laquelle est parvenue la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en 1959 va directement à propos.

La caractéristique la plus remarquable des systèmes de transport en Afrique est l'isolement comparatif dans lequel ils se sont développés dans les limites de

pays et de territoires individuels. Cela se traduit par le manque de liens entre les pays et territoires d'une même sous-région géographique.

Certains échanges africains ont persisté au-delà des frontières coloniales. Par exemple, le commerce séculaire des noix de kola et de l'or des forêts d'Afrique de l'Ouest vers l'Afrique du Nord n'a jamais complètement cessé. En outre, de nouvelles formes de commerce africain se sont développées, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en denrées alimentaires des villes ou des zones de cultures commerciales où la nourriture était insuffisante. Ce type de commerce peut se faire entièrement à l'intérieur d'une colonie ou traverser les frontières coloniales. Cependant, la somme totale d'énergie qui a servi à l'expansion du commerce interafricain était extrêmement faible par rapport au commerce axé sur l'exportation. Comme ce commerce interafricain n'apportait pas d'avantages aux Européens, il n'était pas encouragé par eux, et jusqu'à la dernière

partie de la période coloniale, seuls 10% du commerce de l'Afrique était interne.

Il convient également de noter que l'Afrique s'est vu refuser la possibilité de développer des liens commerciaux sains avec des parties du monde autres que l'Europe et l'Amérique du Nord. Certains échanges ont persisté dans l'océan Indien, mais dans l'ensemble, il est juste de dire que les routes en Afrique mènent aux ports maritimes et les voies maritimes conduisent à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. Ce genre de déséquilibre fait aujourd'hui partie du modèle de sous-développement et de dépendance.

L'impact néfaste du capitalisme sur la technologie africaine est encore plus clairement mesurable à l'époque coloniale qu'au cours des siècles précédents. En dépit de la traite négrière et de l'importation de produits européens> la plupart des industries artisanales africaines avaient encore de la vitalité au début de la période coloniale. Ils n'avaient subi aucune avancée

technologique et ne s'étaient pas développés, mais ils avaient survécu. La production de masse de la phase la plus récente du capitalisme a pratiquement anéanti les industries africaines telles que la fabrication du tissu, du sel, du savon, du fer et même de la poterie.

En Afrique du Nord, les industries artisanales avaient fait les plus grands progrès avant le colonialisme, dans des domaines allant du travail du laiton aux lainages. Comme dans les villes d'Europe féodale, les ateliers d'artisanat fleurissent dans les villes algériennes comme Oran, Constantine, Alger et Tlemcen. Mais le colonialisme français a détruit les industries artisanales et a jeté des milliers de chômeurs. La même chose s'était produite en Europe même lorsque de nouvelles machines avaient jeté des artisans au chômage dans des endroits comme le Lancashire et Lyon, mais dans ce cas, les nouvelles machines sont devenues la base du mode de production dominant, et les artisans autrefois indépendants sont retournés dans les usines en tant que prolétaires. pour maîtriser différentes compétences et élargir la capacité

de production de leur société. En Afrique, il s'agissait simplement de destruction sans réparation. Au moment où l'indépendance politique a été acquise, le savoir-faire artisanal qui a survécu avait été tourné vers l'attraction des touristes plutôt que vers la satisfaction des besoins réels des Africains.

En outre, comme c'était le cas pour la traite européenne des esclaves, la destruction de la technologie sous le colonialisme doit être liée aux barrières dressées sur la voie de l'initiative africaine. La grande majorité des Africains entraînés dans l'économie monétaire coloniale fournissaient simplement du travail manuel, ce qui stimulait la transpiration plutôt que l'initiative scientifique. Les Africains connectés au secteur commercial réussissaient parfois de manière limitée. L'ingéniosité des commerçantes ouest-africaines est bien connue, mais elle a été mise à profit. Le problème posé aux capitalistes et aux travailleurs en Europe lors de la fabrication de l'insecticide à partir du pyrèthre africain en était un qui exigeait que l'ingéniosité s'exprime dans une

direction technique. Mais le problème posé à une marchande africaine par la nécessité de faire un sou de plus sur chaque boîte de sardines importées était résolu tantôt par un peu plus de vigueur, tantôt par une touche de malhonnêteté, et parfois par le recours au «juju».

Le colonialisme a incité le ferronnier africain à abandonner le processus d'extraction du fer du sol et à se concentrer plutôt sur le travail des chutes de métal importées d'Europe. La seule compensation pour cette interruption aurait été la fourniture de techniques modernes d'extraction et de transformation du fer. Cependant, ces techniques ont été exclues de l'Afrique, sur la base de la division internationale du travail sous l'impérialisme. Comme on l’a vu précédemment, la non-industrialisation de l’Afrique n’a pas été laissée au hasard. Elle a été délibérément appliquée en arrêtant le transfert vers l'Afrique de machines et de compétences qui auraient donné la concurrence à l'industrie européenne à cette époque.

Au cours de la période de développement de l'Afrique précédant le colonialisme, certaines régions ont évolué plus rapidement que d'autres et ont fourni les noyaux de croissance sur une large base régionale. Le nord du Nigéria était l'un de ceux-là; et il s'est pratiquement endormi pendant la période coloniale. Les Britanniques l'ont coupée du reste du monde musulman et ont fossilisé les relations sociales, de sorte que les serfs ne pouvaient réaliser aucun changement aux dépens de l'aristocratie dirigeante.

Sur tous les continents et au sein des États-nations, certaines caractéristiques de la croissance ont toujours été plus marquantes que d'autres, et ont ainsi ouvert la voie à
le reste de la société. Les villes ont joué ce rôle dans la société féodale européenne tardive, tandis que l'industrie électrique était un exemple d'un élan similaire pour le développement de la société capitaliste métropolitaine dans les premières décennies de ce siècle. Le colonialisme n'a pas fourni à l'Afrique de véritables

points de croissance. Par exemple, une ville coloniale en Afrique était essentiellement un centre d'administration plutôt que d'industrie. Les villes ont attiré un grand nombre d'Africains, mais seulement pour leur offrir une vie très instable basée sur des emplois non qualifiés et irréguliers. Les villes européennes avaient des bidonvilles, mais la misère des villes des pays sous-développés est un phénomène particulier. C'était une conséquence de l'incapacité de ces villes à jouer le rôle d'expansion de la base productive. Heureusement, l'Afrique n'a jamais été aussi mal en point à cet égard que l'Asie et l'Amérique latine.

Au lieu d'accélérer la croissance, les activités coloniales telles que l'agriculture de rente des terres minières ont accéléré le déclin de la vie africaine «traditionnelle». Dans de nombreuses régions du continent, des aspects vitaux de la culture ont été affectés, rien de mieux n'a été remplacé et il ne reste qu'une coquille sans vie. Les forces capitalistes derrière le colonialisme ne s'intéressaient guère plus qu'à l'exploitation du travail. Même les

régions qui n'étaient pas directement impliquées dans l'économie monétaire exportaient de la main-d'œuvre. En extrayant cette main-d'œuvre, ils ont altéré le facteur qui était le soutien même de la société, car la vie «traditionnelle» africaine, privée de sa main-d'œuvre coutumière et de ses modes de travail, n'était plus «traditionnelle».

À l'époque coloniale, de nombreux villages peu peuplés sont apparus en Afrique centrale et australe, comprenant des femmes, des enfants et des vieillards. Ils pratiquaient une agriculture de subsistance qui n'était pas assez productive, et les colonialistes les opposaient aux zones de cultures commerciales, qui, en comparaison, étaient florissantes. Cependant, c'est précisément l'impact du colonialisme qui a laissé tant de villages désertés et affamés, parce que les hommes valides étaient partis travailler ailleurs. On ne peut s’attendre à ce qu’un district privé de sa population active effective se développe.

Il y avait plusieurs endroits dans différentes colonies qui étaient suffisamment éloignés des villes et de l'administration coloniale pour qu'ils ne cultivaient pas de cultures de rapport ni ne fournissaient de main-d'œuvre. Au Sud-Soudan, par exemple, il y avait des populations qui continuaient à vivre une vie semblable à celle qu’elles avaient suivie au cours des siècles précédents. Pourtant, même pour ces sociétés africaines traditionnelles, les possibilités de développement n'existaient plus. Ils étaient isolés par l'emprise des colonialistes sur le reste du continent. Ils ne pouvaient pas interagir avec d'autres parties de l'Afrique. Ils étaient soumis à l'empiètement croissant de l'économie monétaire et devaient de plus en plus être considérés comme des reliques historiques. L'exemple classique de ce type de développement historique entravé se trouve aux États-Unis, où la population indigène d'Indiens (`` rouges '') qui ont survécu à l'abattage par les blancs a été placée en

réserves et condamné à la stagnation. Les réserves indiennes en Amérique du Nord sont des musées vivants que visitent les touristes blancs qui achètent des bibelots.

En Afrique du Sud et en Rhodésie, la politique de création de «réserves indigènes» a été ouvertement suivie. À l'intérieur d'une réserve, le principal moyen de production était la terre. Mais la quantité et la fertilité des terres allouées étaient tout à fait insuffisantes pour soutenir le nombre d'Africains qui ont été chassés. Les réserves étaient des réservoirs de main-d'œuvre bon marché et des dépotoirs pour ceux qui ne pouvaient pas être logés dans l'économie monétaire de la partie sud raciste. d'Afrique. Plus au nord, il n'y avait pas de zones désignées comme «réserves», à l'exception du Kenya colonial et dans une mesure très limitée du Tanganyika. Mais l'économie monétaire transforme constamment le secteur traditionnel en un secteur aussi privé que n'importe quelle réserve.

L'économie monétaire du colonialisme était un secteur en croissance. Cela ne doit pas être nié. Cependant, il a déjà été indiqué à quel point cette croissance était limitée , vue sur l'ensemble du continent. La croissance du secteur dit moderne a exercé des effets négatifs sur le secteur non monétaire. Il reste à souligner que le caractère de la croissance en Afrique sous le colonialisme était tel qu'elle ne constituait pas un développement - c'est-à-dire qu'elle n'a pas élargi la capacité de la société à faire face à l'environnement naturel, à juger des relations entre les membres de la société, et protéger la population des forces extérieures. Une telle déclaration est déjà implicitement confirmée dans l'incapacité du capitalisme à stimuler la main-d'œuvre qualifiée en Afrique coloniale. Un système qui doit faire obstacle à l'accumulation de compétences ne développe rien ni personne. Elle est implicite aussi dans la manière dont l'Afrique a été découpée en compartiments économiques n'ayant aucun rapport les uns avec les autres, de sorte que, même si le volume de l'activité commerciale au sein

de chaque colonie compartimentée a pu augmenter, il n'y a pas eu de développement comparable à celui qui s'enchaînait. les différents états des USA

Ces derniers temps, les économistes ont reconnu en Afrique coloniale et postcoloniale un modèle qui a été appelé «croissance sans développement». Cette phrase est maintenant apparue comme le titre d'ouvrages sur le Libéria et la Côte d'Ivoire. Cela signifie que les biens et services d'un certain type sont en augmentation. Il peut y avoir plus de caoutchouc et de café exportés, il peut y avoir plus de voitures importées avec le produit, et il peut y avoir plus de stations-service construites pour entretenir les voitures. Mais le profit va à l'étranger et l'économie devient de plus en plus une dépendance des métropoles. Aucune colonie africaine n’existait d’intégration économique ou de dispositions visant à rendre l’économie autonome et adaptée à ses propres objectifs locaux. Par conséquent, il y a eu une croissance du secteur d'importation / exportation dit «enclave»,

mais les seules choses qui se sont développées étaient la dépendance et le sous-développement.

Une autre révélation de la croissance sans développement sous le colonialisme était la dépendance excessive à une ou deux exportations. Le terme «monoculture» est utilisé pour décrire les économies coloniales qui étaient centrées sur une seule culture. Le Libéria (dans le secteur agricole) était une monoculture dépendante du caoutchouc, la Gold Coast sur le cacao, le Dahomey et le sud-est du Nigéria sur le palmier, le Soudan sur le coton, le Tanganyika sur le sisal et l'Ouganda sur le coton. Au Sénégal et en Gambie, les arachides représentaient 85% à 90% des revenus monétaires. En effet, on a dit à deux colonies africaines de ne cultiver que des arachides!

Chaque agriculteur a un aliment de base, ainsi qu'une variété d'autres suppléments. Les historiens, les agronomes et les botanistes ont tous contribué à montrer la grande variété de ces aliments dans le pré-

Comment l'Europe a développé une Afrique sous-développée. Walter Rodney 1973
économie africaine coloniale. Il y avait de nombreuses cultures qui étaient domestiquées sur le continent africain, il y avait plusieurs espèces sauvages de nourriture (notamment des fruits) et les Africains n'avaient montré aucun conservatisme en adoptant des plantes alimentaires utiles d'origine asiatique ou américaine. L'agriculture diversifiée s'inscrivait dans la tradition africaine. La monoculture était une invention colonialiste.

Ceux qui justifient la division coloniale du travail suggèrent qu'elle était «naturelle» et respectait les capacités relatives de spécialisation des métropoles et des colonies. L'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon étaient capables de se spécialiser dans l'industrie et l'Afrique dans l'agriculture. C'était donc à «l'avantage comparatif» d'une partie du monde de fabriquer des machines tandis qu'une autre partie se livrait à la simple houe-culture du sol. Ce genre de partition arrogante du

monde n’était pas nouveau. Au 15ème siècle, les monarchies féodales du Portugal et d'Espagne voulaient le monde entier pour elles-mêmes, et elles ont amené le Pape à tracer une ligne autour du globe, en effectuant les allocations. Mais la Grande-Bretagne, la Hollande et la France ont laissé entendre qu'ils n'étaient pas du tout convaincus qu'Adam avait laissé un testament qui a donné la terre au Portugal et à l'Espagne. De la même manière, on peut se demander s'il existe un testament qui stipule que le fleuve Gambie devrait hériter de la culture de l'arachide tandis que le fleuve Clyde (de l'Ecosse) devrait devenir un foyer de construction navale.

Il n'y avait rien de «naturel» dans la monoculture. C'était une conséquence des exigences et des machinations impérialistes, s'étendant dans des domaines qui étaient politiquement indépendants de nom. La monoculture était une caractéristique des régions sous domination impérialiste. Certains pays d'Amérique latine, comme le Costa Rica et le Guatemala, ont été contraints par les entreprises capitalistes américaines de se concentrer

tellement sur la culture de la banane qu'ils ont été surnommés avec mépris les «républiques de la banane». En Afrique, cette concentration sur une ou deux cultures de rapport destinées à la vente à l'étranger a eu de nombreux effets néfastes. Parfois, les cultures commerciales ont été cultivées à l'exclusion des aliments de base - provoquant ainsi des famines. Par exemple, en Gambie, la riziculture était populaire avant l'ère coloniale, mais une grande partie des meilleures terres a été transférée aux arachides que le riz a dû être importé à grande échelle pour essayer de contrer le fait que la famine devenait endémique. À Asante, la concentration sur le cacao a fait craindre la famine dans une région autrefois réputée pour les ignames et autres denrées alimentaires.

Pourtant, la menace de famine était un petit inconvénient par rapport à l'extrême vulnérabilité et à l'insécurité de la monoculture. Lorsque la récolte a été affectée par des facteurs internes tels que la maladie, cela s'est avéré une catastrophe écrasante, comme dans

le cas du cacao de la Gold Coast lorsqu'il a été touché par une maladie des pousses enflées dans les années 1940. En outre, à tout moment, les fluctuations de prix (qui étaient contrôlées de l'extérieur) ont laissé le producteur africain impuissant face aux manœuvres capitalistes.

D'un point de vue capitaliste, ce sont les monocultures qui se félicitent le plus parce qu'elles rendent les économies coloniales entièrement dépendantes des acheteurs métropolitains de leurs produits. A la fin de la traite des esclaves européenne, seule une minorité d'Africains était suffisamment engagée dans les échanges capitalistes et suffisamment dépendante des importations européennes pour souhaiter à tout prix poursuivre la relation avec l'Europe.
Le colonialisme a accru la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'Europe en termes de nombre de personnes introduites dans l'économie monétaire et en termes de nombre d'aspects de la vie socio-économique en Afrique qui tiraient leur existence du lien avec la métropole. La situation ridicule est née du fait que les sociétés

commerciales européennes, les sociétés minières, les compagnies de navigation, les banques, les compagnies d'assurance et les plantations ont toutes exploité l'Afrique et en même temps amené les Africains à penser que sans ces services capitalistes, il n'y aurait pas d'argent ni de biens européens, et donc l'Afrique était endettée envers ses exploiteurs!

Le facteur de dépendance a fait sentir son impact dans tous les aspects de la vie des colonies, et il peut être considéré comme le vice suprême parmi les conséquences sociales, politiques et économiques négatives du colonialisme en Afrique, étant principalement responsable de la *perpétuation* de la colonisation. relation à l'époque que l'on appelle le néo-colonialisme.

Enfin, il faut attirer l'attention sur l'une des conséquences les plus importantes du colonialisme sur le développement de l'Afrique, à savoir l'effet de retard de croissance sur les Africains en tant qu'espèce physique.

Le colonialisme a créé des conditions qui ont conduit non seulement à des famines périodiques, mais à une sous-alimentation chronique, une malnutrition et une détérioration du physique des Africains. Si une telle déclaration semble extravagante, c'est uniquement parce que la propagande bourgeoise a conditionné même les Africains à croire que la malnutrition et la famine étaient le lot naturel des Africains depuis des temps immémoriaux. Un enfant noir avec une cage thoracique transparente, une tête énorme, un ventre gonflé, des yeux saillants et des brindilles comme bras et jambes était l'affiche préférée de la grande opération caritative britannique connue sous le nom d' *Oxfam* . L'affiche représentait un cas de Kwashiorkor - une mulnutrition maligne extrême. *Oxfam a* appelé le peuple européen à sauver les enfants africains et asiatiques affamés du Kwashiorkor et de tels maux. *Oxfam* n'a jamais dérangé leur conscience en leur disant que le capitalisme et le colonialisme ont créé la famine, la souffrance et la misère de l'enfant en premier lieu.

Il existe une excellente étude du phénomène de la faim à l'échelle mondiale par un scientifique brésilien, Josue de Castro. Il incorpore des données considérables sur les conditions alimentaires et sanitaires des Africains dans leur État précolonial indépendant ou dans des sociétés épargnées par les pressions capitalistes; et il fait ensuite des comparaisons avec les conditions coloniales. L'étude indique de manière convaincante que le régime alimentaire africain était auparavant plus varié, reposant sur une agriculture plus diversifiée que ce n'était possible sous le colonialisme. En termes de carences nutritionnelles spécifiques, les Africains qui ont le plus souffert sous le colonialisme sont ceux qui ont été le plus intégrés à l’économie coloniale: à savoir les travailleurs urbains.

Dans l'intérêt des sceptiques, plusieurs des observations de de Castro sont énumérées ci-dessous (parfois complétées par d'autres données).

1. Les chercheurs qui ont étudié les conditions nutritionnelles des Africains «primitifs» en Afrique tropicale sont unanimes à déclarer qu'ils ne présentent aucun signe clinique de carence alimentaire. L'un des signes les plus frappants de la supériorité du régime alimentaire indigène africain est l'état magnifique des dents. Un chercheur parmi six groupes ethniques au Kenya n'a pas pu trouver un seul cas de carie dentaire, pas une seule déformation de l'arcade dentaire. Mais quand ces mêmes personnes étaient

transplantés et soumis au régime «civilisé» disponible sous le colonialisme, leurs dents ont commencé à se décomposer aussitôt.

2. En Égypte, les paysans ou *fellahin* avaient toujours souffert de famines périodiques, mais sous le colonialisme, cela s'est détérioré pour devenir une faim chronique. C'est l'intervention des Britanniques qui a bouleversé l'équilibre du régime alimentaire des paysans; et la

comparaison avec les premiers témoignages montre qu'il existait autrefois une plus grande variété de légumineuses et de fruits.

3. Le kwashiorkor (des affiches d'Oxfam) est lui-même perceptible partout où le contact de l'Africain avec l'Européen s'est prolongé. Un comité sur la nutrition dans l'Empire colonial a constaté une absence notable de graisses animales et de protéines en Gambie. L'absence de protéines de bonne qualité est l'un des principaux contributeurs au kwashiorkor; et une fois de plus, la comparaison avec ce que les Européens ont vu en Gambie depuis le XVe siècle indiquerait qu'un changement s'est produit après l'arrivée des Blancs. La Gambie a non seulement cultivé une variété d'aliments au début, mais c'était un pays d'élevage où la viande était consommée en quantité considérable. Tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles, les peaux de bovins étaient vendues par milliers à des

acheteurs européens chaque année, et la population locale en mangeait. Comment alors auraient-ils pu souffrir d'une absence de graisse animale!

4. Des études en Afrique équatoriale ont révélé des signes fréquents de carences alimentaires dues à l'absence d'aliments frais chez les Africains entrant au service des colonisateurs. Il s'agit notamment du béribéri, du rachitisme et du scorbut. Le rachitisme est une maladie de climat tempéré typique , à laquelle le manque de soleil contribue. Mais après que le colonialisme eut tellement détruit le modèle de consommation alimentaire judicieuse en Afrique tropicale, même le soleil ne suffisait pas à garder les os des enfants droits. Quant au scorbut, cela

est si étroitement identifié avec le marin anglais qu'il a été surnommé «Limey», de manger des limes pour prévenir le scorbut tout en n'ayant pas accès à des aliments frais lors de longs voyages en mer.

Cependant, une épidémie de scorbut a éclaté au milieu du Tanganyika à l'époque coloniale - parmi les travailleurs des champs aurifères, dont les salaires et les conditions de travail ne leur permettaient pas d'obtenir des agrumes frais et d'autres aliments.

5. En Afrique du Sud, les colonies blanches et le capitalisme ont transformé le régime alimentaire africain de la viande et des céréales à la dépendance à la farine de farine (maïs). La pellagre ou «peau rugueuse» était inconnue en Afrique du Sud jusque vers 1914. Par la suite, elle est devenue un fléau parmi les Africains, car elle dérive de l'absence de lait et de viande.
6. Un rapport officiel sur le Basutoland (aujourd'hui Le Lesotho) disait ceci: «Selon des habitants de longue date, le physique et la santé du Basuto aujourd'hui ne sont plus ce qu'ils étaient. La malnutrition est observée dans chaque village, dispensaire, école et bureau de recrutement. Des

> conditions légères de précipitation et de sous-réscorbie ne sont pas rares; la pellagre devient de plus en plus fréquente et une résistance moindre à la maladie de plus en plus apparente. Il est de plus en plus généralement admis que l'apparition de la lèpre est associée à une mauvaise alimentation ».

Pour valider l'argument selon lequel le colonialisme a eu un effet délétère sur l'Africain en tant qu'entité physique (et donc mentale), il est utile de désigner ces peuples africains qui, jusqu'à aujourd'hui, ont réussi à maintenir leur propre modèle d'existence dans la mesure où la nourriture est concerné. Les pasteurs Masai, Galla, Ankoli, Batutsi et Somali sont tous dans cette catégorie. Leur physique est généralement si superbe, leur résistance et leur endurance si grandes, qu'ils sont devenus des objets de recherche scientifique pour découvrir pourquoi ils font tellement mieux que les capitalistes «bien nourris» qui s'effondrent à cause d'une maladie cardiaque.

À la lumière du concept de bilan dominant de ce qu'était la domination coloniale, il reste encore à prendre note des innovations européennes en Afrique telles que la médecine moderne, la chirurgie clinique et la vaccination. Il serait absurde de nier qu'il s'agissait de caractéristiques objectivement positives, aussi limitées qu'elles soient quantitativement. Cependant, ils doivent être mis en balance avec les nombreux revers subis par l'Afrique dans tous les domaines en raison du colonialisme ainsi qu'avec les contributions de l'Afrique à l'Europe. La science européenne répondait aux besoins de sa propre société, et en particulier à ceux de la bourgeoisie. La bourgeoisie n'a pas souffert de la faim et de la famine. La science bourgeoise ne considérait donc pas ces choses comme des besoins qui devaient être satisfaits et surmontés - pas même parmi leurs propres travailleurs et encore moins au nom de
Africains. Il ne s'agit que d'une application spécifique du principe général selon lequel l'exploitation de l'Afrique était utilisée pour créer un plus grand écart entre

l'Afrique et l'Europe capitaliste. L'exploitation et le désavantage comparatif sont les ingrédients du sous-développement.

6.3 Éducation pour le sous-développement

L'éducation est cruciale dans tout type de société pour la préservation de la vie de ses membres et le maintien de la structure sociale. Dans certaines circonstances, l'éducation favorise également le changement social. La plus grande partie de cette éducation est informelle, acquise par les jeunes à partir de l'exemple et du comportement des aînés de la société. Dans des circonstances normales, l'éducation se développe hors de l'environnement; le processus d'apprentissage étant directement lié au modèle de travail dans la société. Chez les Bemba de ce qui était alors la Rhodésie du Nord, les enfants de six ans pouvaient nommer sans hésitation cinquante à soixante espèces d'arbres, mais ils en savaient très peu sur les fleurs ornementales. L'explication est simplement que la connaissance des

arbres était une nécessité dans un environnement d'agriculture «coupée et brûlée» et dans une situation où de nombreux besoins des ménages étaient satisfaits par les produits de l'arbre. Les fleurs, cependant, n'étaient pas pertinentes pour la survie.

En effet, l'aspect le plus crucial de l'éducation africaine précoloniale était sa pertinence pour les Africains, en contraste frappant avec ce qui a été introduit plus tard. Les caractéristiques suivantes de l'éducation autochtone africaine peuvent être considérées comme exceptionnelles: ses liens étroits avec la vie sociale, tant au sens matériel que spirituel; sa nature collective; sa pluralité; et son développement progressif conformément aux étapes successives du développement physique, émotionnel et mental de l'enfant. Il n'y a pas de séparation de l'éducation et de l'activité productive ni aucune division entre l'éducation manuelle et intellectuelle. Dans l'ensemble, par des moyens principalement informels, l'éducation africaine précoloniale correspondait aux réalités de la société

africaine précoloniale et produisait des personnalités bien équilibrées pour s'intégrer dans cette société.

Certains aspects de l'éducation africaine étaient formels: c'est-à-dire qu'il y avait un programme spécifique et une division consciente entre les enseignants et les élèves. L'éducation formelle en Afrique précoloniale était également directement liée aux objectifs de la société, tout comme l'éducation informelle. Les programmes d'enseignement étaient limités à certaines périodes de la

vie de chaque individu, notamment la période d'initiation ou de «passage à l'âge adulte». De nombreuses sociétés africaines ont organisé des cérémonies de circoncision pour les hommes ou pour les deux sexes, et pendant un certain temps avant les cérémonies, un programme d'enseignement a été organisé. La durée peut varier de quelques semaines à plusieurs années. Un exemple célèbre de ce dernier est l'école d'initiation tenue par la confrérie Poro en Sierra Leone. L'éducation formelle est également disponible à des stades ultérieurs de la vie,

par exemple à l'occasion de passer d'une classe d'âge à une autre ou de rejoindre une nouvelle fraternité. Des fonctions spécialisées telles que la chasse, l'organisation de rituels religieux et la pratique de la médecine impliquaient définitivement une éducation formelle au sein de la famille ou du clan. Ces pratiques éducatives remontent toutes à l'époque communale en Afrique, mais elles ont persisté dans les sociétés féodales et pré-féodales africaines plus développées, et elles se trouvaient à la veille du colonialisme.

Au fur et à mesure que le mode de production évoluait vers la féodalité en Afrique, de nouvelles caractéristiques sont également apparues dans le modèle éducatif. Il y a eu, par exemple, une spécialisation plus formelle, car la proportion de l'éducation formelle par rapport à l'éducation informelle augmente avec le progrès technologique. Outre la chasse et la religion, la division du travail a rendu nécessaire la création de guildes pour transmettre les techniques de travail du fer, de cuir, de drap, de moulage de poterie, de commerce

professionnel, etc. L'accent mis sur la force militaire a également conduit à une éducation formelle dans ce domaine, comme dans le cas du Dahomey, du Rwanda et du Zulu cité plus haut. Une structure étatique avec une classe dirigeante bien définie a toujours encouragé l'utilisation de l'histoire comme moyen de glorifier la classe au pouvoir. Ainsi, dans l'État yoruba de Keta au 19ème siècle, il existait une école d'histoire, où un maître a percé dans la mémoire de ses élèves une longue liste des rois de Keta et de leurs réalisations. Bien entendu, le recours à la seule mémoire impose de sévères limites à l'éducation de ce type, et c'est pourquoi l'éducation est beaucoup plus avancée dans les pays africains où l'usage de l'écriture a vu le jour.

Le long du Nil, en Afrique du Nord, en Éthiopie, au Soudan occidental et le long de la côte est-africaine, une minorité d'Africains s'est alphabétisée, produisant une situation comparable à celle de l'Asie et de l'Europe avant la dernière partie du XIXe siècle. Comme dans d'autres parties du monde, l'alphabétisation en Afrique était liée à

la religion, de sorte que dans les pays islamiques c'était une éducation coranique et en Ethiopie chrétienne, l'éducation était conçue pour former des prêtres et des moines. L'éducation musulmane est particulièrement étendue au niveau primaire, et elle est également disponible aux niveaux secondaire et universitaire. En Egypte, il y avait l'Université Al-Azhar, au Maroc l'Université de Fès et au Mali l'Université de Tombouctou - autant de témoignages du niveau d'éducation atteint en Afrique avant l'intrusion coloniale.

Les colonisateurs n'ont pas introduit l'éducation en Afrique: ils ont introduit un nouvel ensemble d'établissements d'enseignement formel qui ont en partie complété et remplacé en partie ceux qui existaient auparavant. Le système colonial a également stimulé des valeurs et des pratiques qui équivalaient à une nouvelle éducation informelle. Le principal objectif du système scolaire colonial était de former des Africains pour aider à gérer l'administration locale aux échelons inférieurs et à doter en personnel les entreprises capitalistes privées

appartenant à des Européens. En effet, cela signifiait sélectionner quelques Africains pour participer à la domination et à l'exploitation du continent dans son ensemble. Ce n’est pas un système éducatif issu de l’environnement africain ou conçu pour promouvoir l’utilisation la plus rationnelle des ressources matérielles et sociales. Ce n'était pas un système éducatif conçu pour donner aux jeunes confiance et fierté en tant que membres des sociétés africaines, mais un système qui cherchait à instiller un sentiment de déférence envers tout ce qui était européen et capitaliste. L'éducation en Europe était dominée par la classe capitaliste. Le même biais de classe a été automatiquement transféré à l'Afrique; et pour aggraver les choses, le racisme et la vantardise culturelle nourris par le capitalisme ont également été inclus dans le paquet de l'éducation coloniale. La scolarité coloniale était une éducation à la subordination, à l'exploitation, à la création de la confusion mentale et au développement du sous-développement.

Un système scolaire de type européen a à peine fonctionné pendant les quarante premières années environ du colonialisme. À cette époque, les missionnaires donnaient une éducation à leurs propres fins de christianisation, et c'est dans les années 1920 que les puissances colonisatrices ont mené une série d'enquêtes sur les possibilités éducatives en Afrique. Par la suite, l'éducation coloniale est devenue systématique et mesurable, même si elle n'a approché ses dimensions maximales que dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

L'éducation coloniale était une série de limitations à l'intérieur d'autres limites. La première limitation pratique était politico-financière, ce qui signifie la politique politique guidant les dépenses financières plutôt que la disponibilité réelle de l'argent. Les gouvernements métropolitains et leurs administrations africaines ont affirmé qu'il n'y avait pas assez d'argent pour l'éducation.

Pas plus tard qu'en 1958, le British Colonial Office a déclaré à propos de la Rhodésie du Nord:

Tant que l’argent n’est pas disponible pour la construction d’écoles, aucun progrès rapide ne peut être attendu et les perspectives pratiques de fournir un enseignement primaire complet à tous les enfants restent donc assez lointaines.

Il est étonnant que la Rhodésie du Nord, avec son immense richesse en cuivre, n'ait pas assez d'argent pour éduquer les Africains! On ne peut pas être certain si les colonialistes essayaient de tromper les autres ou s'ils avaient réussi à se leurrer; mais probablement la plupart des colons blancs confus de la Rhodésie appartenaient à cette dernière catégorie, car ils soutenaient systématiquement que les Africains ne payaient pas autant d'impôts par habitant que les Européens et que, par conséquent, les Africains ne pouvaient pas s'attendre à obtenir l'éducation et d'autres services grâce aux impôts payés par colons blancs. C'est l'incapacité

fondamentale de percevoir que la richesse d'un pays ne provient pas des impôts mais de la production. Le sol africain et la main-d'œuvre africaine en Rhodésie du Nord ont produit de vastes richesses, mais les enfants africains sous le colonialisme n'avaient guère accès à cette richesse pour leur scolarité.

Comme indiqué précédemment, la majeure partie de l'excédent de l'Afrique était exportée; et, sur la petite partie qui restait sous forme de recettes publiques, le pourcentage consacré à l'éducation était minime. Dans chaque colonie, le budget de l'éducation était incroyablement petit, comparé aux montants dépensés dans l'Europe capitaliste elle-même. En 1935, sur le total des revenus collectés auprès des Africains fiscaux en Afrique occidentale française, seuls 4,03% étaient consacrés à l'éducation. Dans la colonie britannique du Nigéria, il n'était que de 3,4%. Au Kenya, jusqu'en 1946, 2,26% seulement des revenus étaient consacrés à l'éducation africaine. En 1960, ces pourcentages avaient

tous augmenté de deux, trois ou quatre fois; mais, étant si petits au départ, ils restaient encore insignifiants.

Étant donné que des sommes aussi modestes ont été dépensées, il s’ensuit qu’une autre limitation fondamentale est quantitative, en ce sens que très peu d’Africains parviennent à l’école. Dans l'ensemble de l'Afrique équatoriale française (Tchad, République centrafricaine, Gabon et Congo Brazzaville), il n'y avait que 22 000 élèves inscrits en 1938 - et cela représentait un bond considérable par rapport aux chiffres des cinq années précédentes. En 1938> les Français dispensaient un enseignement à 77 000 élèves en Afrique occidentale française, avec une population d'au moins 15 millions d'habitants. Un fait très éclairant qu'il convient de noter est qu'en 1945, plus de 80 000 élèves fréquentaient les écoles islamiques indépendantes en Afrique occidentale française - un nombre pas très loin de ceux qui fréquentaient les écoles construites en France à cette date. En d'autres termes, ce n'est que dans les derniers stades du colonialisme que le pouvoir européen au

pouvoir a commencé à fournir aux Africains des anciens États islamiques d'Afrique de l'Ouest des établissements d'enseignement ayant un taux d'inscription supérieur à celui de l'enseignement formel précédent.

Occasionnellement, en Afrique de l'Ouest et du Nord, le gouvernement français a apporté un soutien financier aux écoles primaires coraniques et aux *medresas* ou lycées islamiques. Dans l'ensemble, cependant, le système scolaire africain précolonial a été tout simplement ignoré et a eu tendance à décliner. En Algérie, les institutions d'enseignement arabo-islamiques ont beaucoup souffert pendant les guerres de conquête françaises, tandis que d'autres ont été délibérément supprimées lorsque les Français ont pris le dessus. Dans toute l'Afrique du Nord française, les anciennes universités islamiques établies ont souffert du fait que le colonialisme les a privées de la base économique qui les soutenait auparavant. Comme pour tant d'autres aspects de la vie africaine, ce que les colonialistes ont mis doit

être mis en balance avec ce qu'ils ont arrêté et ce qu'ils ont détruit en termes réels et potentiels.

Les colonies britanniques ont eu tendance à faire en moyenne un peu mieux que les françaises en ce qui concerne les activités éducatives, en grande partie à cause des initiatives missionnaires plutôt que du gouvernement britannique lui-même. Le Ghana, le Nigéria et l'Ouganda étaient assez bien lotis en ce qui concerne l'éducation coloniale. Bien sûr, c'était dans un sens purement relatif, et les nombres absolus impliqués n'étaient jamais grands. La Sierra Leone était mieux lotie sur le plan éducatif que l'Afrique occidentale française parce que sept enfants sur 100 allant à l'école en Sierra Leone avant la dernière guerre se comparaient favorablement à cinq enfants sur 100 en Afrique occidentale française. En ce qui concerne les Britanniques, leur bilan légèrement supérieur dans certaines colonies est également compensé par les très faibles équipements éducatifs offerts aux Africains au Kenya, au Tanganyika, dans les territoires centrafricains

et en Afrique du Sud elle-même qui a longtemps été une responsabilité britannique.

L'une des limites du système éducatif de l'Afrique coloniale qui est obscurcie par les moyennes statistiques est la grande variation des chances entre les différentes régions d'une même colonie. Dans de nombreuses colonies, seuls les Africains vivant dans les principales villes ou à proximité de ceux-ci avaient des possibilités d’éducation. Par exemple, à Madagascar, la capitale de Tananarive avait les installations scolaires les plus importantes; en Gambie, l'alphabétisation était élevée pour la ville de Bathurst et faible à l'extérieur; et en Ouganda, la région urbanisée du Buganda a pratiquement monopolisé l’éducation. D'une manière générale, l'inégalité des niveaux d'éducation reflétait l'inégalité de l'exploitation économique et les taux différents auxquels différentes parties d'une colonie entraient dans l'économie monétaire. Ainsi, à Gold Coast, les Territoires du Nord ont été négligés sur le plan éducatif, car ils n'offraient aux colonialistes aucun

produit à exporter. Au Soudan, c'est l'immense région méridionale qui se trouve dans une situation similaire. À l'intérieur du Tanganyika, une carte montrant les principales zones de coton et de café coïncide pratiquement avec une carte montrant les zones dans lesquelles l'éducation coloniale était disponible. Cela signifie que ceux que les colonialistes ne pouvaient pas facilement exploiter ne se sont pas vu offrir même des miettes d'éducation.

Plus on scrute la contribution éducative du colonialisme, même en termes purement quantitatifs, plus il devient insignifiant. Il faut noter, par exemple, qu'il y avait un taux extrêmement élevé d '«abandons». Un grand pourcentage des inscrits n’a jamais terminé l’école. Dans les grands pays capitalistes comme les États-Unis, les abandons sont nombreux au niveau collégial et universitaire: en Afrique coloniale, les abandons se produisaient au niveau primaire, à un taux pouvant atteindre 50%. Pour chaque élève qui a terminé l'école primaire, un est tombé au bord du chemin. Les abandons

étaient des écoles primaires, car il n'y avait pratiquement pas d'autre type d'école - cette absence d'enseignement secondaire, technique et universitaire étant une autre des pierres d'achoppement.

Les Africains étaient éduqués dans les écoles coloniales pour devenir commis et messagers juniors. Trop d'apprentissage aurait été à la fois superflu et dangereux pour les commis et les messagers. Par conséquent, l'enseignement secondaire était rare et les autres formes d'enseignement supérieur étaient pratiquement inexistantes, pendant la majeure partie de l'époque coloniale. Ce qui a été fourni est allé principalement à des non-Africains. Pas plus tard qu'en 1959, l'Ouganda dépensait environ 11 £ par élève africain, 38 £ par Indien et 186 £ par enfant européen - la différence étant en grande partie due à la disponibilité de l'enseignement secondaire pour les enfants des capitalistes et des intermédiaires. Au Kenya, la discrimination était pire et le nombre d'enfants européens impliqués était élevé. En 1960, plus de 11 000 enfants européens étaient

scolarisés au Kenya, et parmi eux 3 000 suivaient l’enseignement secondaire. La colonie de colons de l'Algérie présentait des caractéristiques similaires. Seuls 20% des élèves du secondaire en 1954 étaient qualifiés de «musulmans», ce qui signifiait en fait «algérien» par opposition à européen. D'autres minorités ont également fait mieux que la population autochtone. Par exemple, les Juifs d'Afrique du Nord et en particulier de Tunisie jouaient les rôles d'intermédiaires, et leurs enfants étaient tous éduqués jusqu'au niveau secondaire.

Les pays africains sans grande population de colons blancs ont également des structures éducatives racistes en ce qui concerne les opportunités à tous les niveaux et en particulier les opportunités pour l'enseignement supérieur. Au Sénégal, en 1946, le lycée comptait 723 élèves, dont 174 Africains. Plus tard, une université a été créée à Dakar (pour desservir l'ensemble de l'Afrique occidentale française); et pourtant dans les années 50, à la veille de l'indépendance, plus de la moitié des étudiants universitaires étaient français.

Les Portugais n'ont pas été discutés jusqu'à présent, car il y a

presque aucune éducation à discuter dans leurs territoires coloniaux. Pendant de nombreuses années, les données statistiques n'ont jamais été rendues disponibles et, lors de leur publication vers la fin de la période coloniale, les chiffres étaient souvent exagérés. Ce qui est indéniable, c'est que l'enfant africain qui grandit dans les territoires coloniaux portugais avait une chance sur cent d'obtenir une instruction au-delà de la norme II ou de la norme III. Les écoles secondaires qui ont vu le jour étaient destinées aux Européens et aux Indiens, ces derniers étant principalement originaires de Goa. Les puissances coloniales avec de petits territoires en Afrique étaient l'Espagne et l'Italie. Comme le Portugal, ils étaient également arriérés d'un point de vue capitaliste européen, et ils ont fourni à leurs sujets coloniaux une infime quantité d'éducation primaire et aucune éducation secondaire.

La Belgique se situe dans une catégorie quelque peu spéciale en ce qui concerne l'éducation coloniale. Bien que petite, la Belgique était un pays relativement développé et industrialisé et dirigeait l'une des régions les plus riches d'Afrique: à savoir le Congo. Selon les normes coloniales, les populations du Congo et du Rwanda-Burundi avaient un accès équitable à l'enseignement primaire, mais une scolarité au-delà était presque impossible à obtenir. C'était la conséquence d'une politique délibérée menée par le gouvernement belge et l'Église catholique. Le «natif» africain devait être progressivement civilisé. Lui donner une éducation secondaire, c'était comme demander à un jeune enfant de mâcher de la viande alors qu'il devrait manger du porridge. De plus, les Belges étaient tellement intéressés par le bien-être des masses africaines qu'ils soutenaient qu'aucun Africain hautement éduqué ne serait en mesure de servir son propre peuple! Par conséquent, ce n'est qu'en 1948 qu'une commission belge recommanda la création d'écoles secondaires pour les Africains dans les

colonies. Il n’est pas du tout étonnant qu’au moment de retrouver son indépendance politique, le Congo ne compte que 16 diplômés sur une population de plus de 13 millions d’habitants.

Les pédagogues se réfèrent souvent à la `` pyramide éducative '', comprenant l'enseignement primaire comme base et allant vers le haut à travers les établissements secondaires, de formation des enseignants, techniques supérieurs et universitaires - le dernier nommé étant si petit qu'il pourrait être représenté comme le point en haut de La pyramide. Partout en Afrique, la base primaire était étroite et pourtant la pyramide était peu profonde parce que si peu d'élèves du primaire pouvaient continuer au-delà de ce niveau. Ce n'est que dans certaines colonies britanniques que la pyramide est réellement complétée par un enseignement supérieur et universitaire significatif. L'Afrique de l'Ouest avait des collèges Achimota et Yaba, à l'exception de Fourah Bay qui était au niveau universitaire. Ibadan et l'Université du Ghana ont

également vu le jour quelques années avant la fin du régime colonial. Au Soudan, il y avait le Gordon College qui est devenu l'Université de Khartoum, et en Afrique de l'Est il y avait l'Université de Makerere.

Les données suivantes pour l'année 1958 pourraient être utilisées pour illustrer la pyramide de l'éducation en Rhodésie du Sud, où l'éducation africaine n'était pas bien favorisée. L'inscription totale à la maternelle était de 227 000. Dans les écoles primaires, 77 000 sont entrés dans la norme I et 10 000 ont atteint la norme VI. L'enseignement secondaire a commencé avec 3 000 élèves, dont 13 seulement ont atteint la norme XII (forme IV). Cette année-là, il n'y avait pas de diplômés africains du Collège universitaire récemment créé à Salisbury, mais en 1960, il y en avait trois.

Le dernier mot sur la quantité d'éducation fournie par l'Europe à l'Afrique peut être dit sous la forme des statistiques au début du règne des nouveaux États africains. Certains chercheurs ont élaboré un indice

statistique sur l'éducation dans lequel les établissements d'enseignement sont évalués par des nombres de 0 à 100, passant des plus pauvres aux plus avancés. Sur cet indice, la plupart des pays africains sont inférieurs à 10. Les pays exploiteurs développés et les États socialistes sont généralement au-dessus de 80. Une publication de l'UNESCO sur l'éducation en *Afrique noire indépendante a* déclaré:

Sur cette population (d'environ 170 millions d'habitants), un peu plus de 25 millions sont d'âge scolaire et parmi eux près de 13 millions n'ont pas la possibilité d'aller à l'école - et parmi les 12 millions «privilégiés», moins de la moitié achèvent leurs études primaires. Seuls trois enfants sur 100 voient l'intérieur d'une école secondaire, alors que même pas deux enfants sur mille *ont une chance de recevoir une sorte d'enseignement supérieur en Afrique même. Le taux d'analphabétisme global estimé de 80 à 85% est près de deux fois supérieur à la moyenne mondiale.*

Les Blancs impérialistes utilisent les preuves ci-dessus pour se moquer des Africains parce qu'ils sont des

«indigènes analphabètes», et ils soutiendraient que l'analphabétisme fait partie du «cercle vicieux de la pauvreté». Pourtant, les mêmes personnes se vantent fièrement d'avoir éduqué l'Afrique. Il est difficile de voir comment ils peuvent avoir les deux. Si l'Afrique indépendante n'a toujours pas les avantages de l'éducation moderne (telle qu'elle est), alors 75 ans d'exploitation coloniale ont sans aucun doute quelque chose à voir avec cet état de choses; et l'absurdité est d'autant plus grande quand on considère combien l'Afrique a produit pendant cette période et combien de cela a été consacré au développement de tous les aspects de la société capitaliste européenne, y compris leurs institutions éducatives. Cecil Rhodes pouvait se permettre de laisser un héritage de bourses somptueuses à des étudiants blancs pour étudier à l'Université d'Oxford, ayant fait fortune en exploitant l'Afrique et les Africains.

Les Africains qui ont accès à l’éducation sont confrontés à certains problèmes qualitatifs. La qualité était médiocre

par rapport aux normes européennes en vigueur. Les livres, les méthodes d'enseignement et la discipline ont tous été introduits en Afrique au XIXe siècle; et, dans l'ensemble, les écoles coloniales sont restées sublimement indifférentes au XXe siècle. Les nouvelles idées qui ont été incorporées dans les métropoles capitalistes n'ont jamais atteint les colonies. En particulier, les changements fantastiques de la science n'ont pas atteint les salles de classe africaines, car il y avait peu d'écoles où les matières scientifiques étaient enseignées. De même, l'évolution de l'enseignement technique supérieur n'a pas eu de contrepartie en Afrique coloniale.

Il y avait de nombreuses absurdités dans la transplantation d'une version de l'éducation européenne en Afrique. Lorsque les enfants Bemba mentionnés ci-dessus sont allés à l'école, ils n'avaient pas de programme d'enseignement relatif à la vie végétale avec lequel ils se seraient autrement familiarisés. Au lieu de cela, ils ont appris sur les fleurs - et sur les roses

européennes en plus. Il y a quelques années, le Dr Kofi Busia a fait l'aveu suivant:

A la fin de ma première année au lycée (Mfantsipim, Cape Coast, Ghana), je suis rentré chez moi à Wenchi pour les vacances de Noël. Je n'étais pas rentré chez moi depuis quatre ans et lors de cette visite, j'ai pris douloureusement conscience de mon isolement. J'ai beaucoup moins compris notre communauté que les garçons de mon âge qui n'avaient jamais été à l'école. Au fil des ans, au cours de mes études collégiales et universitaires, j'ai de plus en plus l'impression que l'éducation que j'ai reçue m'apprend de plus en plus sur l'Europe et de moins en moins sur ma propre société.

Finalement, Busia en savait si peu sur la société africaine qu'il a proposé que les Africains indépendants «dialoguent» avec la minorité blanche raciste fasciste qui maintient l'apartheid en Afrique du Sud.

Certaines des contradictions entre le contenu de l'éducation coloniale et la réalité de l'Afrique étaient vraiment incongrues. Par un après-midi chaud dans une école tropicale africaine, une classe de visages noirs brillants écoutait leur leçon de géographie sur les saisons de l'année - printemps, été, automne et hiver. Ils en apprendraient davantage sur les Alpes et le Rhin, mais rien sur les montagnes de l'Atlas en Afrique du Nord ou sur le fleuve Zambèze. Si ces étudiants se trouvaient dans une colonie britannique, ils écriraient consciencieusement que «nous avons vaincu l'armada espagnole en 1588» - à une époque où Hawkins volait des Africains et se faisait faire chevalier par la reine Elizabeth I pour l'avoir fait. S'ils étaient dans une colonie française, ils apprendraient que `` les Gaulois, nos ancêtres, avaient les yeux bleus '', et ils seraient convaincus que `` Napoléon était notre plus grand général '' - le même Napoléon qui a rétabli l'esclavage dans l'île des Caraïbes. de Guadeloupe, et n'a été empêché de faire de même en Haïti que parce que ses

forces ont été vaincues par un stratège et tacticien encore plus grand, l'Africain, Toussaint L'Ouverture.

Dans une certaine mesure, les Européens ont appliqué sans réfléchir leurs propres programmes sans faire référence aux conditions africaines; mais très souvent, ils l'ont fait délibérément avec l'intention de confondre et de mystifier. Pas plus tard qu'en 1949, un responsable principal de l'éducation du Tanganyika a soigneusement souligné que les Africains de cette colonie devraient être bombardés à l'école primaire avec de la propagande sur la famille royale britannique. Le thème du roi (britannique) en tant que père doit être souligné tout au long du programme et mentionné dans chaque leçon », a-t-il déclaré. Il a en outre exhorté les enfants africains à voir de nombreuses photos des princesses anglaises et de leurs poneys à Sandringham et au château de Windsor.

Le peu dont on parlait sur le passé africain dans les écoles coloniales concernait les activités européennes en Afrique. Cette tendance est maintenant suffisamment

inversée pour permettre à la génération actuelle d'élèves africains de sourire à l'idée que les Européens ont `` découvert '' le mont Kenya, le fleuve Niger, etc. égaré pouvait se considérer chanceux, car cet égarement était un moyen de progrès personnel au sein de la structure créée par les capitalistes européens en et pour l'Afrique.

Les Français, les Portugais et les Belges ont clairement indiqué que l'éducation à tous les niveaux était conçue «pour civiliser le natif africain», et bien sûr, seul un natif civilisé pouvait espérer obtenir un emploi valable et être reconnu par les colonialistes. Selon les Français, un Africain, après avoir reçu une éducation française, avait une chance de devenir *assimilée* - quelqu'un qui pourrait être assimilé ou incorporé dans la culture française supérieure. Les Portugais ont utilisé le mot *assimilado* , qui signifie exactement la même chose; et la loi coloniale portugaise faisait une nette distinction entre un indigène et un *assimilado* . Le dernier

était parfois appelé un *civilisado* («celui qui est civilisé») parce qu'il savait lire et écrire le portugais. Ce genre d'Africain a été récompensé par certains privilèges. Une grande ironie était qu'au Portugal jusqu'en 1960, près de la moitié de la population était analphabète et, par conséquent, s'ils avaient été soumis au même test, ils auraient été jugés non civilisés! Pendant ce temps, les Belges défilaient avec le même système. Ils appelaient leurs «Bantous éduqués» au Congo les *évolués* («ceux qui ont évolué» de la sauvagerie à la civilisation, grâce aux Belges).

D'une manière ou d'une autre, les Britanniques ont évité les distinctions juridiques rigoureuses et rapides entre les Africains instruits et non éduqués, mais ils ont tout de même encouragé l'imitation culturelle. Le gouverneur Cameron du Tanganyika dans les années 1920 était connu comme un gouverneur «progressiste». Mais lorsqu'il a été attaqué pour avoir tenté de préserver la personnalité africaine dans le système éducatif, il a nié l'accusation et a déclaré que son intention était que

l'Africain cesse de penser en Africain et devienne à la place un «Anglais impartial». Les étudiants qui sont sortis de Livingstonia ou de Blantyre Mission au Malawi étaient largement connus pour être des Écossais noirs, en raison de l'effort des missionnaires écossais. En Sierra Leone, l'influence culturelle blanche remonte au 18ème siècle et les créoles sierra-léonais se démarquent même du reste des Noirs mal éduqués. Les créoles n'étaient pas satisfaits d'un prénom chrétien anglais ni même d'un nom européen: ils devaient choisir deux noms européens et les relier par un trait d'union. Bien sûr, en termes pratiques, l' éducation avec toutes ses valeurs déformées signifiait que la poignée d'éduqués allait aussi loin que le colonialisme permettrait aux Africains d'entrer dans la fonction publique ou à l'emploi d'entreprises capitalistes privées.

À l'époque coloniale et par la suite, des critiques ont été adressées à juste titre au système éducatif colonial pour ne pas avoir produit plus d'élèves du secondaire et plus

de diplômés universitaires. Et pourtant, on peut dire que parmi ceux qui avaient le plus d'éducation se trouvaient les Africains les plus aliénés du continent. Ce sont eux qui ont évolué et ont été assimilés. À chaque étape supplémentaire de l'éducation, ils ont été battus et succombés aux valeurs du système capitaliste blanc; et, après avoir reçu des salaires, ils pouvaient alors se permettre de maintenir un style de vie importé de l'extérieur. L'accès aux couteaux et fourchettes, aux combinaisons trois pièces et aux pianos a ensuite transformé davantage leur mentalité. Il y a un célèbre calypsonien antillais qui, en satirisant ses jours d'école coloniale, a fait remarquer que s'il avait été un élève brillant, il aurait appris plus et s'est révélé être un imbécile. Malheureusement, le système scolaire colonial a éduqué beaucoup trop d'imbéciles et de clowns, fascinés par les idées et le mode de vie de la classe capitaliste européenne. Certains ont atteint un point d'éloignement total des conditions africaines et du mode de vie africain, et comme Blaise Diagne du Sénégal, ils

gazouillaient joyeusement qu'ils étaient et seraient toujours «européens».

Il n'y a pas d'échappatoire à la conclusion de l'éducateur africain, Abdou Moumini, que « *l'éducation coloniale a corrompu la pensée et les sensibilités de l'Africain et l'a rempli de complexes anormaux* ». Il s'ensuit que ceux qui ont été européanisés ont été dans cette mesure désafricanisés, en raison de l'éducation coloniale et de l'atmosphère générale de la vie coloniale. De nombreux exemples sont cités dans l'Afrique actuelle du traitement insultant de certains aspects de la culture africaine à l'époque coloniale, sur la base de l'impérialisme culturel et du racisme blanc. Ce qui est rarement commenté, c'est le fait que de nombreux Africains ont été victimes du fascisme aux mains des Portugais et des Espagnols, aux mains des Italiens et du régime français de Vichy pendant une brève période à la fin des années 1930 et au début des années 1940, et aux mains du Britanniques et Boers en Afrique du Sud tout au long de ce siècle. Les puissances coloniales fascistes étaient des

États capitalistes retardés, où la machine de police gouvernementale s'unissait à l'Église catholique et aux capitalistes pour réprimer les ouvriers et paysans portugais et espagnols et les maintenir ignorants. Naturellement, les colonialistes fascistes voulaient faire de même avec les travailleurs africains, et en plus ils ont évacué leur racisme sur les Africains, tout comme Hitler l'avait fait sur les Juifs.

Comme la plupart des administrations coloniales, celle des Italiens en Libye n'a pas tenu compte de la culture des Africains. Cependant, après l'arrivée au pouvoir de Mussolini fasciste, le mépris a cédé la place à une hostilité active, notamment à l'égard de la langue arabe et de la religion musulmane. Les Portugais et les Espagnols ont toujours méprisé la langue et la religion africaines. Les écoles maternelles et primaires pour les Africains des colonies portugaises n'étaient que des agences de diffusion de la langue portugaise. La plupart des écoles étaient contrôlées par l'Église catholique, reflétant l'unité de l'Église et de l'État dans le Portugal

fasciste. Dans la colonie espagnole peu connue de Guinée (Rio Muni), le peu d'éducation dispensé aux Africains était basé sur l' élimination de l'usage des langues locales par les élèves et sur l'instauration dans leur cœur de «la sainte crainte de Dieu». Les écoles de l'Afrique coloniale étaient généralement dotées des noms de saints ou des noms de dirigeants, d'explorateurs et de gouverneurs de la puissance colonisatrice. En Guinée espagnole, cette pratique a été suivie, entraînant le fait que les enfants de Rio Muni devaient passer par l'école José Antonio - l'équivalent de dire l'école Adolf Hitler si la région était allemande, car l'école a été nommée en l'honneur de José Antonio , le fondateur du parti fasciste espagnol.

Un autre aspect des modèles éducatifs et culturels coloniaux qui doit être étudié est la manière dont le racisme et le mépris européens ont été exprimés non seulement par l'hostilité envers la culture africaine, mais aussi par le paternalisme et par l'éloge des caractéristiques sociales négatives et statiques. De nombreux colonialistes souhaitaient préserver à

perpétuité tout ce qui était africain, si cela leur paraissait étrange ou intriguant. Ces personnes ont simplement réussi à couper la vie africaine des aspects potentiellement bénéfiques du monde international. Un excellent exemple est le genre de travail effectué au Gabon par Albert Schweitzer, qui était en charge d'un hôpital sale et insalubre avec des chiens, des chats, des chèvres et des poulets qui courent partout, sous prétexte de s'intégrer à la culture et à l'environnement africains.

Pas plus tard qu'en 1959, un ami et collègue d'Albert Schweitzer a défendu son hôpital non stérile dans les termes suivants:

Passons maintenant aux animaux domestiques de l'hôpital. Les gens ont été choqués par le caractère informel avec lequel les animaux et les gens se mélangent, et bien que ce ne soit peut-être pas toujours défendable pour des raisons d'hygiène, le mélange ajoute considérablement au charme de l'endroit.

L'écrivain était un chirurgien dentiste de New York, qui aurait manifestement eu une crise si une chèvre ou un poulet s'était aventuré dans son cabinet de New York. Il savait très bien qu'à l'hôpital Schweitzer `` les chèvres, les chiens et les chats visitent des salles d'hôpital regorgeant de vie microbienne des variétés les plus horribles '', mais il a défendu leur habitation avec les Africains parce que cela faisait partie de la culture et du charme qu'il fallait préserver. !

Dans le domaine éducatif, les Belges mènent une politique linguistique qui peut séduire les nationalistes contemporains, car ils insistent pour que l'enseignement primaire soit dans l'une des cinq principales langues africaines du territoire. Cependant, dans la pratique, ils ont utilisé cette décision apparemment progressiste pour isoler un groupe ethnique congolais d'un autre et pour couper les éduqués d'un monde plus large de connaissances, car les missionnaires ne traduisaient dans les langues locales que ce qu'ils jugeaient souhaitable. La politique de respect simulé de la culture africaine a

atteint son expression la plus élevée en Afrique du Sud dans la célèbre loi sur l'éducation bantoue de 1953, qui cherchait à promouvoir les différences entre Zulu, Sotho, Xhosa, Venda, etc. - différences qui faisaient partie d'un stade précoce. du développement et qui aurait été transcendée s'il n'y avait pas eu d'intervention européenne ou si, sous la domination blanche, des mesures spécifiques n'avaient pas été prises pour maintenir les entités «tribales» anachroniques.

Tous les éducateurs et administrateurs coloniaux n'adoptaient pas consciemment la position que l'Africain devait être éduqué pour mieux être asservi. Au contraire, la plupart d'entre eux pensaient faire une grande faveur aux Africains; et quelques-uns étaient suffisamment éclairés pour se rendre compte qu'il était possible de concevoir un programme scolaire moins éloigné de la réalité africaine. En 1928, même le ministre français de l'Éducation fut choqué d'apprendre que les Africains apprenaient que les Gaulois, leurs ancêtres, avaient les yeux bleus. À partir des années 1920, la Grande-Bretagne

et la France ont produit des éducateurs coloniaux et des commissions d'éducation qui ont encouragé une plus grande pertinence des programmes d'enseignement en Afrique. Ils ont également avancé des suggestions telles que l'utilisation des langues locales dans les écoles primaires, une plus grande éducation des filles et, en fin de compte, l'orientation de la scolarisation en blanc. Cependant, la nature apparemment progressiste de ces recommandations ne pouvait pas changer le fait que l'éducation coloniale était un instrument au service de la classe capitaliste européenne dans son exploitation de l'Afrique. Tout ce que les éducateurs coloniaux pensaient ou faisaient ne pouvait pas changer ce fait fondamental.

Recommander aux filles africaines d'aller à l'école est plus qu'une simple politique éducative. Elle a d'énormes implications sociales et suppose que la société emploiera utilement la femme instruite. La société capitaliste métropolitaine elle-même n'a pas réussi à libérer les femmes, à leur offrir des chances égales en matière d'éducation ou à leur fournir des emplois responsables à

des taux de rémunération égaux à ceux des hommes. Cela étant, il était illusoire d'imaginer que le système éducatif colonial s'intéresserait sérieusement aux femmes africaines, d'autant plus que les colonialistes auraient dû transformer la conscience sur ce sujet qui était caractéristique des sociétés féodales et pré-féodales. Nulle part l'économie des cultures commerciales ou l'exportation de minerais de base ne prévoyaient des femmes instruites. Comme dans les métropoles capitalistes, on supposait que la fonction publique était réservée aux hommes. Par conséquent, le secteur de l'emploi extrêmement limité dans les colonies n'avait rien à offrir aux femmes instruites et l'éducation moderne restait un luxe avec lequel peu de femmes africaines entraient en contact.

Une autre suggestion progressiste faite par certains éducateurs coloniaux concernait une plus grande scolarisation agricole et technique. Mais une véritable éducation technique était exclue, car le but fondamental de l'économie coloniale ne permettait pas le

développement de l'industrie et des compétences en Afrique. Ce n'est que dans de rares cas, comme au Congo, qu'il y avait une nécessité objective pour des Africains formés techniquement. Dans les derniers stades de la domination coloniale au Congo, l'exploitation minière s'était développée à un point tel qu'il y avait un besoin pratique de compétences techniques rudimentaires étendues parmi les travailleurs africains. Quelques Katangais et autres Congolais ont également reçu une formation technique équivalente au secondaire. De manière assez significative, dans de tels cas, les entreprises privées ont pris l'initiative, car leurs bénéfices étaient en jeu, et les écoles techniques étaient des extensions de leurs processus de production. Cependant, pour la plupart, tous les emplois qualifiés qui devaient être exercés dans le domaine restreint de l'exploitation minière et de l'industrie en Afrique étaient remplis par l'importation d'Européens.

L'agriculture n'était pas pratiquée comme une industrie scientifique, comme en Scandinavie ou en Nouvelle-

Zélande, où les Blancs cultivaient sur une base capitaliste intensive. Comme indiqué précédemment, la production de cultures commerciales en Afrique a été stimulée par les dépenses minimales des Européens et sans injection de nouvelles technologies. Par conséquent, lorsque les conseillers pédagogiques suggéraient une éducation agricole adaptée aux besoins africains, cela signifiait qu'il n'y avait aucun ajout aux connaissances africaines. Dans de nombreuses écoles coloniales, l'agriculture est devenue une apologie d'un sujet. Cela faisait partie de la corvée de l'institution. Les enseignants n'ont reçu aucune éducation agricole et, par conséquent, ils ne pouvaient rien enseigner de scientifique. Les enfants n'acquièrent rien d'autre que le dégoût pour le lourd travail du *shamba* , et en fait, il était utilisé comme une forme de punition.

Les premières commissions de l'éducation accordaient également une haute priorité à la saveur religieuse et morale de l'enseignement - quelque chose qui était en train de disparaître en Europe même. Le rôle de l'Église

chrétienne dans le processus éducatif nécessite évidemment une attention particulière. Les missionnaires chrétiens faisaient autant partie des forces colonisatrices que les explorateurs, les commerçants et les soldats. Il peut y avoir lieu de se demander si, dans une colonie donnée, les missionnaires ont amené les autres forces colonialistes ou vice versa, mais il ne fait aucun doute que les missionnaires étaient des agents du colonialisme au sens pratique, qu'ils se voyaient ou non sous cet angle. L'aventurier impérialiste, Sir Henry Johnston, n'aimait pas les missionnaires, mais il a concédé en les louant que «chaque station missionnaire est un exercice de colonisation».

En Europe, l'Église détenait depuis longtemps le monopole de la scolarité depuis l'époque féodale jusqu'à l'ère capitaliste. À la fin du 19e siècle, cette situation était en train de changer en Europe; mais, en ce qui concerne les colonisateurs européens, l'Église était libre de gérer le système éducatif colonial en Afrique. Les forces et les

faiblesses de cette scolarité étaient en grande partie attribuables à l'Église.

Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'église et de l'école, le personnel de l'église a joué un rôle déterminant dans l'établissement des valeurs à l'époque coloniale. Ils ont enseigné une éthique des relations humaines qui en elle-même pouvait faire appel aux instincts plus fins des Africains, tout comme elle avait auparavant agité d'autres Européens. Bien sûr, il y avait un énorme fossé entre la conduite européenne et les principes chrétiens auxquels ils étaient associés; et, de la part des Africains, il était également vrai que les motifs d'acceptation du christianisme n'avaient souvent rien à voir avec le contenu de la religion. En effet, l'église en tant que source d'éducation était probablement plus attrayante pour de nombreux convertis que l'église en tant que dispensatrice de religion.

Tout ce que l'Église a enseigné à quelque titre que ce soit peut être considéré comme une contribution à

l'éducation formelle et informelle en Afrique coloniale, et ses enseignements doivent être placés dans un contexte social. Le rôle de l'Église était avant tout de préserver les relations sociales du colonialisme, en tant qu'extension du rôle qu'elle jouait dans la préservation des relations sociales du capitalisme en Europe. Par conséquent, l'Église chrétienne a mis l'accent sur l'humilité, la docilité et l'acceptation. Depuis l'époque de l'esclavage aux Antilles, l'Église avait été introduite à la condition qu'elle ne devait pas exciter les esclaves africains avec des doctrines d'égalité devant Dieu. À cette époque, ils apprenaient aux esclaves à chanter que toutes choses étaient lumineuses et belles, et que le maître des esclaves dans son château devait être accepté comme l'œuvre de Dieu, tout comme l'esclave vivant dans une masure misérable et travaillant 20 heures par jour sous le fouet. . De même, en Afrique coloniale, on pouvait compter sur les églises pour prêcher en tournant l'autre joue face à l'exploitation, et elles ont fait passer le message que tout irait bien dans le monde à venir. Seule

l'Église réformée néerlandaise d'Afrique du Sud était ouvertement raciste, mais toutes les autres étaient racistes dans la mesure où leur personnel européen n'était pas différent des autres Blancs qui s'étaient imprégnés de racisme et d'impérialisme culturel à la suite des siècles précédents de contact entre les Européens et les reste du monde.

Au service du colonialisme, l'Église a souvent assumé le rôle d'arbitre de ce qui était culturellement correct. Les croyances ancestrales africaines étaient assimilées au diable (qui était noir de toute façon), et il a fallu très longtemps avant que certains hommes d'église européens acceptent les croyances africaines dominantes comme constituant la religion plutôt que la simple sorcellerie et magie. Cependant, dans son hostilité envers les manifestations culturelles et religieuses africaines, l'Église chrétienne accomplit certaines tâches progressistes. Des pratiques telles que le meurtre de jumeaux et l'épreuve par épreuve étaient désapprouvées par les missionnaires européens, et c'étaient des reflets

d'idées superstitieuses enracinées dans un stade précoce du développement africain, quand quelque chose comme la naissance de jumeaux ne pouvait pas être expliqué scientifiquement, et, par conséquent, fait naître la peur religieuse.

Il est à noter qu'en Afrique de l'Ouest bien avant la ruée coloniale, de nombreux exclus de la société et des personnes qui souffraient de préjugés religieux et sociaux étaient les premiers convertis de l'Église chrétienne. Ce qui était soutenu par une partie de la population s’est heurté à une autre et, au siècle actuel, l’impérialisme culturel de l’Église a suscité une grande opposition. Les coutumes africaines dominantes telles que la polygamie ont été attaquées sans référence à leur fonction socio-économique. Sur la question de la monogamie, les missionnaires chrétiens introduisaient non pas un principe religieux mais plutôt une facette de la société capitaliste européenne. Pour que leur propagande soit couronnée de succès, l'activité européenne devait opérer une transformation des modèles de famille élargie des

sociétés africaines. Cela a été très lent et, dans l'intervalle, de nombreux Africains ont accepté les aspects religieux tout en rejetant les appendices culturels et les missionnaires européens eux-mêmes.

On a beaucoup écrit sur la tendance en Afrique coloniale connue sous le nom de
Mouvement de l'Église indépendante. C'était une tendance à laquelle des milliers de chrétiens africains ont participé en se détachant des églises européennes (en particulier les églises protestantes) et en créant leurs propres lieux de culte sous la direction chrétienne africaine. Les motifs étaient variés. Certaines Églises indépendantes étaient hautement nationalistes, comme celle établie par John Chilembwe qui a dirigé un soulèvement nationaliste armé au Nyasaland (Malawi) en 1917. D'autres se sont développées en réponse aux Africains aspirant à être prêtres ou pasteurs à la discrimination pratiquée contre eux par les missionnaires blancs. . Un facteur constant était le dégoût de la façon dont les Européens ont forcé les Africains à s'identifier

comme Européens. Se révoltant contre ce concept, une église indépendante zoulou a posé la question à la population locale: «Êtes-vous juif ou zoulou? Étiez-vous là quand ils ont crucifié leur Seigneur? Néanmoins, de nombreux Africains en sont venus à accepter le principe déshumanisant de l'aliénation de soi. L'identification africaine avec les Européens (qu'ils soient gentils ou juifs) était un pilier de l'éducation informelle de l'époque coloniale.

En dernière analyse, le principe peut-être le plus important de l'éducation coloniale était celui de l'individualisme capitaliste. Comme de nombreux aspects de la superstructure des croyances dans une société, elle avait à la fois ses côtés négatifs et positifs, considérés historiquement. La bourgeoisie européenne était progressiste lorsqu'elle défendait l'individu contre le contrôle excessif du père dans la famille et contre les règlements collectifs de l'Église et de la société féodale. Cependant, le système capitaliste a ensuite continué à défendre et à protéger les droits des propriétaires

individuels contre les droits de la masse des travailleurs et des paysans exploités. Lorsque le capitalisme a eu son impact sur l'Afrique à l'époque coloniale, l'idée d'individualisme était déjà dans sa phase réactionnaire. Il ne servait plus à libérer la majorité mais plutôt à asservir la majorité au profit de quelques-uns.

Lorsque l'individualisme était appliqué à la terre, cela signifiait que les notions de propriété privée et de transfert de terre par vente devenaient prédominantes dans certaines parties du continent. Beaucoup plus répandue était la nouvelle compréhension selon laquelle le travail individuel devrait profiter à la personne concernée et non à un collectif plus large, tel que le clan ou le groupe ethnique. Ainsi, la pratique du travail collectif et de la répartition sociale égalitaire a cédé la place à des tendances cumulatives. Superficiellement, il est apparu que l'individualisme faisait progresser. Certaines personnes possédaient de grandes *shambas de* café, de cacao ou de coton , et d'autres ont *acquis une* certaine notoriété dans l'administration coloniale grâce à

l'éducation. En tant qu'individus, ils avaient amélioré leur sort et sont devenus des modèles de réussite au sein de la société. Tout modèle de réussite est un modèle éducatif, qui oriente les pensées et les actions des jeunes et des moins jeunes dans la société. Le modèle d'accomplissement personnel sous le colonialisme était vraiment un modèle pour l'effondrement et le sous-développement de la société africaine dans son ensemble.

C'est un mythe courant au sein de la pensée capitaliste que l'individu, par son dynamisme et son travail acharné, peut devenir capitaliste. Aux États-Unis, il est courant de désigner un individu comme John D. Rockefeller comme quelqu'un qui est passé «de haillons à la richesse». Pour compléter la morale de la success story Rockefeller, il serait nécessaire de renseigner les détails sur tous les millions de personnes qui ont dû être exploitées pour qu'un homme devienne multimillionnaire. L'acquisition de richesses n'est pas due uniquement au travail acharné, ou les Africains travaillant comme esclaves en

Amérique et aux Antilles auraient été le groupe le plus riche du monde. L'individualisme du capitaliste doit être comparé au travail dur et sans récompense des masses.

L'idée de l'individualisme était plus destructrice en Afrique coloniale qu'elle ne l'était dans la société capitaliste métropolitaine. Dans ce dernier, on pourrait dire que l'essor de la classe bourgeoise a indirectement profité aux classes ouvrières, en promouvant la technologie et en élevant le niveau de vie. Mais, en Afrique, le colonialisme n’a pas apporté ces avantages - il a simplement intensifié le taux d’exploitation de la main-d’œuvre africaine et a continué d’exporter le surplus. En Europe, l'individualisme a conduit à l'esprit d'entreprise et à l'aventurisme du type qui a mené la conquête européenne du reste du monde. En Afrique, le système scolaire formel et le système de valeurs informel du colonialisme ont détruit la solidarité sociale et encouragé la pire forme d'individualisme aliéné sans responsabilité sociale. Cela a retardé le processus politique par lequel la société a tenté de retrouver son indépendance.

Jusqu'à présent, on a toujours soutenu que le développement est enraciné dans l'environnement matériel, dans les techniques de production et dans les relations sociales découlant du travail des personnes. Il y a ce que l'on appelle des «théories du complot de l'histoire» par lesquelles les événements d'époques entières sont présentés comme étant les intrigues secrètes d'un groupe ou d'un autre. Une telle approche n'est pas à recommander dans l'étude des relations de l'Afrique avec l'Europe. Cependant, en ce qui concerne la politique éducative coloniale, on se rapproche le plus de trouver les éléments d'une planification consciente par un groupe d'Européens pour contrôler le destin de millions d'Africains sur une période de temps considérable qui s'étend dans le futur. La planification de l'éducation coloniale pour l'assujettissement de l'Afrique a été le plus pleinement affichée par les Français, car les politiciens et les administrateurs français avaient l'habitude d'exprimer ouvertement leurs pensées sur l'Afrique. Par conséquent, les propos des colonialistes

français eux-mêmes seront cités ici pour illustrer comment le système éducatif colonial n'a pas laissé au hasard des questions politiques vitales, mais menait consciemment des politiques hostiles à la reprise de la liberté par les peuples africains.

Depuis la période de la ruée impérialiste pour l'Afrique, les dirigeants français se sont rendu compte qu'il était impératif de créer des écoles dans les régions d'Afrique revendiquées par la France, afin que la langue et la culture françaises puissent être acceptées par certains Africains, qui s'identifieraient alors à la France. plutôt que la Grande-Bretagne ou le Portugal ou un autre rival européen. Cela était particulièrement vrai dans les zones frontalières disputées. Eugenne Etienne, ministre français au début de l'ère coloniale, a déclaré que l'extension de la langue française était nécessaire comme «mesure de défense nationale». Dès 1884, l' *Alliance française* est créée en tant qu'instrument de l'impérialisme éducatif et culturel, reconnu et soutenu par le gouvernement français. Les rapports de l' *Alliance française* montrent

clairement qu'ils se considéraient comme une arme de l'impérialisme français, luttant pour que la France puisse se retrancher. Par exemple, l' *Alliance française a* écrit à propos des écoles françaises de Haute-Guinée à la fin du XIXe siècle:

«Ils doivent combattre l'influence redoutable des écoles anglaises de la Sierra Leone dans cette région. La lutte entre les deux langues devient plus intense à mesure que l'on se déplace vers le sud, envahi par les indigènes anglais et par leurs pasteurs méthodistes.

Comme vu précédemment dans le cas du Portugal et de l'Espagne, la diffusion de la langue de la puissance colonisatrice européenne a été considérée comme d'une importance majeure. La Belgique, en revanche, encourage les langues locales comme moyen de division et de retard. Ce n'est que dans le Tanganyika sous la domination allemande qu'il y a eu une réaction positive aux potentialités du swahili en tant que langue

d'enseignement, de sorte qu'il y avait un nouvel élan à cette langue, qui s'était déjà répandue par le commerce, les relations politiques et les contacts personnels.

Outre la langue, le pilier de l'impérialisme culturel dans la plupart des colonies était la religion. L'Église n'a jamais joué un rôle aussi important dans les colonies françaises que dans d'autres parties de l'Afrique colonisées par des pays à prédominance catholique, et les églises protestantes des colonies britanniques ont également eu un rôle beaucoup plus vital que l'église en Afrique française. L'explication est que la révolution bourgeoise française du XVIIIe siècle était plus anticléricale que toute autre révolution bourgeoise,

et l'Église catholique a été complètement séparée du gouvernement en France en 1905, après de nombreuses années de mauvaises relations. Néanmoins, lorsque les Français ont vu que les écoles missionnaires aidaient l'Angleterre à se retrancher en Afrique, le gouvernement français a demandé l'aide de leur propre église catholique pour garantir les intérêts nationaux.

Du point de vue des colonisateurs, une fois les frontières d'une colonie fermement tranchées, le problème majeur restait celui de la conformité africaine dans la mise en œuvre de politiques favorables aux métropoles. Il y a toujours eu recours possible à la force à cette fin, mais il vaut mieux garder la force nue en réserve plutôt que d'être utilisée pour les affaires quotidiennes. Seule l’éducation peut jeter les bases d’une administration coloniale qui fonctionne bien. En premier lieu, il y avait le problème élémentaire de la langue des Européens communiquant avec les Africains. La plupart du temps,

les Européens ont recours à des traducteurs pour passer les commandes, mais on sait que les traducteurs africains saisissent l'opportunité de se promouvoir et de modifier voire saboter les commandes. Il y avait un dicton en Afrique coloniale française selon lequel «la traduction est égale à la trahison», et le seul moyen d'éviter cela était d'enseigner le français à la masse du peuple.

Ensuite, il y avait l'aspect pratique de l'éducation des Africains pour qu'ils deviennent de meilleurs travailleurs, tout comme en Europe les travailleurs recevaient une éducation afin qu'ils soient plus efficaces et produisent un surplus supplémentaire pour les capitalistes. Dans l'Afrique coloniale, la bourgeoisie européenne s'est rendu compte qu'une certaine éducation maximiserait la valeur du travail. Albert Sarrault, un colonial français Ministre, a souligné en 1914 ce qu'il appelait «l'utilité économique de l'éducation des masses (africaines)». Plusieurs années auparavant, les Français avaient fait une déclaration spécifique dans le même sens à Madagascar.

Une ordonnance de 1899 indiquait que le but de la scolarité était

Faire des jeunes malgaches des sujets fidèles et obéissants de France et leur offrir une éducation qui serait industrielle, agricole et commerciale, de manière à ce que les colons et les différents services publics de la colonie puissent répondre à leurs besoins en personnel.

Dans la pratique, il n’était pas nécessaire d’éduquer les masses, car seule une minorité de la population africaine entrait dans l’économie coloniale de telle sorte que ses performances pouvaient être améliorées par l’éducation. En effet, les Français se sont concentrés - (en sélectionnant une petite minorité, qui serait complètement soumise à l'impérialisme culturel français, et qui aiderait la France à administrer ses vastes possessions coloniales africaines. William Ponty, un des premiers gouverneurs généraux de l'Afrique occidentale française, a parlé en termes de formation «d'une élite de

jeunes destinés à aider nos propres efforts». En 1919, Henry Simon (alors ministre des Colonies) a esquissé un programme pour l'enseignement secondaire en Afrique en vue de «faire des meilleurs éléments indigènes des Français complets» .

Les meilleures expressions des implications politiques de la politique éducative coloniale française sont venues dans les années 1930; et, à ce moment-là, certaines actions correspondaient également aux mots. Brevié, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française en 1930, a appelé à l'extension des niveaux supérieurs de l'enseignement primaire pour les Africains «pour nous aider dans notre travail de colonisation». Brevié a été encouragé par le fait que d'ici là était apparue «une élite indigène, dont le zèle pour une culture française approfondie et exclusive est déjà visible». Donc, avec le soutien de l'Inspecteur général de l'éducation, ce gouverneur a ensuite esquissé des plans pour que les étudiants africains fréquentent l'école secondaire, afin de devenir des *cadres* coloniaux . Tout système

sociopolitique a besoin de ses *cadres* . C'était le rôle joué par les classes d'âge les plus jeunes dans les armées de Shaka et c'était le rôle joué par le Komsomol ou les jeunes communistes en Union soviétique. Être un cadre impliquait non seulement une formation pour un travail pratique, mais aussi une orientation politique pour servir d'élément de premier plan dans le système. Les Français et les autres colonialistes l'ont très bien compris. C'est ainsi que Brevié l'a exprimé:

Il ne s’agit en aucun cas simplement de former des lots d’apprentis, de commis et de fonctionnaires en fonction des besoins fluctuants du moment. Le rôle de ces cadres indigènes est beaucoup plus large.

Ce n'est qu'en Afrique du Nord, avec sa forte population de colons blancs, que les Français ont jugé inutile d'encourager une élite locale à diriger les affaires sous la direction de la métropole et du gouverneur; bien que même en Algérie émergent un certain nombre de sujets appelés les *Beni Oui Oui* - littéralement «les hommes du

Oui, du Oui», qui consentent toujours à exécuter les instructions françaises en opposition aux intérêts de la plupart de leurs frères. Un autre aspect clairvoyant de la politique politique française dans le domaine de l'éducation est la manière dont ils ont forcé les fils des chefs à acquérir une éducation. Il s'agit d'une tentative délibérée de capter la loyauté de ces personnes qui détenaient auparavant le pouvoir politique en Afrique indépendante, et c'était une tentative de continuité avec la phase précoloniale. Comme le disent les Français eux-mêmes, en éduquant les fils des chefs traditionnels, «un lien s'établit ainsi entre les cadres indigènes que nous formons et ceux que la communauté indigène reconnaît».

En 1935, une équipe d'éducateurs britanniques visita l'Afrique française, et ils avouèrent avec un mélange de jalousie et d'admiration que la France avait réussi à créer une élite d'Africains à l'image des Français - une élite qui contribuait à perpétuer la domination coloniale française. Dans une plus ou moins grande mesure, toutes les

puissances coloniales ont produit des cadres similaires pour gérer et renforcer leurs empires coloniaux en Afrique et ailleurs.

Après la seconde guerre mondiale, il est devenu évident que la domination coloniale ne pouvait pas être maintenue éternellement sous la même forme en Afrique; L'Asie s'est déjà détachée et l'Afrique agitée. Lorsque la conscience que la fin était en vue s'est généralisée, les puissances métropolitaines se sont tournées vers leurs cadres coloniaux et leur ont remis les rênes de la politique dans une Afrique politiquement indépendante. Il convient de souligner que le choix de la liberté de l'Afrique n'a pas été fait par les puissances coloniales mais par le peuple africain. Néanmoins, le passage du colonialisme à ce que l'on appelle le néocolonialisme comportait un élément de conspiration. En 1960, le Premier ministre britannique de l'époque, Harold Macmillan, a déclaré souvent qu '«un vent de changement soufflait sur l'Afrique». C'était la manière bourgeoise d'exprimer ce que le premier ministre chinois

Chou En-Lai allait bientôt affirmer: à savoir que «l'Afrique était mûre pour la révolution». Afin de retarder ou de détourner la révolution africaine, les puissances colonisatrices se sont tournées vers un groupe qu'elles avaient déjà créé dans un but différent - l'élite des Africains éduqués dans la colonie, parmi lesquels étaient sélectionnés dans la mesure du possible ceux qui étaient les plus aptes à devenir politiques. le leadership, l'administration et l'appareil militaire ont été laissés aux mains de cadres similaires dignes de confiance.

Il y avait quelques Européens clairvoyants qui ont toujours vu que le système éducatif colonial les servirait si et quand l'indépendance politique était retrouvée en Afrique. Par exemple, Pierre Foncin, fondateur de l' *Alliance Française* , affirmait au début de ce siècle qu '`` il faut attacher les colonies à la métropole par un lien psychologique très solide, contre le jour où leur émancipation progressive se termine sous une forme de fédération comme il est probable qu'ils soient et qu'ils restent français dans la langue, la pensée et l'esprit ».

Pourtant, ce sont les Britanniques qui ont d'abord compris qu'ils devaient s'incliner devant l'inévitable et accorder l'indépendance de l'Afrique. Tandis que les Français introduisaient quelques représentants africains dans leur propre Parlement en France afin d'essayer de maintenir les territoires africains liés à la France, les Britanniques commencèrent à se préparer à céder le relais à certains Africains sélectionnés.

Dans les pays capitalistes métropolitains, il y avait (et il y a encore) des écoles d'élite qui assuraient l'essentiel du leadership politique et autre. Les écoles publiques anglaises d'Eton, Harrow, Rugby et Winchester sont bien connues comme terrains d'entraînement de la classe dirigeante britannique, et par de nombreuses autorités, elles sont considérées comme plus importantes que les universités auxquelles les étudiants de ces écoles secondaires vont invariablement. En France, au niveau secondaire, il était et est encore habituel de constater que les étudiants sortant de lieux comme le lycée Louis le Grand et l'Ecole normale supérieure rue d'Ulm sont les

futurs ministres et hauts dirigeants de ce pays. Aux États-Unis, malgré le mythe selon lequel tout le monde peut atteindre le sommet, une forte proportion de la classe dirigeante est allée dans des écoles exclusives comme les écoles privées pour garçons de Groton, St. Paul's, St. Mark's et Philips Exeter.

Dans les conditions africaines, quiconque allait à l'école pendant la période coloniale entrait pratiquement dans l'élite parce que le nombre de personnes bénéficiant de ce privilège même au niveau primaire était si petit. En outre, au sein de chaque colonie, il y avait en général au moins une école secondaire ou un institut supérieur qui jouait le rôle de fournir le personnel politico-administratif de l'Afrique à l'ère de l'indépendance politique. Les noms des ministres et des secrétaires permanents des différents pays africains figurent sur les listes des écoles du Gordon College (Soudan), de l'Alliance High School (Kenya), du King's College Budo (Ouganda), de Tahora. École secondaire (Tanzanie), Livingstonia (Malawi), William Ponty

(Sénégal), Sierra Leone Grammar School, Mfantsipim (Ghana), le
Lycée Gallieni (Madagascar) et quelques autres. En outre, il y avait Makerere, Fourah Bay et Achimota, en tant qu'institutions universitaires ou quasi-universitaires de longue date.

Rétrospectivement, il est maintenant très clair que l'un des aspects les plus significatifs du système éducatif colonial était celui fourni par les forces armées et la police. Les armées coloniales telles que les King's African Rifles, l'Armée libre française et la Force publique congolaise ont produit des sergents qui devinrent plus tard les majors et les généraux de l'Afrique indépendante, et dans plusieurs cas les chefs d'État. Les policiers ont également obtenu une promotion rapide similaire, bien que leur position politique ait été plutôt plus faible que celle de l'armée proprement dite. À l'instar de leurs homologues civils, la future élite policière et militaire a été à une époque formée pour être simplement des assistants de bas niveau des seigneurs

coloniaux; mais une fois l'indépendance en vue, ils ont été jugés par les colonisateurs comme ayant les qualités requises de cadres coloniaux - aptes à faire partie de la classe dirigeante de l'Afrique néocoloniale. Dans quelques cas, les puissances coloniales se sont précipitées vers la fin de la période coloniale pour former quelques Africains dans les institutions métropolitaines supérieures de violence scientifique, notamment l'académie militaire de Sandhurst et l'école de police de Hendon en Grande-Bretagne et l'académie militaire de Saint-Cyr en France. Les quelques-uns qui ont été sélectionnés pour une telle formation sont devenus la crème de l'élite militaire, correspondant aux civils africains qui sont allés à l'université en Afrique ou à l'étranger.

La plupart de ce qui a émergé du système éducatif colonial n’était pas unique. Les systèmes éducatifs sont conçus pour fonctionner comme des accessoires pour une société donnée, et les personnes éduquées des jeunes groupes d'âge transmettent automatiquement

leurs valeurs lorsque leur tour vient de prendre des décisions dans la société. En Afrique, les colonialistes formaient des administrateurs de bas niveau, des enseignants, des sous-officiers, des commis aux réservations de chemins de fer, etc., pour la préservation des relations coloniales; et il n'est pas surprenant que de tels individus reportent les valeurs coloniales dans la période suivant le retour de l'indépendance. Pendant ce temps, les colonialistes ont agi dans la mesure du possible pour s'assurer que les personnes les plus favorables à leur position continuent à diriger les administrations africaines et à assumer de nouveaux pouvoirs politiques et de police d'État. Une telle présentation des événements serait également qualifiée d'unilatérale par de nombreux Européens et Africains. Dans un sens, c'est vrai, et le caractère unilatéral est délibéré. C'est une présentation de ce que le système éducatif colonial a accompli *en termes de ce qu'il s'est fixé de réaliser* . Le revers de la médaille n'est pas le bien auquel on peut attribuer les éducateurs coloniaux, mais

plutôt le bien qui a émergé malgré les efforts et les intentions des colonisateurs et à cause des luttes des peuples africains.

6.4 Développement par contradiction.

Le seul développement positif du colonialisme a été sa fin. Le but de cette section est d'esquisser brièvement comment ce développement s'est produit, avec une référence particulière au rôle du secteur éduqué.

A l'opposé d'une interprétation subjective de ce qui était bon dans le colonialisme d'une part et de ce qui était mauvais d'autre part, il y a l'approche qui suit de près les buts et les réalisations des colonisateurs et les contre-buts et réalisations du peuple africain. Parfois, les Africains étaient simplement limités à manipuler les institutions coloniales du mieux qu'ils pouvaient; mais, en outre, certaines contradictions fondamentales sont apparues au sein de la société coloniale, et elles ne

pouvaient être résolues que par les Africains regagnant leur souveraineté en tant que peuple.

L'analyse basée sur la perception des contradictions est caractéristique du marxisme. Ainsi, les historiens soviétiques abordent la désintégration du colonialisme dans le cadre suivant:

Le colonialisme a entravé le développement des peuples asservis. Pour faciliter l'exploitation coloniale, les impérialistes ont délibérément entravé le progrès économique et culturel des colonies; préservé et restauré des formes obsolètes de relations sociales et fomenté la discorde entre les nationalités et les tribus. Cependant, la recherche de super profits a dicté le développement de l'industrie extractive, des plantations et des fermes capitalistes, ainsi que la construction de ports, de voies ferrées et de routes dans les colonies. En conséquence, des changements sociaux ont eu lieu dans les colonies, indépendamment de la volonté des colonialistes. De

nouvelles forces sociales ont émergé - un prolétariat industriel et agricole, une bourgeoisie nationale et une intelligentsia.

Parmi les différents segments de la population africaine au sein du secteur dit «moderne» produit par l'activité capitaliste, la paysannerie de rente était la plus importante. Les agriculteurs africains de cultures commerciales avaient des griefs profonds contre les colonialistes, centrés sur le bas prix des produits africains et parfois sur l'aliénation des terres. Les salariés agricoles et les travailleurs urbains ont définitivement perdu leurs terres et résistent à l'esclavage salarié. Ils l'ont fait en s'organisant comme le prolétariat européen le faisait depuis sa formation; et, en vertu d'une organisation compacte, les travailleurs africains ont fait sentir leur présence beaucoup plus fortement que leur nombre limité n'aurait pu le justifier autrement. Au final, la prépondérance numérique des paysans et de ceux qui avaient un pied dans le secteur «de subsistance» a été enregistrée dans les partis de masse. Mais, alors que les

paysans dépendaient de révoltes et de boycotts sporadiques pour exprimer leurs griefs, les salariés étaient engagés dans un processus plus continu de négociation, de pétition, de grève, etc.

Le plus petit des groupements sociaux était celui de l'élite éduquée ou de l'intelligentsia. Comme indiqué précédemment, le nombre d'Africains recevant une éducation pendant la période coloniale était si petit que quiconque allait à l'école était privilégié et appartenait à une élite. Il n'y avait que quelques avocats et médecins, principalement concentrés en Afrique du Nord et de l'Ouest. D'une manière générale, l'intelligentsia était composée d'étudiants, de commis et d'enseignants. Le groupe des éduqués chevauchait également celui des dirigeants syndicaux organisés, avec la strate dirigeante africaine traditionnelle, avec les anciens militaires et la police, et avec les commerçants et les artisans indépendants.

Dans l'ensemble, les éduqués ont joué un rôle dans les luttes pour l'indépendance africaine bien disproportionné par rapport à leur nombre, car ils l'ont pris sur eux et ont été appelés à articuler les intérêts de tous les Africains. Ils étaient également tenus de fournir une organisation politique qui combinerait toutes les contradictions du colonialisme et se concentrerait sur la contradiction principale, qui était celle entre la colonie et la métropole.

La contradiction entre les éduqués et les colonialistes n'était pas la plus profonde. Finalement, il était possible aux colonisateurs de se retirer et de satisfaire les aspirations de la plupart des intelligentsia africains, sans en aucun cas soulager la majorité paysanne et ouvrière, qui était la plus exploitée et la plus opprimée. Cependant, si les différences perdurent entre les colonisateurs et les Africains instruits, elles furent décisives.

On a déjà longuement soutenu que l'éducation coloniale atteignait un nombre limité d'Africains, qu'elle était

limitée aux niveaux élémentaires et que son contenu pédagogique et idéologique était de nature à servir les intérêts de l'Europe plutôt que de l'Afrique. Même ainsi, le nombre d'inscrits aurait été beaucoup plus petit, sans les efforts des Africains eux-mêmes. Les possibilités d'école secondaire auraient été plus restreintes, et le contenu idéologique aurait été plus négatif, si l'activité des masses africaines n'était pas en contradiction constante avec les objectifs des colonisateurs européens. Surtout, l'éducation pour un asservissement continu n'a jamais tout à fait atteint son but; et, au contraire, différents niveaux de contradiction sont apparus, conduisant à l'indépendance et, dans certains cas, annonçant une nouvelle époque socialiste à la fin du colonialisme.

S'il y a quelque chose de glorieux dans l'histoire de l'éducation coloniale africaine, ce n'est pas dans les miettes laissées par les exploiteurs européens, mais dans l'immense vigueur déployée par les Africains pour maîtriser les principes du système qui les avait maîtrisés.

Dans la plupart des colonies, il y a eu une période initiale d'indifférence à l'égard de l'éducation scolaire, mais une fois qu'il a été compris que la scolarité représentait l'une des rares voies de progrès au sein de la société coloniale, il est devenu une question d'Africains réclamant et poussant les colonialistes bien plus loin qu'ils ne l'avaient prévu. aller.

Lorsque les Africains se sont donné beaucoup de mal pour entrer dans l'économie des cultures commerciales, cela convenait généralement aux fins capitalistes européennes. Mais les initiatives africaines dans le domaine de l’éducation produisaient des résultats contraires à au moins certains des objectifs de l’exploitation coloniale.

L'éducation en Afrique coloniale française a été évoquée à plusieurs reprises du point de vue de la politique française. Les administrateurs français ont également commenté les efforts africains pour aller au-delà du nombre limité de cadres que les Français avaient à

l'esprit, et que les Français étaient prêts à subventionner par les impôts africains. En 1930, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française rapporta que:

Chaque nouvelle école qui est ouverte est immédiatement remplie à débordement.
Partout, les indigènes dans leur multitude réclament d'être éduqués. Ici, un chef veut sa propre école, alors il la construit; ou encore, un village ou un autre peut proposer de prendre en charge les frais d'aménagement d'une école. Dans certains endroits de la Côte d'Ivoire, les villageois paient les enseignants de leurs propres poches. Nos élèves viennent souvent de distances de 20 à 50 kilomètres.

L'enthousiasme africain à rechercher davantage et l'enseignement supérieur ne se limitait à aucune partie du continent; bien que dans certaines régions, il se soit manifesté à une date antérieure et de manière plus intense. Par exemple, la Gold Coast et la Sierra Leone avaient une tradition d'éducation européenne remontant

au 17ème siècle. Par conséquent, il n'était pas du tout surprenant qu'en 1824, le *Times Educational Supplement ait* déclaré qu'il y avait une demande universelle pour une éducation meilleure et plus complète sur la Gold Coast. C'est la Gold Coast qui a produit JEK Aggrey, cet éminent éducateur et nationaliste africain; et il a enflammé l'imagination des Africains bien au-delà de la Gold Coast, en ce qui concerne l'éducation formelle.

Il existe une corrélation certaine entre le degré d'exploitation coloniale et la quantité de services sociaux fournis. Cela s’applique en particulier à l’éducation, de sorte que les zones urbaines, minières et de cultures commerciales ont un quasi-monopole des écoles. Cela était en partie dû à la politique capitaliste de renforcement de la force de travail des travailleurs, mais c'était aussi la conséquence des efforts déployés par les Africains à l'intérieur de l'économie monétaire. Ils ont exigé l'administration coloniale, et ils ont également fait beaucoup de sacrifices et d'abnégation pour obtenir plus de places à l'école. Ainsi, on constate que les Ibos qui

tiraient des revenus de l'huile de palme ont déployé une part importante de leurs petits revenus dans la construction d'écoles, généralement en association avec l'église. Soit dit en passant, il convient de noter ici que ce qu'on appelait les écoles d'église ou de mission étaient souvent entièrement financées par les Africains. Ils ont payé les cotisations de l'église, ils ont fait des dons pour la moisson de l'église, ils ont parfois contribué à un fonds d'éducation spéciale et ils ont souvent payé les frais de scolarité. Ce schéma était répandu en Iboland, et il n'était pas rare dans d'autres régions de l'Afrique coloniale. L'existence des écoles doit être retracée à travers l'église jusqu'à l'huile de palme et le travail du peuple. En effet, il ne faut pas oublier que les missionnaires, les administrateurs, les colons blancs - le tout - vivaient de la main-d'œuvre et des ressources africaines. Dans les zones de cultures commerciales de l'Afrique britannique, il est également devenu courant d'essayer d'utiliser les commissions des produits agricoles et des institutions similaires pour financer l'éducation. Après tout, les

offices de l'agriculture étaient censés avoir été créés dans l'intérêt des producteurs paysans. Ils se sont concentrés sur l'exportation d'excédents sous forme de réserves en dollars pour la Grande-Bretagne; mais, vers la fin de la domination coloniale à l'époque de l'autonomie gouvernementale, il était trop scandaleux d'éviter de donner aux Africains une petite partie des avantages de leur travail, et ainsi les commissions de production ont été utilisées pour rendre des fonds disponibles pour éducation. Par exemple, en 1953, le Conseil législatif ougandais a voté pour dépenser environ 11 millions de livres du Fonds de stabilisation des prix du coton pour les programmes de protection sociale, l'éducation agricole recevant une part importante.

Parmi ces Africains qui ont fait un peu mieux que leurs frères financièrement, une certaine philanthropie a été exprimée en termes d'aider les enfants africains à aller à l'école. Les archives historiques de l'éducation africaine sous la domination coloniale révèlent certains mésaventures, comme le fait que la première école

secondaire a été créée en Somalie en 1949 non par l'administration coloniale ou à l'initiative de l'Église mais par un commerçant somalien. Bien entendu, on s'attend toujours en Afrique à ce que quiconque est déjà instruit et gagne un salaire contribue à son tour à éduquer au moins un membre de plus de sa famille élargie. C'est précisément parce que sa famille élargie et sa communauté villageoise ont souvent fait des sacrifices pour lui permettre d'être éduqué en premier lieu. Cela est aussi vrai en Mauritanie que dans les réserves de l'Afrique du Sud, et aucun Africain n'aura aucune difficulté à fournir ses propres exemples à cet effet.

Il existe maintenant un certain nombre de biographies d'Africains qui ont pris de l'importance pendant la période coloniale, généralement dans le mouvement pour la reconquête de l'indépendance africaine. Il ressort invariablement de la lecture de telles biographies à quel point il était difficile d'être éduqué à l'époque coloniale. La même conclusion peut être atteinte en lisant le roman africain moderne, car le romancier (en écrivant ce qu'on

appelle la «fiction») se préoccupe de capturer la réalité. Les apologistes du colonialisme parlent comme si l'éducation était un gros repas transmis aux Africains sur un plateau. Ce n'était pas. Les miettes éducatives perdues étaient si petites que les individus se sont précipités pour les chercher; ils ont énormément épargné grâce à de petits revenus et ont envoyé leurs enfants à l'école; et les enfants africains ont parcouru des kilomètres pour aller et revenir de l'école sans y penser.

Mais, outre les sacrifices physiques et financiers, les Africains de certaines colonies ont dû mener une bataille politique pour faire accepter le principe de l'éducation africaine. Les colonies en question étaient celles avec des populations de colons blancs.

Au Kenya, les colons blancs ont clairement indiqué qu'en ce qui les concernait, un Africain sans instruction valait mieux qu'un Africain instruit, et celui qui avait les rudiments de l'éducation était au moins préférable à celui qui avait plus de quelques années de scolarité. Le

rapport Beecher sur l'éducation au Kenya (produit en 1949) a été fortement influencé par les colons blancs, et il déclare franchement:

Les analphabètes ayant la bonne attitude vis-à-vis de l'emploi manuel sont préférables aux produits des écoles qui ne sont pas facilement disposés à accéder à l'emploi manuel.

Parce que les colons blancs étaient proches du centre du pouvoir politique dans le système colonial, ils ont pu appliquer leurs principes à l'éducation au Kenya; et très peu d'éducation est allée aux Africains. En fait, cela signifiait une exception à la règle selon laquelle davantage de services sociaux suivaient une exploitation accrue; mais les Kikuyu (qui étaient les plus exploités au Kenya) n'ont pas accepté la situation passivement. Une ligne d’approche consistait à bombarder le gouvernement colonial de revendications, même si les Africains étaient dans une position beaucoup moins favorable pour le faire que les colons blancs. Les

demandes ont été partiellement couronnées de succès. Le rapport Beecher a concédé à contrecœur quelques écoles aux Africains au niveau primaire et secondaire, en suggérant des places pour 40% des enfants africains au premier cycle du primaire, 10% au deuxième cycle du primaire ou intermédiaire et 1% au niveau secondaire. Mais, en 1960, le nombre d'écoles primaires était le double de ce que les Blancs considéraient qu'il aurait dû être réalisé à cette date, et le nombre d'établissements secondaires était trois fois supérieur à ce que les colons blancs avaient réussi à recommander.

En outre, là où le gouvernement était réticent à construire des écoles ou à subventionner les missionnaires pour le faire avec les impôts africains, il y avait une incitation encore plus grande à traiter directement les questions éducatives. Au Kenya, il y a eu une série de ce que l'on a appelé les écoles indépendantes, comparables aux églises indépendantes,

et, en fait, issues pour la plupart des églises indépendantes. Les écoles indépendantes en 292

Le Kenya a formé deux grandes associations: à savoir, l'Association des écoles indépendantes de Kikuyu et l'Association éducative de Kikuyu Karinga, créée en 1929.

Dans la pratique, tout comme les missions chrétiennes européennes utilisaient les écoles pour attirer les convertis, les Églises indépendantes attachaient une grande importance à la scolarisation. John Chilembwe a fait des efforts remarquables à cet égard, aidé par des frères recrutés parmi les descendants africains aux États-Unis.

La religion musulmane a également été un stimulateur du progrès éducatif pendant la période coloniale. En Afrique du Nord, les musulmans ont souvent jugé nécessaire de canaliser leurs efforts vers des écoles autres que celles construites par les colonialistes. La Société des oulémas réformistes d'Algérie a lancé un vaste programme d'école

primaire en 1936. En 1955, ses écoles primaires accueillaient 45 000 enfants algériens; et, à partir de 1947, la Société dirigea également une grande école secondaire. De même, en Tunisie, une initiative populaire a financé des écoles primaires coraniques modernes, offrant des places à 35 000 enfants, soit l'équivalent d'un enfant sur quatre fréquentant l'école primaire.

Au Maroc, les écoles musulmanes créées par l'effort populaire possédaient la particularité inhabituelle de viser l'émancipation des femmes en ayant un pourcentage élevé de filles bien plus élevé que les écoles publiques. L'administration coloniale française a délibérément omis de mentionner ces écoles dans ses rapports officiels et elle a essayé de cacher leur existence aux visiteurs.

Un autre exemple frappant d'entraide africaine en matière d'éducation est le projet parrainé par le Congrès général des diplômés au Soudan. Fondé par des étudiants, des commerçants et des fonctionnaires en

1937, le Congrès des diplômés s'est lancé dans un programme de construction d'écoles. En quatre ans, 100 écoles ont été ouvertes grâce à des contributions volontaires. Une expérience plus petite mais tout aussi passionnante a été celle de la Bugabo United Schoolboys Association, fondée par deux écoliers à Mwanza, Tanganyika en 1947. Elle visait l'éducation des adultes et a attiré en peu de temps plus de 1 000 personnes de tous âges. Les organisateurs ont mis en place un camp où ils hébergeaient et nourrissaient ceux qui se présentaient, tout en leur transmettant les rudiments de l'alphabétisation.

Lorsque les paysans kikuyu ou les commerçantes Ga ou les bergers kabyles économisaient pour construire des écoles et éduquer leurs enfants, cela n'était pas entièrement conforme à l'objectif des colonialistes, qui voulaient que les paiements des cultures de rente et d'autres fonds en circulation reviennent sous forme de bénéfices aux métropoles par l'achat de biens de consommation. Par conséquent, de si petites manières,

les Africains établissaient un ordre de priorités différent de celui des colonialistes. Cela s'est intensifié au cours des dernières années du colonialisme, lorsque l'éducation a été considérée comme ayant une signification politique à l'ère de l'autonomie gouvernementale.

Ayant reçu un enseignement supérieur en Afrique coloniale en deuxième position

À l'époque de la guerre mondiale, un Africain français pouvait atteindre l'Assemblée française à Paris, tandis qu'un sujet colonial anglais pouvait atteindre l' Assemblée législative locale en tant que membre élu ou nommé. Ces ouvertures étaient absolument dépourvues de pouvoir, et c'étaient des opportunités que seule la moindre poignée pouvait réaliser; mais ils étaient des stimulants, néanmoins, donnant aux Africains l'idée qu'une mobilité verticale considérable accompagnerait l'éducation. En Afrique équatoriale française à la fin des années 1940, c'est le gouverneur africain, Félix Eboué,

qui a été le fer de lance des revendications pour plus d'éducation pour les Africains, et il a réussi dans une certaine mesure à forcer la main de ses maîtres au ministère français des Outre-mer. À la même époque et par la suite, c'est aussi l'effort africain au sein des Conseils législatifs qui a maintenu la question de l'éducation au premier plan. Les Britanniques avaient trié sur le volet quelques Africains instruits et quelques `` chefs '' pour conseiller le gouverneur à l'Assemblée législative.
Assemblée. En général, ils étaient décoratifs comme les plumes sur le casque du gouverneur; mais, sur la question de l'éducation, aucun Africain ne pourrait éviter au moins d'exprimer son mécontentement face à la mauvaise situation.

En fin de compte, d'un point de vue purement quantitatif, les Africains ont poussé les colonialistes et les Britanniques en particulier à accorder plus d'éducation que ce qui était autorisé dans le système colonial, et c'était une contradiction importante et explosive qui a

aidé les Africains à retrouver leur indépendance politique.

Il a été observé que les colonies britanniques avaient tendance à créer un secteur éduqué qui était plus grand que celui que l'économie coloniale pouvait absorber. L'explication de cela réside dans les efforts des peuples africains, même s'il est vrai que les Français ont été plus rigoureux dans le rejet des demandes africaines, et ne respectant leur programme de formation que d'une élite de cadres au service des intérêts français. En fait, dans une colonie comme la Gold Coast, les efforts africains pour réaliser l'éducation allaient sans aucun doute au-delà des chiffres nécessaires au service de l'économie. Gold Coast a été l'une des premières colonies à connaître la «crise des sortants du primaire» ou «le goulot d'étranglement du secondaire». C'est-à-dire que parmi ceux qui quittaient l'école primaire, beaucoup étaient frustrés de ne pas pouvoir trouver de places dans les écoles secondaires, ni de trouver des emplois conformes aux valeurs qu'ils avaient acquises à l'école et en accord

avec la stratification interne de la société africaine provoquée. par le capitalisme.

On dit parfois que Kwame Nkrumah a organisé les analphabètes dans le Parti populaire de la Convention. C'était une accusation faite avec mépris par d'autres Ghanéens éduqués conservateurs, qui pensaient que Nkrumah allait trop loin, trop vite. En réalité, les troupes de choc de la brigade des jeunes de Nkrumah n'étaient pas analphabètes. Ils avaient été à l'école primaire et pouvaient lire les manifestes et la littérature de la révolution nationaliste africaine. Mais, ils étaient extrêmement mécontents parce que (entre autres) ils étaient relativement retardataires sur la scène éducative de Cold Coast, et il n'y avait pas de place dans l'établissement africain restreint de la monoculture du cacao.

Les puissances coloniales visaient à donner un certain niveau d'éducation pour maintenir le fonctionnement du colonialisme; Les Africains par divers moyens ont besoin

de plus d'éducation au niveau inférieur que leur «allocation», et c'est l'un des facteurs qui provoquent une crise profonde et forcent les Britanniques à envisager l'idée de retirer leur appareil colonial de la Gold Coast. Le calendrier de l'indépendance a également été accéléré contre la volonté des Britanniques. Comme chacun le sait, le rétablissement de l'indépendance au Ghana n'était pas seulement une affaire locale, mais une affaire très importante pour l'Afrique dans son ensemble; et il met donc en évidence l'importance d'au moins une des contradictions éducatives dans l'indépendance politique en Afrique.

La colonie de la Gold Coast n'était pas la seule où apparaissait le problème du goulot d'étranglement, en raison de la faible profondeur de la pyramide éducative. Dans la région qui était autrefois la Fédération coloniale de la Rhodésie et du Nyassaland, les éducateurs des années 50 ont commenté la crise des sortants de l'école primaire. Ils ont affirmé avoir eu un surplus de 6 sortants du primaire. Un ensemble de colonies qui éduquaient un

nombre insignifiant d'écoliers africains avait un surplus de sortants du primaire! Tout ce que cela signifiait, c'est que le colonialisme était si en faillite et avait tellement sous-développé l'Afrique qu'il n'avait pas besoin de plus d'une poignée d'éduqués. De plus, les colonialistes avaient assuré à chaque Africain en difficulté que, s'il endurait une éducation missionnaire, il obtiendrait un travail de col blanc et un passeport pour la civilisation; mais, à la sortie de l'école, la jeunesse africaine a trouvé que les promesses étaient fausses. Un sortant du Standard 6 de la Fédération centrafricaine a écrit la lettre suivante à un magazine en 1960:

Après avoir passé la norme 6, j'ai passé toute l'année à la maison parce que je
je ne pouvais trouver de place nulle part pour poursuivre mes études. Au début de cette année, je suis allé chercher du travail mais je n'ai pas réussi à le retrouver, de janvier à aujourd'hui. Si j'avais su que mon éducation aurait été inutile, j'aurais dit à

mon père de ne pas gaspiller son argent en m'éduquant du début à la norme 6.

Il serait assez raisonnable de supposer que l'auteur de cette lettre s'est opposé à la Fédération centrafricaine des colons blancs. Qu'il rationalise ou non consciemment la question, il était tenu d'agir comme le produit des forces contradictoires profondes du colonialisme - forces qui avaient produit le décalage entre la promesse et l'accomplissement, en termes de sa propre vie personnelle.

Parfois, les jeunes qui quittent l'école frustrés peuvent exprimer leurs sentiments de manière non constructive. Par exemple, le problème du goulot d'étranglement dans l'éducation et l'emploi s'est posé en Côte d'Ivoire en 1958; et, dans un contexte de leadership africain confus, la jeunesse d'ivoire
La Côte a décidé que leur ennemi était le groupe de Dahomiens et de Sénégalais employés en Côte d'Ivoire. Cependant, dans l'ensemble, la situation de frustration a

aidé les Africains à percevoir plus clairement que l'ennemi était la puissance coloniale, et elle a donc ajouté une autre plate-forme au mouvement pour la reconquête de l'indépendance africaine.

Les Africains se sont heurtés à la structure coloniale non seulement sur la quantité d'éducation, mais aussi sur la qualité. L'un des principaux sujets de désaccord était l'éducation agricole coloniale, à laquelle il a déjà été fait référence. Les colonialistes semblaient surpris qu'un continent d'agriculteurs rejette l'éducation censée être destinée à élever le niveau de leur agriculture. En effet, certains

Les Africains s'opposent à l'éducation agricole et à d'autres réformes visant à «africaniser» les programmes, pour ce qui semble avoir été des raisons élitistes égoïstes. Par exemple, un Guinéen a exigé qu'il n'y ait pas un seul changement par rapport au programme d'enseignement tel qu'il est utilisé en France métropolitaine. «Nous voulons un cursus métropolitain

et les mêmes diplômes qu'en France, car nous sommes aussi français que les Français des métropoles», a-t-il déclaré. Au Tanganyika, pendant les jours allemands, il y avait aussi des protestations contre la modification du programme éducatif formel et littéraire, car il avait été introduit corps et âme de l'Europe. Un éminent Africain du Tanganyikan, Martin Kayamba, a affirmé que:

ceux qui pensent que l'éducation littéraire ne convient pas aux Africains ignorent le fait de son importance et de son caractère indispensable à toute forme d'éducation, et refusent donc aux Africains les moyens mêmes de progrès.

Des déclarations telles que celles ci-dessus doivent être considérées dans leur contexte correct pour comprendre que la réponse africaine était parfaitement justifiée. Le système de valeurs colonialiste attribuait une faible valeur à l'activité manuelle et une valeur élevée au travail bureaucratique en col blanc. Plus important encore, l'économie coloniale offrait une compensation

discriminante à ceux qui avaient une éducation littéraire ou «livresque», par opposition à ceux qui avaient des compétences manuelles. Il était extrêmement difficile de convaincre un Africain sensé que l'éducation qui l'enverrait à creuser le sol pour obtenir 100 / - à la fin de l'année était plus appropriée que l'éducation qui le qualifiait pour travailler dans la fonction publique pour 100 / - par mois . Lorsque les Européens ont prêché cette sorte de sagesse, les Africains étaient méfiants.

Les Africains se méfiaient beaucoup des impôts à l'époque coloniale. Ils ne voulaient jamais être comptés et ne voulaient pas non plus que leurs poulets soient comptés, car une expérience amère leur avait montré que c'était ainsi que les colonialistes évaluaient les impôts. De même, sur les questions d'éducation, il n'y avait aucune confiance dans les plans coloniaux pour fournir différentes versions de l'éducation, parce que ces plans signifiaient presque invariablement une éducation encore plus inférieure, et qui était plus manifestement destinée à être une éducation pour le sous-

développement. L'exemple le plus extrême d'un système éducatif colonial conçu pour former les Africains à remplir leur rôle `` naturel '' de travailleurs manuels est celui de l'Afrique du Sud, après l'introduction de la loi sur l'éducation bantoue en 1953. Cependant, les tentatives antérieures des Britanniques et des Français la création de ce qu'ils appelaient des «écoles agricoles» ou des «écoles d'initiation» allait dans le même sens que celles qui ont été poursuivies sans pitié depuis par les racistes en Afrique du Sud. L'éducation non littéraire avait l'apparence superficielle d'être plus pertinente pour l'Afrique, mais c'était vraiment une éducation inférieure pour un peuple qui était censé être inférieur afin de lui faire accepter sa propre exploitation et oppression. Comme l'a dit Abdou Moumini, «l'éducation coloniale était une éducation« de taille réduite »». Il offrait, selon les normes européennes, des substituts de faible qualité pour convenir à ce qui était décrit comme la capacité intellectuelle limitée des Africains. En Afrique coloniale française, les diplômes étaient rarement égaux à ceux

des métropoles à des niveaux comparables, et en Afrique orientale britannique, un fonctionnaire a demandé aux éducateurs de garder à l'esprit l'écart entre eux et les `` sauvages crasseux '' que la Grande-Bretagne tentait de civiliser. C'est dans ce contexte que l'enseignement agricole s'est notamment révélé comme un exercice de tromperie.

Par conséquent, la lutte contre les écoles agricoles ou rurales a été l'une des luttes les plus acerbes menées par les nationalistes africains et a contribué à sensibiliser à tous les niveaux de la société africaine, à l'égard de la nature fondamentalement exploitante et raciste du colonialisme. En Afrique occidentale française, par exemple, les écoles agricoles ont été résolument opposées après la dernière guerre et le gouvernement colonial français a dû les abolir. Au Tanganyika et au Nyasa, la confrontation entre les colonialistes et le peuple africain était beaucoup plus grande, car l' opposition à l'éducation agricole était associée à l'opposition aux innovations agricoles coloniales (comme

les terrasses) qui étaient imposées aux gens sans consultation et sans tenir compte des variations conditions dans différentes localités.

En Afrique de l'Est, les Britanniques ont fait quelques efforts déterminés pour introduire ce qu'ils considéraient comme une éducation agricole pertinente. Un projet pilote a eu lieu à Nyakato au Tanganyika, qui consistait à transformer une école secondaire en école agricole en 1930. Il a duré neuf ans avec des tuteurs recrutés en Grande-Bretagne et en Afrique du Sud, mais à la fin, la tentative a échoué en raison des protestations des étudiants et du population de la région. Bien que l'école prétende offrir de nouvelles compétences agricoles, il a été facilement reconnu qu'elle faisait partie d'un programme définissant les «attitudes correctes» et le «lieu naturel» que les Européens jugeaient appropriés pour les autochtones.

Dans les années 40, alors que les Africains cherchaient à changer les caractéristiques du système éducatif, ils

devaient naturellement exiger une voix dans les conseils qui formaient la politique éducative. C'était en soi une revendication révolutionnaire, car les peuples coloniaux sont censés être gouvernés et non participer à la prise de décision. En outre, sur la question de l'élaboration de la politique éducative, les Africains ont non seulement alarmé les administrateurs, mais ils ont foulé aux pieds les cors des missionnaires, qui avaient généralement le sentiment d'avoir hérité de l'éducation à la Partition de l'Afrique. Tous ces affrontements vont dans le sens de la liberté des peuples coloniaux, car à l'arrière-plan se pose toujours la question du pouvoir politique.

Il serait erroné de suggérer que les Africains éduqués ont déménagé avec prévoyance dans l'intention de regagner l'indépendance africaine. Il y en aurait eu très peu qui, dès 1939, se seraient joints au chef Essien de Calabar pour affirmer que:

Sans éducation, il nous sera impossible d'arriver à notre destination, qui est l'indépendance

économique du Nigéria et l'indépendance politique du Nigéria.

Cependant, l'éducation (à la fois formelle et informelle) était une force puissante qui a transformé la situation dans l'Afrique d'après-guerre de manière à apporter l'indépendance politique à la majeure partie de l'Afrique colonisée en deux décennies.

Il y avait aussi quelques Européens qui prévoyaient ce qu'on appelait les «dangers» de donner aux Africains une éducation moderne: à savoir, la possibilité qu'elle mène vers la liberté. Certes, les Européens n'étaient pas du tout satisfaits des écoles qui étaient de type européen, mais qui n'étaient pas sous contrôle colonialiste direct. Par exemple, les écoles indépendantes du Kenya n'étaient pas appréciées par les colons blancs de cette colonie et par d'autres Européens en dehors du Kenya. Un rapport de mission catholique du Tanganyika voisin en 1933 a mis en garde contre le fait de permettre aux Africains du

Tanganyika de créer des écoles contrôlées par eux-mêmes. Il a noté que:

Les écoles indépendantes causent des difficultés au Kenya. Ces écoles peuvent facilement devenir des foyers de sédition.

Lorsque la guerre de Mau Mau pour la terre et la libération a éclaté au Kenya, l'une des premières mesures prises par le gouvernement britannique a été de fermer les 149 écoles de la Kikuyu Independent Schools Association, 21 écoles de la Kikuyu Karinga Education Association et 14 autres écoles indépendantes. . Ils étaient considérés comme des `` terrains d'entraînement à la rébellion '' - un terme qui reflète essentiellement la peur exprimée dans le rapport de mission catholique qui vient d'être cité. Les Européens savaient assez bien que s'ils ne contrôlaient pas l'esprit des Africains, ils cesseraient bientôt de contrôler les gens physiquement et politiquement.

De même, en Afrique du Nord, la puissance coloniale française et les colons blancs ou colons n'ont pas eu la bonté de fréquenter les écoles d'entraide des Algériens et Tunisiens colonisés. Le but des écoles créées par la Société des oulémas réformistes en Algérie était d'être modernes et scientifiques, mais en même temps de présenter l'apprentissage dans le contexte de la culture arabe et algérienne. Les élèves des écoles Ulema ont commencé leurs cours en chantant ensemble:

L'arabe est ma langue, l'Algérie est mon pays, l'islam est ma religion .

Il n'est donc pas étonnant que les colonialistes s'en prennent aux élèves et aux parents et prennent des mesures répressives au motif que ces écoles sont également des foyers de sédition.

Les missionnaires ont demandé le contrôle des écoles, parce que c'était l'une de leurs cartes de visite pour l'Église elle-même et parce qu'ils se considéraient comme des experts du côté de l'impérialisme culturel (qu'ils

appelaient «civilisateur»). Cependant, il y avait d'autres Européens à l'intérieur et à l'extérieur des colonies qui étaient absolument opposés aux écoles - qu'ils soient chrétiens, indépendants, gouvernementaux ou islamiques. Partant d'une position raciste, ils ont affirmé qu'offrir une éducation aux Africains était comme jeter des perles devant les porcs. Certaines des expressions les plus violentes du racisme étaient dirigées contre des Africains instruits. Depuis l'époque d'individus comme Lord Lugard jusqu'à l'époque des derniers administrateurs coloniaux comme Sir Alan Burns, de nombreux colonialistes ont fait preuve d'hostilité envers les Africains instruits. Les Africains instruits rendaient les colonialistes extrêmement inquiets, car ils ne se conformaient pas à l'image que les Européens aimaient entretenir du «sauvage africain préservé».

Mais, si l'on va au vif du sujet, on peut discerner que les racistes blancs. ne croyait pas sérieusement que les Africains ne pouvaient pas maîtriser les connaissances alors en possession des Européens. Au contraire, le

témoignage d'Africains instruits était devant leurs yeux; et les colons blancs craignaient surtout que, s'ils en avaient l'opportunité, beaucoup trop d'Africains maîtriseraient trop complètement le savoir bourgeois blanc. De tels Africains refuseraient donc de travailler comme ouvriers agricoles 12 / - par mois; ils concurrenceraient les Européens dans les catégories semi-qualifiées et qualifiées; et surtout ils voudraient se gouverner eux-mêmes.

Dans les archives du colonialisme, il n'est pas rare de rencontrer le type de remarque suivant:

Quel besoin y a-t-il pour éduquer les indigènes?
Vous leur donnerez les armes pour vous détruire!

En un sens, ces Européens n'étaient que des rêveurs, car donner une éducation aux Africains n'était pas une option qui aurait pu être évitée; c'était une nécessité objective pour maintenir le fonctionnement du colonialisme. PE Mitchell, qui devint plus tard gouverneur

de l'Ouganda, fit remarquer en 1928 que `` le *regrette qu'il soit possible* , aucun directeur de l'éducation ne peut résister à la demande de commis, de charpentiers, de cordonniers et ainsi de suite formés aux méthodes européennes pour répondre aux besoins européens. Ces hommes ne sont pas formés pour s'intégrer à n'importe quel endroit de la vie de leur propre peuple, mais pour répondre aux besoins économiques d'une race étrangère ». Dans le même temps, l'éducation disponible était également une conséquence des actions irrépressibles du peuple africain, qui espérait progresser au sein du système étranger. Ainsi, les Européens qui étaient absolument opposés à l'éducation des Africains ne comprenaient pas les contradictions de leur propre société coloniale. Mais dans un autre sens, ils défendaient les intérêts du colonialisme. Premièrement, malgré tout ce que les colonialistes ont essayé, ils n'ont pas réussi à façonner l'esprit de tous les Africains qu'ils ont éduqués dans les écoles. Les exceptions étaient celles qui allaient s'avérer les plus dangereuses pour le

colonialisme, le capitalisme et l'impérialisme. Et deuxièmement, les Africains les plus timides et les plus soumis à un lavage de cerveau entretenaient une certaine forme de désaccord avec les colonialistes; et, dans la poursuite de leur propre groupe ou de leurs intérêts individuels, l'élite éduquée a contribué à révéler et à saper la structure de la domination coloniale.

En gardant à l'esprit la distinction ci-dessus, on peut considérer à la fois les contradictions qui se sont produites entre les colonisateurs et les Africains instruits dans leur ensemble, et celles qui se sont produites entre les colonisateurs et des individus particuliers parmi les Africains instruits.

Comme on l’a déjà noté, l’insuffisance des installations scolaires et des emplois inadéquats étaient les plaintes soulevées par les échelons inférieurs de ceux qui avaient été éduqués en Afrique pendant la période coloniale. Ceux qui fréquentent l’école secondaire ou les établissements d’enseignement supérieur trouvent peu

d’accès à des postes rémunérateurs et responsables, car ils sont destinés à occuper les échelons inférieurs de l’administration civile et commerciale. Après avoir travaillé pendant vingt ans, un Africain dans la fonction publique aurait eu beaucoup de chance d'être devenu «chef de bureau», ou dans la police d'être devenu sergent. Pendant ce temps, pour ajouter l'insulte à la blessure, tout Européen faisant le même travail qu'un Africain obtenait un salaire plus élevé; et les Blancs qui étaient moins qualifiés et moins expérimentés étaient placés au-dessus des Africains, qui faisaient le travail pour lequel leurs supérieurs étaient payés. Dans la fonction publique coloniale, être Européen suffisait. Peu importe que le Blanc soit ignorant et stupide, il serait assuré de toucher un gros salaire et de bénéficier de larges privilèges. Le leader de la Guinée-Bissau, Amilcar Cabral, a donné un exemple de ce type:

J'étais agronome travaillant sous un Européen dont tout le monde savait qu'il était l'un des plus gros idiots de Guinée; J'aurais pu lui apprendre son

métier les yeux fermés mais c'était lui le patron: c'est quelque chose qui compte beaucoup, c'est la confrontation qui compte vraiment.

Les questions telles que les salaires, les promotions, les congés, les indemnités, etc. étaient celles qui présentaient un intérêt primordial pour la plupart des associations de fonctionnaires africains et des associations de protection sociale ou «d'amélioration». Il ne devrait y avoir aucune illusion concernant le facteur de l'intérêt personnel. Mais leurs plaintes étaient justifiées par le décalage entre leur niveau de vie et celui des expatriés blancs ou des colons, ainsi que par l'idéologie de la bourgeoisie même qui avait colonisé l'Afrique. Le processus éducatif avait doté quelques Africains d'une compréhension de la communauté internationale et de la démocratie bourgeoise, et il y avait un écart de crédibilité très insatisfaisant entre les idéaux de la démocratie bourgeoise et l'existence du colonialisme en tant que système qui nie la liberté. Inévitablement, les éduqués ont commencé à graviter

dans le sens des revendications d'indépendance nationale, tout comme les Indiens éduqués l'avaient fait beaucoup plus tôt sur le sous-continent indien.

Selon des sources officielles espagnoles, on dit que le système scolaire en Guinée espagnole a réalisé tout ce que les colonisateurs attendaient de lui. Il a produit les Africains requis qui aimaient les Espagnols plus que les Espagnols ne s'aiment eux-mêmes, mais il n'a produit aucun opposant au régime colonial. Ii est difficile de croire la vérité d'une telle affirmation; et les Espagnols ont bien veillé à ce que personne de l'extérieur n'ait vent de ce qu'étaient les choses dans les petites colonies espagnoles en Afrique. Cependant, s'il était vrai que le système éducatif colonial en Guinée espagnole n'a créé que des Africains blanchis à la chaux conformément au plan, alors cela représenterait une exception exceptionnelle à la règle générale. Partout où des preuves suffisantes sont disponibles, elles montrent que l'impérialisme culturel de l'éducation coloniale a réussi dans une large mesure, mais n'a jamais été entièrement

réussi. Il a produit *selon le plan de* nombreux «Kikuyu fidèles», «capicornes», «anglophiles», «francophiles», MBE, etc. mais il a aussi produit malgré lui ces Africains que les colonialistes appelaient «parvenus», «mécontents», «agitateurs», «communistes», «terroristes», etc.

Du point de vue des colonialistes, les problèmes ont souvent commencé avec les étudiants africains avant qu'ils aient terminé leurs études. Le Soudan, par exemple, a une histoire de manifestations étudiantes nationalistes; et Madagascar était remarquable à cet égard. Dès les premières années de ce siècle, un mouvement étudiant politisé se développait à Madagascar, malgré les mesures spécifiques prises par deux gouverneurs français. En 1816, les étudiants malgaches avaient organisé la société Vy Vato, cherchant à expulser les Français. Lorsque le Vy Vato a été découvert, les étudiants ont été brutalement réprimés. Cependant, comme cela arrive souvent, les étudiants se sont inspirés du martyre de leurs camarades, et ils ont

refait surface à une date ultérieure sur la scène nationaliste.

Les étudiants qui ont été emmenés dans les universités des métropoles étaient les plus favorisés et les plus choyés des Africains sélectionnés par les seigneurs coloniaux blancs pour s'européaniser; et pourtant ils ont été parmi les premiers à argumenter vocalement et logiquement que la liberté, l'égalité et la fraternité dont ils ont été enseignés devraient s'appliquer à l'Afrique. Les étudiants africains en France dans les années d'après-guerre ont été soigneusement placés dans les rangs du corps étudiant national français alors conservateur, mais ils se sont rapidement rebellés et ont formé la Fédération des étudiants d'Afrique noire (FEANF), qui s'est affiliée au communiste.

Union internationale des étudiants. En Grande-Bretagne, les étudiants africains ont formé diverses organisations ethniques et nationalistes et ont participé au mouvement panafricain. Après tout, la plupart d'entre eux ont été

envoyés là-bas pour étudier la Constitution britannique et le droit constitutionnel, et (pour ce qu'il vaut) le mot «liberté» apparaît assez souvent dans ces contextes!

Les fascistes qui dirigeaient les Africains à certains moments de l'époque coloniale ont essayé d'éviter complètement les idéaux démocratiques bourgeois. Par exemple, alors que les fascistes italiens étaient en charge de la Somalie entre 1922 et 1941, ils ont enlevé des manuels d'histoire toutes les références à
Mazzini et Garibaldi, deux principaux dirigeants de l'aile démocratique de la
Mouvement nationaliste italien du 19e siècle. Pourtant, les greffiers et
Les sous-officiers qui ont reçu cette éducation sont néanmoins entrés dans la Ligue de la jeunesse somalienne et se sont battus pour l'indépendance à la tête des forces populaires.

Le fait est qu'il n'était pas vraiment nécessaire de se faire une idée de la liberté à partir d'un livre européen. Ce que

l'Africain instruit a tiré de la scolarité européenne était une formulation particulière du concept de liberté politique. Mais il n'en fallait pas beaucoup pour susciter une réponse de leur propre tendance instinctive à la liberté; et, comme il vient d'être noté dans le cas de la Somalie, cette tendance universelle à rechercher la liberté s'est manifestée chez les Africains même lorsque les mesures les plus prudentes ont été prises pour l'éteindre.

Il n'y avait pas de secteur de la vie coloniale dans lequel des Africains instruits apparaissaient et restaient entièrement fidèles aux colonialistes. Les enseignants étaient censés avoir été imprégnés de la culture de la domination, afin de la transmettre à d'autres Africains; mais, à la fin, beaucoup d'entre eux se sont tenus à l'avant-garde des mouvements d'indépendance nationale. Les prêtres et les pasteurs africains étaient censés avoir été les fidèles serviteurs de Dieu et ses lieutenants européens, mais l'église a donné naissance au Nyassaland à John

Chilembwe, dès la première guerre mondiale. Peu de temps après, au Congo, lorsque Simon Kimbangu a fondé son Église indépendante, il a en fait menacé les colonialistes d'introduire le bolchevikisme!

Il est particulièrement intéressant de noter que les colonialistes ne pouvaient être sûrs de la loyauté de leurs troupes africaines. On a déjà soutenu que l'armée et la police étaient des institutions éducatives et socialisantes destinées à perpétuer le pouvoir et les valeurs colonialistes et capitalistes. Le nombre de vétérans birmans et indochinois qui sont retournés sur le continent pour appliquer loyalement les politiques de la Grande-Bretagne et de la France, respectivement. Le colonel Bokassa de la République centrafricaine et le colonel Lamizana de la Haute-Volta fournissent deux exemples remarquables, tous deux étant passés de la lutte contre les Vietnamiens à un point où ils sont prêts à dialoguer avec l'État d'apartheid fasciste d'Afrique du Sud. Cependant, les soldats de retour ont également joué un rôle très positif dans les luttes pour l'indépendance

nationale après les deux guerres. Et, parfois, vers la fin du régime colonial, les troupes et la police africaines se sont mutinées, comme au Nyassaland en 1959.

Les syndicalistes africains sont également allés à «l'école» sous le colonialisme. Au début, l'organisation et l'activité du petit secteur salarié en Afrique dérangeaient beaucoup les colonialistes. Leur désir initial était d'écraser la dissidence des travailleurs et (quand cela semblait peu probable de réussir) de la coopter et de la guider sur des canaux «acceptables».

Le British Trade Union Council a parrainé un certain nombre de syndicats africains et a tenté de les amener à accepter une séparation rigide entre les questions industrielles (telles que les salaires et les heures de travail) et les questions politiques. Mais, dans ce contexte, le TUC agissait au nom de la bourgeoisie britannique, et il n'a pas réussi à retenir la classe ouvrière en Afrique. Les travailleurs africains ont pu comprendre qu'il n'y avait pas de différence entre les employeurs

privés et l'administration coloniale. En effet, l'administration coloniale était elle-même l'un des plus gros employeurs, contre qui les travailleurs avaient de nombreuses accusations. Par conséquent, dans les années 40 et 50, il était courant d'avoir des grèves spécifiquement liées à la lutte pour l'indépendance, notamment sur la Gold Coast, au Nigeria et au Soudan.

La contradiction entre ouvriers français et ouvriers africains dans les colonies françaises a émergé sous une forme très aiguë. Le mouvement syndical français (et notamment l'Union communiste, la CGT) a insisté sur le fait que
Les Africains ne devraient pas avoir de syndicats séparés, mais devraient être membres de syndicats français - comme tous les autres travailleurs français. Cet arrangement a soutenu la fiction politique juridique selon laquelle des endroits comme le Dahomey et les Comores n'étaient pas des colonies, mais simplement la partie d'outre-mer de la France. Sekou Touré de Guinée a été l'un des premiers à rompre avec le patronage des

syndicats français et à créer un syndicat africain indépendant. Ce faisant, Sekou Touré a clairement indiqué que la contradiction principale de la situation coloniale était celle entre les peuples colonisés d'une part et la nation colonisatrice d'autre part. Tant que les ouvriers africains restent colonisés, ils doivent se considérer d'abord comme *des* ouvriers *africains* , plutôt que comme des membres d'un prolétariat international. Cette interprétation, tout à fait conforme à la réalité, a conduit le mouvement syndical à assumer un rôle hautement politisé et nationaliste en Afrique occidentale française. C'était un exploit qui a vaincu le chauvinisme des ouvriers français blancs ainsi que les intérêts de classe de la bourgeoisie française.

L'attitude de la classe ouvrière métropolitaine blanche envers ses homologues africains a été influencée par les valeurs racistes dominantes de la société capitaliste. En effet, le facteur raciste a accentué la contradiction principale entre les colonisateurs et les colonisés. Des méthodes et des mesures racistes discriminatoires ont

été trouvées dans chaque colonie - avec des degrés variables d'ouverture ou d'hypocrisie. Parfois, le racisme blanc était vicieux et à d'autres moments il était paternaliste. Cela ne reflétait pas nécessairement non plus la volonté de l'Europe d'exploiter économiquement les Africains. En Rhodésie du Sud, la discrimination raciale était étroitement liée au fait que les colons blancs conservaient leur emploi et les terres volées; mais quand un inspecteur blanc semi-alphabétisé a insulté un Sierra-Léonais instruit que l'on peut qualifier de «gratuit». Le racisme, dans un tel contexte, met en fait en péril l'exploitation économique et n'est que la manifestation de préjugés qui se sont accrus au fil des siècles.

La contradiction raciale s'étendait bien au-delà des côtes de l'Afrique, en raison de l'antécédent historique de la traite des esclaves. Il n'est pas du tout surprenant que les idées panafricaines aient été exprimées avec la plus grande force par des Antillais comme Garvey et Padmore et des Nord-Américains comme WEB Dubois et Alpheus Hunton. Ces individus avaient tous été éduqués dans le

cadre de la structure capitaliste internationale d'exploitation sur la base de la classe et de la race. Ayant réalisé que leur statut inférieur dans les sociétés américaines était conditionné par le fait d'être noirs et la faiblesse de l'Afrique, les panafricanistes ont été contraints de traiter le problème central de l'exploitation et de l'oppression du continent africain par l'Europe. Inutile de dire que les puissances métropolitaines n'auraient jamais pu prévoir que leur humiliation de millions d'Africains dans le Nouveau Monde finirait par rebondir et aider l'Afrique à s'émanciper.

Le processus par lequel l'Afrique a produit une trentaine d'États souverains était extrêmement complexe, caractérisé par un jeu de forces et de calculs de la part de divers groupes d'Africains, de la part des puissances coloniales et de la part des groupes d'intérêt à l'intérieur. les métropoles. L'indépendance africaine a été affectée par des événements internationaux tels que la Seconde Guerre mondiale, la montée de l'Union soviétique, l'indépendance de l'Inde et de la Chine, le mouvement de

libération du peuple en Indochine et la conférence de Bandung. Sur le continent africain lui-même, la `` théorie des dominos '' a opéré, de sorte que la réémergence de l'Égypte sous Nasser, l'indépendance précoce du Ghana, du Soudan et de la Guinée, et les guerres nationalistes au Kenya et en Algérie ont toutes contribué à renverser les colonies qui est resté debout. Cependant, il faut souligner que le mouvement de rétablissement de l'indépendance a été *initié* par le peuple africain; et, quel que soit le degré de réalisation de cet objectif, la force motrice du peuple doit être prise en compte.

Lors d'une conférence organisée par les Français à Brazzaville en 1948 (et présidée par le général de Gaulle), il a été explicitement déclaré que «l'établissement, *même dans un avenir lointain* , de l'autonomie dans les colonies est à éviter». Comme on le sait, les Français ont finalement envisagé l'idée de concéder l'indépendance aux peuples africains après avoir reçu une leçon salutaire du peuple algérien. De plus, lorsque la Guinée a choisi l'indépendance en 1958 plutôt que d'accepter d'être

définitivement un marchepied pour la France, les administrateurs français sont littéralement devenus fous et se sont comportés comme des cochons sauvages avant de quitter la Guinée. Ils ne pouvaient tout simplement pas faire face à l'idée de l'indépendance africaine.

Hormis les Portugais, les Belges étaient les colonialistes les plus réticents à se retirer face au nationalisme africain. En 1955, un professeur belge proposa l'indépendance du Congo dans trente ans, et il était considéré comme un radical! Bien sûr, le Congo s'est avéré être l'un des endroits où l'impérialisme a réussi à détourner la révolution africaine. Mais, l'ordre des événements doit encore être considéré. D'abord, c'est l'intensité des revendications congolaises et africaines qui a rendu l'indépendance pensable, pour les Belges; et, deuxièmement, c'était précisément la force et le potentiel du mouvement nationaliste sous Lumumba qui ont forcé les impérialistes à recourir au meurtre et à l'invasion.

Les Britanniques insistent beaucoup sur le fait qu'ils ont concédé l'idée de l'autonomie gouvernementale immédiatement après la dernière guerre; mais l'autonomie gouvernementale était un long cri depuis l'indépendance, et la notion de former les gens à l'indépendance n'était rien d'autre qu'un gadget politique. Lady Margery
Perham, véritable voix du colonialisme condescendant, a admis que le calendrier d'indépendance du Colonial Office devait être abandonné face au peuple africain mobilisé. D'ailleurs, même les dirigeants africains n'ont jamais espéré atteindre la souveraineté nationale aussi rapidement qu'ils l'ont fait, jusqu'à ce que les partis de masse commencent à rouler comme des rochers sur une colline.

Le fait que cette analyse se soit concentrée sur le rôle des Africains instruits dans les mouvements d'indépendance ne vise pas à nuire à l'activité vitale des larges masses africaines, y compris le sacrifice de la vie et de l'intégrité physique. En bref, il suffit de dire que le peuple africain,

en tant que collectif, avait bouleversé les plans des colonialistes et s'était précipité vers la liberté. Une telle position peut sembler être un simple renouveau d'une certaine vision rose et romantique de l'indépendance africaine qui était populaire au début des années 1960, mais, au contraire, elle est pleinement consciente de la piètre réalité de l'Afrique néocoloniale. Il faut affirmer (d'un point de vue révolutionnaire, socialiste et centré sur le peuple) que même «l'indépendance du drapeau» représentait une évolution positive du colonialisme.

Sécuriser les attributs de la souveraineté n'est qu'une étape dans le processus de rétablissement de l'indépendance africaine. En 1885, lorsque l'Afrique était politiquement et juridiquement divisée, les peuples et les politiques avaient déjà perdu beaucoup de liberté. Dans ses relations avec le monde extérieur, l'Afrique avait perdu une part considérable du contrôle de sa propre économie, depuis le XVe siècle. Cependant, la perte de souveraineté politique au moment de la Scramble a été décisive. Par le même raisonnement, il est clair que la

reprise de la souveraineté politique dans les années 1960 constitue une première étape incontournable pour retrouver le maximum de liberté de choix et de développement dans tous les domaines.

En outre, la période de révolution nationaliste a donné naissance à certaines tendances idéologiques minoritaires, qui représentent les racines du développement futur de l'Afrique. La plupart des dirigeants africains de l'intelligentsia et même du mouvement ouvrier étaient franchement capitalistes et partageaient pleinement l'idéologie de leurs maîtres bourgeois. Houphouët Boigny fut jadis qualifié de «communiste» par les colonisateurs français! Il se défendit vigoureusement contre cette fausse accusation en 1948:

Nous avons de bonnes relations avec le Parti communiste (français), c'est vrai. Mais il est évident que cela ne signifie pas que nous sommes nous-mêmes communistes. Peut-on dire que moi,

Houphouët-Boigny - chef traditionnel, docteur en médecine, grand propriétaire, catholique - peut-on dire que je suis communiste?

Le raisonnement d'Houphouët-Boigny s'appliquait à tant d'autres dirigeants africains de l'époque de l'indépendance. Les exceptions étaient ceux qui rejetaient complètement la vision du monde du capitalisme ou du moins s'en tenaient honnêtement à ces principes idéalistes de l'idéologie bourgeoise comme la liberté individuelle - et, par l'expérience, ils pouvaient se rendre compte que les idéaux restaient des mythes dans une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. De toute évidence, tous les dirigeants de type non conformiste s'étaient développés en contradiction directe avec les objectifs de l'éducation coloniale formelle et informelle; et leurs différends avec les colonisateurs étaient trop profonds pour avoir été résolus simplement par «l'indépendance du drapeau».

L'indépendance africaine a été accueillie avec faste, cérémonie et une résurgence de la musique et de la danse traditionnelles africaines. «Un nouveau jour s'est levé», «nous sommes au seuil d'une nouvelle ère», «nous sommes maintenant entrés dans le royaume politique» - telles étaient les phrases du jour, et elles se sont répétées jusqu'à devenir des clichés. Mais on ne peut pas dire que tous les allers-retours de Cotonou à Paris et de Londres à Lusaka et tous les abaissements et hausses de drapeaux étaient dénués de sens. Le retrait de l'appareil militaire et juridique directement contrôlé des colonisateurs était essentiel avant que de nouvelles alternatives puissent être posées en matière d'organisation poétique, de structure sociale, de développement économique, etc.

Les questions ci-dessus ont été soulevées le plus sérieusement par la minorité de dirigeants africains qui s'étaient individuellement engagés dans une voie de développement non capitaliste dans leur mode de pensée; et les problèmes ont été considérés dans le

contexte des inégalités et des contradictions non seulement entre l'Afrique et l'Europe mais aussi à l' *intérieur de l'* Afrique, comme une réflexion de quatre siècles d'esclavage et d'un siècle de colonialisme. En ce qui concerne la masse des paysans et des travailleurs, la suppression de la domination étrangère manifeste a en fait ouvert la voie à une appréciation plus fondamentale de l'exploitation et de l'impérialisme. Même dans des territoires comme le Cameroun, où les impérialistes écrasaient brutalement les paysans et les ouvriers et installaient leur propre marionnette éprouvée, des progrès avaient été faits dans la mesure où les masses avaient déjà participé à essayer de déterminer leur propre destin. C'est l'élément de l' *activité consciente* qui signifie la capacité de faire l'histoire, en s'attaquant à l'héritage des conditions matérielles objectives et des relations sociales.

Bref guide de lecture

La domination coloniale a généré une grande quantité de documents écrits qui peuvent servir de base à la reconstruction historique. Même le non-spécialiste de l'histoire africaine serait bien avisé de se pencher sur certaines sources originales, telles que les données compilées par Lard Hailey. Abordés avec soin, plusieurs des textes anthropologiques fournissent également des informations et des aperçus concernant les changements détaillés des structures sociales africaines.

Mais surtout, les générations qui ont souffert sous le colonialisme sont toujours les dépositaires vivants de l'histoire du continent. La connaissance collective du peuple africain issue de l'expérience est la base la plus authentique de l'histoire de la période coloniale. Malheureusement, une grande partie de cette expérience n'est pas encore écrite, mais des aperçus peuvent être tirés des biographies d'éminents Africains tels que Namdi Azikiwe, Kwame Nkrumah, Oginga Odinga

et Kenneth Kaunda, ainsi que des écrits politiques de ces dirigeants et d'autres - notamment
Mwalimu Nyerere et Sekou Touré. Les livres de Padmore et Hunton mentionnés dans la littérature du chapitre 5 sont encore plus pertinents dans ce contexte.

Jack Woddis, *Afrique, les racines de la révolte* .

Jack Woddis, *Afrique, le Lion se réveille* .

Gann et Duignan, *le fardeau de l'empire.*

Le premier auteur et ses œuvres sont bien connus pour soutenir la position anti-coloniale africaine. Le deuxième exemple est une interprétation colonialiste qui offre un contraste.

Sloan and Kitchen, *L'Africain instruit* .

Abdou Moumini, *Education en Afrique* .

Pour les données, le premier livre est utile. Du point de vue de l'analyse, le livre de Moumini est superbe.

Franz Fanon, *peaux noires, masques blancs.*

Franz Fanon, *les misérables de la terre.*

Franz Fanon, *Vers la révolution africaine.*

Ces études sont uniques en ce qu'elles révèlent les aspects psychologiques de l'esclavage et de la colonisation pour les Africains, que ce soit dans les Amériques ou sur le continent africain. Fanon n'a pas d' égal dans l'analyse des dernières étapes du colonialisme africain et de l'avènement du néo-colonialisme.

Table des matières

Marxisme et anti-impérialisme en Afrique

MIA : Sujets : Afrique : Walter Rodney:

Travaux

Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique , 1973

Marxisme et anti-impérialisme en Afrique

http://www.marxists.org/subject/africa/rodney-walter/index.htm [22/08/05 11:14:41 AM]

MIA : Sujets : Afrique:

Marxisme et anti-
L'impérialisme en Afrique

Kwame Nkrumah (1909-1972)

Biographie

Le socialisme africain revisité , 1967 Archives des œuvres

Govan Mbeki (1910-2001)

Biographie

Archive des oeuvres

Brian Bunting (1920-)

Biographie

Archive des oeuvres

Baruch Hirson (1921-1999)

Biographie

Archive des oeuvres

Julius Nyerere (1922-1999)

Biographie

Archive des oeuvres

Amilcar Cabral (1924-1973)

Biographie

L'arme de la théorie , octobre 1966

Frantz Fanon (1925-1961)

Biographie

Archive des oeuvres

Patrice Lumumba (1925-1961)

Biographie

Archive des oeuvres

Joe Slovo (1926-1995)

Biographie

Archive des oeuvres

Walter Rodney (1942-1980)

Biographie

Archive des oeuvres

Congrès National Africain

Des documents

Parti communiste sud-africain

Des documents

COSATU

Documents - Œuvres d'autres écrivains -

Colin Leys. Sous-développement au Kenya , 1975

«Dialego». Philosophie et lutte de classe , c. 1975

Mahmood Mamdani. Relier l'urbain et le rural

Issa Shivji. La lutte pour la démocratie

HJ et RE Simons. Lutte de classe et libération nationale

Zwelinzima Vavi. La démocratie a contourné les pauvres

Paulo Freire. Pédagogie de l'opprimé **Christopher Saunders.** La création du passé sud - africain

Kenan Malik. Toutes les cultures ne sont pas égales

Allister Sparks. Les dirigeants vendent les pauvres des zones rurales

Pour tout commentaire, contribution ou question, contactez Dominic Tweedie .

Archives d'histoire de l'Algérie | Archive des sujets | MIA